REVUE DE PARIS

REVUE DE PARIS

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE

TOME DEUXIÈME

Mars-Avril 1939

PARIS

BUREAUX DE LA REVUE DE PARIS

114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 114

—

1939

PRIODI
NERA
UNIV.

SÉ
DU
R.
Dr
GE
AN
JEA
J.
AN
LÉ
RO
P.
A.

46

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

REVUE DE PARIS

1er MARS 1939

SÉBASTIEN CHARLÉTY	*Les Lettres du Duc de Richelieu.*	5
DUC DE RICHELIEU	*Lettres au Marquis d'Osmond* .	10
R. DE ROUSSY DE SALES	*L'Amérique après Munich* . . .	34
Dr WULF SACHS	*Un Hamlet noir.* — II	51
GEORGES SUAREZ	*Briand et l'Expédition d'Orient.*	83
ANDRÉ ROUSSEAUX	*Charles Maurras*	103
JEAN DE BEAUMONT	*Guerre en Chine*	134
J. DE LA VARENDE	*Barbey d'Aurevilly*	145
ANDRÉ PARROT	*Les Archives de Mari*	160
LÉON DEUTSCH	*Darinka*	171
ROLAND DE MARÈS	*La Tragédie espagnole*	189
P. D'ESPEZEL	*Le Mouvement artistique*	206
A. ALBERT-PETIT	*L'Histoire*	221

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 10 FRANCS

46e ANNÉE *NUMÉRO 5*

LA REVUE DE PARIS *il y a cent ans*

La Revue de Paris *de mars* 1839 *(première* Revue de Paris*) groupe une étude sur l'histoire du piano de Castil-Blaze, un article sur Pétrarque de M. Delécluze, un voyage en Allemagne de H. Fortoul, une histoire de la Famille au travers des siècles, par Granier de Cassagnac, etc., etc...*

De la chronique de la Revue *nous extrayons les passages suivants :*

Un nouveau roman de M. Stendhal, *la Chartreuse de Parme*, doit paraître dans quelques jours chez le libraire Dupont. On sait l'intérêt que le monde littéraire attache aux productions de l'auteur de *Rouge et Noir*, et nous n'avons pas besoin de dire le succès réservé à ce nouveau récit du spirituel écrivain.

◆ La Comédie-Française a repris, jeudi dernier, avec succès, l'*Esther* de Racine. Ce n'est pas, on doit le dire, une petite hardiesse que d'avoir osé, devant un public habitué au fracas, aux violences du drame moderne, se souvenir de cette pièce si simple, si peu ambitieuse, de cette gracieuse et exquise élégie écrite par Racine, à la veille de sa disgrâce, pour les élèves de madame de Maintenon. Mademoiselle Rachel avait, il est vrai, rétabli déjà à elle seule le public du Théâtre-Français dans les habitudes classiques du XVIIe siècle ; elle avait fait applaudir des vers que nous savions tous, que nous relisions, mais que, sans elle, nous n'eussions jamais été écouter à la scène. Il fallait néanmoins le merveilleux talent de mademoiselle Rachel, il fallait cette simplicité admirable à la fois et cette vérité de la passion qui la distinguent pour faire applaudir une tragédie destinée à un théâtre de jeunes filles.

Enfin, de l'étude de Fortoul sur l'Allemagne, sont tirées ces lignes :

Au premier coup d'œil, l'Allemagne paraît partagée en deux camps irréconciliables. Le protestantisme règne sur le bord des fleuves qui descendent du Hartz pour aller se jeter dans la mer du Nord et dans la Baltique, au delà desquelles il a trouvé jadis ses représentants les plus élevés ; aujourd'hui, c'est la Prusse qui réunit dans ses seules mains toute l'autorité philosophique et toute la puissance politique que la pensée de Luther a créées. Le catholicisme domine, au contraire, au midi, dans le vaste bassin du Danube, depuis sa source jusqu'aux lieux où il va couler sous les lois d'une religion plus dévote encore et plus orientale ; ce parti est moins fort, parce qu'il est divisé. L'Autriche s'en est réservé le commandement politique ; mais ne sachant conserver l'intégrité de sa puissance qu'en aveuglant l'esprit de ses peuples, elle les a réduits de son mieux à l'insouciante mollesse de ses voisins de l'Orient, et elle a abandonné à la Bavière le rôle intellectuel que le catholicisme peut encore jouer au nord des Alpes.

General
Harr, Paris

LE DUC DE RICHELIEU ET LE MARQUIS D'OSMOND

Le recueil des lettres du duc de Richelieu au marquis d'Osmond, ambassadeur à Londres, fait partie des papiers donnés à l'Université de Paris, en mémoire du cardinal, qui fut proviseur de Sorbonne, par son arrière-neveu, le duc actuel de Richelieu. Comme le journal de sa sœur, la marquise de Montcalm [1], il ajoute aux connaissances que nous avions des débuts de la Restauration et du détail de la vie politique de ce temps. La première de ces lettres est du 18 mars 1815, la dernière du 18 janvier 1819 [2]. Elles couvrent donc un peu plus que la durée du premier ministère du duc et exactement celle de la mission de l'ambassadeur. Toutes sont de la main du ministre.

Ce sont des lettres intimes et privées. Le ministre montre à son correspondant une affectueuse confiance qui va croissant, jusqu'à l'abandon. Il lui fait part des soucis et parfois du dégoût que lui causent ses fonctions, de ses inquiétudes patriotiques, de ses déceptions politiques. Il s'y dépeint lui-même sans le vouloir et donne de son caractère un témoignage qu'on n'a pas de peine à croire parfaitement sincère. Elles ajoutent des traits au portrait de l'homme, distingué de manières et de sentiments, honnête, dévoué au bien public, dénué d'ambition personnelle, douloureusement surpris de découvrir, chez ses collègues et dans le Parlement, des opinions, des passions qui sont d'autre sorte. Sévère, franc, parfois rude, il

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 septembre et du 1er octobre 1934.
2. Nous n'en publions ici qu'un « choix ».

ne déguise rien : il ignore les grâces et les sous-entendus du style.

Après un séjour en Russie, qui dura autant que l'émigration, gouverneur d'Odessa, « l'homme de France qui connaissait le mieux la Crimée », comme disait Talleyrand, se trouva jeté en pleine bataille par la faveur amicale du tsar Alexandre, qui l'avait imposé après la seconde Restauration aux Alliés comme au roi Louis XVIII. Le tsar n'aimait pas plus Louis XVIII que Talleyrand, et même les détestait, depuis qu'il avait appris l'intrigue nouée contre lui au Congrès de Vienne ; Talleyrand fut renvoyé et Richelieu devint président du Conseil. On attribua à l'amitié du tsar les atténuations apportées aux dures conditions qu'imposait à la France le traité de Paris du 20 novembre 1815, négocié par Talleyrand. Le duc obtint de conserver à la France Condé, Givet, Charlemont, Joux et L'Écluse, un rabais de 100 millions sur l'indemnité de guerre et la réduction de l'occupation à cinq ans au lieu de sept. Richelieu n'en avait pas moins ressenti, en signant le traité, une douleur qui le fit cruellement souffrir pendant tout le reste de sa vie.

Il ne pensa plus désormais, et cette correspondance en témoigne presque à chaque page, qu'à réduire et à alléger pour son pays les charges et la durée de l'occupation étrangère. C'était une bataille à livrer tous les jours. A l'indemnité de guerre s'ajoutaient les frais énormes de l'entretien des troupes alliées, puis une obligation précise, stipulée dans la troisième convention annexée au traité, mais non chiffrée, de restituer aux puissances alliées les sommes qu'elles pouvaient réclamer du fait de la conquête napoléonienne. Du moins eut-il la satisfaction d'obtenir au Congrès d'Aix-la-Chapelle l'évacuation de la France par les soldats étrangers.

A ce souci dominant s'ajoutent toutes les affaires de l'Amérique espagnole, où Richelieu percevait facilement soit l'indifférence anglaise pour le sort réservé à l'Espagne, soit une sympathie qu'il jugeait intéressée pour les insurgés. Des républiques installées sur les ruines d'une monarchie lui semblent un danger révolutionnaire permanent, qui ne peut manquer de compromettre la paix du monde, et, en tout cas, celle des monarchies restaurées. Il eût voulu du moins créer au Mexique

un gouvernement monarchique et il se laisse aller à écouter des aventuriers qui lui proposent d'agir en faveur de cette solution. L'inertie et l'inintelligence infatuées du Gouvernement espagnol le désolent. Il n'y a à espérer de lui ni action, ni concession. Les Anglais, ne voyant aucun de leurs intérêts compromis dans cette révolte et, bien au contraire, prévoyant dans des États nouveaux une extension de leur commerce et de leur influence, accueillent avec froideur toutes les vues que Richelieu leur fait soumettre par son ambassadeur.

Richelieu s'indigne et se tourmente plus encore de la crainte, on pourrait dire de la terreur, que lui cause sans répit l'évasion possible de Napoléon. Il juge que les Anglais le gardent bien mollement, que les complots, ourdis en Europe et surtout en Amérique par les réfugiés français, peuvent facilement organiser une évasion. Il va jusqu'à demander que l'on pèse les tonneaux vides embarqués à la sortie sur les bateaux anglais pour qu'on vérifie si l'empereur n'était point enfermé dans l'un de ces tonneaux : la puissance de séduction de l'homme est, pense-t-il, telle qu'il peut trouver aisément des complices ; les Anglais de la garnison qui le voient ou seulement l'approchent n'oseraient peut-être ni empêcher, ni seulement contrecarrer ses projets. A la vérité, Richelieu ne sait à peu près rien de la vie qu'on mène à Sainte-Hélène. C'est peut-être son excuse. Peut-être aussi cette « peur de l'ogre », qui le domine à un point qui nous étonne, ne peut-on vraiment la comprendre que si l'on tient compte de la masse de rapports et de commérages des policiers officiels ou volontaires : ne signalait-on pas à chaque instant la préparation sur telle ou telle frontière d'une armée du prince Eugène ou l'apparition subite de Napoléon II. La crédulité populaire ajoutait foi à ces bruits et les partis d'opposition s'y associaient, chose assez facile en un temps où les communications et informations étaient rares, lentes et où les gouvernements n'avaient aucun moyen de savoir plus rapide et plus sûr que les particuliers. Il faut un certain effort pour se représenter un ministère sans télégraphe, sans chemins de fer, sans navigation à vapeur ; un temps, pas très éloigné de nous, où le récit des événements lointains était le fait d'hommes et d'agents longs à mettre en route, souvent suspects et pas toujours intelligents.

L'état d'esprit de ce premier ministre s'explique mieux encore quand on aperçoit, d'après son propre témoignage, dans quelle atmosphère il devait gouverner : un roi assez fin, mais fatigué, et tout entier à son désir de reconstituer l'appareil de sa majesté ; le frère du roi, Monsieur, tout occupé à préparer son propre règne avec le concours de ses amis, adversaires de la Charte et convaincus qu'on peut, avec un peu de savoir-faire, restaurer l'ancien régime ; une Chambre où lui, Richelieu, ne compte d'amis personnels que parmi les adversaires qu'il lui faut combattre, et qui tiennent pour insignifiants les soucis qui tourmentent le ministre. Lui, voit dans les charges financières qui accablent la France un grand danger pour l'ordre public; les malheurs de la première Restauration lui font constamment craindre que la nation, qu'il sent hostile, choisisse le premier prétexte (et celui-ci était excellent) pour se révolter à nouveau et renverser le Gouvernement ; et il se désole devant tant d'ignorance et d'infatuation.

Triste, sans appuis, sans amis politiques, car les libéraux l'acceptent sans le soutenir, et la nécessité seule le fait tolérer des ultras, ayant peu de goût pour le monde, aucun pour l'intrigue, passant ses soirées chez sa sœur, madame de Montcalm, il ne peut compter sur personne, sinon sur la faveur des ambassadeurs étrangers ; mais il n'en méconnaît pas la fragilité, et il en sent l'humiliation. Encore n'a-t-il qu'un ami à peu près solide, Wellington, qui commande le corps d'occupation britannique et qui estime sa probité. Cette sympathie est, au demeurant, largement compensée par la perpétuelle mauvaise humeur de l'ambassadeur d'Angleterre, sir Charles Stuart, aussi hargneux et désagréable qu'il est possible. Richelieu confie au marquis d'Osmond ses mécomptes, ses déboires et son découragement.

Ces lettres dépeignent une situation dramatique. L'honnête homme, le bon serviteur de son pays, qui n'a autour de lui que des adversaires ou des indifférents, n'y prend pas un goût plus vif pour la politique. Sa répugnance et son dégoût vont croissant ; son désir de s'en évader est sûrement sincère. Il sent assez confusément ce qui lui manque ; l'autorité politique : il n'est chef d'aucun parti ; il n'a même pas l'autorité morale faite du respect que son labeur et la pureté de ses inten-

tions devraient inspirer malgré tout, même aux fantoches et aux violents. Il ne cherche pas à conquérir ces gens qu'il déteste et qui ne l'aiment pas. Il manque d'ailleurs de ce rayonnement qui gagne le public et surtout les assemblées ; il a surtout des qualités privées, elles ne l'aident en rien dans le Gouvernement. Elles ne peuvent que lui rendre plus facile une retraite honorable et même assez belle.

Nul n'y sut mettre plus de silencieuse discrétion, sans toutefois y rien gagner en force pour un prochain avenir. Quand il fut rappelé de nouveau au pouvoir comme l'homme nécessaire après l'assassinat du duc de Berry, il se vit bientôt désavoué et chassé, ayant cessé d'être utile. C'est du comte d'Artois qu'il apprit jusqu'où peut aller l'ingratitude et la déloyauté des « grands ». Il croyait à la « parole de prince donnée à un gentilhomme » et, l'ayant rappelée à ce prince, il connut la plus brutale, la plus cynique, la plus ironique des trahisons. Ce libérateur du territoire ne fut même plus accueilli décemment au « Château ». Sans doute pouvait-il se rappeler son passé dans un mélancolique silence et regretter les bords de la mer Noire. Ce fut pour quelques semaines. Un accident insignifiant suffit pour faire mourir cet homme épuisé, à bout de nerfs et d'amertume, que rien n'avait destiné ni préparé à un métier difficile.

SÉBASTIEN CHARLÉTY

LETTRES DU DUC DE RICHELIEU AU MARQUIS D'OSMOND

Ce 21 septembre 1816.

Il me semble, monsieur le Marquis[1], que précisément parce que Bonaparte a jadis voulu attaquer les journalistes de Londres, il ne faut pas que le roi suive la même marche, et que le mépris est tout ce qui convient à de pareilles horreurs. Ce que je désirerais, c'est que, si un journal nous attaque, un autre nous défende. Je verrai le rédacteur du *Courrier* lorsqu'il arrivera, et nous tâcherons de nous arranger. Le blâme étant toujours plus facile et plus piquant que l'approbation, il faut plus de frais et de soins pour gagner des suffrages que pour exciter à la critique. Voilà ce qui explique pourquoi nos adversaires se sont arrangés si aisément avec les journaux anglais, d'autant qu'en versant la défaveur sur le Gouvernement français, quel qu'il soit, on sert toujours la passion favorite du peuple anglais.

J'ai déjà eu plusieurs conversations avec M. Canning, et j'ai réussi, j'espère, à le guérir d'une partie des préventions qu'on avait voulu lui donner. On avait fondé beaucoup d'espérances sur son séjour ici, car, tout en tonnant contre l'influence étrangère tant qu'on croit qu'elle ne flatte pas vos passions, on est fort disposé à s'en servir dans la supposition qu'elle pourrait les satisfaire. J'ai entamé aussi avec lui la grande question de la diminution de l'armée d'occupation

1. Le marquis d'Osmond, nous le rappelons, était ambassadeur de France à Londres.

ou au moins des frais qu'elle occasionne. Quoiqu'il ne m'ait pas répondu d'une manière tout à fait satisfaisante, au moins n'a-t-il pas pu me dire une seule bonne raison pour s'y refuser, et je crois, en effet, qu'il n'y en a pas une seule bonne à donner. J'ai écrit, il y a quelques jours, une grande lettre à ce sujet au duc de Wellington, et j'attends sa réponse avec impatience. Rien n'empêche à présent que vous ne causiez de cette mesure avec les ministres anglais ; je n'ai pas besoin de vous détailler tout ce que l'on peut dire en sa faveur. C'est le plus sûr moyen d'affermir le Gouvernement du roi, sans compromettre en aucune manière la sûreté de l'armée alliée, et cet allègement de charges rendra plus sûr et plus facile le payement des contributions. J'espère encore que nous obtiendrons quelque chose, et le désire, comme vous pouvez croire, bien vivement.

Nous aurons une forte majorité dans la Chambre[1], mais il faudra tâcher de la conserver ; une majorité en France ne saurait se comparer à une majorité anglaise qu'on a toujours dans la poche, et sur laquelle on peut compter habituellement. Ici, l'envie de briller, l'amour-propre, la mobilité de caractère, et une certaine indépendance d'opinions dont on cherche à faire parade, jetteront sans cesse une certaine quantité de voix dans l'opposition. Nous avons encore la chance très probable de voir les ultra-libéraux se réunir avec les ultra-royalistes sur plusieurs questions ; en un mot, nous suivons une route hérissée de difficultés, et j'admire comment il est des hommes qui puissent désirer nos places : il faut ou un courage, et un dévouement héroïque ou une présomption et un amour-propre sans bornes. Enfin Dieu nous aidera, j'espère ; car, vraiment, il faut un vrai miracle pour nous mener au port à travers ce labyrinthe d'écueils et de difficultés sans cesse renaissantes.

Adieu, monsieur le Marquis, plaignez-moi ; j'ai du courage, j'espère, autant qu'un autre homme, et cependant je suis quelquefois au moment de désespérer de la chose publique et de moi-même. Heureusement que je chasse bien vite ces mauvaises pensées. Recevez l'assurance de mon inaltérable attachement.

Ci-joint une lettre pour M. le duc d'Orléans.

1. Qui succédait à la *Chambre introuvable*, dissoute le 5 Septembre.

Paris, ce 24 octobre 1816.

J'ai reçu, monsieur le Marquis, la réponse du duc de Wellington à une lettre très longue et très détaillée que je lui avais écrite au sujet de la réduction de l'armée d'occupation, ou au moins des dépenses qu'elle occasionne. Cette réponse est absolument négative, et ne détruit aucun des motifs que j'avais allégués, parce que la chose était, je pense, impossible. J'imagine que le duc, qui m'avait paru très bien disposé pour cette mesure, est trop homme de guerre et homme d'État pour ne pas être sûr que cent vingt mille hommes occupant dix-sept places fortes à six marches de Paris sont plus que suffisants pour rassurer contre toute commotion qui pourrait avoir lieu en France. Je le tiens au reste de la bouche du duc même. Mais, apparemment, les instructions de son Gouvernement l'auront fait changer d'avis ; on aura craint en Angleterre le retour de six mille hommes qu'il aurait fallu licencier, et sans vouloir que nous périssions, on n'est pas fâché que notre restauration n'aille pas trop vite ; il me semble cependant que nous sommes plus près de faire pitié qu'envie. Je n'ai pas besoin de vous dire à quel point je suis affecté de cette tournure inopinée qu'a prise une affaire aussi importante ; j'espérais un moment de jouissance bien doux, et le premier, certes, que j'aurais eu depuis que je suis dans cette galère ; j'attendais un effet moral de cette mesure dont les résultats pour nous me semblaient incalculables, sans compter un soulagement immédiat pour nos finances. Il faut renoncer à tout cela, et l'esprit qui a dicté cette résolution est, en outre, bien effrayant pour l'avenir.

Nous allons être obligés de dérouler ce fatal budget où l'on verra près de 300 millions de plus en dépenses qu'en recettes possibles, et qu'il faut couvrir par le crédit. Cette perspective pour une nation affligée par toute sorte de fléaux ne sera pas consolante, surtout n'ayant pas le plus petit soulagement à lui proposer, et ne nous conciliera pas une grande faveur. Il faut se préparer à tout, et ne pas se désespérer si l'on peut.

Nous ferons tout ce que nous pourrons pour accaparer M. Street, mais il ne paraît pas que la chose soit facile. Ces

précepteurs des nations ont une haute idée d'eux-mêmes, et paraissent décidés à mettre leurs faveurs à un très grand prix. M. de Cazes est prévenu par vous et s'ingéniera de son mieux.

Il serait possible que l'ouverture des Chambres fût retardée d'une huitaine de jours afin de présenter le budget le lendemain, et de distraire par là l'attention de toutes les intrigues dont on va entourer les députés ; mais sûrement ce ne sera pas plus tard que le 14 ou le 15 et probablement avant.

Veuillez, monsieur le Marquis, recevoir l'assurance de mon attachement inviolable.

Paris, ce 31 octobre 1816.

Je ne vous dirai qu'un mot aujourd'hui, monsieur le Marquis, ayant encore un peu plus d'affaires que de coutume ; mais j'ai voulu vous prévenir sur un fait qui excitera peut-être la susceptibilité de M. le duc d'Orléans. Le roi s'est décidé à ne donner l'autorisation de venir siéger à la Chambre des pairs, qu'à ceux des princes de sa famille qui se trouvent en France ; en conséquence, ni M. le duc d'Orléans ni M. le duc de Bourbon ne seront nommés dans le message qui, suivant l'usage, sera fait à la Chambre des pairs à ce sujet. Il n'y a point dans cette mesure de personnalité contre M. le duc d'Orléans, mais il ne paraît pas convenable d'inviter à siéger à la Chambre des princes qui se trouvent hors du royaume. Si par hasard il vous parlait de cette omission, vous pourrez la lui expliquer de cette manière qui, je crois, serait satisfaisante.

J'ai vu M. Street et M. de Cazes a eu avec lui un entretien qui, j'espère, nous approchera plus du but que toutes les belles choses que j'aurais pu lui dire. Sir Charles Stuart[1] est plus aigre et plus grognon que jamais : c'est quelquefois au point qu'on serait bien tenté de l'envoyer promener, car il manque même des formes les plus habituelles en société. Tout le monde s'en plaint, et moi j'en souffre plus particulièrement. Il est enchanté d'avoir à dire que son Gouvernement ne veut pas de la diminution des troupes. Il est maintenant le seul, car la Prusse y aurait consenti. Le duc de Wellington est, je crois, un peu embarrassé de s'être autant avancé

1. Ambassadeur d'Angleterre à Paris.

vis-à-vis de nous, et des autres ministres, et ne paraît pas disposé à venir à Paris de sitôt. Il est difficile de calculer le mal qu'il nous fait, et si nous n'avons pas sur les Chambres l'influence que nous aurions pu avoir, c'est bien à cette mauvaise volonté que nous en serons redevables.

Je finis, monsieur le Marquis, en vous offrant l'assurance de mon inviolable attachement.

Paris, ce 11 novembre 1816.

. . . . . .

J'étais résigné à tout, en prenant la place que j'occupe, mais je sens que les coups d'épingle redoublés sont plus difficiles à supporter que je ne l'imaginais. La conduite du Gouvernement anglais dans l'affaire de la réduction de l'armée m'a surtout été sensible. C'était une question vitale pour nous ; on l'a décidée contre ; le duc de Wellington est, je crois, un peu embarrassé de se trouver ici après ce qui s'est passé et les promesses qu'il m'avait faites et non seulement à moi, mais aux ministres de Russie et d'Autriche. Les propos qui sont échappés à M. Canning et à milord Harrowby ne font que trop entrevoir quels sont leurs projets. M. Canning a parlé des cinq ans d'occupation, et cependant il sait fort bien qu'il est matériellement impossible que la France les supporte. J'espère, au reste, qu'ils ne sont pas absolument les maîtres de disposer de notre sort.

Veuillez, monsieur le Marquis, agréer l'assurance de mon inviolable attachement.

Voici une lettre importante pour la comtesse de Lieven [1], que je vous prie de lui remettre en mains propres.

Paris, ce 2 décembre 1816.

J'ai l'honneur de vous écrire officiellement, monsieur le Marquis, au sujet d'une démarche que j'ai été obligé de faire hier et qui m'a coûté plus qu'aucune chose que j'ai faite en ma vie. Vous le comprendrez facilement en pensant à l'embarras de demander des égards et de l'indulgence à des hommes qui en ont fait voir si peu. Enfin il le fallait et j'ai avalé le

1. Femme de l'ambassadeur de Russie à Londres.

calice jusqu'à la lie. On ne m'a pas montré trop de malveillance et j'espère qu'ils comprendront qu'il ne faut pas tuer la poule aux œufs d'or. Notre situation, en effet, est de nature à mériter quelques égards et le cas d'ailleurs est prévu dans le traité. Ma démarche, néanmoins, n'en a pas été moins pénible. J'ai pris l'occasion de cette circonstance pour parler de l'emprunt que nous négocions et engager Stuart à écrire à son Gouvernement pour nous y être favorable, ce qu'il m'a promis de faire. Le ministre des Finances ira le voir demain pour lui expliquer notre affaire financière et tâcher, par des douceurs et des marques de confiance, d'adoucir son humeur, ce à quoi M. Corvetto[1] est plus propre que moi. Il nous faut cet emprunt sous peine de voir la machine s'arrêter, et que gagnerait-on à nous réduire à cette extrémité? Quel avantage en résulterait-il pour l'Europe de nous voir replongés dans toutes les horreurs de l'anarchie? J'espère donc que nous trouverons appui et secours et que, quand on aura assuré la marche des affaires et qu'on aura vu l'union qui règne entre le ministère et les Chambres, on ne s'opposera plus à une diminution de charges que je regarde comme indispensable si l'on veut que le Gouvernement royal puisse s'affermir.

Vous avez vu la scène de jeudi à la Chambre, l'attaque a été très vive et le tumulte très grand; mais le vendredi, au contraire, tout a été calme, décent et la majorité en faveur du ministère très considérable. Cet événement l'a assuré, j'espère, d'une manière plus positive qu'on aurait pu l'espérer.

A tous nos autres embarras se joint celui des subsistances, non qu'elles manquent absolument, mais une partie de la France a été terriblement maltraitée et il faudrait, pour trouver un niveau, que la circulation la plus libre pût être établie et maintenue; c'est une angoisse de plus ajoutée à toutes les autres.

Je suis fâché que M. l'évêque de Blois n'approuve pas ma conduite dans l'affaire de Rome, je ne crois pas avoir tout à fait tort et la différence des circonstances motive suffisamment une différence de conduite. Au reste, je conviens que c'est une des affaires les plus épineuses dont on pût s'occuper.

Nous ne sommes pas sur des roses, mais il faut sortir de

1. Ministre des Finances.

cette position et, quant à moi, les difficultés, quand elles arrivent à un certain point, ne m'ôtent pas le courage, au contraire ; augmentez-le par quelque bonne nouvelle, monsieur le Marquis et, en attendant, recevez l'assurance de mon inviolable attachement.

Paris, ce 30 décembre 1816.

Votre lettre, monsieur le Marquis, nous donne toujours l'espérance que notre affaire d'emprunt marchera ; mais le retard est pénible et il nous tarde bien de voir Ouvrard[1] avec de bonnes nouvelles. Je crains bien que celles que nous portera le duc de Wellington ne soient pas telles ; cependant, il trouvera les ministres des trois autres Cours munis d'instructions uniformes et qui ne sauraient nous être plus favorables ; je ne conçois donc pas trop bien comment le ministère anglais pourrait se refuser à nous accorder cet adoucissement sans s'exposer à une attaque sérieuse de la part de l'opposition, qui apprendrait plus tôt ou plus tard ce qui se serait passé à ce sujet. Ce que M. Vansittartd vous a dit de la nécessité de l'économie est parfaitement juste, mais ce serait surtout pour moins imposer plutôt que pour moins emprunter qu'il faudrait supprimer une partie de la dépense.

Notre peuple succombe sous le faix ; il n'y a que ceux qui ont des traitements, des rentes et des pensions qui aient de quoi vivre ; les propriétaires meurent de faim. Au reste, je crois que la Chambre criera à l'économie et que cet article du budget sera violemment attaqué ; si nous ne pouvons pas nous mettre d'accord, ce serait très fâcheux. La Guerre a été réduite à 200 millions et la Marine à 48 ; ils veulent descendre à 180 millions pour l'une et à 40 pour l'autre. C'est aujourd'hui que cette affaire se traite entre les membres de la Commission du budget et nous. Je vous assure que, souvent, en considérant notre position de sang-froid et les difficultés de toute espèce qui nous environnent, la tête est prête à tourner. Le courage manque quelquefois en voyant le peu de chances de succès et on devient *lowspirited*, maladie anglaise que je connais à présent.

1. Ouvrard (1770-1846), ancien munitionnaire de l'Empire, chargé de négociations financières. Voir *Revue de Paris* du 1er Août au 1er Septembre 1929, les études d'Arthur-Lévy.

Je ne comprends pas quel genre d'intrigue M. de Carency peut faire à Londres, je croyais qu'il était en dessous de l'intrigue même ; je ne crois pas que MM. de Duras ou d'Auxmont aient aucune accointance avec lui et, quant à moi, je n'en ai ni ne veux en avoir. Je ne voudrais pas non plus que le duc d'Aumont se lie avec Fauche-Borel[1], contre lequel le roi a des préventions personnelles et, je crois, très fondées.

J'attends de vos nouvelles avec grande impatience ; peut-être Ouvrard nous en apportera-t-il ; c'est à peu près la vie ou la mort que vous nous enverrez : jugez avec quel battement de cœur nous recevrons vos lettres. Ce que vous me mandez du duc d'Orléans est exactement vrai : il ne saura ni conspirer tout à fait, ni se conduire de manière à écarter de lui tout soupçon. Agréez, je vous prie, l'assurance de mon inviolable attachement.

Je vous souhaite une bonne année ; c'est une terrible chose de voir ce long rouleau se développer devant soi.

Paris, ce 10 février 1817.

Enfin, monsieur le Marquis, je puis vous annoncer que l'affaire de finances qui nous occupait est terminée, et que nous sommes entièrement convenus de nos faits avec MM. Baring et La Bouchère ; ce n'est malheureusement pas l'accomplissement des rêves de M. Ouvrard, dont la brillante imagination nous avait fait partager un moment les illusions. La réalité est beaucoup plus triste. Mais enfin, nous avons pensé que l'avantage d'assurer le service, de fonder le crédit et d'obtenir la réduction de l'armée d'occupation devait faire passer sur le prix auquel nous achetons cet emprunt. Nous nous attendons que les mêmes hommes qui proclamaient l'impossibilité de trouver à l'étranger du crédit à aucun prix, maintenant que ce crédit est obtenu, se récrieront sur les inconvénients et la ruine que cette opération va attirer sur la France. Il faut se résigner à ce malheur inhérent à la forme du gouvernement qui nous régit, et se consoler par le calme d'une bonne conscience et la certitude de n'avoir pu faire mieux. Lord Castel-

1. Fauche-Borel (1762-1829), agent secret de Louis XVIII sous la Révolution et l'Empire, publia ses *Mémoires* en 1827 et mourut par suicide, ruiné, à Neufchâtel (Suisse).

reagh vous aura peut-être déjà parlé de cette affaire, sir Charles Stuart m'ayant dit qu'il l'avait annoncée avant-hier à son Gouvernement par un courrier. Ce n'est pas la faute de cet ambassadeur si nous réussissons dans quelques-unes de nos opérations, car sa malveillance ne saurait être plus grande et il ne se donne aucune peine pour la cacher. Nous n'avons, au contraire, qu'à nous louer, et nous ne saurions le faire assez, de la bonne volonté que nous a montrée lord Wellington, dont la loyauté, la franchise et le noble caractère ne se sont pas démentis un instant dans tout ceci.

J'espère que je pourrai ces jours-ci communiquer aux Chambres la réduction de l'armée et cette nouvelle accélérera, j'espère, l'acceptation du budget, sur lequel on bavarde longuement et ennuyeusement. J'imagine pourtant que d'ici au 15 mars on pourra proroger les Chambres, et je vous assure que j'attends ce moment de repos avec bien de l'impatience; ce n'est pas une sinécure qu'une place de ministre dans de telles circonstances et dans un semblable gouvernement.

J'ai parlé au roi de la table de porcelaine que désire le prince régent; Sa Majesté m'a ordonné de vous autoriser à l'offrir de sa part au prince comme une marque de souvenir et d'amitié; je vais ordonner qu'elle vous soit envoyée le plus tôt possible. J'ai pensé que le simple consentement d'acheter eût été une mesquinerie qu'il fallait éviter.

Recevez, monsieur le Marquis, l'assurance de mon bien inviolable attachement.

Paris, ce 6 mars 1817.

J'aurais quelque espérance pour notre avenir sans les charges énormes qui pèsent sur nous, et que je vois augmenter d'une manière incalculable et qu'il était difficile de prévoir. D'après une convention additionnelle au Traité de Paris, nous devons et des remboursements et des indemnités aux particuliers qui ont éprouvé des pertes dans les guerres passées par suite d'invasions, etc. Il nous était impossible de prévoir de part ni d'autre à quoi ces sommes pourraient monter; mais maintenant que le terme pour présenter les réclamations est expiré, il nous a été possible de connaître la masse de ces prétentions. Elle s'élève, sans compter 100 millions qui déjà ont été liquidés, à près de 1 200 millions, non compris l'Es-

pagne, la Suède, le Danemark et les Américains, avec lesquels nous avons aussi des intérêts à régler. Je suis tombé de mon haut en voyant ce triste calcul et je vous avoue qu'un véritable découragement m'a saisi. De quel front viendrai-je à la prochaine session demander à ce malheureux peuple 15 ou 20 millions de rente pour solder ces prétentions et comment trouver des emprunts suffisants pour les dépenses fixes, quand, chaque année, pendant six ou sept ans peut-être, il faudra ajouter au Grand-Livre une vingtaine de millions tous les ans? Cela me fait frémir, je vous assure, et éteint la dernière lueur d'espérance qu'on aimait à apercevoir dans le lointain. Je n'ai pas encore fixé mes idées sur ce qu'il y aurait à faire. Payer est impossible, modifier le Traité n'est guère plus facile. Quelques économies que nous fassions, et il faut en faire d'immenses, nous ne pouvons pas créer des ressources proportionnées à ces énormes charges. On se perd dans ce labyrinthe et je n'aperçois pas comment on pourrait en sortir. Il faut convenir que la besogne que je fais est d'une nature bien consolante; à peine dégagé d'un obstacle qu'un autre se présente pour barrer le chemin et il me semble que, plus on avance, plus ces obstacles deviennent insurmontables. Plaignez-moi, je vous prie, monsieur le Marquis; plus habile que moi y serait embarrassé, mais personne ne sent plus vivement que moi le malheur de cette position.

Donnez-moi, je vous prie, des nouvelles bien circonstanciées de ce qui se passe où vous êtes et croyez que, dans tous les temps et toutes les situations, je conserverai toujours pour vous l'attachement le plus sincère.

P.-S. — M. de Blacas me mande d'une manière positive qu'il a été informé que L. Buonaparte[1] avait annoncé qu'il y aurait des troubles sérieux en Angleterre vers la fin de janvier, qu'il annonce qu'il y en aura de plus considérables au mois de mai et qu'alors il pourra s'y rendre. Vous pourrez faire de cette communication l'usage que vous jugerez à propos.

La table pour le prince régent ne pourra être prête que le 15; il y avait encore beaucoup d'ouvrage aux pieds; je la ferai partir aussitôt.

1. Louis Bonaparte, exilé par la loi du 12 janvier 1816, s'était retiré à Florence; Lucien à Rome.

Ce 27 mars 1817.

Le livre [1] que vous m'avez envoyé est ce que l'on a vu depuis longtemps de plus remarquable, qu'il soit de Buonaparte corrigé par Las Cases, comme bien des gens qui croient connaître son style le prétendent ici, ou bien qu'il soit sorti d'ici ou des Pays-Bas, peu importe : ce qu'il contient en fait l'importance. Je le crois très fâcheux ; il ne fait pas aimer Buonaparte, mais il détache de l'ordre actuel en voulant prouver qu'il ne saurait s'établir. Je suis très fâché qu'il soit si répandu ici, ce qui toutefois était à prévoir et impossible à empêcher ; on se l'arrache ; nous n'avions pas besoin de tous ces moyens d'agitation, il y en a bien assez dans nos têtes. Vous aurez su ce qui s'est passé samedi pour la représentation de *Germanicus*, d'Arnauld [2]. Il valait mieux ne pas jouer cette pièce à cause de l'auteur, c'était mon avis, et j'ai le tort de n'y avoir pas mis assez d'insistance, ce qui, en passant, prouve qu'il n'y a rien d'indifférent dans un temps et dans un gouvernement comme celui-ci. Nous l'avons suspendue, car les jeunes de la Garde, des gardes du corps, etc., voulaient à la seconde représentation faire siffler la pièce, et l'on aurait vu une scène sanglante selon toute apparence. Ce nouvel aliment à l'esprit de parti est une chose très fâcheuse ; ce qui l'est beaucoup aussi, c'est que le duc de Wellington a pris la chose au tragique et qu'il voit dans cette scène un indice du renouvellement de troubles et de malheurs et une absence d'énergie et de conduite dans le Gouvernement. Je crains que tout cela ne soit un peu de la façon de M. de Talleyrand qui s'est emparé de ce petit événement pour nous décrier de son mieux ; il persiste à vouloir être ministre. Certes, s'il l'était, je ne lui porterais pas envie. Ce qu'il y a de certain, c'est que les extrêmes des deux partis seraient enchantés de commencer la guerre civile, ce que, j'espère, nous trouverons bien le moyen

1. Ce livre, c'est le *Manuscrit de Sainte-Hélène*. Voir dans le *Journal* de la marquise de Montcalm, p. 228 et suiv., l'émotion produite par cette brochure qu'on attribua à l'empereur lui-même, et dont l'auteur, M. de Chateauvieux, ne fut connu que plus tard.

2. La représentation de *Germanicus*, tragédie d'Arnault, eut lieu le 22 mars 1817. L'auteur étant proscrit, on y souligna par de bruyantes manifestations beaucoup d'allusions politiques. La police interdit la pièce.

d'empêcher ; elle ne serait pas longue et l'on y mettrait bon ordre. J'ai voulu au reste que vous sachiez tout cela en détail pour répondre à ce qui pourrait vous en être dit...

Paris, ce 3 avril 1817.

Je suis bien fâché, monsieur le Marquis, pour M. l'amiral Keath que M. de Flahaut épouse sa fille ; mais si cela pouvait le décider à rester en Angleterre, même en changeant de religion, je vous avoue que je m'en consolerais. Comme il n'est sur aucune liste, il serait bien difficile de l'empêcher de venir en France, s'il en avait envie, aucune loi ne l'en excluant. Je crois qu'il compte encore dans l'armée, mais je n'en suis pas sûr, le duc de Feltre à qui j'en ai écrit ne m'ayant pas encore répondu à ce sujet. L'ouvrage du patron[1] de M. de Flahaut continue à faire grand bruit ici, quoiqu'il soit peu répandu ; bien des gens et à leur tête le duc de Wellington prétendent et attachent même du prix à ce qu'on croie qu'il a été fait ici, et que Benjamin Constant en est l'auteur. Je ne le crois pas et il me paraît beaucoup plus simple de croire qu'il est venu de Sainte-Hélène. Si par quelque moyen vous pouviez découvrir la vérité, j'en serais fort aise ; il serait utile de faire voir au duc que cette publication ne tient pas à un grand plan de conspiration. La fermentation qu'avaient excitée *Germanicus* et ses suites commence à se calmer, mais néanmoins cette aventure a fait voir combien les passions étaient peu amorties et que les partis en présence n'attendaient qu'un signal pour s'égorger. Pauvre nation qui est assez peu capable de réflexion pour ne pas voir que le moment où elle commencerait la guerre civile serait celui de sa ruine complète ! Mais les passions ne réfléchissent pas et nous voyons qu'elles altèrent non seulement le jugement, mais même les principes des hommes d'ailleurs les plus honnêtes. Je crains qu'il ne soit bien difficile d'affermir l'ouvrage auquel nous travaillons ; je ne vois pas d'avenir et rien ne s'affermit ; j'en sais bien la raison principale, mais il serait trop long de vouloir la déduire ici.

J'ai vu madame votre fille[2] ; tout ce qu'il sera possible de

1. L'Empereur. Il s'agit toujours du *Manuscrit de Sainte-Hélène*.
2. Madame de Boigne.

faire pour améliorer votre situation, je le ferai ; mais il faut un peu de patience, je ne vois que la Chambre des pairs qui puisse nous fournir un petit supplément et, sitôt que quelque vieux sénateur mourra, j'aurai l'œil au guet pour obtenir son héritage. Nous sommes ici maintenant dans une disposition économique qui ne permet pas de songer à rien augmenter, puisqu'il nous faut trouver de 40 à 50 millions de retranchement, et la chose est possible tant est grand le luxe de l'administration. Cette dépense pour les émigrés[1] me tracasse, elle n'est ni régulière ni régularisée, et je voudrais au moins que ce fût l'un ou l'autre. Le plus que vous pourrez nous en envoyer, le mieux ce serait. Mais c'est qu'on dit que ces braves gens ne font guère plus de cas du roi que de Buonaparte. Si vous pouviez faire entendre à ceux que des infirmités n'empêchent pas de revenir qu'enfin, s'ils persistent à ne pas vouloir rentrer en France, si les ecclésiastiques ne veulent pas venir y remplir les devoirs de leur état, il ne serait pas impossible qu'on se lassât de les payer dehors ; peut-être que cela en déciderait à revenir et diminuerait d'autant la masse de ce que nous avons à payer dehors. Veuillez, monsieur le Marquis, vous occuper de cette affaire.

Je viens de voir sir Charles, qui me dit que le *Manuscrit* supposé de Sainte-Hélène a été porté d'ici à Londres pour un homme d'affaires de madame de Staël ; Street, au contraire, assure qu'il est arrivé à Londres de Sainte-Hélène par le Cap, et apporté au secrétaire général de l'Amirauté, M. Croker. Je vous assure qu'il nous importe beaucoup de savoir la vérité, car si, en effet, cet écrit était parti d'ici, ce serait une preuve qu'il y aurait un plan général et une partie liée, et cela exigerait des mesures très actives pour déjouer ce plan s'il existait. Je ne peux donc assez vous recommander, monsieur le Marquis, d'employer tous les moyens qui sont en votre pouvoir pour découvrir la vérité et, si même cela devait coûter quelques sommes, je ne les regretterais pas.

Soyez assuré, je vous prie, monsieur le Marquis, de l'inviolable attachement de votre fidèle serviteur.

1. Les émigrés restés en Angleterre.

Paris, ce 25 septembre 1817.

Nous sommes, monsieur le Marquis, au milieu de nos élections et l'intérêt qu'on y prend ici, celui qu'elles inspireront sans doute en Angleterre, m'engage à vous en dire deux mots. D'abord elles se passent partout avec le plus grand ordre ; le mode adopté pour voter paraît réunir beaucoup d'avantages en ce que, chacun venant apporter son vote à son tour, il ne peut jamais y avoir foule ni tumulte ; mais, si l'ordre règne à Paris dans les divers bureaux où l'élection a lieu, l'esprit qui s'est montré dans une bonne partie des votants est loin de mériter le même éloge. Animés par le banquier Laffitte, qui, enrichi par ses opérations avec le Gouvernement, s'est persuadé, ou l'a été par ses flatteurs et ses parasites, de se faire chef d'opposition, on a porté des noms que rien ne recommande que leur inimitié contre le Gouvernement et la maison de Bourbon ; et il est bien à craindre que quelques-uns de ces noms ne passent aujourd'hui, dernier jour de scrutin. Il est bien évident que ceci n'aura d'autre effet que de scandaliser la France et d'épouvanter l'Europe sur l'affermissement de l'ordre des choses actuel, car ce que nous savons des élections dans les départements, en général, est en notre faveur à une grande majorité ; mais je ne puis qu'être profondément affligé de toutes les raisons, ou au moins des prétextes qu'on va avoir pour se méfier de notre solidité. Un nom comme Benjamin Constant ou La Fayette effrayera davantage que ne rassureront dix noms inconnus. Si les royalistes des diverses nuances voulaient s'entendre, ils auraient partout une immense majorité. Là où ils sont vaincus, c'est leur division qui en est cause, et si la possibilité des dangers qui les menacent ne les ramène pas au Gouvernement et ne les rallie pas autour du roi, il faut désespérer de la chose publique. Quoi qu'il en soit, je vois et j'espère que nous aurons une grande majorité pour nous dans la masse du cinquième qui va être élu ; mais j'appréhende qu'il ne sorte de l'urne parisienne des noms scandaleux qui fassent peur à l'Europe. Où vous êtes, vous pouvez expliquer facilement ce qui se passe à Paris par ce qui a ordinairement lieu aux élections de Londres, où l'on nomme d'ordinaire les plus mauvais sujets, et j'espère que ce ne sera

le cas ici que pour le plus petit nombre. Il n'est pas d'ailleurs sans vraisemblance que l'apparition de ces noms imprimera une salutaire frayeur qui ralliera tout ce qui est sincèrement attaché au maintien de l'ordre actuel des choses et donnera encore plus de force au Gouvernement. Il est à remarquer que personne de l'armée ancienne ne se trouve porté par les révolutionnaires, le seul général de ce temps qui fût dans le cinquième sortant n'a pas été réélu. Il est donc évident que tout cela ne tient pas à un plan de conspiration lié. Tandis que Paris porte des révolutionnaires éhontés Lyon renomme les trois mêmes députés, dont deux ont voté avec la minorité de 1816 et avec la majorité de 1815 et le troisième contre la loi d'élection, tous trois gentilshommes. Évreux a fait deux mauvais choix, Alençon et Coutances d'excellents, pris en grande partie parmi la noblesse. Dites-leur donc qu'il ne faut pas se désespérer si même quelqu'un de ces vilains noms sort à Paris. J'ai voulu vous parler de tout cela un peu en détail, afin que vous puissiez répondre avec connaissance de cause aux nombreuses questions qui vous seront faites et, sur ce, je vous quitte pour m'occuper de ce même objet, en vous priant d'agréer l'assurance de mon inviolable attachement.

Paris, ce 26 janvier 1818.

Tout ce que vous me mandez sur les préparatifs et les expéditions qui s'arment en Angleterre m'étonne et m'alarme singulièrement, monsieur le Marquis. Les nouvelles que j'ai d'Amérique m'ont souvent parlé de ce plan de délivrer l'homme de Sainte-Hélène, que ses partisans ne perdent pas de vue. Des armements aussi considérables que ceux que vous me signalez ne peuvent pas être purement commerciaux et il est plus que probable qu'ils cachent des projets dont le développement peut nous être funeste. Je ne puis concevoir comment le Gouvernement anglais ne pourrait avoir action sur des entreprises qui pourraient le compromettre, en compromettant le repos du monde. Comment ! Une escadre partie de ses ports pourrait aller attaquer les côtes d'Espagne sans qu'il en fût responsable ! Je sais bien que personne ne serait en état

d'exiger cette responsabilité les armes à la main. Mais il est une morale que des gouvernements qui se respectent ne peuvent pas mépriser. Tâchez, monsieur le Marquis, de percer ce mystère, nous ne pouvons être trop en garde sur ce qui nous menace de ce côté. Vous m'avez mandé qu'il n'y avait qu'un vaisseau de soixante-quatorze canons à Sainte-Hélène, que, si l'on voulait dire un mot, cela serait suffisant, mais que vous doutiez que l'on voulût dire ce mot, que l'on était trop engagé, etc... Je vous avoue que je n'ai pas compris ce passage de votre lettre et, comme il est fort important que je sois bien au fait, je vous prie de vouloir bien me l'expliquer. J'ai fait donner des ordres à Bordeaux pour prévenir l'embarquement des hommes qui pourraient vouloir s'embarquer sur les vaisseaux de Renovales; d'après la liste que vous m'envoyez, c'est toute une flotte que cette expédition. Je vous assure que tout cela fait naître d'étranges idées.

Paris, ce 29 janvier 1818.

Vous recevrez par ce même courrier, monsieur le Marquis, une lettre officielle sous la rubrique *Cabinet*, qui n'est presque que la copie de la lettre particulière que j'ai eu l'honneur de vous écrire il y a huit jours. J'ai voulu qu'il reste dans nos archives la preuve manifeste de l'occupation où nous sommes de l'île Sainte-Hélène, qui me paraît toujours le point capital sur lequel nos yeux doivent être continuellement fixés. Je ne puis comprendre, je vous l'avoue, l'indifférence du Cabinet anglais sur ces nombreux armements, et il est bien essentiel de ne pas laisser établir dans le droit public des nations un changement de système qui amènerait à autoriser les particuliers à faire la guerre pour leur compte sans le consentements de leurs gouvernements, et peut-être malgré eux. Que répondra le Gouvernement anglais au cri d'indignation qui s'élèvera dans toute l'Europe si un armement parti de ses ports vient attaquer la péninsule espagnole, ainsi que vous me mandez que Renovales en a le projet? Lui siéra-t-il d'invoquer alors l'insuffisance de ses institutions et de ses lois? Quel homme de bonne foi, et connaissant l'influence qu'exerce le ministère, pourra croire qu'il n'est pas de moitié dans toutes

ces entreprises, et que le désir d'étendre son commerce et de fermer la bouche aux manufacturiers de Nottingham et de Manchester, ne l'engage pas à favoriser de tout son pouvoir l'indépendance des Amériques? Ne pensez-vous pas que ce besoin de popularité ne l'aveugle peut-être aussi sur les dangers que court l'île Sainte-Hélène, d'où, d'après ce que M. de Sturmer écrit à Vienne, le prisonnier conserve toujours l'espoir de s'échapper? Toutes ces choses, monsieur le Marquis, sont d'une telle importance qu'il faut s'en occuper sans cesse et ne perdre aucune occasion d'en entretenir les ministres anglais avec la mesure et la sagacité qui vous sont propres. Ne nous laissons pas endormir, et qu'on ne puisse pas un jour nous faire le reproche de négligence qu'avait mérité, il faut en convenir, le ministère français de 1814 à 1815, par rapport à l'île d'Elbe. Nous avons reçu des nouvelles d'Espagne, et M. Pizarro, avec bien de la mauvaise grâce, s'est enfin décidé à autoriser le duc Fernand Nunez à entrer en négociation, et à faire usage de ses pleins pouvoirs. Nous avons en conséquence écrit hier au comte de Palméla pour l'engager à revenir ici le plus tôt possible. Veuillez lui dire que vous êtes au fait de cette démarche de notre part, et tâchez de lui persuader d'apporter ici un esprit de conciliation qui nous mette à même de terminer promptement cette affaire.

La séance d'hier, que vous lirez dans les journaux, vous fera voir le bon esprit de la Chambre des députés quand la passion n'entraîne pas la minorité hors des vrais principes. Dans la question du vote annuel dans la loi du recrutement, à peine vingt-cinq membres se sont-ils levés pour l'amendement; tout le reste l'a rejeté, jugez donc de tout le bien qu'on pourrait faire si cette union était permanente. Hélas, je crois que nous en sommes plus loin que jamais, et tout espoir me paraît perdu de ce côté. Le duc de Wellington doit, dit-on, arriver aujourd'hui, je l'attends avec impatience, car le temps nous presse, et nous ne saurions trop tôt commencer cette importante affaire.

Comptez, monsieur le Marquis, sur mon constant et inviolable attachement.

Je vous remercie de votre mémoire sur l'Amérique, il est très intéressant.

Paris, ce 12 mars 1818.

Je reçois à l'instant, monsieur le Marquis, votre lettre du 5 mars qui a été retenue deux jours par les effroyables tempêtes qui ne discontinuent pas depuis dix jours. Ce qui vous a été dit par le prince régent et ce que vous confirment les renseignements qui vous parviennent, ne m'étonne pas, et est conforme à ce que j'apprends de mon côté. Si c'est pour consolider le gouvernement royal et pour empêcher les maux qu'ils prévoient que les cabinets alliés veulent prolonger le séjour de l'armée d'occupation, je doute qu'un pareil moyen soit propre à atteindre leur but. Au contraire, il m'est démontré que l'irritation que produiront les espérances frustrées et la surcharge de 300 millions qu'il faudra trouver pour l'entretien de cette armée pendant deux ans, si elle n'amène pas une explosion immédiate, produira contre la Famille qu'on ne regardera plus que comme instrument de la ruine de la France, une exaspération qui rendra sa conservation impossible, quand, après deux années encore, il faudra cependant finir par évacuer le territoire français. En supposant même qu'il y eût des dangers à opérer l'évacuation au bout des trois ans, ils sont bien moindres que les chances que l'on court en s'en tenant à l'article du traité qui permet d'espérer une libération entière après trois années. Je ne comprends pas ce qui peut tout à coup faire varier ainsi les idées sur un point qui semblait universellement adopté ; y a-t-il eu en France des mouvements séditieux? Des départements se sont-ils révoltés? Des villes ont-elles arboré le drapeau tricolore? Oui, certes, il y a de l'agitation dans les esprits, l'esprit du siècle où nous vivons se manifeste en France, mais dans quel pays ne se fait-il pas voir? L'Allemagne, l'Italie sont-elles exemptes de fermentation? Et si nous avons une forme de gouvernement qui permette de remarquer davantage cette tendance à la démocratie, si le peuple est calme, s'il supporte ses maux avec résignation, faudra-t-il le punir parce que quelques pamphlétaires donnent l'espoir à leurs extravagantes conceptions, et qu'une douzaine de membres de la Chambre font entendre à la tribune leurs principes désorganisateurs qui sont toujours repoussés avec indignation? Assurément, l'ordre social en

Europe est malade, il l'est en France ; mais croit-on que le moyen de le guérir soit de blesser profondément l'amour-propre national, et de prolonger des charges insupportables moralement et physiquement ? En vérité, monsieur le Marquis, quand on voit la passion se mettre ainsi à la place du raisonnement, on est tenté de désespérer du salut public et il faut un caractère plus qu'humain pour ne pas se livrer au désespoir, ou au moins au plus complet découragement. Au reste, je dois dire qu'il est impossible d'être plus content que je ne le suis, surtout depuis quelques jours, du duc de Wellington. Dans l'affaire des liquidations, il cherche la vérité avec un esprit de loyauté et de droiture qui lui fait à mes yeux un honneur infini. Je ne sais ce qui arrivera de son arbitrage, mais je sais qu'il m'a donné encore une plus haute idée que celle que j'avais de son noble caractère, et, en vérité, ce n'est pas peu dire. Cet infâme Maubreuil[1] fera du scandale, et voilà tout ; il est vrai que c'est déjà trop, mais il n'y a aucun moyen de l'empêcher, ainsi il faut s'y résigner. Je vais faire laver la tête à ce M. Baudelaire pour son indiscrétion.

On présente aujourd'hui à la Chambre le projet de loi destiné à remplir la lacune que laisse l'ordonnance du 7 janvier 1817 touchant la répression de la traite ; nous avons donné hier une copie à sir Charles Stuart qui doit l'avoir envoyée à Londres.

Croyez, je vous prie, monsieur le Marquis, à mon inviolable attachement.

Paris, ce 11 mai 1818.

Je suis bien aise que vous ayez été content, monsieur le Marquis, de la manière dont a été terminée l'affaire du vote des fonds destinés à notre libération. Je suis persuadé que milord Castelreagh, au fond de son cœur, trouve que nous n'avons pas mal fait de diminuer la charge autant que possible, et que les deux années d'intérêt l'eussent aggravée au delà de toute mesure. Mais la vérité est que là où vous êtes, on n'est jamais fâché de voir la France obérée et tout ce qui peut retarder le moment où elle serait au-dessus de ses affaires,

1. Maubreuil (1774-1864), ancien écuyer de Jérôme Bonaparte, compromis en 1816 dans le vol des diamants de la reine de Westphalie, condamné à cinq ans de prison en 1818, sembla avoir été un agent de Talleyrand.

sera toujours agréable. Le duc de Wellington n'aura pas eu de peine à justifier la marche qu'il a tenue, si tant est qu'on puisse être sérieusement tenté de lui en faire des reproches.

L'arrivée de Gourgaud est un événement aussi embarrassant que désagréable ; notre détermination est de tâcher à tout prix de l'empêcher de venir en France, où sa présence et ses discours ne pourraient qu'être infiniment fâcheux, en réveillant des souvenirs qui commencent à s'éteindre et ramener les idées sur un homme qu'il faudrait tâcher de faire oublier tout à fait. Il est d'ailleurs assez difficile de discerner si son départ de Sainte-Hélène est, en effet, le résultat d'un mécontentement contre son maître et d'une brouillerie avec les Montholon, ou bien un moyen d'envoyer un émissaire en Europe. Tout ce qu'on prétend avoir donné lieu à son départ pourrait aussi bien être une imagination qu'une réalité ; M. de Montchenu[1] croit que sa retraite est tout à fait volontaire, mais j'avoue que je n'ai pas grande foi en la pénétration de M. de Montchenu. Quoiqu'il en soit vous aurez vu Gourgaud et, après cette conférence, vous serez plus en état d'avoir une opinion sur son compte. Je vous prie de me la faire connaître, ainsi que le parti que vous croyez que l'on pourrait tirer de lui. Mais ne lui donnez que des espérances très vagues et tâchez surtout de le déterminer à ne pas venir en France, au moins pour le moment. Il devrait sentir lui-même l'embarras de la position dans laquelle il se trouverait ici. Las Cazes l'avait fort bien compris et n'avait pas du tout cherché à y venir. La même réserve pourrait lui être conseillée comme un moyen d'obtenir avec le temps une indulgence qu'il serait impossible de lui accorder aujourd'hui. J'ai reçu de la Nouvelle-Orléans des informations dont je vous envoie ci-joint un extrait. Vous y verrez les projets que forment les réfugiés, l'attaque du Mexique ou une expédition contre Sainte-Hélène, peut-être même toutes les deux, telles sont les entreprises qui les occupent. Cela peut vous servir de texte pour les questions à faire à Gourgaud, et sur lesquelles il serait utile d'obtenir de lui des révélations, ce à quoi je doute au reste que vous puissiez parvenir. Car, si c'est un émissaire envoyé par Bonaparte, il ne dira que ce qu'il voudra qu'on sache ; si, au contraire,

1. Représentant du roi à Sainte-Hélène.

il est parti par suite d'une disgrâce, il est probable qu'il n'aura été initié à aucun des mystères de la politique de Longwood. Il ne faut, au reste, rien négliger de ce qui pourrait nous éclairer sur les projets qu'on y forme.

Je vous renouvelle, monsieur le Marquis, l'assurance de mon bien sincère attachement et de ma haute considération.

Paris, ce 18 mai 1818.

J'ai lu non sans quelque effroi, monsieur le Marquis, le précis de votre conversation avec M. Gourgaud et je vous avoue que je ne puis penser de sang-froid à la certitude dans laquelle il paraît être, que l'évasion de Buonaparte aurait déjà eu lieu, s'il savait où porter ses pas. Si cette assertion est fondée, nous ne pouvons plus avoir un moment de tranquillité, et toutes nos pensées comme tous nos efforts doivent se diriger vers les moyens de prévenir les malheurs incalculables que son évasion de l'île de Sainte-Hélène pourrait produire. Sans provoquer auprès du ministère anglais les mesures qui vous paraîtraient les plus propres à prévenir les dangers qui nous menacent, ne pourriez-vous pas dans vos conversations soit avec milord Bathurst[1], soit avec milord Castelreagh, leur faire part de vos craintes, qu'il est impossible qu'ils ne partagent pas. Quant à M. Gourgaud, malgré ses réticences, il sera peut-être possible de tirer de lui quelques notions plus exactes, et quand vous l'aurez revu, que vous aurez observé ses idées ultérieures, il vous sera peut-être plus aisé de former des conjectures moins vagues sur les choses qu'il voudrait vous cacher. Notre éloignement pour sa rentrée en France vous est connu, nous n'avons pourtant pas le droit de l'empêcher, et s'il persistait malgré ce que vous pourriez lui dire pour l'engager à renoncer à ce projet pour le moment, s'il persistait, dis-je, à vouloir rentrer en France à ses risques et périls, il serait nécessaire que nous en fussions immédiatement informés, afin de prendre un parti à son égard. Tâchez aussi, monsieur le Marquis, de vous rappeler et de mettre sur le papier les particularités les plus remarquables de votre con-

1. Ministre des Colonies, avait refusé en 1817 d'approuver la proposition de lord Holland demandant une enquête sur la conduite des gardiens de l'Empereur.

versation avec lui. Comme vous l'observez très bien, rien n'est indifférent de ce qui concerne cet homme, et il nous importe de connaître tous les détails qui ont accompagné les derniers instants de sa vie publique. C'est de vous que nous pouvons les attendre aujourd'hui et tout ce que vous nous manderez sera reçu avec reconnaissance.

Je vous renouvelle, monsieur le Marquis, l'assurance de mon inviolable attachement.

Paris, ce 25 mai 1818.

J'espère, monsieur le Marquis, que nous avons trouvé quelqu'un pour accompagner Renovales et M. de Cazes se charge de vous l'envoyer ces jours-ci. S'il ne nous sert pas à autre chose qu'à nous donner des nouvelles de ce qui se fera là-bas, ce sera toujours utile. Si ensuite on peut obtenir des avantages commerciaux, tant mieux. Quand l'Espagne finirait par être informée que nous avons eu quelqu'un auprès de ce chef de parti, il ne nous serait pas difficile d'avancer que sachant que son entreprise était liée avec celle que voulait tenter un rassemblement d'aventuriers français, nous avons voulu être instruits des projets de tout ce monde.

J'ai reçu beaucoup de lettres d'Amérique très fraîches. Il est constant que si le cabinet de Madrid voulait prendre une fois le parti de la raison, le temps qui s'écoulera entre les deux sessions du Congrès américain serait très favorable pour pacifier ses colonies. Il faudrait d'abord s'arranger avec les États-Unis et leur céder les Florides pour une bonne somme d'argent, puis envoyer un prince à Buenos-Aires pour y fonder un royaume, accorder enfin, au Mexique et aux autres parties de la Nouvelle-Espagne, les mêmes avantages commerciaux dont jouit l'île de Cuba et demander aux grandes puissances européennes d'être garantes de tous les arrangements. Je suis convaincu que tout se calmerait et que nous aurions l'avantage inappréciable de voir éteindre ces volcans, qui sans cela lanceront tôt ou tard sur l'Europe tous les brandons de trouble et de révolution. Je ne conçois pas que le Gouvernement anglais ne fasse pas de ces événements sa principale affaire ; lui seul pourrait y ancrer une influence plus grande que tout le reste du monde ensemble et je vous avoue que je ne me fais pas une

grande idée de l'esprit de prévoyance de milord Castelreagh en le voyant se contenter de vivre au jour le jour, sans penser du tout à l'avenir, qu'il serait si important de préparer. Toutes les notions qui me parviennent tendent à me prouver que le Gouvernement anglais favorise tant qu'il peut l'insurrection de provinces espagnoles, et cette politique qui, à la vérité, vivifie peut-être pour le moment les fabriques de la Grande-Bretagne, me paraît bien étroite et bien misérable, auprès des grands intérêts qu'il s'agirait de régler.

Toutes ces réflexions qui sont un peu tristes, puisqu'elles prouvent combien ces hommes qui vont avoir tant d'influence sur nos destinées sont au-dessous des circonstances, me ramènent malgré moi à Sainte-Hélène et à la possibilité d'une évasion ; quelquefois il me vient en idée qu'on en serait pas très fâché, puisque bien sûrement cette évasion tuerait pour longtemps tout crédit en France et tout espoir d'amélioration. Je repousse cette pensée, mais je suis bien sûr que si pareil malheur arrivait, il n'est personne qui ne formât cette conjoncture et qui ne rendît le Gouvernement anglais responsable d'un événement qu'on croit qu'il est tout à fait en état de prévenir s'il le veut. Je n'ai jamais cru à la possibilité d'une attaque de vive force, mais je vous avoue que je crains vivement une évasion, non pas favorisée par le Gouvernement anglais, mais dans laquelle il sera dupe d'un homme plus fin que nous tous.

J'ai pris des renseignements très positifs sur Gourgaud, on ne me l'a pas dépeint du tout comme un fanatique de Buonaparte, mais comme un homme plein d'ambition et voulant faire fortune, du reste, ayant des talents et de la capacité, mais un peu hâbleur. Je voudrais que ce fût cette dernière qualité qui lui eût inspiré tout ce qu'il nous a dit sur l'évasion probable de Buonaparte. Quoi qu'il en soit, je ne puis être tranquille sur ce point et, ce qu'il y a de pis, je n'entrevois point de moyens d'acquérir cette tranquillité.

Permettez, monsieur le Marquis, que je vous renouvelle l'assurance de mon inviolable attachement.

Aix-la-Chapelle[1], ce 16 octobre 1818.

J'ai reçu votre lettre par le courrier russe, monsieur le Marquis, et je ne puis mieux y répondre qu'en vous annonçant la conclusion de notre grande affaire qui a été terminée hier. Nous avons signé à huit heures du soir l'acte qui assure l'affranchissement de la France. Cette transaction est accompagnée de toutes les formes qui peuvent la rendre agréable et la remise de 15 millions, comme l'acceptation des 100 millions payés en rente au cours, et l'accélération de la retraite de l'armée d'occupation produiront, j'espère, un bon effet dans l'opinion. Je n'ai eu qu'à me louer des dispositions bienveillantes que j'ai trouvées tant pour la France que personnellement pour moi et il sera bon que vous parliez de ma reconnaissance aux ministres qui sont restés en Angleterre. Je suis sûr, monsieur le marquis, que vous partagerez notre joie de ce prompt et heureux dénouement d'un drame qui avait commencé d'une manière aussi tragique. Puisse-t-il clore à jamais l'histoire des troubles et des révolutions ! Il nous importe moins que le livre de Gourgaud paraisse à présent ; d'ailleurs ce ne serait qu'avec de l'argent qu'on pourrait l'empêcher et il faudrait recommencer sans cesse. Quant à Maubreuil, c'est un si grand misérable qu'il faut le laisser aboyer comme un chien enragé sans se mettre en peine. Je ne serais pas étonné que M. de la Rochejacquelin le soutînt ; il l'a déjà fait évader deux fois et ils sont cousins germains.

Je suis bien charmé que madame d'Osmond soit mieux. J'espère que le mieux continuera et qu'elle acquierra un peu de force. Je suis bien charmé qu'on ait pris des mesures pour s'assurer de la présence réelle de Buonaparte dans son île.

Recevez, monsieur le Marquis, l'assurance de mon inviolable attachement.

DUC DE RICHELIEU[2]

1. Richelieu est alors au Congrès d'Aix-la-Chapelle.

2. Copyright by Gallimard.

L'AMÉRIQUE APRÈS MUNICH

Depuis le début de septembre, l'Amérique n'a été qu'un immense table de résonance offerte au vacarme du monde extérieur. Les cris de défi, le pas des armées, les discours des hommes de guerre qui proclamaient la paix et des hommes de paix qui annonçaient la guerre, les hurlements des foules haineuses et les acclamations de délivrance, les bravades, les mensonges, les menaces, les plaintes aussi et les pleurs de ceux qui, par millions, tremblent, souffrent, se battent, s'enfuient, meurent — les déclarations officielles, les communiqués officieux, les nouvelles sûres, les potins, les prophéties, les calculs infaillibles, le tourbillon vertigineux enfin d'une humanité qui paraît soudain avoir décidé de dérouler beaucoup trop vite le film de sa propre histoire — tout cela depuis cinq mois l'Amérique l'a absorbé avec une sorte de voracité passionnée, ajoutant sa propre voix, ses cris, ses prières et ses colères au tumulte mondial.

Depuis cinq mois, l'Amérique est restée penchée sur le spectacle que le reste du monde lui donnait, dévorant les nouvelles qui, grâce aux journaux, au cinéma, mais surtout grâce à la radio, ont pris dans la vie quotidienne de chacun une place qui semble avoir privé de leur substance ces autres soucis qui, tout récemment encore, faisaient que la vie était ce qu'elle n'est plus...

Dans notre dernier article paru ici même (1er septembre 1938), nous notions que l'Amérique paraissait gagnée par

l'espèce d'apathie générale provenant de l'émoussement de la sensibilité et de la conscience à la suite des chocs trop répétés et trop violents auxquels l'humanité est soumise depuis quelque temps. Mais la crise du mois de septembre prouva que cette apathie n'était pas profonde et que les possibilités de réactions violentes que nous envisagions dans le même article étaient intactes.

Elles se manifestèrent en fait avec une intensité dont les Européens — à en juger par ceux qui visitent l'Amérique depuis lors — ne furent pas clairement conscients. C'est que, si les Américains furent complètement informés et même sur-informés de ce qui se passait en Europe, les Européens, par contre, ne furent pas toujours tenus au courant d'une façon complète du développement de la situation. Chaque nation agissait comme une unité dans la bataille : hypnotisée par ses objectifs immédiats et par les péripéties d'un combat qu'elle ne pouvait apercevoir que sous un angle relativement étroit, puisqu'elle y était totalement mêlée, elle se trouvait fréquemment dans un état d'esprit fort différent de celui qui règnait dans l'unité — dans la nation — voisine.

L'Amérique, étant physiquement très éloignée du drame et ses dirigeants n'y prenant pas une part officielle, put s'offrir le luxe de conserver une vue d'ensemble des événements et de les juger, non pas avec impartialité — loin de là ! — mais avec le sang-froid relatif que donne le sentiment que l'on ne s'en mêlera que si l'on veut et quand on voudra.

En outre — et nous nous excusons d'insister de nouveau sur un point d'une importance capitale — l'opinion américaine est à peu près unanime à considérer que les conflits qui se déroulent dans le monde depuis plusieurs années sont idéologiques : elle voit, d'une part, la démocratie, force mondiale et qui représente pour elle la seule forme concevable de la civilisation et, de l'autre, l'assaut que livrent à cette démocratie et à la civilisation même des mouvements d'essence proprement révolutionnaire... Que ces mouvements s'intitulent communisme, fascisme ou hitlérisme, peu importe : l'opposition est bien ancrée dans l'esprit public et ce n'est pas celle qui met en présence le communisme ou le fascisme, mais l'un *et* l'autre contre la démocratie. La seule différence entre ces

deux « internationales », c'est que celle de Moscou apparaît *pour le moment* moins virulente et dangereuse pour les idées de la plupart des Américains et pour leur conception de la sécurité générale que ne le sont les activités de l' « internationale » dont les capitales sont Rome et surtout Berlin.

Il n'en demeure pas moins que certains éléments américains tendent, de plus en plus, à épouser le concept du conflit communisme contre fascisme. Ces éléments se recrutent soit dans les classes aisées, soit parmi les milieux intellectuels marxistes. Mais il ne s'agit dans les deux cas que d'une frange extrémiste, dont l'influence sur les masses est pratiquement nulle. Ces masses — et nous entendons par là ce qui représente réellement la quasi-unanimité de l'opinion américaine sans distinction de classe ou de région — sont pénétrées de l'idée que ce qu'il s'agit de défendre et de sauver ce sont certains concepts généraux, certaines façons de vivre et d'agir auxquels ils associent traditionnellement le mot démocratie.

Ajoutons qu'à cette conception du conflit mondial s'en adjoint une autre : la conviction que le Japon, l'Allemagne et l'Italie sont devenues des nations conquérantes, dont l'ambition est considérée comme pratiquement illimitée, mais qui dirigent leur assaut contre les trois grandes puissances qui se partagent, en fait, la domination de la planète, à savoir : l'empire britannique, les États-Unis et la France. Les Américains sont désormais persuadés que la menace est devenue si pressante qu'il n'y a plus qu'une chose à faire : résister pied à pied, puis, peut-être, se battre.

On concevra aisément qu'étant donnée cette attitude générale de l'Amérique, il était inévitable qu'il se produisît des malentendus entre elle et les « démocraties » européennes au moment où celles-ci s'engageaient dans la voie de l'apaisement envers les dictatures.

Les malentendus commencèrent, en fait, dès le moment où M. Chamberlain prit le pouvoir et, depuis lors, ils n'ont guère cessé. Pendant les jours tragiques du mois de septembre, ils devinrent si flagrants que, pour la première fois peut-être dans l'histoire contemporaine, il fut impossible, à certains moments, de faire connaître aux publics anglais et français l'état d'esprit réel de l'opinion américaine : le désaccord

entre la politique adoptée par les Gouvernements de Londres et de Paris et les appréciations qu'on portait sur elle en Amérique était trop profond.

Par ailleurs, les nouvelles d'Europe produisirent souvent sur l'opinion américaine des effets allant diamétralement à contresens de ceux que l'on pouvait espérer dans l'intérêt commun. Au lieu que le péril rapprochât ceux qui se voyaient menacés, il les divisa. L'Amérique ne vit, dans la crise de septembre, qu'une suite de capitulations catastrophiques — ce qui irrita naturellement bon nombre de Français et d'Anglais — tandis que les Américains s'exaspéraient de s'entendre dire qu'ils nous poussaient à la guerre.

Ainsi, le résultat le plus positif des accords de Munich fut, en ce qui concerne les rapports entre les États-Unis d'une part et l'Angleterre et la France de l'autre, de créer un fossé dont il n'est pas facile de mesurer la profondeur.

Il est vrai que maints Français, qui ont visité l'Amérique récemment, soutiennent la thèse que la France, en adoptant une politique visant uniquement à défendre son propre territoire, s'il est directement menacé, ne fait, en somme, qu'emprunter aux Américains eux-mêmes leurs propres idées. Ne nous ont-ils pas dit et redit sur tous les tons, depuis vingt ans, qu'ils ne feraient plus la guerre des autres? Ne nous ont-ils pas découragés par leur refus obstiné à nous promettre leur aide en cas d'agression? Pourquoi l'infanterie française se sacrifierait-elle donc? Est-il juste de demander à la France de verser son sang pour sauver l'idée que les Américains se font de la moralité internationale et de la civilisation?

*
* *

Munich eut sur l'opinion américaine l'effet de la mettre presque instantanément en face de certaines réalités auxquelles elle ne prêtait pas jusqu'alors un caractère de grande urgence. Il en résulta que l'évolution de cette opinion s'accéléra d'une façon remarquable, si bien qu'il est possible de décrire aujourd'hui la politique étrangère des États-Unis en termes un peu moins vagues qu'il y a quelques mois.

Avant d'esquisser cette analyse, notons cependant que cette politique continue d'être déterminée non par le président Roosevelt seul, ni par le Congrès seul, ni par aucune section particulière de l'opinion publique. Elle reste la résultante d'un nombre de forces et de volontés contradictoires dont les rapports varient littéralement d'un jour à l'autre. Aussi ne peut-on comparer cette politique étrangère à celle d'aucun autre pays où la règle veut que le Gouvernement parle au nom de la nation et l'engage. Rien de tel aux États-Unis où le président lui-même, malgré ses immenses pouvoirs, se borne ordinairement à instituer un vaste débat contradictoire entre lui-même et son Parlement, entre lui-même et son opinion publique. La politique étrangère américaine n'est donc jamais qu'une sorte de concrétisation, généralement lente, d'un ensemble de réactions qui, au moment où elles se produisent, sont très confuses et facilement déroutantes.

Il va de soi, cependant, que le président des États-Unis et son secrétaire d'État n'oublient pas que leurs actions ne peuvent pas être uniquement commandées par les fluctuations d'une opinion publique qui, en Amérique comme partout ailleurs, ne se distingue pas par son esprit de continuité et qui réagit plus aux impressions du moment qu'aux raisonnements de la politique à longue portée. En réalité, une des innovations les plus intéressantes de M. Roosevelt et de M. Cordell Hull fut précisément de chercher à donner une direction définie à cette longue suite d'hésitations qui s'appelle la politique étrangère américaine, telle que la leur ont léguée leurs prédécesseurs.

Sans doute les événements les y ont-ils contraints : les conséquences de Munich ont permis au président Roosevelt et à ses collaborateurs d'indiquer — non sans prudence, mais avec quelque clarté — ce qu'étaient désormais les buts qu'ils cherchent à atteindre, de même que les raisons qui, à leur avis, rendent désormais nécessaire une définition plus nette de l'attitude des États-Unis en face du reste du monde.

Du point de vue politique, Munich est considéré, par la plupart des observateurs américains et par l'opinion courante, comme le point culminant des efforts faits par les États agresseurs pour changer à leur profit l'équilibre européen d'abord,

l'équilibre mondial ensuite. Ainsi que l'indiqua, dans son discours du 5 janvier, le président Roosevelt, l'assaut commença, il y a huit ans, lorsque les Japonais occupèrent le Manchukouo.

La conquête de l'Éthiopie fut la seconde étape. Les autres entreprises suivirent à un rythme accéléré et il n'est pas du tout certain, de l'avis américain, que la série soit terminée.

Depuis septembre 1938, le Gouvernement de Washington se trouve placé devant une situation toute nouvelle dont voici les éléments :

1° Révélation de la puissance du IIIe Reich, particulièrement dans le domaine de l'aviation ;

2° Symptômes d'une disposition chez les démocraties européennes à considérer que la paix est un objectif essentiel ;

3° Affaiblissement du prestige britannique et français (les Japonais se mirent en marche sur Canton au lendemain de Munich) ;

4° Intensification du sentiment d'insécurité générale, abolition de tous principes autres que ceux qui peuvent être imposés par la force ou par la menace ;

5° Impossibilité de prévoir à quel point de leur mouvement d'expansion actuel, l'Allemagne, l'Italie et le Japon se stabiliseront ;

6° Accentuation d'un conflit fondamental entre deux systèmes économiques : le système libéral préconisé par Cordell Hull, dont le but est en fait le maintien des hauts salaires pour les ouvriers et des gros bénéfices pour les entreprises capitalistes, et le système du troc, instauré par les nations totalitaires, qui tend à déloger la concurrence libre et à subordonner les considérations du bien-être de l'individu à la raison d'État, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre.

La presse allemande, qui accusa avec violence, à l'occasion de la conférence de Lima par exemple, les États-Unis d'avoir des visées « impérialistes », ne se trompe guère, si l'on entend par impérialisme américain la volonté de Washington de s'opposer par tous les moyens à l'expansion germanique dans la sphère d'influence que Washington considère comme sienne.

Cette sphère d'influence tend nettement à s'élargir depuis

Munich, c'est-à-dire depuis le jour où les dirigeants américains se sont persuadés, à tort ou à raison, que le bouclier protecteur qu'a toujours constitué pour eux la puissance britannique était plus vulnérable qu'ils ne le supposaient. Presque du jour au lendemain, Washington s'orienta vers une politique de résistance menaçante dirigée ouvertement contre les États totalitaires et plus particulièrement contre l'Allemagne. Le Gouvernement du Reich servit d'ailleurs à souhait cette nouvelle phase de la mobilisation psychologique que le président Roosevelt et M. Cordell Hull ont entrepris depuis au moins deux ans. Les persécutions antisémites, qui éclatèrent en Allemagne en novembre, révoltèrent l'opinion publique et l'on se tromperait lourdement si l'on pensait que ce sont les seuls israélites d'Amérique qui provoquèrent cette vague d'indignation. Elle émut la conscience nationale, sans distinction de race ou d'opinion.

Le programme d'armements recommandé par le président Roosevelt est approuvé par une majorité énorme. Nous ne pouvons l'étudier ici en détails, mais il est utile d'en connaître les grandes lignes :

Il vise, d'une façon générale, à porter la puissance défensive des États-Unis à un point tel qu'elle puisse se suffire à elle-même. Le programme américain prévoit une forte augmentation de la flotte américaine, mais surtout la création d'une aviation capable d'égaler celle de n'importe quelle autre nation. Cela ne signifie pas que les États-Unis vont construire immédiatement un nombre d'appareils très considérable (le total prévu pour 1940 s'élève à 8 000 ou 8 500), mais ils sont résolus à fournir, dès maintenant, un effort préparatoire intense, de façon à pouvoir produire très rapidement les appareils qui seront les plus nouveaux au moment où ils seront nécessaires.

Le programme prévoit également l'établissement ou le renforcement de bases navales et aériennes dans le Pacifique et l'Atlantique, qui entoureront, en fait, le continent américain d'une zone de protection à très longue distance (jusqu'à Guam), capable de tenir en respect n'importe quel agresseur.

A la Conférence de Lima, des accords bilatéraux ont été conclus entre les Américains et les républiques voisines du

canal de Panama, qui renforcent considérablement la défense de ce canal. En fait, la mer des Caraïbes devient une nouvelle Méditerranée dont les États-Unis sont les maîtres incontestés.

Ce programme défensif est accepté par l'opinion publique comme une nécessité, bien qu'il soit difficile — en bonne logique — d'imaginer que l'Allemagne ou le Japon puissent matériellement attaquer les États-Unis ou même l'Amérique du Sud. En fait, bon nombre de républiques de l'Amérique latine se sont montrées, à Lima, franchement sceptiques devant l'état d'esprit alarmiste de leur grand voisin du Nord. Mais tout se passe, en réalité, comme s'il existait entre le président Roosevelt et l'opinion publique une sorte d'entente tacite : on sait que le programme d'armements ne peut être voté que sur la base de la défense nationale. On sait que — pour le moment du moins — ni l'Allemagne, ni le Japon ne peuvent atteindre les côtes américaines. On sait aussi que le sentiment d'isolationnisme est fort en Amérique et qu'il est impossible de l'attaquer de front. On sait donc qu'il y a quelque chose d'excessif, en somme, dans cette constante affirmation du péril que court l'Amérique. Mais tout cela s'éclaire si l'on analyse la situation non pas en fonction du présent immédiat, mais d'un avenir qui peut être proche, et si l'on tient compte de la conviction personnelle de M. Roosevelt, de M. Cordell Hull et de la plupart des membres du Département d'État que, si une guerre générale devait éclater, l'Amérique ne pourrait manquer d'y être entraînée aux côtés de la Grande-Bretagne et de la France.

*
* *

Ceci soulève un point de controverse d'une importance capitale — tant au point de vue rétrospectif que pour l'avenir.

Bon nombre de Français et d'Anglais disent en effet que les choses eussent suivi un autre cours en septembre si les Gouvernements de Londres et de Paris avaient pu obtenir de Washington l'assurance formelle d'une aide positive en cas de conflit et s'ils avaient pu en faire état dans les négociations avec le Reich.

Disons immédiatement que Washington ne pouvait donner

d'assurances à cet égard et il ne le pourra pas demain. Tabler sur cela, c'est se vouer à des déceptions inévitables. On ne peut donc que calculer sur des probabilités, ce qui signifie, en fait, que chacun est libre d'affirmer que l'Amérique serait restée en dehors du conflit qui faillit éclater et que l'on ne peut compter sur elle dans l'avenir, ou de prédire, au contraire, qu'elle participera inévitablement à une guerre dans laquelle l'Angleterre et la France lutteraient pour leur existence. Il s'agit, en somme, de fonder une politique sur des impondérables d'autant plus difficiles à évaluer que les représentants officiels de l'Amérique répondront toujours, lorsqu'on les interrogera, qu'ils ne peuvent absolument rien promettre — pas plus le président des États-Unis que ses ambassadeurs.

Ceci revient à dire que les hommes d'État européens (ceux d'Allemagne ou d'Italie, comme ceux de France ou d'Angleterre) en sont réduits à considérer le facteur américain comme fondamentalement incertain et à le traiter comme tel.

Il faut malheureusement reconnaître que les États totalitaires (Allemagne, Italie, Japon) ont merveilleusement exploité la tendance britannique et française à sous-estimer le facteur américain pour la simple raison qu'il était impossible d'obtenir d'avance aucune promesse ferme de Washington. Cela est d'autant plus extraordinaire que — dans le domaine des probabilités — la situation des États totalitaires empire de jour en jour en fonction d'une guerre éventuelle. Les sondages d'opinion, qui sont faits maintenant d'une façon régulière et suffisamment scientifique pour qu'on puisse s'y fier, révèlent, en effet, un état d'esprit en Amérique qui évolue d'une façon constamment plus favorable aux intérêts généraux de l'Angleterre et de la France.

Une des études les plus poussées dans ce sens est celle du magazine *Fortune*[1], publiée au mois de janvier et dont les résultats ont été confirmés par d'autres analyses du même genre. Nous en donnerons quelques brefs extraits :

Tout d'abord, voici la façon dont l'opinion juge les accords de Munich et ceux qui les signèrent :

Ils doivent être fortement condamnés : 8,3 p. 100 ;

Ils firent un choix stupide et à courte vue : 19,1 p. 100 ;

Voir aussi les enquêtes faites par l'*American Institute of Public Opinion*.

Ce fut une erreur mais il n'y avait rien d'autre à faire, vu les circonstances : 47 p. 100 ;

Ces accords doivent être hautement prônés : 11,6 p. 100 ;

Sans opinion : 14 p. 100.

On voit donc que les accords de Munich reçoivent l'approbation de la majorité (58,6 p. 100), mais que 11 p. 100 des « votants » seulement les louent.

A la question : « Croyez-vous que les États-Unis auraient éventuellement participé à la guerre si elle avait eu lieu ? », 76,2 p. 100 répondent affirmativement.

Ce chiffre est particulièrement important. Il marque ce que l'on pourrait appeler le coefficient du fatalisme et il est d'autant plus significatif que, pour la première fois depuis que l'on fait ce genre d'étude, il n'y a que des différences imperceptibles soit entre les classes, soit entre les régions.

Finalement, 66 p. 100 de la population pense qu'une guerre générale est inévitable dans les prochaines années et 75,7 p. 100 estiment que, si elle a lieu, les États-Unis y prendront part. Ce dernier chiffre doit être rapproché d'une statistique semblable faite en 1937 et qui donna un résultat totalement inverse. A cette époque, deux Américains sur trois pensaient qu'ils resteraient neutres en cas de guerre européenne.

Un dernier chiffre donnera une indication utile sur l'évolution des idées qui s'est produite au cours des derniers mois : 56,3 p. 100 des Américains estiment aujourd'hui que les démocraties devraient s'unir pour empêcher Mussolini et Hitler de poursuivre leur politique d'expansion.

Ceci veut dire que, *pour la première fois* depuis la dernière guerre, on trouve une majorité en faveur d'une idée s'assimilant à celle de la sécurité collective, tout au moins en ce qui concerne les démocraties (lisez Angleterre, France, États-Unis, Hollande, Suisse, pays scandinaves, etc.)

Il va de soi que l'on peut interpréter les chiffres comme on veut et que ceux que nous donnons ci-dessus révèlent de nombreuses contradictions. On peut arguer aussi que des réponses données dans l'abstrait, alors qu'il n'est pas nécessaire d'agir en conformité avec ce qu'on dit, ne permettent pas de se figurer exactement ce qui se passerait le jour où il faudrait prendre une décision. Tout cela est exact et nul n'en est plus

conscient que le président Roosevelt, qui disait récemment à un intime qu'il ne mettait pas en doute d'avoir représenté exactement le point de vue de ses concitoyens dans son discours du 5 janvier, mais qu'entre le programme qu'il avait esquissé et la réalisation, il y avait un abîme. Il est toutefois certain que les tendances générales de l'opinion publique adhèrent plus étroitement qu'elles ne l'ont jamais fait avec les idées qu'on sait être celles du président.

Pour le prouver, il suffit de comparer la réaction qui suivit le discours présidentiel du 5 janvier et celle que provoqua son discours de Chicago d'octobre 1937.

En 1937, on s'en souvient, le président parla de la nécessité de mettre « en quarantaine » les États agresseurs. Le résultat fut défavorable et donna lieu, dans le Congrès et ailleurs, à une campagne contre le Gouvernement que l'on accusait de vouloir entraîner les États-Unis dans une politique d'alliance avec la Grande-Bretagne.

En janvier 39, on n'a vu rien de semblable. Il est vrai que le président s'est abstenu de recommander l'union avec qui que ce soit. Il a placé le problème sur le plan de la défense nationale, mais il est évident que ses attaques directes contre les États dictatoriaux maintiennent et accentuent même la ligne de partage entre les nations que le président considère comme « civilisées » et celles qu'il qualifie de « barbares ».

En fait, ce discours annonçait clairement que le président avait l'intention de faire tout ce qu'il pourrait pour que son pays devînt l'inspirateur et le conducteur de la lutte contre l'Allemagne, l'Italie et le Japon. La croisade qu'il prêchait depuis assez longtemps a trouvé dans ce discours une expression plus précise que par le passé. Il a même pris soin pour la première fois d'essayer d'enrôler les forces religieuses, en affirmant que l'esprit religieux, la moralité internationale et la démocratie sont indissolublement liées. Cette association d'idées peut surprendre certains esprits, surtout dans les pays latins, mais elle répond directement au point de vue anglo-saxon et surtout au point de vue américain. La démocratie est, en effet, considérée aux États-Unis non seulement comme une forme politique, mais comme un système moral.

*
* *

Dans son discours du 5 janvier, le président Roosevelt essaya de justifier sa politique intérieure et, plus particulièrement, le principe des déficits budgétaires par la théorie que l'œuvre accomplie par le New Deal était, en quelque sorte, une préparation nécessaire au développement d'un programme de défense active contre le péril extérieur. Le président déclara franchement que son budget était établi, non pas en fonction des revenus réels de la nation, mais en fonction de ses revenus futurs. « Nous ne pouvons, dit-il en substance, nous baser sur des revenus de 60 milliards de dollars sans risquer de ne jamais dépasser ces 60 milliards de dollars. Si nous voulons atteindre 80 milliards de dollars, dépensons sur cette base. »

Le Congrès réagit fortement contre cette suggestion. Il est certain que l'opinion publique souhaite maintenant un budget en équilibre et, par conséquent, une restriction des dépenses. Mais Roosevelt joua un fort mauvais tour aux législateurs en leur disant qu'ils étaient maîtres de faire des économies s'ils le voulaient et que, pour sa part, il avait bien d'autres chats à fouetter. Le péril, selon le président, n'est plus la crise économique et la misère, mais la menace étrangère. En somme, il fit cadeau du New Deal au Congrès, lui demandant en échange de le laisser, lui, Roosevelt, diriger la défense nationale et la politique étrangère américaine.

Ce tour de passe-passe politique exaspéra naturellement l'opposition qui, depuis les élections de novembre, se sent d'humeur très combative. Les républicains, justement fiers de leurs gains remarquables, et les démocrates anti-newdealistes étaient revenus à Washington avec la ferme intention de se battre énergiquement contre un président qui, croyaient-ils, allait continuer à poursuivre ses réformes sociales.

La dérobade inattendue de Roosevelt priva cette opposition d'un champ de bataille qui paraissait fait pour elle. Quelque peu décontenancée, elle cherche un autre terrain de lutte, car il va de soi qu'elle désire s'affirmer d'une façon nette.

Certaines coupes dans le budget présidentiel sont prévues,

mais il est évident que les congressmen, ayant enfin la possibilité de faire les économies qu'ils réclament à grands cris depuis longtemps, manquent d'enthousiasme depuis que le président les a invités à en prendre eux-mêmes l'initiative.

C'est pourquoi cette opposition va chercher à combattre le président sur le terrain qu'il s'est lui-même réservé, c'est-à-dire la politique étrangère. Mais la tâche peut être malaisée, car il est indéniable que la très grande majorité des électeurs est en faveur du programme d'armement préconisé par Roosevelt et que ses idées générales sur la nécessité d'opposer le maximum de résistance aux États totalitaires sont approuvées.

On doit donc s'attendre à des luttes extrêmement confuses, au cours desquelles les convictions réelles seront en conflit avec les nécessités de la politique intérieure. Il faut en retenir cependant le fait important suivant : la popularité personnelle du président acquise par le passé grâce au New Deal, cherche maintenant à s'étayer sur la communauté de vues qui existerait entre lui et l'opinion publique en matière de politique étrangère. Le Congrès va certainement mettre des bâtons dans les roues, mais ce Congrès lui-même est fortement divisé et ne prendra pas de position nette, sauf sur des cas précis. On admet, toutefois, qu'il suivra le président chaque fois que celui-ci agira en tant que « leader national ».

Toutefois, malgré la ligne politique nette adoptée par Roosevelt, et qu'il semble avoir l'intention de maintenir, l'opinion reste toujours hésitante et divisée concernant la manière dont les États-Unis doivent la suivre en pratique.

Le dilemme a de nouveau été mis en pleine lumière, et d'une façon retentissante, par l'affaire de la vente des avions américains à la France et par le tumulte qu'elle soulève.

L'affaire est simple en soi : le président Roosevelt, persuadé qu'une des causes de la rupture du « balance of power » qui s'est produite en Europe était le retard dans la production française et anglaise en matière d'aviation, prit sur lui de faciliter à une mission française l'achat d'appareils américains du dernier modèle. Pour gagner du temps et supprimer les intermédiaires habituels, le président confia à M. Morgenthau, secrétaire de la Trésorerie, le soin de mener les négociations directement avec les représentants français. En outre, il donna

aux membres de la mission française des facilités pour voir les nouveaux appareils américains.

L'intention première du président était de profiter de cette vente d'avions pour faire une déclaration qui soulignerait la nécessité pour l'Amérique de soutenir le programme d'armement de la France. Mais le président fut dissuadé de suivre cette méthode, car l'on craignait qu'une déclaration politique provoquât un mouvement de révolte dans les milieux isolationnistes américains qui pourrait faire échouer la transaction.

Malheureusement, un des avions dont l'achat était envisagé par la France s'écrasa sur le terrain d'aviation de Los Angeles, le 24 janvier. Des décombres, on retira le capitaine Chemidlin, grièvement blessé. La présence d'un Français à bord d'un avion de bombardement qui n'avait pas encore été soumissionné à l'armée américaine suscita la curiosité de la presse, qui divulgua toute l'affaire.

La répercussion au Congrès fut immédiate. Plusieurs congressmen isolationnistes, parmi lesquels le sénateur Nye, du North Dakota (auteur de la loi de neutralité), le sénateur Robert Reynolds et quelques autres attaquèrent violemment le président en l'accusant de conduire des négociations secrètes avec la France.

La Commission sénatoriale de l'armée étudia l'affaire en séance secrète. Plusieurs officiers de l'état-major de l'armée et de la marine furent interrogés. On demanda également des explications à M. Morgenthau, qui fournit la preuve que les avions commandés par la France seraient payés d'une façon absolument régulière.

Il apparut très vite que, sur le fond de la question, il n'y avait pas d'opposition sérieuse. L'idée de renforcer les armements de la France et de l'Angleterre est admise par la très grande majorité de l'opinion et par la majorité du Congrès. Mais l'on profita de l'occasion pour essayer de concentrer l'attaque sur la méthode employée par le président dans cette affaire. On lui demanda instamment d'expliquer publiquement sa politique.

Dans deux conférences de presse, le président expliqua que la vente des avions à la France était parfaitement régulière

et qu'elle ne gênait en rien le programme d'armement américain. Ces commandes, expliqua-t-il, permettront, au contraire, de faire tourner à plein les usines américaines, qui chôment en attendant le vote du budget militaire américain.

La presse, dans son ensemble, appuya la thèse du président. Les journaux républicains eux-mêmes démontrèrent qu'aider la France à compléter son programme d'aviation, c'était contribuer directement à la défense américaine, puisque ces armements étaient dirigés contre un ennemi éventuel commun.

Malheureusement, le président Roosevelt parut se froisser des critiques qui continuaient à lui reprocher d'avoir agi en secret, alors qu'il eût pu tout aussi bien informer le pays de ses intentions.

Pour parer à ces critiques, M. Roosevelt eut une idée dont le principe était peut-être bon, mais dont les conséquences furent très fâcheuses : il convoqua la Commission sénatoriale de l'armée, composée de dix-sept sénateurs, dont onze sont isolationnistes, et leur fit part, à huis clos, des motifs qui l'incitaient à poursuivre un programme de soutien pratique des démocraties européennes. Il mit à la disposition de la Commission des renseignements confidentiels qu'il possède sur l'état des armements allemands et italiens et sur les projets futurs de MM. Hitler et Mussolini. Il dit qu'il ne pouvait donner la preuve matérielle de la véracité de ses informations, mais qu'il les tenait pour exactes. Il traça un tableau alarmant du manque de préparation de l'aviation française et essaya de rallier les dix-sept sénateurs à son point de vue.

Prononça-t-il la fameuse phrase : « Les frontières des États-Unis sont en France » ? Il est naturellement impossible de l'affirmer, surtout après le démenti du président lui-même. Mais ce qui paraît certain, c'est que deux ou trois sénateurs au moins crurent l'avoir entendu (ou une phrase équivalente).

Le président pensait, semble-t-il, que les dix-sept sénateurs qu'il venait d' « éclairer » feraient de la propagande pour ses idées.

Ils en firent, en effet. Ils en firent même trop et leurs révélations furent répandues à travers le monde entier, sous la formule sensationnelle qui fit tant de bruit.

Ce que le président ne semble pas avoir prévu, c'est que

certains des sénateurs qu'il avait liés par le secret seraient si furieux de l'être. Les attaques contre les méthodes secrètes du président reprirent de plus belle et la presse, faisant chorus, réclama avec insistance une explication complète pour l'opinion publique. Les partisans mêmes du président pensaient que le moment était, en effet, venu pour une mise au point explicite de la part du chef de l'État, mise au point d'autant plus utile que l'opinion ne paraissait nullement contraire à la thèse présidentielle.

Pour certains motifs, qui ne sont pas complètement clairs, le président décida malheureusement d'agir de telle sorte qu'au lieu d'apaiser ses critiques, il les aiguillonna avec vigueur. Au cours d'une conférence de presse, tenue trois jours après la fameuse séance secrète de la Commission sénatoriale, il attaqua la presse avec vigueur, l'accusant d'avoir déformé sa pensée. Parlant de la phrase sur les frontières, il déclara que c'était un « mensonge délibéré ». Malgré tous les efforts des journalistes présents, il fut impossible d'adoucir la grande colère présidentielle, colère d'autant plus surprenante que la presque totalité des journalistes présents étaient convaincus d'avoir tout fait pour soutenir les idées de M. Roosevelt.

Pourquoi M. Roosevelt choisit-il de brouiller à ce point les cartes? On ne peut qu'émettre des hypothèses.

Il est évident que la fameuse phrase sur les frontières, fausse ou vraie, détachée de son contexte, ne correspond pas à la réalité. Elle donne, en effet, l'impression que, si les frontières des États-Unis sont en France, cela peut signifier que le président s'engage d'avance à faire cause commune avec nous en temps de guerre. Elle implique une idée d'alliance, qui est certainement contraire au désir de l'opinion nationale. Mais si elle signifie que la France et l'Angleterre représentent les lignes de défense avancées de l'Amérique, l'idée devient beaucoup plus acceptable. La majorité de l'opinion américaine paraît, en effet, comprendre que l'intérêt égoïste des États-Unis est dans ce sens, comme le prouvent d'innombrables articles émanant même de l'opposition républicaine.

Ce qui importe, du reste, c'est de ne pas perdre de vue la ligne générale de l'évolution américaine. Elle doit être jugée dans la perspective du temps. Il y a un an et demi, le président

Roosevelt prononçait à Chicago un discours recommandant la mise en quarantaine des dictatures. Il fut désavoué par l'opinion et dut passer la main à M. Cordell Hull, qui ne cesse de dire la même chose, mais en termes plus voilés. Aujourd'hui, ce qu'on commence à reprocher au président, c'est de donner au monde l'impression qu'il bat en retraite, alors que l'on voudrait le suivre dans la voie qu'il a lui-même indiquée.

Quels que soient les développements de la situation, un fait capital les dominera : c'est l'importance prépondérante de l'Amérique sur le plan mondial. De même que la guerre de 1914-1918 donna à l'Amérique l'occasion de devenir la plus grande puissance économique et financière de ce siècle, de même Munich et ses suites peuvent lui donner — malgré elle, malgré les conférences de presse et les séances à huis clos de la Maison Blanche — l'occasion d'en devenir la plus grande puissance politique.

R. DE ROUSSY DE SALES

UN HAMLET NOIR[1]

Quand John fut informé de l'invitation de la femme-chef, il devint nerveux et craintif. Dans sa famille, une visite au chef de la tribu avait toujours été considérée comme un événement redoutable, car il en résultait généralement de nouvelles taxes en argent et en bestiaux. Aussi l'indifférence de George l'étonna-t-il ; quand il l'interrogea, le vieux Shangaan répondit par un rire cynique qui releva sa longue moustache et montra ses dents jaunes, à moitié gâtées. Puis il se mit à dire du mal de la femme-chef, prétendant que les gens avaient plus peur de lui, le circonciseur, que d'elle !

— Et croyez-vous, docteur, il est allé jusqu'à prétendre qu'elle avait peut-être envie de coucher avec moi ! Comment peut-on parler ainsi de son chef ? J'en fus si outré que je sortis brusquement de la hutte. Mais George emploie n'importe quel moyen pour en venir à ses fins ; quand vous le connaîtrez, vous verrez que, sans être intelligent, il est très fort.

C'était vrai. Quand je me rendis au kraal, il obtint de moi ce qu'il voulait, à force de me presser, inlassablement. Il voulait l'amitié de John, ou, du moins, il ne voulait pas qu'il lui fût hostile ; aussi, ce même soir, alors que John était couché sous sa couverture, il vint auprès de lui et l'appela de sa voix la plus aimable. John se demanda ce qu'il pouvait lui vouloir à une pareille heure. George lui annonça tranquillement qu'il désirait lui apprendre certaines choses qu'il serait

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 février 1939.

peut-être content de connaître avant de se décider à quitter le kraal. Il lui révéla qu'il était le circonciseur officiel du district et qu'il était précisément sur le point d'effectuer cette opération.

John savait que le rite de la circoncision est observé par certaines tribus africaines, mais il n'en avait jamais été témoin. Il ignorait jusqu'à la description des détails de ce rite, qu'on ne pratiquait pas au Manyikaland. George lui proposa de le conduire à la loge de la circoncision, qu'en sa qualité de Shangaan, il appelait *murunda*. John s'empressa d'accepter avant que l'autre n'eût changé d'avis ; il savait qu'un étranger qui eût pénétré seul dans cet endroit eût été lapidé.

— Nous avançâmes lentement dans l'étroit sentier, en direction des collines blanches et pierreuses ; puis nous prîmes un raccourci, au delà de la palissade, et abordâmes le veld découvert. George ne cessait de parler des blancs, mais j'étais curieux de la *murunda* et je le priai de m'instruire de ce sujet, nouveau pour moi. Il s'étonna de ce que les Manyikas n'opèrent pas leurs fils quand ils deviennent pubères ; chez les Shagaans, tous les garçons sont opérés qu'ils soient malades ou bien portants, forts ou débiles. George n'avait que treize ans quand son père l'avait conduit à la loge ; effrayé, il se sauva, mais on le rattrapa et on le frappa avec des bâtons pour le punir. Quand on l'opéra, sa souffrance fut telle qu'il faillit en mourir ; pendant trois jours, on le tortura sans lui donner d'eau... J'avais peine à croire que cet homme égoïste et cruel pût avoir été torturé par d'autres hommes.

L'intérêt avec lequel John l'écoutait rendit George loquace ; il lui parla de la loge sans se faire prier. Au bout d'une heure de marche, ils atteignirent le kraal de la femme-chef ; George désigna sans rien dire la hutte qu'elle habitait et ils continuèrent à se diriger en silence vers le pied des montagnes. George conseilla à John de marcher le plus doucement possible, à cause des sentinelles. (Je dus prendre les mêmes précautions bien que, le jour de ma visite, il n'y eût pas de garçons dans la loge, mais, même vide, elle ne doit pas être inspectée.) Ils gravirent la colline et ne tardèrent pas à trouver un poste d'observation idéal, à l'abri des regards. George

avertit John que cette colline servait de repaire à un terrible serpent, mais que, grâce aux pouvoirs magiques du circonciseur, il n'y avait pas lieu de s'en effrayer.

L'air était calme ; une lune pleine et brillante éclairait au loin la campagne. John s'accroupit et regarda autour de lui ; dans un étroit repli de terrain, entourée d'un mur basen pierre, s'élevait la *murunda*, chétive construction sans toit. Elle avait deux ouvertures : l'une, expliqua George, pour les initiés, l'autre pour les gardiens et les anciens.

L'enseignement de la circoncision se faisait en hiver, tous les trois ou quatre ans, pourvu que les pluies et les récoltes aient été suffisantes, car il s'accompagnait de grands festins, copieusement arrosés de bière, qui se succédaient pendant trois mois ou davantage.

En général, la *murunda* est située dans une vallée enserrée entre des collines, cachée à tous les yeux ; mais il n'en était pas ainsi dans le kraal de George ; quand John le lui fit observer, il haussa les épaules et dit : « Que peut-on attendre d'une femme-chef ? » En effet, c'était le chef qui décidait l'emplacement de la *murunda* et l'époque des cérémonies.

Au temps de la jeunesse de George, seuls les adolescents étaient envoyés à la *murunda*. « Mais maintenant, dit-il à John, on y amène des enfants de sept ou huit ans, et les parents envoient au chef un bœuf, qui compense la petitesse du garçon ». L'opération se faisait à l'aide d'un couteau spécial, fabriqué par un forgeron indigène ; on ne doit en aucun cas se servir d'un couteau fait par les blancs. George tira de son sac un couteau qu'il tendit à John en insistant sur le grand honneur qu'il lui accordait, personne d'autre que le circonciseur ne devant manier cet objet. « Il était, me dit John, si long et si tranchant que rien qu'à le tâter, on s'entaillait profondément. »

Pourtant, quand je le vis, ce n'était qu'un morceau d'acier rouillé, assez coupant, et je me demandai par quel miracle tant d'opérés échappaient à l'infection.

Au moment d'agir, le circonciseur se tenait hors de la loge, entouré de la troupe nombreuse des initiés ; il avait à sa portée des cruches d'eau, divers médicaments et des feuilles spéciales

Un rire ironique fusa du coin le plus obscur de la salle ; John s'arrêta ; mais la femme-chef le rassura d'un regard et, comme la réponse cinglante qu'il eût aimé à faire à ce rire ne lui vint pas à l'esprit, il se mit à dépeindre les coutumes, croyances et rites de son peuple ; la religion éveilla chez l'auditoire un profond intérêt ; il dut répondre avec force détails. Il apprit à la femme-chef que lui-même et un grand nombre des siens étaient chrétiens, mais qu'ils n'en demeuraient pas moins fidèles à la religion de leurs pères :

« Nous croyons au puissant Mwari, qui sait et voit tout ; ce n'est pas un homme et il n'en a pas l'apparence ; personne ne l'a jamais vu. Le bien et le mal viennent de lui. »

Tous l'approuvèrent et ajoutèrent que le mal provient de la malchance, laquelle est envoyée par les esprits ancestraux ou par des hommes empoisonneurs. Une longue discussion s'en suivit sur les mérites respectifs des esprits Manyika, de ceux des Basutos, des Mashagaans et des Zoulous. Les esprits sont les gardiens du peuple ; ils sont tantôt bons, tantôt mauvais. Certains midzimu sont terribles, quand on provoque leur colère. Regardant Mawa avec un demi-sourire, John dit :

« C'est surtout vrai de l'esprit de la belle-mère ; heureusement, ses besoins sont si modestes qu'elle ne fait que rarement sentir sa présence. »

La question des midzimu fut longuement examinée ; John fut obligé de fournir tous les détails de la fête de communion avec les midzimu familiaux. Ce n'est qu'après cette fête que les morts deviennent de vrais midzimu ; l'un des membres de la famille est chargé d'accomplir les cérémonies et les sacrifices qui permettent aux nouveaux midzimu d'être accueillis parmi les esprits ancestraux.

Pendant tout ce discours, les assistants buvaient ; ils devinrent de plus en plus impertinents et posèrent tant de questions stupides, relatives notamment aux mariages consanguins et à l'inceste, que John finit par en être exaspéré :

« Faut-il donc croire, dit-il, que les mêmes lois ne régissent pas tous les Africains ? Existerait-il, dans l'Union, des noirs capables d'épouser des femmes ayant le même mutupo qu'eux ? »

La foule réagit tumultueusement à cette vile insinuation; ces gens, perdant toute notion de politesse, devenaient brutaux et grossiers au point que John hésita à continuer sa conférence, mais le public l'y contraignit, et, ayant abordé le sujet des empoisonneurs, il en parla d'abondance :

« Oui, chez nous, il y a beaucoup d'empoisonnements; certaines gens se plaisent à vous empoisonner, même si vous n'êtes pas riche et si vous ne leur avez fait aucun mal; ils jettent une poudre sur votre seuil, si bien que vous marchez dessus et que vous tombez malade; parfois, au lieu d'être malade, vous rêvez chaque nuit que des ennemis vous pourchassent. »

Ensuite, il parla de l'or qu'on trouvait au Manyika et des diverses méthodes d'extraction.

De nouveaux, des rires l'interrompirent. Certains des assistants avaient travaillé dans les mines d'or du Witwatersrand et ils se moquaient des méthodes primitives, enfantines et fantaisistes employées par les Manyika. Ils allèrent jusqu'à exprimer des doutes sur la véracité de John.

Il ne s'attendait pas à un tel affront; il s'assit et ne dit plus rien. Mais George, furieux, exprima tout haut son mécontentement. Les femmes, aussi, étaient désappointées; tout l'éclat de la visite de John et de son éloquence était gâté. Les gens se levèrent et s'excusèrent d'avoir à rentrer chez eux afin de se préparer pour le bal qui devait avoir lieu le soir. La femme-chef paraissait fatiguée : elle aussi était ivre.

Ils quittèrent tous la hutte; George s'en alla de son côté, ayant résolu de noyer sa déception dans la bière. Mawa, qui le connaissait bien, annonça qu'on ne le reverrait plus avant le lendemain. John la plaignit, mais se réjouit intérieurement à l'idée de passer le reste de la journée sans cet homme.

V

De retour à P... avec Maggie, John réussit à retrouver son ancien emploi à l'hôtel, et, pendant quelque temps, il fut heureux. Mais bientôt sa solitude l'accabla. Il était le seul Manyika de la ville, et son antipathie pour les étrangers l'em-

pêchait de se lier avec les autres noirs. Sa vie conjugale n'apportait guère de compensation à son isolement. Dûment mariée, Maggie s'abandonna complètement à sa paresse naturelle, devenant de jour en jour plus indolente, plus négligente et plus bavarde ; graduellement, John s'éloigna d'elle. Maggie s'en aperçut aussitôt et s'en plaignit ouvertement à ses amis. Il ne lui était pas permis de vivre à sa guise ; on ne la laissait jamais tranquille. Elle ne demandait pas mieux que de travailler, mais on devait l'avoir ensorcelée ; alors que les autres accomplissaient leur besogne vite et facilement, il lui fallait peiner.

John lui fit observer sèchement que les autres se levaient à l'aube et qu'elles travaillaient, tandis qu'elle restait au lit jusqu'à midi. Mais elle n'en continua pas moins à accuser le mauvais sort et à se moquer de son mari, un fameux docteur, en vérité, qui ne trouvait même pas le remède nécessaire pour désensorceler sa femme !

John était mécontent d'elle, la voyant devenir trop grosse, et surtout il se désolait d'être marié depuis un an sans qu'elle lui eût donné d'enfant. La stérilité est une horrible disgrâce, une honte aussi bien pour le mari que pour la femme. La vieille Mawa n'en était pas moins tourmentée et elle vint tout exprès à P... pour en conférer avec son gendre. Il la trouva un soir, en rentrant de son travail. Il faisait très chaud, poussiéreux, et il souffrait du manque de fraîcheur, comme en cette journée mémorable où il avait rencontré, sur la route brûlante, le vieillard qu'il rendait responsable de tous ses malheurs. Il y pensait en traversant d'un pas fatigué la cour où était située sa chambre... Oppressé, un dégoût, un découragement profonds s'étaient emparés de son âme. Pourquoi continuer à traîner le fardeau de ses jours dans cette ville inhospitalière et triste ?

De grandes fleurs-de-lune blanches alourdissaient l'air chaud de leur parfum. La bougie qui brûlait dans sa chambre éclairait le rectangle de la porte ouverte ; des ombres bleues se dessinaient, de part et d'autre de cette bande jaune pâle, sur le mur blanchi à la chaux. Il se dit avec amertume que ce logis ressemblait pour lui à une prison et, lentement, comme malgré lui, il entra. Dès qu'il aperçut Mawa, il se redressa,

puis il lui donna une demi-couronne, acte symbolique destiné à gagner sa bienveillance et son attention ; ensuite, il la salua sans la regarder dans les yeux, ainsi qu'en semblable occasion le prescrivait l'usage.

Il en profita pour jeter un coup d'œil sur la chambre : propre et bien rangée, elle était transformée ; il devina aisément l'auteur de cette métamorphose. John était content de revoir sa belle-mère ; elle lui avait toujours été sympathique, et maintenant, son cœur se remplissait de gratitude envers elle.

Ils s'assirent tous trois et Mawa aborda tout de suite le sujet de la stérilité de Maggie. John crut devoir lui dire qu'elle était peut-être due au fait que ses *midzimu* étaient mécontents de lui, et il lui raconta un rêve qui semblait l'indiquer. Mais Mawa croyait que ses morts à elle s'intéressaient plus à cette affaire que ceux de John et elle exprima le désir de ramener le jeune couple à son kraal, afin que la jeune femme y fût soumise aux rites qui la rendraient enceinte. Sans consulter Maggie, on suivit cet avis.

Au kraal, John fut séparé de sa femme ; il se sentit plus isolé que jamais. Les Européens s'imaginent que les Noirs forment une masse homogène ; il n'en est rien. Unis, notamment dans les villes, contre leurs oppresseurs blancs, ils conservent leur idéal nationaliste, se détestant et se méprisant de tribu à tribu, et portant aux mulâtres une haine fanatique. John, après des années de séjour à Johannesburg, se fait toujours des Manyika et autre Rhodésiens une idée fausse et méprise profondément les indigènes du Transvaal et du Cap, qu'il tient pour des ivrognes et des voleurs. Aussi les rites des Zoulous lui semblaient-ils absolument ridicules. Néanmoins, quand son beau-père, qui dirigeait les opérations, lui demanda un bœuf, il le lui procura.

Avant de tuer le bœuf, George lui frotta le dos et le museau avec un médicament. Quand il l'eut tué, le sang de l'animal fut versé sur la tête de Maggie ; tandis que le liquide épais et chaud coulait sur son corps, elle tremblait de peur et de nau-

sée. Elle dormit ce jour-là et cette nuit, enduite de sang. Le lendemain, avant le lever du soleil, on la conduisit à la rivière et on la lava. Elle retourna au kraal propre et vêtue. John aussi s'enduisit de médicaments — des remèdes à lui — et alla se laver dans la rivière ; il le fit de sa propre initiative, étant exclu de la cérémonie des Zoulous.

Seuls, les vieillards eurent le privilège de manger la chair du bœuf. Les os furent brûlés et leurs cendres jetées dans la rivière. Étranger et méprisant, John observait ces rites bizarres ; il demanda aux vieillards de les lui expliquer ; ils haussèrent les épaules et répondirent : « Cela se fait toujours ; on a tué un bœuf de cette façon pour le frère de la mère de votre femme et pour son grand-oncle. »

La fête rituelle se prolongea pendant trois jours, puis, John et Maggie retournèrent à P... John dut, pendant deux semaines, coucher dans une autre chambre que sa femme ; après ce délai, ils devaient reprendre leurs rapports.

— Mais je ne me suis pas fié à ces seuls moyens, me dit-il, j'ai bu des tisanes faites d'herbes que j'avais récoltées moi-même, la nuit, tandis que j'étais au kraal de Mawa.

Au bout de quelques mois Maggie apprit à John qu'elle était enceinte. Il se rendit alors au kraal de ses beaux-parents afin d'y sacrifier une chèvre au frère et à l'oncle de Mawa ; cet oncle avait été, lui dit-elle, un médecin fameux dans tout le Zoulouland. Mawa vint, à son tour, voir Maggie et s'enferma seule avec elle. « Ma mère m'a mis de l'eau sur la tête, raconta-t-elle ensuite à John, et elle a marmonné des paroles que je n'ai pas comprises. »

A l'issue de ce tête-à-tête, Mawa vint dire à John : « Quand ton enfant naîtra, tu avaleras ta salive. » Il sut ainsi que cet enfant serait un fils ; ses *midzimu* seraient perpétués. Il se sentit infiniment satisfait.

Bien que, dans le récit qu'il me fit de sa vie, les événements se produisissent toujours conformément à ses prophéties, quand je mis à l'épreuve, dans la vie courante, ses dons de seconde vue, John se montra vraiment très piètre devin.

La vue du nouveau-né remplit le cœur affamé de John d'une forte émotion ; son fils comblait ses vœux ; l'idée d'être, grâce à lui, en rapport avec ses morts, l'exaltait. Mais ce sentiment de félicité fut de courte durée ; de nouveau, Maggie l'irrita ; il ne l'avait jamais aimée ; seule, la pitié l'avait attiré vers elle, et maintenant, son infirmité ne l'apitoyait plus.

De mois en mois, sa dépression s'accentua ; de mauvais présages l'inquiétaient. Un cheval s'aventura un jour dans la cour et tondit l'herbe aux abords de la chambre de John ; c'était un cheval blanc. Sûrement quelqu'un cherchait à empoisonner un ennemi. De plus, un serpent noir avait été vu sur les marches, au seuil de sa chambre, et avait disparu dans les buissons voisins. John pressentait des ennuis avec les morts, sans doute avec ses parents.

Son fils lui-même ne lui donnait pas de satisfaction durable : sale et négligé, toujours pleurant, il rampait parmi les malpropretés de la chambre, sans que sa mère s'occupât de lui. Véritable souillon, Maggie paressait la plus grande partie de la journée dans le lit défait ; John se disait que sa vie n'eût guère pu être plus misérable. Il n'avait qu'une consolation : Maggie allaitait encore le petit, et, d'après les lois de sa tribu, il était interdit à John d'avoir des rapports avec elle.

Il aspirait violemment à la compagnie de gens de son sexe, à celle de son cousin Nathan, et surtout à celle de Samuel, qui était compréhensif et sympathique ; Samuel avait été son ami, du temps qu'il fréquentait l'école. Samuel était déjà alors adulte et marié, mais il avait voulu apprendre à lire et à écrire, et une tendre amitié était née entre cet homme tranquille et résolu et le précoce petit John. Depuis tant d'années, il l'avait presque oublié ; maintenant, il pensait à lui avec nostalgie. Ce besoin de frayer avec ses semblables le poussa à se rendre aux bals qui se donnaient, un peu en dehors de la ville, dans un restaurant fréquenté par les indigènes.

Ce fut à la sortie d'un de ces bals qu'un incident fortifia en lui la conviction que ses *midzimu* étaient mécontents de lui.

Il rentrait, en compagnie de plusieurs autres hommes ; la nuit était sans lune, des nuages épais obscurcissaient les étoiles. Soudain, une lumière éblouissante surgit devant eux, aussi effrayante que des cris de terreur dans le silence. Ils s'arrêtèrent, figés, comme un pointer qui fait lever des perdreaux. Puis, ils s'avancèrent lentement, attirés par l'aimant de cette flamme vive et tremblante. Tout à coup, elle s'éteignit : plus rien ! plus rien, devant leurs yeux écarquillés, que le doux et opaque rideau de la nuit. Ils continuèrent leur chemin, parlant à voix basse, profondément troublés par cette apparition. Qu'annonçait-elle ? John, couvert d'une sueur froide, était certain qu'une calamité l'attendait.

Il ne put trouver le sommeil pendant les quelques heures qui le séparaient de son lever ; il revit en esprit le visage de la sorcière manyika, son visage doux et triste, la courbe de ses épaules, ses hanches étroites et la fermeté de son jeune corps ; cette vision éveillait en lui une telle passion que ses mains s'agitaient comme pour tâter ces formes entrevues.

Autrefois, John avait pris plaisir à son travail ; il commença à s'irriter de sa servilité, devint moins obligeant, moins prompt, moins capable ; il était de plus en plus souvent tenté de répondre avec insolence. De petites difficultés s'élevèrent avec les clients : il apportait du bœuf quand on lui commandait du mouton, ne veillait plus à ce que le café fût chaud. Satisfaire ces exigences continuelles commençait à l'horripiler ; même le propriétaire lui devint odieux. Aux yeux de John, cet homme, que je connaissais, un juif russe, était très riche : ne possédait-il pas une grande maison et une automobile ? En réalité, le malheureux était au bord de la faillite, son hôtel aux mains de ses créanciers ; accablé d'ennuis d'argent, il s'efforçait de faire de petites économies, qu'il imposait par des ordres brefs ; John trouvait cette pingrerie incompréhensible et absurde.

Un soir, vers dix heures, un voyageur de commerce entra fatigué dans l'hôtel et commanda une tasse de café ; on la lui servit tiède ; il appela John, et, en termes énergiques, exigea du café chaud. La politesse de John l'abandonna ; il prit la tasse d'un air insolent, retourna à la cuisine et revint avec le café littéralement bouillant ; il le déposa sur la table en

prenant si peu de précautions que le pantalon du client en fut inondé. Se levant d'un bond, celui-ci se mit à injurier John, le traitant de sale nègre et de satané Cafre.

Le propriétaire apparut et tança vertement John, qui se contenait à peine. Sa première impulsion fut de courir chercher ses médecines et d'empoisonner cet homme qui l'insultait ; mais il se rappela que les drogues indigènes étaient sans effet sur les Européens. Comme il les haïssait, ces deux Blancs ! Mais le cœur brûlant du désir de vengeance, il dut se résigner à subir cette humiliation. Il n'était pas seulement mortifié, il éprouvait la certitude d'un désastre imminent. Ce désastre se produisit le soir-même.

L'hôtel, où je me suis rendu bien des fois, était construit, comme le sont la plupart des hôtels de province, en Afrique du Sud : sur la rue, le hall, le bar et la salle à manger, et derrière, sur un quadrilatère planté d'herbe, les chambres à coucher et les salles de bains, s'ouvrant sur une véranda. A cause des difficultés financières où il se débattait, le propriétaire éclairait le moins possible cette véranda. Comme John revenait, plein de rancune, après avoir servi au voyageur de commerce une troisième tasse de café, une vieille fille blanche qui résidait à l'hôtel, sortit, devant lui, de la salle de bains. Ce qui se passa lui semble, même aujourd'hui, tout à fait inexplicable, et il a fallu que je lui fasse, d'après les faits, le portrait psychologique de la femme qu'il rencontra ce soir-là.

Elle vivait, c'était évident, dans un monde imaginaire, sensuel et romanesque, mais les circonstances de sa vie l'obligeaient à rester chaste. Aussi, tout en ne pensant qu'à l'amour, ce qui s'y rapportait la terrifiait ; son idée fixe — crainte ou désir — était d'être violée. (En Afrique, toutes les Blanches sont élevées dans la crainte des assauts des noirs.)

Lorsque j'eus l'occasion de discuter de cette affaire avec le propriétaire, il me dit qu'effectivement, la peur de l'indigène rendait cette femme insupportable ; elle se plaignait si fréquemment des faits les plus insignifiants que M. Kaplan avait dit à sa femme : « Si jamais nous redevenons riches, je célébrerai le retour à la prospérité en mettant cette demoiselle à la porte. »

La nuit en question, elle avait, en quittant la salle de bains, négligemment jeté son kimono sur ses épaules ; il glissa par terre ; John, d'un geste automatique, se baissa pour le ramasser. Jusqu'à cet instant, la vieille fille n'avait pas aperçu le noir dans la demi-obscurité ; en le voyant soudain si près d'elle, elle se mit à hurler, en proie à une crise d'hystérie. Les portes s'ouvrirent ; on accourut ; John, le kimono de soie à la main, ne comprenait rien à cette agitation : au milieu de ses sanglots, elle racontait qu'elle avait été attaquée, que John l'avait suivie à pas de loup, qu'elle avait soudain senti les mains du nègre sur son corps, essayant de l'entraîner vers sa chambre. Elle réclamait en criant l'intervention de la police.

Le propriétaire se hâta de pousser John dans la cuisine et promit aux témoins de cette scène que l'affaire serait sérieusement examinée le lendemain matin ; sa femme se chargea de calmer et de consoler la « victime ». Les pensionnaires habituels, qui connaissaient la manie de la vieille fille et considéraient John comme un garçon sérieux, pensaient bien qu'il devait y avoir quelque malentendu ; mais les nouveaux venus, et en particulier, le commis voyageur ébouillanté, exigeaient une justice rapide. M. Kaplan, au prix d'une transpiration abondante, réussit enfin à les faire tous rentrer dans leurs chambres. Persuadé de l'innocence de John, il lui conseilla de filer dans son dortoir.

Les domestiques, déjà au courant de l'incident, y étaient rassemblés ; des bougies, enfoncées dans des goulots de bouteilles, projetaient sur les murs les ombres grotesques de ces noirs excités, palabrant à voix basse. Le maître d'hôtel, un vieux Basuto nommé Joseph, dit à John :

— L'affaire est mauvaise ; c'est une sale histoire.

Les autres l'approuvèrent ; John, assis sur son lit, ne dit mot.

— L'as-tu seulement touchée, cette Blanche ? demanda Joseph.

— Je n'en sais rien, répondit John ; peut-être que oui, peut-être que non ; je n'en sais vraiment rien.

— Si tu connaissais les lois des Blancs, dit Joseph, tu ne resterais pas assis là, tranquillement, à dire : « Je n'en sais rien ». Les Blancs sont cruels envers nous, quand il s'agit de leurs femmes. Demain, la police viendra et on t'emmènera en

prison ; on t'interrogera en te battant et, quand tu paraîtras devant le tribunal, la Blanche racontera que tu as essayé de la violer.

— Tu dis des bêtises, répliqua John, avec impatience. En quoi cette vieille pourrait-elle m'intéresssr ? C'est une poule qui a dépassé l'âge de pondre ; elle est vieille, elle est Européenne. Je ne connais pas les lois du pays ? Mais tu parles comme un enfant !

Il lui semblait ridicule que lui, qui évitait même les femmes noires, pût être accusé d'avoir assailli une Blanche décrépite.

— Tu es trop jeune, reprit Joseph, pour le savoir, mais c'est la poule qui ne peut plus pondre qui caquète le plus fort ; ainsi l'on s'imagine qu'elle a trop bien caché son nid et personne ne lui reproche rien.

Ces paroles furent sans effet sur John ; c'était sa chance qui avait mal tourné.

— Joseph a raison, dit un autre garçon, la femme blanche affirmera que tu as essayé de la violer.

— Je leur dirai qu'elle ment, dit John.

Joseph eut un rire sardonique :

— C'est elle et non toi qu'on croira ; du reste, elle aura un homme qui parlera pour elle ; toi, tu n'auras pas de défenseur.

— Que me feront-ils ? demanda John.

— Ce sera peut-être la prison, peut-être les travaux forcés.

Joseph hésita... Peut-être le fouet.

Le fouet ! John le connaissait ; c'était avec le fouet que le chef Mutassa punissait les délinquants. Les Blancs faisaient donc comme lui !

— Je savais ce que c'était que le fouet, docteur, me dit-il, une chose si terrible que je préférais la mort.

Ses camarades lui conseillèrent de fuir avant l'arrivée de la police. Cette perspective lui plut : oui, s'en aller, quitter cet hôtel, ses insolents clients et cet avare propriétaire ; oui, et, naturellement, fuir Maggie. Elle pourrait rentrer chez ses parents ; il la ferait venir plus tard. Il allait se sauver, gagner Johannesburg ! Presque triomphalement, il sentait son but primitif à sa portée.

De bonne heure, le lendemain matin, il s'en fut trouver le propriétaire. Déjà dans son bureau, ce petit homme ne sembla pas content de le voir. D'après ce qu'il me dit plus tard, il avait espéré que John se serait enfui ; John disparu, l'affaire s'arrangeait facilement.

— Voyez-vous, docteur, me dit-il, les temps étaient très durs ; la sécheresse durait depuis trois ans ; tous les fermiers étaient insolvables. Cette histoire tombait mal ; une descente de police nuit toujours à la réputation d'un hôtel.

Il avait conservé de la vieille Russie des tsars la peur de la police.

— John était un brave garçon, me dit-il, je ne l'avais jamais vu ivre ; il me faisait pitié. Quel imbécile il était de se présenter devant moi ! J'y voyais la preuve de son innocence, mais un tribunal ne l'aurait pas compris. Mon devoir m'ordonnait de le livrer... Je fis quelques allusions aux méthodes cruelles de la police, puis, sans le regarder, je murmurai :

» — Tu serais plus en sécurité dans ton kraal, pendant quelque temps.

» Il me répondit franchement :

» — Patron, je veux aller à Johannesburg. J'y vais de ce pas.

» — Parfait ! répondis-je ; c'est une excellente solution.

» J'expliquai à mes clients que toute l'histoire provenait d'un malentendu, que John ne serait plus employé à l'hôtel, et je laissai à ma femme le soin de calmer la vieille femme. Je ne dis rien à John, et je refusai, naturellement, de lui donner un certificat... Drôle de monde, docteur... cet homme était innocent et j'étais là, sans oser lui rendre service !

John alla raconter toute l'affaire à Maggie, insistant sur la nécessité où il se trouvait de s'enfuir. Elle ne comprenait pas qu'on pût jeter un homme en prison à cause d'une vieille folle, mais elle saisit fort bien qu'il avait l'intention de la quitter et de la renvoyer auprès de ses parents. Elle refusa énergiquement de s'y prêter, l'accusa de déloyauté, de cruauté, de tous les crimes imaginables ; elle tempêta pendant des heures et finit par l'emporter : elle et l'enfant s'embarquèrent dans le train avec lui.

VI

Ayant vu souvent, à Johannesburg, le train des indigènes entrer en gare, je m'imagine très nettement l'arrivée de John dans cette ville. Dans l'étroite portion du quai qui leur est réservée, des centaines de noirs crient, gesticulent, se cognent les uns les autres avec les coins aigus de leurs malles de bois, et, serrés et bousculés comme les bêtes d'un troupeau, se disputent la sortie.

L'esprit d'observation et la mémoire remarquable de John lui permettaient, bien des années plus tard, de décrire dans tous ses détails les scènes qui l'avaient frappé. Il se rappelait Maggie marchant à sa gauche, le bébé attaché sur son dos ; à sa droite, il y avait un petit Hottentot, ridé, tout jaune, vêtu de haillons disparates et qui, cramponné à son grand bâton de berger, ne cessait de jurer doucement. Devant eux, un énorme Zoulou, à la peau cuivrée, portait, d'un air insolent, sa couverture rouge et noire, tandis qu'il se frayait de force un passage à travers la foule ; Maggie ne pouvait détacher les yeux de cet homme, son compatriote ; John essaya de suivre son sillage, mais il fut arrêté par un groupe compact d'une demi-douzaine de femmes, drapées des lainages bruns brodés de perles, coiffures fantastiques et bracelets de cuivre tintinnabulant autour de leurs chevilles et de leurs bras. Un policier indigène, en uniforme bleu marine, s'efforçait de passer à travers une troupe d'une douzaine de Shangaans, aux reins ceints de cotonnades bigarrées et aux torses couverts de gilets hors d'usage. Toutes les langues se mêlaient : sesuto, zoulou, xosa, africander, anglais.

A la fin, retardé par l'infirmité de Maggie, John parvint à se dégager de la foule avec sa famille. Un vent glacial soulevait des tourbillons de poussière ; des gens indifférents les frôlaient en se hâtant ; la hauteur des bâtiments écrasait les nouveaux venus. Soudain, John entendit la langue de son pays, non le pur manyika, mais un dialecte mashona ; sa joie en fut si vive, qu'il resta un instant immobile à regarder les trois hommes qui avaient parlé en passant devant lui, puis il courut après eux et les appela. Ils se saluèrent, se serrèrent

les mains, s'interrogèrent, et les Rhodésiens offrirent à leur compatriote de le piloter jusqu'à l'autobus qui reliait la ville à l'endroit où ils habitaient. Il fallut marcher assez longremps ; John était désappointé, Maggie lasse et effrayée ; l'enfant pleura jusqu'à ce qu'une brave femme indigène le prît dans ses bras et lui donnât un bonbon à sucer.

Un incident se produisit, alors qu'ils n'étaient encore qu'à une centaine de mètres de la gare, et se grava profondément dans la mémoire de John : à l'intersection de deux rues, un agent de police arrêta la circulation pour laisser passer une file d'Africains noirs et métis, les menottes aux poings, attachés deux par deux et escortés de policiers. Leur aspect était misérable ; ils marchaient en silence, continuellement houspillés par les gardes ostensiblement armés. C'étaient des prisonniers qu'on menait du tribunal à la geôle.

A présent, ce spectacle, qui se reproduit quotidiennement, laisse John indifférent, à moins qu'il ne reconnaisse, parmi les malheureux, l'un de ses camarades ; mais la première impression qu'il en reçut fut atroce.

— Les Blancs ne sont pas traités ainsi, me dit-il ; on les transporte dans des camions fermés ; pourquoi n'en fait-on pas de même pour nous autres ?

La vue de ces misérables, entravés, lui rendait tangibles les paroles des employés de l'hôtel de P... : « police, arrestation, prison, chaînes, souffrances... », des souffrances sans fin pour ses congénères... Ce sinistre défilé lui inspira une sorte de hantise qui assombrit sa vie pendant des années.

L'omnibus, branlant et sale, était bondé de noirs, assis presque les uns sur les autres ; le vent soulevait des tourbillons de poussière ; John se sentait de plus en plus déprimé ; le faubourg où ils débarquèrent lui parut d'une tristesse lugubre. Je le connais : il se compose des pires taudis ; des milliers de Noirs, venus des quatre coins de l'Union, s'y entassent ; les rues n'étaient que des pistes aux fondrières remplies d'ordures, parmi lesquelles des chiens fouillaient. Les maisons étaient d'ignobles masures, édifiées avec des matériaux de démolition : tôles rouillées, bois pourri, briques crues ; les enclos étaient limités par de vieux bidons d'essence et des bouts de fils de fer et de corde.

Misère d'autant plus navrante aux yeux de John qu'il venait d'être ébloui par les richesses de la ville des Blancs. Ses compatriotes lui offrirent généreusement l'hospitalité dans une chambre qu'occupaient déjà six personnes. Toutefois, quand, moins d'une semaine plus tard, ses amis lui eurent trouvé un emploi de garçon dans une pension de famille, Maggie refusa de rester plus longtemps dans ce faubourg, et John dut la loger avec l'enfant dans une cour peuplée d'indigènes, à Doornfontein. Ils y partagèrent une chambre avec une vieille Pondo, une *isanussi*, c'est-à-dire une femme-médecin, et deux autres femmes ayant, elles aussi, des enfants. L'effroyable saleté de ce taudis ne gênait pas Maggie ; elle était de nouveau enceinte, et plus paresseuse que jamais.

John n'allait la voir que de temps à autre ; il était bien payé, lui donnait la moitié de son salaire, et elle était contente : elle avait de quoi manger, aucun travail à faire, personne pour la tourmenter et elle passait au lit la plus grande partie du jour.

Bientôt, sans grand enthousiasme, John devint l'amant d'une mulâtresse nommée Edith, femme de chambre dans la pension de famille où il était employé.

Dans cette liaison, ni l'un ni l'autre ne trouvait guère de douceur ; la tiédeur de John décevait la romanesque et jalouse Edith, dont l'amour ne procurait à John que peu de joies sentimentales. Toute sa vie lui semblait dénuée de but, incomplète, boiteuse ; il avait l'impression de n'utiliser qu'une moitié de ses facultés, traînant l'autre, misérablement, à sa remorque ; il se sentait frustré de quelque chose d'infiniment précieux, et, par-dessus tout, il vivait dans la crainte d'une punition terrible, car ses esprits ancestraux lui commandaient de vivre chastement...

Ses relations avec Edith ne lui procuraient rien de cette plénitude qu'éprouve un homme libre, de ce bonheur qui dépasse de si haut l'éphémère plaisir physique, et qui porte indéfiniment vers d'autres aventures. Comme tant d'autres hommes, une fois ses moments d'intimité avec Edith passés, John ressentait un tel dégoût qu'il se jurait de ne plus retourner

auprès d'elle. Contrairement aux Don Juan et aux Casanova, il n'éprouvait aucune envie de compenser l'insuffisante ardeur de ses amours par des amours plus nombreuses. Sa désillusion prenait la forme du mal du pays ; il pensait avec nostalgie aux jeunes filles et aux femmes de son enfance, à ses parents encore vivants, à ceux qui avaient disparu et qui, pour lui, n'étaient pas vraiment morts. Mais, plus que tous les autres, c'était sa mère, Nesta, qui lui manquait, la tendre protection de sa mère. Depuis qu'il avait quitté son foyer, il n'avait aimé qu'une seule femme ; sorcière ou non, elle seule eût pu le rendre heureux, et de toutes façons. Rien d'étonnant que l'existence lui parût, à Johannesburg, aussi vide qu'ailleurs. Le seul soulagement qu'elle lui eut offert était l'absence de Maggie.

Néanmoins, la grande ville le fascinait, et son spectacle le distrayait, malgré tout, de ses sombres pensées. A ses moments de liberté, il descendait jusqu'au centre, où les tramways et les omnibus faisaient résonner leurs timbres et trembler la chaussée ; il contemplait avec convoitise les grands magasins et, le soir, admirait sans se lasser le kaléidoscope des enseignes électriques.

En sa qualité d'indigène, il n'avait pas le droit de prendre le tram, seulement un nombre restreint d'omnibus, réservés aux Noirs. Aussi est-ce à pied qu'il parcourait la ville. Il l'explora tout entière, depuis le quartier des affaires jusqu'à Fordsburg Dip, où résident les Chinois, jusqu'aux faubourgs, où les maisons solides des artisans font place, peu à peu, à des logis de plus en plus pauvres, jusqu'à ce que la ville devienne veld. Il avait continué à marcher et vu le veld se repeupler au fur et à mesure que les mines se creusaient de part et d'autre de la route. Il observait avec curiosité et envie les occupations des Noirs, des Blancs et des gens de couleur, et leurs mœurs, si différentes des siennes, lui rendaient sa solitude plus sensible. Les rares après-midi où il avait congé, il gagnait la grande route blanche à l'heure où les mines y déversent des milliers de travailleurs noirs. Au début, il n'éprouvait de réconfort qu'en apercevant un visage rhodésien ou en entendant parler manyika ; mais graduellement, son cœur s'ouvrit à tous les Noirs.

Le quartier, d'une aisance modeste, où il était employé,

n'était pas très éloigné de Parktown et de Houghton, où les habitations des riches sont séparées les unes des autres par de spacieux jardins. Les immenses richesses des Européens l'affolaient. Il aurait aimé connaître de près les êtres qui vivaient dans un tel luxe ; mais, en même temps, il les redoutait. Des camarades, depuis longtemps en ville, lui racontaient, sur la cruauté des Blancs envers les Noirs, des histoires terribles. Il se rappelait parfois le bon missionnaire qui l'avait instruit et le propriétaire de l'hôtel de P..., qui ne l'avait jamais maltraité, et doutait de la véracité de ces effrayants récits.

Il était plein de perplexité au sujet des Européens. Ils devaient être très habiles pour avoir su bâtir toutes ces grandes maisons, fabriquer toutes les belles choses dont sont remplis les magasins, construire ces routes magnifiques, ces automobiles, ces jardins, ces gramophones... mais étaient-ils bons ou mauvais ? Il découvrit que les Noirs de Johannesburg, eux aussi, étaient habiles et intelligents, bien plus que les habitants de son kraal ; mais malgré leur intelligence, ils avaient la vie dure. Travailler, travailler, toujours travailler et toujours pour les Blancs. Pourquoi son propre peuple n'était-il pas aussi intelligent que les Blancs ? Pourquoi *Mwari* avait-il créé entre eux de telles différences ? Il craignait les Blancs et leur puissance, le mal dont ils étaient capables. Les Blancs sont intelligents, mais mauvais. Ils n'ont pas de cœur ; ils viennent de la mer, et, tels les poissons, ils n'ont pas de cœur...

Alors qu'il me faisait part de ces pensées, il se souvint d'un incident de sa petite enfance. Son cousin Nathan était parti pour Umtali chercher du travail ; il avait couru après lui. C'était la première fois qu'il voyait une ville ; un indigène passa, monté sur une bicyclette ; il en eut tellement peur qu'il éclata en sanglots. Ce fut aussi à cette occasion qu'il vit pour la première fois des gens à la peau blanche ; il n'en fut pas moins effrayé. En me racontant ces terreurs enfantines, il riait, mais je ne suis pas certain qu'au fond, il en soit complètement délivré, même maintenant.

Durant ces premiers temps de son séjour à Johannesburg, il était dévoré du désir de s'instruire, mais tout seul, sans

amis, il n'avait personne pour répondre à ses questions. Les autres domestiques noirs étaient ignorants et stupides. Il s'adressa à Edith, qui se vantait d'avoir été à l'école et de savoir lire et écrire. Il l'interrogea sur les Noirs de Johannesburg, mais elle ne le renseigna guère : il y en avait des milliers dans la ville et aux environs ; on ne pouvait savoir au juste combien, parce qu'ils ne faisaient qu'aller et venir ; ils restaient deux ans, trois ans, puis regagnaient leur kraal.

« Comme Edith était une métisse, me dit-il, elle ne pouvait pas savoir que les indigènes sont obligés de retourner à l'endroit où habitent leurs *midzimu.* » Je lui fis observer qu'il n'était pas allé chez lui depuis dix ans ; il garda un moment le silence, puis m'expliqua qu'il n'avait pas l'argent nécessaire et que, du reste, Maggie refusait de se rendre à son kraal.

Edith lui avait parlé des méfaits de la transition du kraal à la ville, de l'abandon des pratiques religieuses et de la morale traditionnelle ; mais je n'ai pas l'impression qu'il comprenne encore pleinement ce côté tragique du dépaysement des indigènes. Elle lui avait longuement expliqué la question de la « barrière de la couleur » : seuls les Blancs pouvaient prendre le tram, fréquenter les salons de thé, les restaurants, les théâtres et les beaux cinémas. De même qu'il y avait des wagons et des trains spéciaux réservés aux indigènes, ils devaient se contenter des cinémas ouverts « pour les Noirs, seulement », où les sièges étaient inconfortables, où pullulait la vermine, et où ne passaient que des films vieux de cinq ou six ans. Raffolant du cinéma, Edith souffrait cruellement de n'être pas admise, en sa qualité de métisse, dans les salles resplendissantes du centre de la ville ; pour s'en consoler, elle achetait les magazines populaires consacrés à son art favori et en racontait le contenu à John.

Elle lui faisait pitié, non seulement parce que ces humiliations lui étaient si sensibles, mais parce qu'elle était maigre, qu'elle avait les seins plats et les traits tirés. Elle n'était pas belle, même pas jolie ; sa peau, ni noire ni blanche, était d'un ton kaki qui lui déplaisait. Et puis, cette maigreur ! Il se demandait pourquoi la plupart des gens de couleur sont si maigres. Mais elle était intelligente et savait beaucoup de choses ; il

avait pour elle de l'admiration et une sorte de respect. Les soirs où elle lui faisait part de ses connaissances, il se montrait plus affectueux et passait ensuite la nuit avec elle.

Elle essaya de lui faire lire les journaux bantous, mais il était trop paresseux, et les mots se formaient si lentement sous ses yeux que lorsqu'il atteignait la fin d'une phrase, il en avait oublié le commencement. Il préférait à la lecture l'instructive conversation d'Edith. De plus, elle savait dire la bonne aventure, non pas comme une *ngoma* ou une *isanussi*, en consultant les os, mais à l'aide de cartes à jouer. Il était assez sceptique sur ses prédictions, certain que l'on ne pouvait connaître l'avenir que par l'intermédiaire des esprits ancestraux. Pourtant, elle le bouleversa un soir en lui annonçant qu'une femme allait les séparer et qu'il ferait un long voyage. Les semaines s'écoulèrent et il commençait à oublier cette prophétie, quand elle se réalisa : une femme intervint : c'était Maggie, qu'il avait presque oubliée. Elle avait pris la peine de gravir la pente de Harrow Road afin de découvrir la raison pour laquelle il la négligeait.

Quand elle entra, il était en compagnie d'Edith, mais heureusement, il y avait d'autres jeunes femmes dans la pièce. L'apparition inattendue de cette femme, au sixième mois de sa grossesse, difforme et laide, l'irrita tout d'abord, mais il se calma aussitôt et la reçut aimablement. Edith aussi lui fit un accueil chaleureux ; on lui offrit un bon fauteuil, des sucreries et du thé, si bien qu'elle trouva l'ambiance agréable, au point d'en oublier sa rancœur. Les femmes, ayant remarqué son état, se mirent à faire des pronostics sur le sexe du futur enfant et l'on en vint à discuter les détails de l'accouchement ; Edith donna des conseils experts, fruits de son expérience personnelle.

John n'en éprouva aucune gêne ; il n'avait pas, à propos des enfants illégitimes, les préjugés des Blancs. Un enfant constitue un avantage ; alors, pourquoi s'inquiéter de son origine ? Dans son kraal, un mari stérile procurait lui-même à sa femme un amant mieux conformé ; les enfants qui en résultaient appartenaient néanmoins au mari légal. Il me parla sans la moindre ironie d'un homme qu'il connaissait et qui était fier de posséder six enfants, le plus jeune âgé de

trois ans, bien qu'il ne fût pas retourné dans son kraal depuis douze années !

Vers la fin de la visite de Maggie, Edith la conquit tout à fait en lui proposant de la raccompagner chez elle. John alla, pendant ce temps, se promener. En rentrant, il trouva Edith, assise au bord du lit, en jupon, en train de lire ses magazines cinématographiques. Il s'étendit auprès d'elle et regarda les photographies. Ces beaux acteurs, ces belles femmes à demi-vêtues, aux corps parfaits, aux seins proéminents, aux jambes merveilleusement longues et gracieuses l'intriguaient et d'ordinaire attisaient son désir ; mais ce soir, il les contemplait avec indifférence, agacé et ennuyé. Tout à coup, son attention s'éveilla ; il regarda fixement une image et, se tournant vers Edith, il dit avec stupéfaction :

— Regarde, il y a un Bantou au milieu de tous ces Blancs !

Edith jeta un coup d'œil sur la photographie et dit :

— Oh ! c'est Paul Robeson ; il est Américain ; tu ne le savais pas ?

Et elle lui raconta tout ce qu'elle avait appris sur lui.

John était sidéré ; il savait vaguement qu'il existait des nègres américains, d'origine bantoue ; qu'en Amérique, les Noirs avaient la vie moins dure ; mais qu'ils pussent s'élever jusqu'à la gloire et la richesse, jusqu'à frayer avec des Européens, il ne s'en était pas douté.

Ce lui fut une révélation !

◘

Les jours suivants, il vécut dans un monde de rêve. Il irait en Amérique. Sa voix était belle ; il chanterait les chansons manyika et amasserait une fortune. Il ouvrirait un magasin, achèterait un gramophone, une maison, des meubles, une motocyclette... non, une automobile... Il enverrait de l'argent à sa famille... Patrick et Amos lui en demandaient dans chacune de leurs lettres... Il était si plein de cette idée qu'il se mit à en parler. Mais une réaction ne tarda pas à se produire ; le voyage devait être très coûteux et il n'avait pas le sou. Un garçon, moins ancien que lui dans le service, venait d'être augmenté, et lui, pas. Il n'avait pas de chance. Ses *midzimu*

étaient sûrement fâchés ; ils avaient d'ailleurs raison : il ne leur avait pas sacrifié de chèvre depuis deux ans.

Certains de ses camarades jouaient aux courses. Une nuit, il rêva du nombre quatre et décida qu'il devait miser sur un cheval portant le numéro quatre. Il prit ses dix derniers shillings, mais avant d'arriver chez le book, il tomba sur un groupe d'indigènes qui écoutaient un gramophone devant la porte ouverte d'une petite boutique. Il se joignit à eux. Le disque reproduisait une scène où un jeune mineur demande à son patron européen une permission spéciale ; le chœur de ses camarades intervient et explique pour quelle raison il a besoin de cette permission.

John fut fasciné ; même aujourd'hui, quand je lui fais entendre ce disque, il en est enchanté.

Le gramophone coûtait cinquante shillings, et chaque disque, trois shillings et six pence ; il donna ses dix shillings d'arrhes et remporta l'antique appareil, avec deux disques complètement usés. Il lui fallut des mois pour s'acquitter de sa dette. Le gramophone, cassé et inutilisable, gît toujours dans un coin de sa chambre.

Le rêve américain s'effaça, mais son désir de gagner rapidement de l'argent s'accrut. Ayant entendu parler des hauts salaires que touchent les mineurs, il caressa l'idée de travailler aux mines et se promena souvent aux abords de l'une d'elles, proche de la ville.

L'étrange coiffure des hommes, les immenses réservoirs circulaires, les monticules de sable d'un blanc éblouissant, vestiges de tonnes de quartz, les digues flanquées de terrasses en limon solidifié, jaune, rose ou blanc, les treuils avec leurs câbles, les wagonnets électriques glissant sur leurs rails, tout le captivait ; il voyait les bennes pleines de quartiers de roc surgir des profondeurs et se déverser. Il allait s'asseoir sur l'un des bancs du réfectoire ou flânait devant le magasin pour interroger les indigènes, saupoudrés de la fine poussière jaune et imprégnés de l'étrange odeur de la mine.

Ce qu'ils disaient n'était pas encourageant : un Noir, employé à l'hôpital de la mine, lui décrivit la phtisie des mineurs, qui durcit leurs poumons au point qu'une lame de couteau se brise dessus. D'autres lui dépeignirent l'osbcurité,

les murailles suintantes, les échelles étroites, l'intense chaleur des entrailles de la terre. En ville, il l'avait souvent senti trembler, cette terre ; on lui apprit que c'était par suite de l'écroulement massif d'immenses masses de roc. Quand elles tombent, des hommes périssent écrasés ; dans les parages de l'éboulement, la pression atmosphérique modifiée, les couloirs obstrués, l'obscurité complète rendent le travail presque impossible, et parfois dangereux le moindre mouvement.

John ne s'étonna plus, alors, des ordres des chefs manyika qui interdisent à leurs sujets d'aller travailler aux mines. Il s'y intéressa de moins en moins et cessa bientôt de passer ses heures de loisirs à l'ombre de l'éblouissant monticule blanc. Il avait compris qu'il n'y a pas de raccourci qui mène à la richesse.

VII

Pendant près d'une semaine, à la suite d'incidents déplaisants survenus dans la cour qu'il habitait, John se montra morose et réticent. Ne voulant pas le laisser dans cette attitude, provoquée par sa rancune envers les Blancs dont ses pareils avaient tant à souffrir, je me mis, en confrère, à lui parler de mes malades et lui demandai des nouvelles des siens. Je lui donnai un certain nombre de remèdes : potions contre la toux, laxatifs et aspirine ; aussi nos relations redevinrent-elles amicales, du moins pour quelque temps. Afin de me rendre ma politesse, il m'invita à l'accompagner dans le veld pour y récolter les racines et les herbes avec lesquelles il confectionnait ses médicaments.

Ce fut en rentrant de cette promenade que je lui fis partager mon repas, dans mon habitation particulière, et que, tout à fait remis en confiance, il me conta spontanément comment il avait commencé à pratiquer son art à Johannesburg.

Un jour, Edith l'emmena voir sa mère, qui était malade. La vieille Xosa avait les jambes enflées et pouvait à peine marcher. Elle croyait qu'un des domestiques indigènes de la maison l'avait empoisonnée à l'aide d'un de ses bas qu'il lui avait dérobé, après l'avoir traitée de tous les noms. Sa maîtresse

essayait vainement de la décider à se faire soigner à l'hôpital des Noirs ; elle s'y refusait, et réclamait un sorcier-médecin indigène.

Le désir de lui venir en aide s'empara de John ; il savait exactement quelle racine il fallait brûler afin que la fumée entourât les membres malades ; il savait comment fabriquer l'onguent dont on devait les frictionner. Elle passerait une nuit enduite de cette pommade ; le lendemain matin, il viendrait avec sa corne, ferait, au moyen d'un rasoir, un certain nombre d'entailles dans chaque jambe et y introduirait certain remède... Mais il avait renoncé à sa profession depuis sa terrible aventure du kraal ensorcelé, et il ne dit rien. Pourtant, le cas le préoccupa tellement, cette nuit-là, que, ne pouvant dormir, il alla voir des amis qui demeuraient non loin de la pension de famille. Chez eux, il rencontra un *nganga* en exercice, nommé Ephraïm, auquel il décrivit l'état de Lizzie, la mère d'Edith.

Ephraïm, vieux Basuto taciturne, marqué de la petite vérole, l'écouta et consentit à se rendre avec lui auprès de la malade. La négligence avec laquelle il l'examina, formula son diagnostic et commença le traitement indigna John.

— Ce n'était pas ainsi que procédait Charlie ! me dit-il. Ephraïm ne méritait aucun respect. Comme je lui demandai s'il pensait qu'on avait empoisonné Lizzie et s'il allait consulter les os, il s'écria :

» — Qu'est-ce que tu sais donc, toi, pour me parler sur ce ton ? Tu m'embêtes !

Ulcéré, je répondis :

— Mon père était médecin... » Mais Ephraïm me coupa la parole :

» — Ah ! ces médecins rhodésiens ! Ils ne savent rien. Tous charlatans et voleurs ; ils ne songent qu'à l'argent. Tu finiras par prétendre être médecin toi-même, comme tant de tes pareils. Saltimbanques ! Vous ne faites qu'empoisonner les gens !...

Et tandis que sa cliente geignait de douleur, le Basuto continua d'invectiver John, qui tremblait d'indignation, bien heureux qu'Edith ne fût pas présente.

Ephraïm se calma et se mit enfin à soigner la malade. Sa

manière de lui parler était absolument contraire à l'étiquette professionnelle. Il jurait, employait des termes grossiers, et, après des manœuvres que John jugea inefficaces, il exigea deux livres d'honoraires !

Je demandai à John si un médecin avait le droit de réclamer de l'argent.

— Certainement, dit-il, un médecin ne doit pas consulter les os, ni donner de médicaments sans se faire payer ; Charlie disait même que si le malade ne livrait pas le bétail promis, le médecin devait parler à ses remèdes de façon à les rendre inutiles.

Le lendemain, John se reprocha de n'avoir pas, lui-même, entrepris la guérison de Lizzie. Il y pensa toute la journée. Le soir, il sortit révérentieusement les os du sac en peau de lapin de son père et les examina un à un. Il connaissait à la perfection cette branche de son art, l'ayant apprise d'un spécialiste fameux, Ba-Venda, docteur à P... Il étala les os par terre. L'image de la pauvre Lizzie apparut devant ses yeux ; il voyait ses jambes enflées, son visage déformé par la souffrance, ses regards suppliants. Concentrant sa pensée sur elle, il ramassa les os et les jeta sur le plancher.

Il était aussi fermement persuadé de pouvoir nuire ou guérir à distance que le sont les adeptes de la *Christian Science*.

Les os confirmèrent les soupçons de Lizzie. Le jour suivant, il dit à Edith :

— Ta mère avait raison ; on l'a empoisonnée ; j'ai disposé des remèdes qui vont la guérir.

Edith lui répondit par des sarcasmes : depuis quand était-il devenu *nganga* ? Elle ne croyait qu'aux médecins blancs, aux « vrais médecins », et se contenta de dire qu'elle conduirait sa mère à l'hôpital, que cela lui plût ou non.

Mais, le même soir, quand John lui demanda des nouvelles, elle répondit en détournant les yeux :

— Elle va mieux ; elle n'ira pas à l'hôpital ; tu as dû l'ensorceler.

Il protesta qu'il n'ensorcelait pas, qu'il n'était pas empoisonneur, qu'il était médecin, et qu'elle devait comprendre la différence... Un instant, il regretta d'avoir avoué sa profession ; mais il était trop tard ; le sort en était jeté. Il prit

plaisir à lui confesser, alors, qu'il était *nganga*, et, dès ce moment, il sentit qu'il lui fallait quitter la pension de famille, ne plus travailler manuellement et reprendre sa profession.

Mais où se procurer les drogues nécessaires? Les racines du Transvaal seraient-elles aussi efficaces que celles de son pays? Il ne le croyait pas. Du reste, peu importait cette question, puisque, seul, son père pouvait lui indiquer quelles plantes employer et quelles mesures prendre dans les cas difficiles... Et son père ne se manifestait pas! Jamais le *midzimu* de son père n'apparaissait plus dans ses rêves.

Néanmoins, il se surprit à poser mentalement le diagnostic des malaises dont se plaignaient ses camarades et celui des troubles qu'ils lui confiaient. Il alla jusqu'à leur donner des conseils, qui furent appréciés. Désormais, le soir, sa besogne achevée, il s'entourait de son matériel médical : cornes, racines, poudres, la tête ratatinée d'un coq, colorants divers, calebasses de tailles et de teintes variées, surtout jaunes. En imagination, il mena dès lors la vie d'un médecin, tout en continuant, officiellement, à dresser le couvert, à polir l'argenterie et à présenter le menu.

Intrigué par ses façons, l'un de ses meilleurs amis, nommé Simon, lui posa carrément la question; après une brève hésitation, John lui répondit la vérité : il était *nganga*, fils et petit-fils de médecins illustres. Cet aveu, à mon avis, il l'avait délibérément préparé, en se laissant voir par les autres garçons tandis qu'il manipulait ses drogues; il allait lui permettre de quitter son emploi. Sans qu'il en eût pleinement conscience, son cœur s'était souvent serré de pitié depuis quelques mois : tous ceux qu'il fréquentait étaient ou malades ou malheureux; le désir de soulager cette souffrance se faisait en lui plus vif de jour en jour; c'était l'appel irrésistible d'une vocation héréditaire. La maladie de la mère d'Edith n'était que le point culminant d'une situation psychologique qui se préparait depuis longtemps. Sa rencontre avec le moribond sur la route et l'incident de la jeune sorcière manyika l'avaient détourné de sa voie naturelle; la maladie de la mère de Lizzie l'y ramenait. Les longues années écoulées depuis son séjour dans le kraal ensorcelé n'étaient plus qu'un songe

dont il s'éveillait lentement, l'âme en proie à ce combat entre la crainte et le désir, compagnons habituels de l'homme. Crainte de désobéir à son père, désir de mener la vie de *nganga*, à laquelle il avait été destiné.

Bien qu'il fût un très bon serveur, son travail se ressentit de cet état d'incertitude ; à la même époque, la pension de famille changea de mains. La nouvelle propriétaire était si désagréable qu'au bout de trois mois, tous les anciens employés, sauf John, étaient partis.

Edith ne comprenait pas qu'avec ses capacités, il demeurât dans cette maison déchue ; elle essaya de réveiller son ambition et lui trouva une place dans un hôtel d'un aspect avenant, dont la patronne semblait une excellente femme. John différa de s'y présenter, si bien que, lorsqu'il finit par y aller, la place était prise.

La « malchance » de John était subconsciemment volontaire. De même qu'un croyant ne considère la vie terrestre que comme une existence temporaire, John supportait son métier de serveur en attendant de pratiquer la médecine. Peu lui importait d'être un serveur plus ou moins bien considéré ; peut-être était-il même content du caractère insupportable de la nouvelle propriétaire : cela lui fournirait une excuse valable pour abandonner son emploi.

Elle ne cessait de harceler ses domestiques ; un soir, l'un d'eux lui ayant répondu moins poliment qu'elle ne l'exigeait, elle le congédia en lui criant des injures : « Partez tout de suite ! De l'argent ? Vous n'en aurez pas. Allez-vous en, avant que j'appelle la police. »

Le mot « police » glaça le cœur de John. Il plaignait ce malheureux. Quelle malchance parmi ces pauvres Noirs ! Il y avait un nouveau garçon, du Natal, qui voulait se suicider parce qu'aucune fille ne l'aimait ; ses yeux étaient si tristes que John se rappelait, en le voyant, les yeux du vieux singe fatigué qu'il avait remarqué au Zoo. Ah ! s'il était officiellement *nganga*, il pourrait porter secours à ce pauvre homme, qui, de toute évidence, avait été ensorcelé ! Oui, ce n'était, autour de lui, que misère et malchance : une femme avait quitté son mari avec les enfants et l'argent ; un ivrogne avait battu sa femme et lui avait mis la tête en sang ; une femme,

dont Maggie lui avait parlé, était arrivée de son kraal avec cinq petits, qui étaient tous morts en un an: elle ne faisait plus que pleurer; un jeune Manyika perdait constamment son emploi... Que de misère! John avait le cœur lourd de toute la souffrance du monde.

Un jour, il accompagna Simon qui allait, à l'hôpital des Noirs, voir sa sœur et ses deux petits enfants, lesquels avaient été affreusement brûlés. Une bougie avait mis le feu aux rideaux d'une chambre de bois... Un employé de l'hôpital leur apprit que la femme et les deux petits étaient morts; il n'eut pas un mot de sympathie à l'adresse du malheureux Simon...

— Comment de tels hommes peuvent-ils guérir, me demanda John, alors que leur cœur ne souffre pas pour les malades? Un incendie signifie un empoisonnement par la foudre. Est-ce que les Blancs connaissent seulement les remèdes contre la foudre?

Quelques jours plus tard, l'un de ses camarades fut conduit à l'hôpital en ambulance. « La vieille diablesse ne lui a même pas demandé son consentement », me dit John. Poussé par la curiosité que lui inspirait tout ce qui touchait à la médecine, il retourna à l'hôpital. Il vit les malades, tous habillés de même, couchés dans des lits étroits, très propres et bien en ordre. Il eut la plus grande peine à trouver son ami; on l'envoyait d'une salle à l'autre. Ces gens ne connaissent-ils donc pas leurs malades? Son père, Charlie, bien qu'il eût un grand nombre de clients, se les rappelait tous sans difficulté.

Tandis que John se tenait près du mourant, une infirmière entra; elle s'arrêta auprès de chaque lit. C'était une belle fille, bien faite, mais il ne put saisir son regard. Elle ne fixait les yeux sur personne et n'ouvrait pas la bouche; il eut l'impression qu'elle devait être capable de mettre le thermomètre entre les lèvres d'un mort sans s'en apercevoir. Tant d'inhumanité le navra.

Il ne faut pas s'étonner si tous ceux qu'on amène à l'hôpital y meurent, ainsi qu'un vieillard l'avait affirmé à John. Quel jeu d'enfant que ces pilules et ces médicaments en bouteilles! Les Blancs connaissent-ils les *midzimu*? Il est affreux

que ces Blancs, aveuglés par leur orgueil, puissent ainsi laisser mourir les Noirs sans assistance !

John sentait que son devoir était de secourir son peuple, oui, son peuple, car il se considérait de plus en plus comme un Bantou, pas seulement un Manyika, ainsi qu'il le faisait lorsqu'il était arrivé à Johannesburg. Mais son père ne lui avait toujours pas fait le signe qu'il attendait pour pouvoir exercer : « C'est aux hommes mûrs à pratiquer ; aux jeunes à s'instruire. »

Il consacrait donc tous ses moments de loisir à l'étude des drogues, des racines, des poisons, des maladies. Il se lia avec plusieurs *ngangas*, *ngomas*, *isanussis* et autres personnes des deux sexes qui s'occupent des malades et des malheureux. (En fait, un indigène sur deux pratique la « médecine ».)

Un jour, Ephraïm le conduisit au *mai-mai*, bazar où se vendent les racines, poudres, peaux, queues, os, philtres d'amour, potions de chance, amulettes et autres objets nécessaires à l'exercice de la médecine. La vue de cet endroit fut pour John un scandale ; c'était prostituer la profession médicale ! Oubliait-on les *midzimu ?* Toute science médicale s'écroulait si l'on cessait de s'identifier avec son père et les esprits ancestraux ! Et que faisait-on des pratiques rituelles, relatives à l'extraction des plantes, à leur préparation, à leurs mélanges ? Profondément désillusionné, écœuré, John vit le cynique Ephraïm acheter avec de l'argent ce qu'aurait dû produire un travail soigneux, effectué sous la direction des morts révérés !

Profanation ! Il semblait à John qu'il s'enfonçait dans des sables mouvants, que la terre solide de la tradition se dérobait sous ses pas. Il se sentait perdu, dérouté, choqué par les vivants, ignoré et abandonné par les morts.

Dr WULF SACHS

(A suivre.)

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR HÉLÈNE CLAIREAU

BRIAND

ET

L'EXPÉDITION D'ORIENT

Dès le début de 1915, Briand était convaincu qu'il fallait chercher la victoire en Orient [1]. Salonique était le point névralgique et stratégique par lequel les Alliés pouvaient à la fois contrôler les communications maritimes du Proche-Orient, les réactions des peuples balkaniques, assurer le ravitaillement et la protection des flottes française et anglaise, et appuyer l'effort de la Serbie et s'ouvrir la route de Vienne. L'erreur des opérations navales dans les Dardanelles, aux yeux de Briand, était qu'elles ne trouvaient nulle part sur la côte un appui solide. Le débarquement à Gallipoli, c'est-à-dire en terre ennemie était un grave risque à courir si, sur la rive européenne, nous n'avions pas la possibilité de concentrer des renforts ou d'attendre que les événements tournassent en notre faveur. En somme, la résistance de Joffre à l'envoi d'un corps expéditionnaire et le changement

1. Briand avait rencontré de vives résistances à l'exécution de son plan. En France, Clemenceau et Joffre s'en étaient déclarés les adversaires. Le premier ne revint sur ses préventions que lorsqu'il fut au pouvoir. Le second ne fut gagné que peu à peu à l'idée d'une diversion orientale. En Angleterre l'expédition de Salonique était combattue par lord Kitchener et soutenue par Lloyd George. Au moment où commence notre étude, Briand était ministre de la Justice dans le cabinet Viviani. Il avait fini par faire prévaloir ses conceptions, mais sous une forme différente du premier projet. Au lieu de tenter une opération militaire par Salonique vers l'Europe Centrale, on avait décidé de franchir le détroit des Dardanelles avec la flotte. Le problème qui conditionnait la réussite de l'entreprise de Salonique était celui des effectifs. Ni Kitchener, ni Joffre ne voulaient diminuer les contingents du front occidental pour en constituer un autre en Orient. La tentative des Dardanelles avait paru tenir compte à la fois des avantages d'une diversion orientale et de la médiocrité des effectifs.

d'objectif du cabinet britannique avaient abouti à inverser l'ordre des facteurs. On commençait par où l'on aurait dû terminer puisque, ainsi que les faits allaient en témoigner, il était vain de tenter le percement des détroits sans le secours d'une armée de terre. Quand les puissances de l'Entente s'apercevront de leur bévue, un premier échec aux Dardanelles aura déjà entamé leur prestige aux yeux des nations balkaniques. Et les négociations qui suivront pour rattraper la faute initiale seront noyées dans les difficultés et les préventions accumulées par nos revers.

Briand appréciait très justement la valeur du concours que la Grèce pouvait apporter à l'exécution du plan de Salonique. Sans son adhésion, toute tentative de cet ordre était voué à l'échec. On lui a beaucoup reproché sa complaisance pour la Grèce et son insistance, dans les conseils du Gouvernement, pour détourner au profit d'Athènes les sympathies que Delcassé et l'Angleterre réservaient uniquement à la Bulgarie. L'avenir devait donner raison à Briand, mais pour comprendre son rôle dans l'affaire grecque, il faut distinguer deux périodes : La première, qui s'étend jusqu'à l'arrivée de l'armée Sarrail à Salonique, en novembre 1915, et pendant laquelle les Alliés offrent à la Bulgarie, en échange de sa coopération, des compensations au détriment de la Grèce et de la Serbie. Pendant la même phase, la Grèce, avec Venizelos et sans lui, ne cesse de négocier son concours contre la garantie que les Alliés feront dans tous les cas respecter l'intégrité de son territoire. La deuxième période (que nous n'étudierons pas ici) commence avec le débarquement de l'armée alliée à Salonique et s'achève avec l'exil des souverains hellènes, en 1917. Si, dans la première période, on avait écouté Briand et consenti à la Grèce les garanties légitimes qu'elle exigeait pour prix de sa coopération, il n'y aurait pas eu de seconde période, car le peuple hellène étant devenu l'allié des puissances de l'Entente, le débarquement à Salonique de l'armée Sarrail n'eût pas été considéré à Athènes comme une violation de territoire. Or, il n'était pas venu à l'esprit de Briand qu'on pouvait utiliser Salonique sans l'assentiment du Gouvernement grec et le concours de son armée. S'il s'opposa à la regrettable politique de Delcassé qui, entraîné par son

incorrigible russophilie, ne songeait qu'à gagner la Bulgarie, c'était pour obtenir que la Grèce, entrant dans la guerre à nos côtés, mît à notre disposition non seulement ses hommes, mais son territoire. Quand les Gouvernements de Londres et de Paris s'aperçurent, après la trahison bulgare, qu'ils avaient lâché la proie pour l'ombre, ils essayèrent de rattraper du côté grec par la force et la contrainte, les avantages qui leur échappaient. Le débarquement à Salonique, malgré le veto de Constantin, donna aux Grecs l'impression qu'on traitait leur territoire en pays conquis. Faute de n'avoir pas fait les choses en leur temps, ou de les avoir faites à l'envers, on transforma en aversion l'amitié séculaire de la Grèce. C'est ce que les documents, conservés par Briand, démontrent péremptoirement.

En Grèce, la situation était devenue inquiétante. Les prétentions russes sur Constantinople et les détroits constituaient une menace pour les aspirations séculaires de la Grèce et avaient un peu attiédi son enthousiasme pour les Alliés. Néanmoins, Venizelos avait entrepris une politique de collaboration avec l'Entente. Il demanda à l'état-major hellène d'étudier un plan de collaboration militaire — limitée à une division — avec la France et l'Angleterre. La réponse fut défavorable, parce que les opérations envisagées exigeaient plus d'effectifs que n'en demandait Venizelos. Le Conseil de la Couronne, dans l'impossibilité de prendre une attitude résolue, opta pour la temporisation dans la neutralité. Venizelos télégraphia un récit de ces événements à Athos Romanos, ministre de Grèce à Paris, et remit sa démission au roi Constantin le jour même (6 mars 1915) où la Russie formulait dans une note secrète remise aux ambassadeurs alliés ses revendications sur Constantinople et les détroits [1].

La démission de Venizelos fut mal accueillie à Paris et à Londres. On l'interpréta faussement comme une manifesta-

1. L'idée d'attribuer Constantinople à la Russie avait été émise pour la première fois au cours de la guerre par le roi George V au cours d'un entretien, en novembre 1914, avec le comte Benckendorff, ambassadeur du Tsar à Londres. Il aurait dit « en ce qui concerne Constantinople, il est clair que cette ville doit être vôtre ». Le diplomate avait communiqué un compte rendu de cet entretien à son gouvernement qui avait aussitôt exploité le propos royal. Après des négociations, où ni l'Angleterre ni la France n'opposèrent une grande résistance aux revendications russes, l'acquiescement définitif des alliés fut, le 12 avril, signifié à Sazonoff.

tion d'hostilité à l'égard des Alliés. La vérité, avec le recul des années, paraît avoir été qu'on demandait à la Grèce ce qu'elle ne pouvait pas donner et qu'on ne lui donnait pas ce qu'elle pouvait légitimement espérer. L'accord secret avec la Russie sur Constantinople et les détroits, les concessions démesurées que Delcassé accordait vainement à la Bulgarie dans l'espoir de l'attirer dans le camp de la France n'étaient pas de nature à réchauffer les sentiments de sympathie pour notre pays qui étaient de tradition à Athènes. Le successeur de Venizelos, Gounaris, fut traité avec méfiance. Venizelos veillait du reste à ce qu'il n'en fût pas autrement. Invité en Égypte par les Anglais, il accusa publiquement Constantin d'avoir inspiré le refus de l'état-major. Le roi étant le beau-frère de Guillaume II, on expliqua son attitude par sa parenté. Pourtant, Zographos, le nouveau ministre des Affaires étrangères du cabinet Gounaris, avec l'appui et l'autorisation du roi, envoyait, le 22 mars, à son ministre à Paris, ce télégramme :

« J'étais informé que les puissances de la Triple Entente seraient disposées à se mettre d'accord avec la Grèce en vue d'une coopération. Aussi le Gouvernement royal croit-il devoir déclarer qu'il est prêt à réaliser les sentiments d'amitié et de sympathie dont ce pays a toujours été animé vis-à-vis des puissances protectrices de la Grèce. Le Gouvernement royal serait donc disposé à coopérer avec elles dans la mesure et sous des conditions politiques et militaires qui, en nous assurant l'intégrité de notre territoire et de la défense des droits de l'hellénisme, permettraient à notre coopération d'atteindre le but poursuivi en commun.

» Ce qui, jusqu'à présent, a arrêté l'action de la Grèce, c'est, d'une part, le danger bulgare et le risque d'exposer les populations grecques de l'Asie Mineure à une explosion de fanatisme et de vengeance des Musulmans, et d'autre part, la conviction que notre concours, réduit du fait de ce double danger, n'eût été d'aucune utilité pratique aux puissances de l'Entente. Pour que notre action puisse donc devenir possible, il faut que ce danger soit enrayé, afin que nous soyons en mesure d'envoyer, au besoin, des troupes au secours des populations menacées et d'assister les puissances par un concours militaire de quelque utilité.

» Il en serait ainsi à notre sens si, comme on le dit, la Bulgarie collaborait avec l'Entente contre la Turquie. Dans une pareille éventualité, la Grèce pourrait coopérer dans le même but. Elle y serait d'autant plus disposée qu'à son avis la double collaboration de la Grèce et de l'armée bulgare pourrait ne pas être inutile aux puissances amies au cas où, tout en désirant le plein et rapide succès de leurs opérations contre la Turquie, elles voudraient limiter leurs efforts et réduire leurs sacrifices. »

Le même jour, Briand présentait à Poincaré le prince Georges de Grèce, frère du roi Constantin et gendre du prince Roland Bonaparte. Il allait partir pour Athènes, où il espérait convaincre son frère de la nécessité d'intervenir militairement dans le conflit. En échange, il désirait qu'on garantît à la Grèce l'intégrité de son territoire « pour le cas où elle serait attaquée par la Bulgarie » et il ne cachait pas non plus que le seul motif assez puissant pour déterminer la Grèce était la perspective d'entrer à Constantinople avec les Alliés [1]. »

Malheureusement, l'initiative du prince Georges avait été précédée d'incidents qui le rendaient inquiet sur le succès de sa mission. Dans son « Bulletin du Jour » du 18 mars, *le Temps*, qui semblait refléter la pensée de Delcassé, avait soutenu les revendications russes en Turquie. Le prince soumit à Briand les réflexions que lui inspirait cet article.

« Si *le Temps*, écrivait-il, exprime l'opinion du Gouvernement, il n'est plus possible de dire que l'intérêt de l'hellénisme coïncide avec celui de la France et de l'Angleterre.

» Je reste fidèle, pour ma part, à la suggestion que je vous soumettais il y a deux jours : l'internationalisation de Constantinople. Si la Russie devenait maîtresse des principaux centres de l'orthodoxie grecque, elle prendrait le pas sur la France et l'Angleterre en Orient. Or, ni les Anglais ni les Français ne peuvent désirer cela, et la seule manière de l'éviter est d'interposer l'élément grec auquel ce centre appartient historiquement et moralement... Mon opinion personnelle est que dans le cas où serait exclue la possibilité d'une internationalisation de Constantinople, la Grèce se renierait elle-même, violerait sa propre histoire en intervenant aux côtés

1. R. Poincaré. *Les Tranchées.*

des Alliés. Pour que mes démarches à Athènes aient quelques chances de réussite, il faut que la question soit tranchée avant mon départ. »

Dans un autre exposé, soumis à Briand, le prince Georges appréciait dans ces termes la portée de l'intervention grecque :

« La Russie redoute la présence de la Grèce à Constantinople parce qu'elle l'empêcherait de prendre une position concurrente vis-à-vis de la France et de l'Angleterre. Donc, l'intérêt de Paris et de Londres est donc bien que la Grèce soit avec les Alliés dans la capitale turque.

» Or, ni la France ni l'Angleterre ne peuvent actuellement envoyer en Orient de nouveaux contingents. Si elles vont à la bataille avec les effectifs dont elles disposent actuellement, elles courent à un *échec probable*. Il est donc nécessaire que ce contingent soit augmenté d'environ 180 000 hommes. Où les trouverez-vous, sinon en Grèce? Ne serait-il pas opportun d'adresser à la Russie la note suivante : « Nous n'avons pas » assez de troupes pour entreprendre l'expédition contre » Constantinople. Nous sommes donc obligés de nous adresser » à la Grèce pour cette aide si nécessaire et si désirée. L'armée » grecque serait considérée comme faisant partie des troupes » françaises et anglaises de débarquement. »

Dans une troisième note, le prince expliquait les mobiles moraux de son voyage à Athènes :

» M. Delcassé est convaincu que je me trompe sur les sentiments du roi à l'égard de la France ; il pense que celui-ci joue la carte de l'Allemagne parce qu'il croit à sa victoire. Ma démarche à Athènes n'en devient que plus nécessaire quand ce ne serait que pour détromper M. Delcassé.

» Je suis persuadé que si les puissances de l'Entente m'accordent les garanties demandées pour le territoire grec, je pourrais démontrer au Gouvernement hellène et au roi que l'intérêt de notre pays coïncide avec celui de la France et de l'Angleterre.

» Ma démarche ayant un caractère intime, les puissances ne s'exposent à aucun refus officiel... »

Dans le conseil des ministres qui suivit la visite de Georges de Grèce à l'Élysée, Briand fut chargé de lui dire que « si la Grèce se déclarait contre tous nos ennemis, nous la garantis-

sions après la guerre contre les suites d'un coup de force tenté par la Bulgarie. »

Sur ces entrefaites se produisit, le 18 mars, la désastreuse et inutile tentative de la flotte franco-britannique dans les Dardanelles. Il semble que l'idée s'imposa, à la suite de cet échec, de faire coopérer avec les escadres des troupes de débarquement. Le 12 avril, l'Entente fit remettre par ses ministres à Zographos une note où elle se déclarait satisfaite d'apprendre que le nouveau Gouvernement continuerait la politique extérieure du précédent cabinet. Et elle rappelait en terminant la promesse faite à Venizelos de consentir à la Grèce d'importants territoires en Asie Mineure. Le 14 avril, Zographos chargea Romanos de transmettre la réponse suivante au Gouvernement français. Par quelle coïncidence, Briand, garde des Sceaux, en eut-il un double? Il faut croire que son action occulte était jugée assez forte pour que les ministres étrangers le tinssent au courant des péripéties diplomatiques :

Les opérations entreprises, disait Zographos, par les puissances de la Triple Entente contre la Turquie, ont paru dès le début au Gouvernement royal offrir à la Grèce un terrain de coopération avec elles, puisque ces opérations se poursuivent dans la sphère naturelle de ses intérêts nationaux. Devant l'ampleur donnée par les puissances à cette action, le Gouvernement royal leur a déjà déclaré qu'il était prêt à coopérer avec elles contre la Turquie s'il pouvait être garanti contre le péril d'une attitude hostile de la Bulgarie.

Dans cet ordre d'idées, il a estimé qu'il pourrait sortir de la neutralité aussitôt que la Bulgarie se déciderait à collaborer dans le même but. Cette condition lui a paru d'autant plus réalisable que les nouvelles, puisées aux meilleures sources, tendaient à faire croire à l'imminence de l'action bulgare.

Cependant les événements ont prouvé qu'il n'en est rien.

Devant l'attitude toujours équivoque de la Bulgarie, subordonner plus longtemps l'action de la Grèce à celle de la Bulgarie, ce serait une condition qui, pour n'être pas irréalisable, n'en est pas moins indépendante de la volonté des puissances.

Aussi le Gouvernement royal a-t-il examiné par quelle autre combinaison il pourrait, sans compromettre ses intérêts vitaux, participer à la guerre contre la Turquie pour contribuer ainsi à la libération des Grecs encore asservis et il l'a cherchée parmi les possibilités dépendant uniquement de la volonté des puissances de l'Entente.

Le résultat de son examen est que la Grèce retrouverait sa pleine liberté d'action, pour coopérer à la guerre contre la Turquie, si les puissances voulaient bien prendre l'engagement formel de lui assurer le bénéfice de la pleine solidarité avec ses alliés, c'est-à-dire de lui garantir, *durant la guerre et une certaine période qui en suivrait* [1] *le terme*, l'intégrité de son territoire continental et insulaire, y compris l'Épire du Nord.

1. Les phrases soulignées l'ont été au crayon probablement par Briand.

Moyennant cet engagement, le Gouvernement royal assumerait l'obligation ferme de coopérer aux côtés des puissances de l'Entente aussitôt qu'elles seraient prêtes, en combinant leurs forces avec les siennes, à entreprendre contre la Turquie une guerre *dont l'objet serait la dissolution de l'Empire ottoman.*

Les diverses modalités de cette entreprise et de notre coopération militaire feraient l'objet d'une convention spéciale, dont les termes seraient fixés d'un commun accord par les états-majors des forces militaires et navales respectives, avec cette seule réserve entendue d'avance que, si la Bulgarie continuait à rester dans la neutralité, la *sphère d'action de l'armée grecque ne pourrait être placée hors de la Turquie d'Europe.*

L'acte destiné à constater l'accord principal déterminerait les concessions territoriales qui seraient faites à la Grèce en Asie Mineure, les compensations territoriales et autres qu'on serait disposé à lui accorder pour la sauvegarde des droits et des intérêts de l'hellénisme, ainsi que les facilités d'ordre financier et de réapprovisionnement militaire qu'on voudrait lui consentir pour la mettre à même de remplir efficacement les engagements qu'elle aurait assumés.

Autant dans l'intérêt des populations grecques de l'Empire ottoman que dans celui du succès des opérations projetées, il conviendrait que l'accord qui serait fait sur les bases qui précèdent restât absolument secret jusqu'à sa mise en exécution.

En faisant cette communication, le Gouvernement en a pesé les termes de manière à ne rien demander qui ne soit au pouvoir des puissances amies d'accepter.

Deux jours après l'envoi de la note, Athos Romanos la commentait et en fortifiait les termes dans une lettre personnelle à Briand :

« Mon cher Président, j'ai eu l'honneur de vous dire ce matin que le Gouvernement grec, par sa note d'avant-hier et dans les conditions y indiquées [1], proposait à la Triple Entente sa coopération dans la guerre contre la Turquie avec toutes les forces de terre et de mer dont il dispose et que, par conséquent, il ne s'agirait plus d'une coopération limitée comme celle qui avait été proposée par M. Venizelos, la veille de sa démission.

» J'ai télégraphié à ce sujet à Athènes et je viens de recevoir, ce soir, la réponse du ministre des Affaires étrangères qui m'autorise à déclarer officiellement au Gouvernement français que le Gouvernement grec a, en effet, en vue une coopération avec toutes ses forces de terre ou de mer.

» Vous savez que nous avons 6 corps d'armée, c'est-à-dire 300.000 hommes environ, admirablement entraînés par nos deux guerres et très bien équipés et armés et que notre flotte comprend 3 cuirassés, dont l'*Averoff*, de 10 000 tonnes, et les

1. La note citée ci-dessus.

2 nouveaux cuirassés achetés l'année dernière aux États-Unis d'Amérique, de 14 à 15000 tonnes, 3 croisseurs cuirassés et 21 navires de guerre de tonnage inférieur... »

De son côté, à Athènes, le prince Georges agissait. Le 15 avril, Delcassé se fit l'écho, au Conseil des ministres, des indications qu'il avait données à notre représentant Deville. Il demandait le secret pour les négociations, laissant entendre que « l'internationalisation de Constantinople était pour la Grèce une condition *sine qua non* de son concours ». Poincaré, qui relate le fait, ajoute : « Il semble que le Gouvernement grec actuel veuille faire pièce à Venizelos et reprendre avec nous, pour amuser le tapis, les conversations qu'il a lui-même rompues. En attendant, il émet la prétention que les Alliés lui garantissent, durant la guerre et pour une certaine période qui en suivrait le terme, l'intégrité de son territoire continental et insulaire, y compris l'Épire du Nord. »

Quels singuliers propos sous la plume du chef de l'État ! Et quelle étrange façon de juger la revendication d'un pays dont on voulait se faire un allié ! Mais, éperdu de russophilie comme Delcassé, Poincaré négligeait tout ce qui heurtait cette sympathie. En outre, la légende de Venizelos ami des Alliés et de la France, avait de solides racines dans les milieux politiques français. Les accusations venimeuses, qu'il avait commencé à répandre contre son roi, avaient pris une forme et de la substance. Et, avec cette aptitude aux jugements sommaires qui singularise bon nombre de Français, tout ce qui n'était pas venizeliste était hostile à l'Entente. Ainsi, de malentendu en malentendu, on en viendra à la tragédie finale. Il n'était pas exact que « la Grèce eut elle-même rompu les conversations ». C'était elle, au contraire, qui les avait spontanément reprises le 23 mars, dans des termes, il est vrai, un peu vagues, mais indéniablement sympathiques. Venizelos n'offrait qu'une division aux Alliés. Zographos proposait la coopération de toutes les forces de terre et de mer et Romanos confirmait les intentions de son Gouvernement. Comment Poincaré pouvait-il écrire qu'en montrant de pareilles dispositions, le Gouvernement de Constantin « amusait le tapis » ?

Le 17 avril, Briand s'inquiéta du silence que Delcassé

opposait à la démarche hellénique. On lui objecta que la question de Cavalla, qui risquait de diviser la Grèce et la Bulgarie, rendait délicate la réponse de la France. Delcassé croyait toujours que la Bulgarie se déciderait pour les Alliés. Son aveuglement devant l'évidence, devant les avis qui lui venaient de tous les points des Balkans dépassait l'imagination. On ne pouvait expliquer cet entêtement et cette incompréhension que par l'attitude de l'Angleterre qui commettait sur ce point la même erreur que Delcassé. Enfin, le Conseil des ministres s'opposa d'une façon assez inattendue à la « dissolution de l'Empire ottoman » dont la Grèce avait traduit l'espoir dans sa note. Après les cadeaux que les Alliés avaient fait à la Russie, au détriment de la Turquie, on ne comprend plus très bien les scrupules qui agitaient Poincaré lorsqu'il s'agissait de dépecer les restes de l'homme malade.

Le 20 avril, le prince Georges, rentré à Paris, fut reçu par le président de la République. L'accueil fut poli, mais froid. L'Angleterre avait mis Poincaré et Delcassé en garde contre les propositions que le frère du roi rapportait d'Athènes. En réalité, Venizelos menait un jeu qui convenait mieux à la politique que la France et l'Angleterre avaient adoptée vis-à-vis de la Bulgarie. Venizelos, tout bon patriote grec qu'il était, acceptait que des concessions fussent faites au tsar Ferdinand en Macédoine. Cette complaisance donnait de l'aise aux illusions de Delcassé et du Foreign Office.

« Le roi et le Gouvernement grec, dit le prince Georges, sont disposés à marcher avec la Triple Entente. Les conditions qui ont été posées par eux ne sont pas impératives ; le texte a été mal rédigé ; il pourra être corrigé. Mais la Grèce ne saurait consentir à céder Cavalla. Sur le reste, on s'entendra [1]. »

Poincaré répondit évasivement, puisqu'on le lui avait conseillé de Londres. Les bonnes dispositions de la Grèce se manifestaient du reste dans un mauvais moment. L'Italie était à la veille de se déclarer contre les Centraux et il n'était pas opportun de la mécontenter en paraissant favoriser le développement de la puissance hellénique en Méditerranée. Quant à la Russie, elle restait résolument hostile à tous les vœux de la Grèce. Le 25 avril, une nouvelle défaite russe

1. R. Poincaré. *Les Tranchées.*

devant Cracovie déchaîna l'allégresse à Berlin et à Vienne. Guillaume II, en annonçant la nouvelle à sa sœur, la reine Sophie de Grèce, ajouta : « Malheur à ceux qui lèveront les mains contre moi ! » Le même jour, la tentative des Alliés pour débarquer des troupes sur les rives des Dardanelles (Sedil-Bahr et Koum-Kaleh) leur avait coûté de grosses pertes pour des résultats médiocres.

Nos défaites n'étaient pas de nature à échauffer le zèle des Grecs pour l'Entente. Cependant, ils n'en laissèrent rien paraître. Notre ministre à Athènes, Deville, était vivement pris à partie par Clemenceau dans *l'Homme Enchaîné* : « C'est un monsieur bien gentil, écrivait-il, mais pour qui l'Orient reste plein de secrets... »

On prétend que Briand, à la fin d'avril, suggéra d'envoyer là-bas d'abord en inspection Guillemin, directeur au ministère des Affaires étrangères. Si le fait est exact, ce choix n'était pas très heureux. Guillemin comprenait mal l'Orient comme Deville et n'en avait pas, comme lui, l'expérience acquise au cours d'un séjour qui avait été long. Il fut pourtant envoyé en Grèce en mission d'abord et il y remplaça bientôt Deville. Aussitôt commença une série de catastrophes qui eussent fait songer à un vaudeville si nous n'avions pas été en guerre.

Briand fut-il entraîné à commettre cette erreur, parce que n'étant pas au quai d'Orsay, le poste qu'y occupait Guillemin semblait le désigner mieux qu'un autre pour succéder à Deville ? C'est vraisemblable et nous le verrons dans la suite s'efforcer de corriger les effets de ce choix. En passant à Athènes, Guillemin suggèra à Zographos de modifier ses propositions. La Grèce conserverait ses forces terrestres pour se couvrir contre la Bulgarie et ferait participer sa flotte aux opérations navales des Alliés. Pour le reste, le Gouvernement hellénique renonçait à toutes ses prétentions et s'en remettait à la bonne volonté des Alliés. On ne pouvait se montrer plus conciliant et, comme le ministre des Finances Protopapadakis émettait devant le roi l'hypothèse que les Alliés feraient peut-être les frais de l'expédition, Constantin s'écria : « Jamais ; la Grèce paiera elle-même les frais d'une guerre qui répond à ses aspirations nationales ! »

Mais les espoirs tenaces que l'on conservait dans l'inter-

vention de la Bulgarie à nos côtés vinrent contrecarrer une fois de plus une négociation qui s'ouvrait sous de si heureux auspices. Constantin répétait à Guillemin : « La Bulgarie ne marchera pas, *j'en suis absolument certain.* » Les Alliés ne voulurent pas le croire. L'Angleterre craignait de mécontenter Ferdinand en traitant avec la Grèce et Delcassé n'admettait même plus que la Grèce formulât des conditions.

Le 10 mai, le prince Georges télégraphia au roi et le pressa de prendre une décision. Le bruit avait couru dans les jours précédents que la Bulgarie avait décidé de mobiliser et de marcher sur Constantinople. L'occasion semblait bonne. La Grèce la laisserait-elle échapper ? Dans la journée du 11, la réponse de Constantin arriva :

« Ce qui arrête mon Gouvernement, dans la voie de notre coopération contre la Turquie, est le refus des puissances de nous garantir notre intégrité territoriale jusques et y compris le traité de paix. Sans cette assurance, il nous est impossible de nous engager aveuglément dans la guerre, avec l'appréhension d'exposer l'intégrité de notre territoire. Comme une nouvelle démarche diplomatique dans ce sens nous paraît malaisée, je te prie de voir M. Poincaré pour lui faire part, en mon nom, de la situation du Gouvernement.

» L'essentiel est que les puissances de la Triple Entente nous donnent la promesse solennelle qu'elles respecteront et feront respecter jusqu'au rétablissement de la paix, notre intégrité territoriale et qu'elles ne permettront pas qu'une atteinte quelconque y soit portée par le futur traité de paix. Tu feras observer que la Grèce a le droit de s'étonner que les puissances amies, prêtes à l'accepter comme leur alliée, refusent de s'expliquer nettement avec elle alors que, d'après ce qui nous revient, elles n'ont pas cru devoir suivre la même règle vis-à-vis des autres pays.

» Constantin. R. »

Poincaré a bien extrait du télégramme royal une phrase anodine qu'il a publiée dans ses *Mémoires*. Mais il a coupé ce qui le gênait et surtout les allusions finales aux curieux marchés auxquels Delcassé se prêtait dans ses tractations avec la Bulgarie. Il est indéniable que la Grèce fut l'objet d'un

singulier traitement de la part des Alliés. Le prince Georges s'en alla d'abord au quai d'Orsay, puis à l'Élysée où il montra le télégramme de son frère au président. En même temps, il se fit l'interprète auprès de Poincaré d'une formule équivoque que Delcassé lui aurait suggérée pour arranger les choses sans engager personne dans l'avenir. « En adhérant à la Triple Entente, la Grèce contracterait une alliance qui implique le maintien de son intégrité. De cette façon, les Alliés ne prennent pas d'engagements et la Grèce a le droit d'interpréter l'alliance à sa manière. »

Poincaré ne goûta pas le vague de la découverte diplomatique de Delcassé. Il n'avait pas tort, mais une fois de plus, les choses en restèrent là avec la Grèce.

Dans un mémoire adressé à Briand, le prince Georges tirait du télégramme royal les déductions suivantes : si on enlevait à la Grèce la crainte que l'intégrité de son territoire pouvait être menacée, plus rien ne s'opposerait à la coopération avec les puissances de l'Entente. Il était dans l'intérêt de celles-ci, et dans celui de la France tout particulièrement, de s'assurer les sympathies hellènes, car on ne devait pas oublier qu'un million de Grecs au moins habitait Constantinople et ses environs et qu'on pouvait en évaluer autant à Smyrne. Ce n'étaient pas là des facteurs négligeables et tout Français, comme tout Grec, devait désirer qu'une entente intervînt entre les puissances protectrices et la nation protégée. Le prince suggérait en même temps que la France choisît, comme base de débarquement pour ses troupes, de préférence à l'île de Mytilène, la ville de Cavalla « qui se trouve à égale distance de la presqu'île de Gallipoli. C'est un endroit plus important et où les troupes franco-britanniques se trouveraient plus à l'aise. »

L'idée du prince était ingénieuse. En offrant le port de Cavalla aux Alliés, comme base de débarquement, il mettait cette région hors d'atteinte et la soustrayait aux convoitises bulgares.

Or, le 25 mai, Delcassé faisait coup double. Tandis qu'il prévenait la Grèce que les Alliés, devant son refus de coopérer *sans conditions*, reprenaient vis-à-vis d'elle leur liberté, il élaborait un nouveau programme de concessions en faveur

de la Bulgarie. On lui permettrait d'occuper immédiatement la ligne Enos-Midia ; on lui garantissait à la fin de la guerre la ville de Monastir, qui appartenait à la Serbie, en échange de quoi on proposerait à Belgrade des compensations en Bosnie et enfin, on s'engageait à faire pression sur la Grèce pour qu'elle cédât Cavalla contre des avantages en Asie Mineure. C'était lâcher la proie pour l'ombre. Pour gagner la Bulgarie, déjà perdue pour nous, on se résignait à sacrifier la Grèce qui n'avait cessé, avec Venizelos ou sans lui, de rechercher l'alliance avec l'Entente. Les propositions que Delcassé se préparait à faire au tsar Ferdinand furent rapidement connues à Athènes. Le 31 mai, le Gouvernement hellénique adressait à Londres et à Paris la protestation suivante :

« Le Gouvernement hellénique est informé que, dans leur désir de s'assurer, contre la Turquie, la collaboration de l'armée bulgare, les grandes puissances de l'Entente, ayant à cet effet entamé des pourparlers avec le Gouvernement de Sofia, auraient le projet de lui promettre des compensations territoriales au détriment des autres États balkaniques. Pour ce qui concerne spécialement la Grèce, elles seraient disposées à faire à la Bulgarie la promesse d'agir auprès de la Grèce pour satisfaire, aux dépens de l'intégrité territoriale de la Grèce, les convoitises de la Bulgarie.

» Le Gouvernement royal faillirait à ses devoirs s'il ne s'empressait pas de formuler sur l'heure, auprès des grandes puissances de l'Entente, les protestations les plus vives et les plus solennelles contre l'atteinte qui serait ainsi projetée à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du royaume. Il déclare en même temps, de la manière la plus formelle, qu'entre la Grèce et la Bulgarie il ne saurait y avoir aucune question à régler au sujet de Cavalla. Ce territoire, exclusivement grec, a été attribué au royaume à la suite d'une guerre victorieuse et en vertu d'un titre légal accepté par la Bulgarie, titre auquel nul ne saurait porter atteinte sans violer les principes fondamentaux du droit régissant les nations civilisées.

» Mais en formulant cette protestation, le Gouvernement royal hellénique est convaincu que le projet contre lequel il a l'impérieux devoir de s'élever préventivement ne sera nullement réalisé. Il se refuse, en effet, à croire que les grandes

puissances de l'Entente, qui sont les protectrices traditionnelles de la Grèce, puissent jamais entreprendre quoi que ce soit contre l'intégrité de son territoire. Il est du moins persuadé qu'elles ne sauraient, si fort que soit leur désir d'abréger la guerre et de s'assurer la victoire, chercher à se procurer un nouvel auxiliaire, au prix de la spoliation d'un tiers et surtout d'un pays qui, comme allié loyal d'un de leurs propres alliés, la Serbie, leur a rendu les plus signalés services, précisément contre l'État dont il s'agirait maintenant de payer le concours. »

Poincaré évite, dans ses *Souvenirs*, de faire allusion à la protestation grecque, mais il constate « que la démarche commune des Alliés à Sofia a agréablement surpris M. Radoslavoff ». La note expédiée par Athènes, pourtant, fit du bruit. Elle inspira aux ministres de l'Entente d'attendre au moins les résultats des élections helléniques, qui devaient avoir lieu le 13 juin. On demeurait convaincu, à Paris et à Londres, que Venizelos détenait la clef de la situation, alors qu'il contribuait, au contraire, par son intimité affichée avec les Alliés, à entretenir la méfiance que le mépris de Delcassé et de sir Edward Grey pour les intérêts hellènes avait fini par provoquer à Athènes.

Briand ne perdait pas un fil des laborieuses intrigues ourdies pour faire sortir la Bulgarie de sa neutralité. Son sentiment dans l'affaire grecque était connu. On le savait lié avec le prince Georges et on n'ignorait point que celui-ci n'entreprenait rien sans consulter le ministre de la Justice. Dans les conseils des ministres, l'opposition de Delcassé et de Briand, sur la politique de la France dans les Balkans, était devenue notoire. Un peu gêné dans ses mouvements par la réserve que lui imposaient dans les affaires extérieures ses simples fonctions de garde des Sceaux, il manœuvrait le Conseil par des conversations préliminaires qui rendaient l'atmosphère, difficilement respirable pour Delcassé. A Athènes, son rôle était également connu et le 2 novembre 1915, *l'Embros*, organe antivenizeliste, écrivait :

« Nous avons, il y a quelques jours, signalé l'intérêt sincère que M. Briand a témoigné à la Grèce au cours des négociations qui eurent lieu entre les Gouvernements français et

grec par l'intermédiaire du prince Georges. Si le Cabinet français et ceux des autres puissances avaient suivi la politique de M. Briand, ces négociations auraient abouti rapidement et la situation dans les Balkans serait tout autre. Mais il y en avait qui ne croyaient pas que d'accorder à la Grèce des garanties lui permettant de ne pas avoir à regretter son initiative, était conforme à leurs propres intérêts. Il n'est plus possible aujourd'hui de revenir sur ces négociations... »

Et *le Matin* du même jour, commentait ainsi l'article de *l'Embros* :

« Avant même les négociations auxquelles fait allusion le journal grec, M. Briand avait préconisé une expédition balkanique, qui avait pour but non plus de secourir la Serbie comme aujourd'hui mais, à travers la Serbie, d'attaquer l'Autriche. Des raisons d'ordre militaire firent ajourner cette entreprise... C'est à ce moment que se placent les négociations de Briand et du prince Georges de Grèce. Les Alliés ne cachèrent pas qu'ils étaient en pourparlers avec Sofia et que garantir l'intégrité territoriale de la Grèce, c'était compromettre le succès des tractations avec Sofia. Les Grecs répondirent que les Bulgares étaient déjà alliés avec l'Allemagne et la Turquie. Les Alliés refusèrent de le croire. Les Grecs proposèrent : « Eh bien ! mettez les Bulgares au pied du mur » et donnez-leur un délai pour se prononcer. » Les Alliés ne le firent pas et il arriva ce que l'on sait... Nous n'entendons faire le procès de personne ! »

Si ! *Le Matin* faisait le procès de la politique de Delcassé et de Poincaré, car à aucun moment les deux hommes, complètement inféodés à la diplomatie slave, que par hasard l'Angleterre épaulait, ne se séparèrent dans l'erreur bulgare.

Les élections grecques eurent lieu le 13 juin. Venizelos perdit quelques sièges, mais garda la majorité. Constantin tomba, vers le même moment, gravement malade et l'opinion aussitôt interpréta cette disparition momentanée du souverain de la scène politique. Mais en Russie, la déroute restait obstinément fidèle aux armées du tsar. Elles avaient reculé au delà de la Pologne sur la ligne Riga-Czernowitz. Il apparut qu'une diversion dans les Balkans s'imposait de plus en plus

et l'on accentua les efforts diplomatiques à Bucarest et à Sofia. La réponse de la Bulgarie vint enfin le 17 juillet 1915, sous la forme d'un accord avec l'Allemagne qui prévoyait une collaboration militaire. Delcassé et les Anglais ne se découragèrent pas. Le 30 juillet, malgré les avertissements de Briand et de Paul Cambon, qui depuis quelque temps s'effrayait de la politique de son ministre, ils renouvelaient les offres au détriment de la Serbie et de la Grèce (Monastir et Cavalla). Pachitch, au nom des Serbes, déclara nettement : « La demande de l'Entente met en question l'existence même de la Serbie... »

Quant à l'opinion grecque, elle explosa. Tous les partis sans exception se dressèrent contre les prétentions franco-anglaises et à Athènes, pour la première fois, on entendit crier dans les rues : « Vive l'Allemagne ! » Paris et Londres avaient vraiment tout fait pour atteindre ce résultat. Le 12 août, le chef du Gouvernement grec répondait : « C'est avec un sentiment de profonde et douloureuse surprise que le Gouvernement royal a pris connaissance de la communication du 30 juillet. Les puissances de l'Entente se sont trop bien rendu compte de la profonde blessure qu'elles ont portée à l'amour-propre d'un État libre, par la seule annonce d'un plan attentatoire à son indépendance pour se faire un seul instant l'illusion de croire que le Cabinet que j'ai l'honneur de présider pourrait se déclarer d'accord avec leur point de vue. Mais elles se sont absolument méprises sur les sentiments du peuple hellène en concevant l'espoir qu'il trouverait leur politique juste et bienfaisante. Ce serait, en effet, faire injure à son ardent patriotisme et à sa naturelle fierté... »

La cassure avec la Grèce n'était pas encore un fait accompli mais ses sentiments étaient atteints. Toutes les combinaisons que le génie remuant de Venizelos devait inventer plus tard, ne furent que des artifices pour sauver la face et tromper les Alliés sur les véritables dispositions de son pays. Blessé par la politique de ses amis séculaires, il se retrancha farouchement dans une volonté de neutralité que les Alliés s'efforceront trop tard de briser. Un drame douloureux et sanglant allait surgir de ce désaccord. Il n'est pas aventuré de

dire que ce fut la politique de Delcassé qui nous y mena.

Athos Romanos regagnait son pays au moment où l'effondrement du front russe permettait aux armées austro-allemandes de se retourner contre la Serbie. En outre, les opérations dans les Dardanelles avaient échoué et le commandement réclamait des renforts, d'abord 100 000 hommes, puis 4 divisions et enfin 2 seulement. Depuis le 16 août, Venizelos, à qui les élections nouvelles avaient gardé la majorité, avait succédé à Gounaris. Il arrivait au pouvoir, comme les Alliés commençaient à sentir l'étendue de leur bévue à l'égard de la Grèce ; il leur fallait une base continentale, soutenir la Serbie et trouver des effectifs pour appuyer les escadres des Dardanelles. La Serbie, menacée, demanda du secours à Athènes. Venizelos se déroba et répondit que l'attitude de son Gouvernement serait dictée par celle de la Roumanie. Cette fois, Delcassé écouta les conseils. Il se tourna vers Bucarest, mais la Russie qui subissait défaites sur défaites, jugeait malgré cela ce concours inutile. La politique roumaine n'avait cessé de varier depuis le début des hostilités, selon la fortune capricieuse des armes. En décembre 1914, une première démarche des Alliés à Bucarest, pour faire accepter à Bratiano un échange de compensations qui eût attiré la Bulgarie dans notre camp n'avait pas abouti. Le président du Conseil roumain en avait profité pour affirmer sa résolution de rester neutre momentanément. La Grèce qui, sans la garantie roumaine, ne pouvait dégarnir ses frontières, n'en fut que davantage réduite à l'immobilité. En mars 1915, la défaite russe en Pologne parut un bon prétexte à Bratiano pour augmenter ses exigences, sans offrir en retour rien de bien précis. Mais Sazonoff, à qui les Alliés avaient promis Constantinople et les détroits, se désintéressait autant du concours roumain que du concours grec.

La diplomatie fantasque et sournoise du ministre russe provoqua un nouvel arrêt des pourparlers avec Venizelos.

Celui-ci cependant avait obtenu, le 18 septembre, l'adhésion de Constantin à son plan, qui faisait de Salonique le centre stratégique de la coalition militaire et politique : la Roumanie au nord, la Grèce au sud encadrant la Serbie devaient être ravitaillées en hommes et en munitions par les flottes de

l'Entente. Le plan de Briand renaissait de ses cendres, sous la pression de la nécessité.

Le 21 septembre, Venizelos demanda à l'Entente si elle serait disposée à envoyer 150 000 hommes pour garder la frontière bulgare dans le cas où la Roumanie refuserait sa coopération. Le même jour, la Bulgarie mobilisait, tout en proclamant son attachement à la neutralité. Venizelos demanda à Constantin d'en faire autant. La décret fut signé à minuit.

Le 26, la Roumanie rejeta l'intervention et refusa le passage à travers son territoire aux troupes russes.

L'hostilité de la Bulgarie devenait évidente. A Paris, Briand, fort de ses prévisions justifiées, se heurta une fois de plus à Delcassé. Tandis qu'il soutenait qu'à tout prix il fallait secourir la Serbie, le ministre des Affaires étrangères, qui s'était déjà affreusement trompé sur les intentions du tsar Ferdinand, proposa de renoncer à l'expédition d'Orient et de chercher la décision sur le front français. On ne l'écouta pas et après avoir tout refusé à la Grèce, on lui offrit tout, même Smyrne, malgré les répugnances de l'Italie.

Mais la carence de Bucarest et la mobilisation de la Bulgarie avaient modifié momentanément les dispositions de Constantin. Il estimait que son pays ne pouvait s'aventurer seul, contre un ennemi victorieux et puissant, avec les 20 000 hommes de Sarrail. Venizelos demanda alors au roi de laisser débarquer à Salonique les troupes de l'Entente. Constantin refusa en invoquant l'abstention de la Roumanie, les déclarations pacifiques de la Bulgarie et les devoirs de la neutralité qui interdisent d'admettre des troupes étrangères sur un territoire. Sur ces entrefaites, et malgré la mobilisation de l'armée de Ferdinand, sir Edward Grey proclama aux Communes la chaude et traditionnelle amitié de l'Angleterre pour la Bulgarie. En Grèce, l'émotion fut grande. On crut que les Alliés ne débarqueraient à Salonique que pour livrer la ville aux Bulgares. Venizelos lui-même s'indigna. Tant bien que mal sir Edward Grey répara sa gaffe et, le 3 octobre, Londres et Paris informaient le Gouvernement grec que des contingents français et anglais s'apprêtaient à occuper Salonique. Venizelos, d'accord avec les ministres de l'Entente, mais non avec son souverain, protesta pour la forme. Le 4, il pro-

nonçait devant la Chambre hellénique un discours où il préconisait l'entrée de la Grèce dans la guerre aux côtés des Alliés, comme la seule solution compatible avec sa dignité et sa sécurité. Il fut approuvé par 142 voix contre 104.

Passant outre au vote de la Chambre, Constantin convoqua Venizelos et lui demanda sa démission. Que s'était-il passé? Le roi, pesant ses chances, estimait que les conditions d'une intervention efficace ne se trouvaient pas réalisées, d'une part à cause de l'immobilité roumaine et de la neutralité bulgare et d'autre part, à cause de l'irruption des troupes de l'Entente sans son consentement sur le territoire grec. La contrainte qu'il subissait l'avait rejeté dans une neutralité pleine de méfiance. « Qu'on tienne toute l'armée grecque devant Salonique, avait-il dit, soit, mais qu'on y appelle les Alliés, c'est sortir de la neutralité ! » Aux États-Unis, la nouvelle que la France et l'Angleterre avaient débarqué des troupes à Salonique malgré la proclamation de neutralité faite par le roi, fut exploitée très habilement par la propagande allemande.

Les événements se succédèrent ensuite à un rythme fulgurant. Le 8 octobre, les austro-allemands entrèrent à Belgrade, le 11, les Bulgares déclarent la guerre à l'Entente. La route de Constantinople était ouverte aux Empires centraux.

GEORGES SUAREZ

CHARLES MAURRAS

OU

L'EXILÉ DE L'ÉTERNEL

I

M. Charles Maurras est sans doute, entre les écrivains de notre temps, celui dont la notoriété prend dans l'opinion les figures les plus accusées et les plus contradictoires. Ses amis ne réclament pas pour lui un moindre titre que celui de maître de la pensée française ; ses adversaires — et je ne parle ici que des hommes qui se situent sur le plan intellectuel et moral, au-dessus des injures de la lutte politique — voient en lui un partisan, prisonnier d'une doctrine étroite. Pour ceux-ci il est un semeur de haine, pour ceux-là le philosophe qui a retrouvé les lois propres à donner aux œuvres de l'amour la plus sûre fécondité. Ne peut-on éviter d'entrer dans ce conflit quand on s'approche de lui ? Il a passé sa vie à étudier l'art d'être un homme. Faut-il que lui-même ne puisse échapper à l'alternative d'apparaître soit comme un diable, soit comme un dieu ?

Quand on passe de ce dissentiment aux examens méthodiques dont l'œuvre de M. Maurras a été l'objet, on pénètre dans l'une des belles constructions de l'intelligence. Rien, dans cette œuvre, qui ne soit d'une admirable logique. Albert Thibaudet l'a parfaitement montré dans son ouvrage sur *les Idées de Charles Maurras*. La description du monument et l'analyse de sa structure ne sont plus à faire après ce maître-livre, qui n'a rien négligé des quatre éléments du maurras-

sisme : lumière de Grèce, air de Provence, pierre de Rome, terre de France. Mais, cette grande machine intellectuelle ainsi démontée pièce à pièce, je ne vois pas que Thibaudet en ait indiqué le ressort. Le plan de l'édifice nous est déroulé et expliqué. Nous n'y voyons pas poindre le drame humain qui est à la source de toute œuvre d'art. Paul Bourget disait qu'il n'y a pas de véritable écrivain qui ne porte une blessure d'où ses livres sont sortis. Si la blessure était absente de l'œuvre de Maurras, cette philosophie de la vie relèverait des sciences morales et politiques qui imposent le respect, mais auxquelles manque la chaleur de la poésie. Elle n'exciterait pas non plus pour ou contre elle les passions violentes, que les travaux de l'esprit ne suscitent point lorsqu'ils ne tiennent pas par des fibres brûlantes à l'essentiel de la vie humaine. D'ailleurs, M. Charles Maurras lui-même, qui est tout le contraire d'un philosophe établi dans la componction et la gratuité, aurait-il mis tant de passion à chercher et à prouver l'ordre de la vie des hommes, si sa propre vie n'avait pas été engagée dans ce problème et dans sa solution ?

II

Charles Maurras est un homme qui a horreur de la vie mortelle. Ne disons pas qu'il a peur de la mort. Rien ne serait plus contraire, non seulement aux dispositions de son cœur, mais à celles de son esprit. Il n'a pas effacé de son *Chemin de Paradis* la page qui évoque « ce degré éminent où l'homme reçoit de la mort une figure et une attitude éternelles », et qui fait dire ensuite à un personnage choisi par lui : « Tout homme est une ébauche qui s'achève à mesure que se tient plus proche de lui cette mère de la Beauté et de la Vérité. Elle seule le finira [1]. » Il a même ajouté expressément, vingt-cinq ans après que ces lignes eurent été écrites, que « ce culte paradoxal et presque cruel manifesté aux divinités de la mort » ne devait pas être renié, pourvu qu'il fût accordé à l'ordre

1. *Les Deux Testaments de Simplice.*

de la vie. Et il a dit encore, sur ce sujet : « La pensée de la mort est, de l'avis des sages du paganisme eux-mêmes, la grande leçon de la vie. Comment? Parce qu'elle règle nos passions, nos délibérations, nos actions [1]. » Il a même prononcé, plus brièvement : « Philosophiquement, la vie est peu... » Il est vrai que c'est pour ajouter aussitôt : « ... C'est la seule chose que s'interdise de sous-estimer la politique [2]. » Si l'on expliquait à fond cet aphorisme, l'explication de Maurras lui-même serait déjà bien avancée.

Non, Maurras n'écarte point la mort, pas plus qu'il ne révère la vie en soi. Il les compose. « La vie et la mort, dit-il, appartiennent à un cycle de réalités complémentaires que le sophiste oppose, mais que le philosophe, qu'il soit chrétien, qu'il soit païen, associe et compose en vue des biens supérieurs [3]. » Et, au fond, s'il n'oppose pas la vie à la mort, c'est peut-être que Maurras ne croit pas à la mort absolue, au néant et aux ténèbres, à « *la mort morte* dont parlait le vieil Antoine de Montchrétien, la mort où rien ne germe et d'où rien ne sort [4]. » Dirons-nous qu'il croit à la vie éternelle? Sans doute ne forcerait-on pas du tout les choses, en disant qu'il n'y a rien qu'il désire plus passionnément. En tous cas, il a formellement indiqué qu'il voit briller, au fond de sa méditation sur la vie et la mort, « le principe secret, l'impalpable souffle de vie... qui, dit-il, ne me semble pas pouvoir ne pas survivre à notre cendre [5]. » Où ce souffle peut-il être recueilli, où ce principe peut-il être atteint, afin qu'il sauve notre vie de la mort qui l'attend malgré tout? C'est le problème des rapports entre l'éternel et le temporel, le seul problème de l'homme, au fond, et le problème qui situe la vie de l'homme au-dessus du destin de l'oiseau qui chante et qui meurt, de la fleur qui brille et qui pourrit. Comment Maurras a résolu ce problème ou ne l'a pas résolu, dans quelles limites et sur quel terrain, toute l'orientation de son œuvre est sortie de là.

1. *Dictionnaire politique.*
2. *Napoléon.*
3. Postface au *Chemin de Paradis.*
4. *Id.*
5. *La Musique intérieure.*

III

Charles Maurras a confié à la prose tout ce qu'il a voulu dire de façon explicite. Il a enfermé dans des poèmes les secrets plus personnels et plus mystérieux, contenus, il l'a dit lui-même, dans *les arcanes du sentiment*. Sur cette question fondamentale des rapports entre l'éternel et le temporel, la lecture alternée de sa prose et de ses vers nous offre le juste partage entre ce qu'il a tenu à exprimer et ce qu'il s'est réservé de laisser entendre.

Notons d'abord cette déclaration : « Dans la poursuite de la vérité première et dernière, je n'ai pas trouvé ce que je cherchais [1]. » Non que Maurras ne l'eût cherché ardemment, car il ajoute aussitôt : « Ce problème, il est vrai, m'avait attiré fort jeune et de façon si vive que je ne distingue pas toujours, dans mes souvenirs, le moment où ma foi s'affaiblit de l'heure où ma raison demeura muette devant ses propres objections aux moyens de mettre en rapport l'ordre humain et l'ordre divin. » Retenons cette phrase : à l'heure où la foi s'éteint, la raison chez Maurras est fort loin d'un triomphe matérialiste. Elle garde le silence, au contraire, au bord du fossé qu'elle a vu s'ouvrir entre le royaume des cieux et le royaume de la terre. Ce silence est tout ensemble prudent et anxieux. Prudent, car Maurras, pour franchir le fossé, refuse de suppléer à la foi absente par des philosophies qui ne le satisfont pas à cet égard : « Le positivisme lui-même, abordé à la fin, n'a jamais pu me rallier à son dogme central : j'ai toujours contesté à Auguste Comte le passage nécessaire de l'esprit humain par la série des trois états de théologie, de métaphysique et de science. » Anxieux, car, à la suite des pages d'où j'extrais les lignes qu'on vient de lire, Maurras parle de « l'angoisse métaphysique » dont il lui fallut être sauvé.

Ce que cette prose objective et discrète ne dit pas, c'est la violence de cette angoisse, et la détresse où elle jeta Maurras quand elle s'ouvrit devant lui. On sait que ce fut au passage de son enfance à son adolescence, dans le même temps qu'un

1. *La Démocratie religieuse, l'Incroyant et le bienfait du catholicisme.*

autre malheur le frappait : à l'âge où la jeunesse s'enchante de toutes les voix de la terre, la surdité l'enfermait dans un monde intérieur. Que la lumière qui pouvait éclairer ce monde s'éteignît aussi, l'épreuve était surhumaine pour une âme aussi avide d'opposer à la nuit et au silence de la mort la certitude d'une vie parfaite.

Si le jeune Maurras n'a pas sombré dans cette angoisse, c'est d'abord qu'une invincible espérance n'a cessé de brûler, à la place que sa foi avait désertée. La vie éternelle est la vie de l'âme, et l'âme demeure l'obsession de cet exilé de l'éternel. Psyché est l'héroïne des premiers vers dont sa *Musique intérieure* a voulu garder le témoignage :

Psyché, vous êtes ma souffrance...

Et, Psyché, vous êtes mon rêve,
Ensemençant le ciel léger
De vos mépris pour l'heure brève
Qui dit que vivre est de changer [1].

Maurras y insiste, dans les vers qu'il écrivit entre sa vingtième et sa vingt-cinquième année :

Yeux de PSYCHÉ, *pâles et clairs,*
VRAIS YEUX, *qu'un jour je vous revoie,*
Unique étoile, au bel éther
Où sont les sources de la Joie [1].

Et beaucoup plus tard, la vieillesse venue, nous le voyons opposer toujours à la désolation de la foi absente une espérance qui n'est pas demeurée moins farouche :

Presque à la veille d'être au port
Où s'apaise le cœur des hommes,
Je ne crois plus les pauvres morts
Mieux partagés que nous ne sommes.

Je ne conduis vers mon tombeau
Regret, désir, ni même envie,
Mais j'y renverse le flambeau
D'une espérance inassouvie [1].

1. *La Musique intérieure.*

Notons-le cependant. Cette flamme d'une espérance éperdue n'exclut pas l'hypothèse d'un désespoir qui ne serait pas moins impérieux. Maurras n'a pas écarté de son *Dictionnaire politique et critique* un article « Désespoir », où le désespoir est admis comme « fait personnel, borné à ses causes privées ». Et l'on peut lire à cet article : « Nous n'avons qu'une vie, qu'un cerveau, qu'un cœur et qu'une âme : dans un certain état d'esprit religieux ou irréligieux, il est aisé de concevoir que telle expérience, telle joie, tel bonheur passent sur nous sans revenir ou se refusent sans promesse. Celui qui a jeté tout son avoir sur cette carte ne peut se dérober à l'évidence : il ne garde rien. » On rapprochera ces lignes de celles que Maurras a écrites aux premières pages d'*Anthinéa* : « Qui se sent trahi par les dieux et rejeté de la fortune n'a qu'à disparaître du monde auquel il ne s'adapte plus. » Paroles graves, et qui nous ouvrent une vue déchirante sur la crise spirituelle d'où l'humanisme maurrassien va sortir. L'homme trahi par les dieux, n'est-ce pas celui qui a perdu le lien entre l'ordre de la vie temporelle et la justification de cet ordre dans l'éternité ? Alors, la vie terrestre, privée de son aimantation, serait sans valeur qui méritât qu'on tînt à elle, tandis que la vie spirituelle, détachée de ces choses mortelles, se délecterait d'une solitude qui ne craindrait pas de se pencher sur un noir vertige.

Telle est sans doute la tentation d'Ulysse, à propos de qui Maurras écrit les lignes d'*Anthinéa* que nous venons de citer. Le mythe d'Ulysse — ou *le Mystère d'Ulysse*, selon le titre de poème que Maurras lui a consacré d'autre part — est en effet l'un des principaux mythes maurrassiens, c'est-à-dire l'une des légendes dont Maurras a fait l'un des symboles de sa propre vie. Le mythe d'Ulysse, la légende du plus sage et du plus aventureux des hommes à la fois — l'homme qui, au bord du gouffre où chante la sirène, est allé à l'extrême limite de l'aventure, pour dénouer finalement l'aventure dans la sagesse — semble symboliser chez Maurras la tentation de désespérer de l'ordre du monde et d'en retrancher la vie de l'esprit. C'est la tentation exprimée par le mot de la sirène dans *le Mystère d'Ulysse* :

Je t'aurai dit ton âme, et le reste n'est rien

tentation incluse aussi dans le mot en prose que Maurras a répété souvent : « Ce qui m'étonne, ce n'est pas le désordre : c'est l'ordre. » Quelle détresse fut au fond de cet étonnement, à quel abîme métaphysique correspond le gouffre de la sirène, nous reviendrons à cette question pour finir. Constatons pour le moment que le royaume d'Ithaque, autrement dit un ordre terrestre qui désarme l'étonnement et satisfasse une raison suprêmement exigeante quant à l'ordre de la vie, a paru suffisant à Maurras pour qu'il conclût le mythe d'Ulysse en disant à Ulysse, et par delà Ulysse à lui-même :

O CŒUR, APAISE-TOI ! GOÛTE JUSQU'A DEMAIN
L'UNE OU L'AUTRE RIGUEUR DE TON SORT INHUMAIN.
DEMAIN LES ARTS SAVANTS NÉS DE L'INTELLIGENCE
COURONNENT TA DOULEUR, ÉPURENT TA VENGEANCE.
IL TE SERA PERMIS, O GRAND CŒUR IRRITÉ,
DE TIRER TOUT SON FRUIT DE LA CALAMITÉ.

IV

Passé ce cap, où l'âme, craignant que ne s'élève entre l'éternel et le temporel une frontière infranchissable, a vu le désespoir et l'espérance balancer leurs prestiges, les vergers d'Ithaque vont donner à notre Ulysse une irrésistible force de vivre. Maurras se sent armé de cette force à partir du moment où il a la conviction que l'éternel n'est pas absent du temporel, et il ne lui faut rien de moins pour que le temporel le retienne, puis l'exalte. Maurras, nous l'avons dit, n'admet pas le culte de la vie pour la vie, et c'est à la vie qu'il applique d'abord ce précepte : « Seule, l'idée justifie l'être, et sa cause finale juge le mouvement [1]. » Pas de vie justifiée donc, si l'idée de vie n'est pas satisfaite, et elle ne l'est point si la mort n'est pas vaincue. Pour tenir à la vie, posséder une vie qui ne meurt pas : Maurras ne lâche pas cette exigence. Cependant, le fait est que les hommes meurent, dans l'ordre terrestre où Maurras se contient désormais. Oui, seulement les sociétés humaines ne meurent pas. Là est l'observation qui permet de

1. Postface au *Chemin de Paradis*.

passer du gouffre de la sirène aux vergers d'Ithaque. Un petit texte de Maurras nous montre ce passage du désespoir permis au désespoir défendu, quand le philosophe politique reporte sur la société des hommes la certitude d'immortalité dont le philosophe agnostique n'a pu garder que le désir à l'égard de l'homme seul : « Désespérer est permis à qui doit mourir, écrit-il, mais les nations, par rapport aux hommes, sont immortelles [1]. » Nous voyons là le point où se dessine aux yeux de Maurras, entre l'homme isolé et l'homme en société, beaucoup plus qu'une différence de qualité, une différence essentielle. Pour Maurras, l'homme isolé, l'individu, est avant tout un être qui n'a pas obtenu la certitude de ne pas mourir, tandis que l'homme associé est un être qui, dès sa naissance, entre dans la chaîne d'une féconde immortalité, dont les familles, les corporations, les nations sont les instruments. Comme Maurras l'a dit lui-même, il a été « sauvé de l'angoisse métaphysique » par le sentiment violent de ce que la vie sociale a d'irremplaçable : « Un intérêt inexplicable (un intérêt dont ne rend compte ni ma situation d'écolier solitaire, sans biens à acquérir, sans fortune à défendre, n'ayant rien désiré que d'intellectuel, ni ma condition de nouveau venu à Paris, d'une modeste bourgeoisie de petite ville éloignée), un intérêt pourtant très fort et qui doit procéder de quelque instinct profond, m'attachait et me suspendait, de plus en plus, à cette poignante question de l'ordre social et du salut politique français[2]. » L'instinct profond avait sa source dans une insatisfaction spirituelle. Tout simplement, comme il l'a dit ailleurs, « sur le bord du fleuve éternel », Maurras essayait « de saisir et de retenir ce qui peut durer [3]. »

A vrai dire, cet instinct l'a toujours habité. Dès que Maurras s'est éveillé à la vie de l'esprit, il s'est orienté vers un inlassable combat à livrer, sur la terre même, contre la mort. Il raconte que vers sa sixième ou septième année, il lisait et relisait une petite histoire de France où il cherchait des héros selon son goût. « Je les voulais parfaits, écrit-il. Quelque chose leur nuisait à tous, car, de façon ou d'autre, à une date

1. *Enquête sur la Monarchie.*
2. *La Démocratie religieuse.*
3. Préface aux *Heures immortelles.*

que le petit livre donnait, ces pauvres gens, même les rois, finissaient toujours par mourir. Cette déception constante avait fini par rendre un son affreux. La mort venait d'entrer dans notre maison avec ses larmes et son deuil. Elle m'avait humilié. Et voilà que l'épreuve était universelle, frappait les plus nobles et les meilleurs [1] ! ». Ainsi, le petit Charles Maurras n'avait pas l'âge de raison, qu'il cherchait dans les pages de son histoire de France la vie d'un roi qui ne mourût point. On peut dire que, dès ce moment, la monarchie héréditaire était déjà au bout de sa main et de son regard tendus. Mais il est évident que l'hérédité, en cette affaire, est plus importante que la monarchie. Aurions-nous quelque hésitation à cet égard, Maurras ne nous en laisserait pas douter : « La monarchie n'est ni universelle ni éternelle. L'éternel, l'universel, c'est le gouvernement des familles, l'hérédité [2]. »

Voilà donc la planche de salut que l'exilé de l'éternel trouve dans la vie de la terre. Ne se leurre-t-il pas, toutefois, de quelque illusion? La continuité héréditaire dans la vie temporelle n'a-t-elle pas, par rapport à la vie éternelle, une valeur qui ne serait que de compensation? Ce point est trop important pour que Maurras n'y ait pas réfléchi. La qualité de l'immortalité terrestre qu'il a trouvée ne doit pas être contestable, même en comparaison avec l'éternité céleste dont la perte l'a laissé si anxieux. Alors Maurras tient à noter que « les sociétés chrétiennes du moyen âge, pénétrées du sentiment surnaturel de la vie future, se sont toujours montrées extrêmement sensibles à la récompense terrestre du père dans le fils. Elles ont chanté, de toute leur âme, *Abraham et semini ejus in sæcula* [3]. » Il y a plus, d'ailleurs, il y a qu'un des commandements de Dieu même consacre cette immortalité terrestre de la vie héréditaire. Soit que j'aie mal cherché dans les textes maurrassiens, soit que Maurras ait voulu se montrer discret à l'égard du Décalogue, je n'ai pas vu qu'il ait appuyé sa théorie de l'hérédité sur ce recours à l'Écriture. La justification par Dieu de la vie héréditaire est cependant inscrite dans le quatrième commandement, si l'on veut expliquer de

1. *Louis XIV.*
2. *La Démocratie religieuse.*
3. *Dictionnaire politique.*

façon plausible le mystérieux « afin de vivre longuement » du catéchisme. Cette explication a été fort bien donnée par M. Paul Claudel, et quoique M. Claudel et M. Maurras ne s'aiment pas beaucoup, nous n'hésitons pas à enregistrer, sous le signe de la charité littéraire, cette contribution claudélienne au maurrassisme. « Celui qui honore son père et sa mère, écrit Claudel, se maintient en communication, en état de solidarité avec toute sa race, avec toute sa lignée, il ne fait plus qu'un avec elle. Il bénéficie pleinement de cette parole qu'il s'est entendu adresser par le canal de toutes ses oreilles successives : *Crescite et multiplicamini*. Sa vie cesse d'être étroitement individuelle. Il a reçu un héritage, un patrimoine... Il dépasse dès sa naissance les limites de sa carrière personnelle, il est le représentant actuel de quelque chose d'assez long pour se rattacher à l'origine, il devient *longaevus* [1]... » Claudel a raison. Voilà qui montre Dieu lui-même au sommet de la civilisation héréditaire, c'est-à-dire de la civilisation tout court. Ce pauvre ordre terrestre, ce pauvre ordre humain qui se déroule tant bien que mal parmi tant de traverses, depuis que sa chaîne a été doublée, à la sortie du paradis perdu, d'une chaîne de maux et de peines, Dieu le reconnaît cependant pour sien, que dis-je, il lui accorde une bénédiction particulière et explicite, inscrite au cœur de sa Loi.

Ainsi la philosophie impérieuse de l'hérédité complète, plus qu'elle ne la contrarie, la religion de l'éternité. Elle peut légitimement apparaître à Maurras comme la meilleure consolation offerte aux hommes qui sont bannis de l'éternel mais qui s'insurgent contre la mort : « Elle est leur unique défense contre le temps ; ils n'ont que cette ancre à jeter sur l'abîme de l'avenir [2]. »

V

Les choses deviennent plus ardues quand on entre plus avant dans leur examen. Comment s'obtient l'hérédité ? Par l'amour, ou plutôt par certain ordre de l'amour. Quel ordre ? Voilà

1. *Les Aventures de Sophie.*
2. *Dictionnaire politique.*

le problème essentiel qu'ait à résoudre l'humanisme maurrassien.

Notons d'abord que cet humanisme n'accepte pas un ordre de l'amour qui serait purement physique. Nous avons déjà dit combien Maurras est peu matérialiste. « J'ai, dit-il, pour mon compte, toujours pris garde de séparer les réflexions sur l'hérédité politique et économique d'avec les généralisations vagues, aventureuses et captieuses sur la stricte hérédité physiologique. Une aristocratie peut être formée de sangs assez divers [1]... » Ainsi cette philosophie de l'hérédité commence par écarter le racisme. Le physique, certes, entre en jeu, mais c'est en collaboration avec le moral : « L'aristocratie est un fait moral ; encore la vertu seule... ne suffit-elle pas à la constituer. Plusieurs de ses caractères sont physiques [2]. » Comment se fait donc cette composition du physique et du moral, pour l'élaboration d'une vie héréditaire dont la qualité corresponde à l'espérance sublime qu'on a fondée en elle ? Toute la question est là.

La réponse de l'humanisme maurrassien peut se formuler ainsi : l'ordre qui préside à cette composition est celui où le choix de l'amour engage les fruits de l'hérédité. Prenons-y garde : là est le point où la pensée de Maurras prend sa décision la plus grave. *Elle soumet l'ordre de la vie à un amour qui choisit.* Il s'ensuit maintes conséquences que nous verrons tout à l'heure. Rendons-nous compte, d'abord, de ce que représente l'amour, soumis à ce devoir du choix.

L'amour, aux yeux de Maurras, est une force, soit bénéfique, soit maléfique, qui ne vaut que par son effet, et n'a pas en soi de valeur digne d'être aimée. « L'amour n'est pas un dieu... ; l'amour n'est qu'un démon, tout ensemble bon et mauvais [3]. » Or ce démon, qui est en soi peu de chose, est un principe qui peut tout. Le monde entier dépend de lui, sous sa forme la plus fruste, qui est « le premier instinct physique de l'homme, le désir ». « Quelle très petite chose dans l'univers ! Que peut-elle ainsi toute seule ? » demande Maurras, qui répond aussitôt : « Elle peut ce qu'elle veut, si, imperceptible éphémère,

1. *Gaulois, Germains, Latins.*
2. *Dictionnaire politique.*
3. *Les Amants de Venise.*

elle soutient une pensée de se perpétuer par le sang : la nature devient son associée, sa complice, ou plutôt son inspiratrice secrète [1]. » Du moment que l'amour, associé à la nature, peut ce qu'il veut, on voit bien que tout dans la vie dépend de son choix. Entre l'amour et la nature, il s'agit de définir « les dignes rapports et les justes convenances d'un monde mis à l'optatif [2]. » Et cet optatif s'exerce dans une alternative si pathétique, que Maurras a cru devoir correspondre à sa majesté mystérieuse par la solennité d'une inscription latine de sa composition.

OPTVMO. SIVE. PESSVMO.
PEIORI. TAMEN. ET. MELIORI.
VTRIQVE. NEFANDO. NVMINI.
VEL. MONSTRO. SACRVM.

Cette invocation à la double puissance de l'amour, Maurras l'a placée en tête de celui de ses livres qui a commencé d'appliquer à la politique le principe de l'hérédité, l'*Enquête sur la monarchie*. Et il en a donné le sens dans les vers que voici :

Essence pire que le Pire
Et meilleure que le Meilleur
Quelle est la langue qui peut dire
Les deux abîmes de ton cœur !

Mais à ce double sanctuaire
DÉESSE *ou* MONSTRE, *ô seul esprit*
De son ombre et de ma lumière,
L'unique hommage soit inscrit [3].

Ce principe redoutable ainsi reconnu et révéré, quel est donc le choix qui fait de lui le principe du Bien ou du Mal ? C'est tout simplement le choix entre l'action d'aimer et celle de ne pas aimer. Cela semble être une vérité première, mais c'est un point fondamental de la théorie maurrassienne de l'amour, dérivée pour une bonne part de la philosophie de Platon. Du moment que l'amour n'est pas un dieu, il n'est pas lui-

1. *L'Amitié de Platon.*
2. *Id.*
3. *La Musique intérieure.*

même un objet d'adoration et d'amour. S'il devient à tort un dieu, c'est par le fait d'un abus du démon qu'il est, si ce démon tourne vers lui-même la force aimante destinée à un autre objet que lui-même. Or, comme l'amour, n'étant qu'un principe, ne se réalise que dans l'objet aimé, quand il s'aime lui-même il se réduit à rien. D'où la condamnation, par Maurras, de l'amour qui se cherche, ou, comme il dit, de l'amour de l'amour. Maurras écrit : « L'amour de l'amour tue l'amour. Ou peut-être n'existe-t-il que pour avoir tué l'amour. Aimer l'amour, c'est s'aimer soi [1]. » Par conséquent : « Pour bien aimer, il ne faut pas aimer l'amour, il ne faut pas le rechercher, il est même important de sentir pour lui quelque haine [2]. » Maurras va jusqu'à dire que la religion de l'Amour est « le plus sombre et le plus étroit des monothéismes humains [3]. » Si le Diable se trouve chez Maurras, il est ici : c'est l'amour de l'Amour, que Maurras désigne à notre malédiction.

On retrouve ici l'irréductible aversion que Maurras éprouve à l'égard de l'homme qui isole la vie humaine, autrement dit à l'égard de l'individu. Tandis que l'homme qui compte à ses yeux, l'homme valable, pour ainsi parler, est l'homme tourné vers la vie associée. Et c'est toujours pour la même raison : le premier est voué à la mort, le second entre dans la seule vie digne du nom de vie, celle qui défie la mort. Aussi n'y a-t-il rien de moins qu'une alternative entre la mort et la vie dans cette alternative que Maurras impose à l'amour, de choisir entre une activité subjective ou objective. S'appliquer à un objet, c'est pour l'amour le moyen de passer du précaire au durable, du fragile au certain, du mortel à l'immortel, ce qui est le souci constant de Maurras. Au contraire, l'amour dans sa vie subjective, l'amour en soi et tourné vers soi, se consume dans des variations qui le font mourir à chaque minute. La vie objective a seule le pouvoir de lui donner l'immortalité, à laquelle il aspire d'autant plus vivement qu'il en est privé quand il s'enferme dans son mouvement propre. « Puisque son monde change, il lui faut l'immuable. Puisque

1. *Le Romantisme féminin.*
2. *Les Amants de Venise.*
3. *Le Romantisme féminin.*

tout meurt autour de lui, il lui faut l'immortel. Cette horreur de mourir l'exclut des parages où l'on meurt. Mais il n'est pourtant pas immortel. Il l'est si peu qu'il voudrait l'être. La beauté dont il brûle lui a fait désirer sa présence à jamais. Ainsi engendre-t-il pour se perpétuer en elle. Ainsi travaille-t-il à se rendre conforme à ce qu'il n'est pas, mais veut être [1]. »

Du même coup, Maurras nous indique cet objet quasi divin par la vertu duquel l'amour passe de la vie caduque à l'immortalité. Il vient de le nommer : c'est la Beauté. Là encore, il semble que l'humanisme maurrassien s'appuie à la force d'une vérité première : qu'est-ce qu'on aime? le beau ; on n'aime pas le laid. La Beauté est donc l'objet qui s'impose au choix de l'amour.

Toi qui brille enfoncée au plus tendre du cœur,
Beauté, fer éclatant, ne me sois que douceur...
Brûle et consume moi, mon unique soleil [2]...

S'il y a une divinité païenne, chez Maurras, c'est la Beauté. A tout le moins est-ce dans la Beauté qu'il rejoint l'idée de Dieu. L'amour n'est pas un dieu. C'est la Beauté qui permet à l'amour d'accéder à la vie divine à laquelle il aspire : « L'amour est le démon qui veut posséder la beauté, car il souffre de son absence : qu'il la mérite, qu'il y tende, il obtiendra comme un titre à ne plus mourir ; qu'il engendre en elle, il se survivra [3]. »

Ces noces de la Beauté et de l'Amour dans l'immortalité, il y a longtemps que Maurras y voit la source des aristocraties qui sont l'honneur de la vie terrestre. La beauté physique, perpétuée dans sa perfection, est la première bénéficiaire de cet exercice des « arts de la sagesse et de la volupté ». Maurras dans *Anthinéa* lui rend cet hommage, en observant la merveilleuse ressemblance du plus beau buste de marbre qu'on puisse contempler au musée d'Athènes avec les corps des jeunes Provençales qui se laissent voir à Martigues, « quand la saison des bains fait accourir la troupe de nos vierges sur le rivage. » Nul doute pour lui que la Grèce, qui

1. *L'Amitié de Platon.*
2. *La Musique intérieure.*
3. *L'Amitié de Platon.*

jadis apporta la beauté en ces lieux, n'ait enseigné aussi l'art de l'engendrer. « Ces beautés naturelles, écrit-il, sont issues de l'effort ardent et délicat du régime de la sélection de l'amour. » Si la théorie de la génération aristocratique par l'amour électif apparaît presque trop crûment dans ces lignes que Maurras a écrites au début de sa vie et de son œuvre, elle gagne une valeur plus haute en s'étendant du physique au moral, dans une page de *l'Amitié de Platon* qui date de ces années dernières. Il faut citer le plus largement possible cet épithalame pour les noces de l'Amour et de la Beauté, parents de la Civilisation.

« La Beauté seule, déclare d'abord Maurras en renouvelant son acte de foi dans la beauté divine, appelle à la vie. L'amour aspire à fleurir, à fructifier, à produire dans la Beauté, pour y vaincre la mort, afin de se survivre ! Il l'imite pour la rejoindre, il la copie pour s'y conformer, lui ressembler, la posséder. De là, un affinement graduel, un perfectionnement progressif des portions de l'humanité qui auront compris, obéi, pratiqué la Beauté. Le goût d'engendrer dans le Beau est ce qui perpétue la race des hommes, comme toute race vivante. Mais c'est aussi ce qui relève et exalte la nôtre. » Cela dit, en réplique et en développement de la phrase d'*Anthinéa* sur les baigneuses de Martigues, voici l'amour de la Beauté tourné vers les perfections morales : « Mais auprès de la vie physique est la vie de l'âme. L'âme navigue aussi sur *la mer immense du Beau.* La nature de l'âme est de s'élever de l'amour des beaux corps à celui des âmes plus belles, afin de concevoir, à son tour, dans le Beau, afin d'y enfanter belles idées, belles paroles, belles vertus, magnificences qui seront capables d'obtenir et de recueillir, à leur manière, une autre immortalité, celle de la gloire. L'homme bien né peut s'en éprendre encore plus vivement que d'un beau visage ou s'y attacher plus passionnément qu'au détail des félicités d'une longue vie. L'âme se donne ainsi une postérité d'un ordre nouveau, et plus digne d'elle qu'on l'appelle Sagesse, Prudence, Justice, Politesse, Civilisation... » Et c'est bien un Dieu, le Dieu du Beau, qui apparaît au terme de cette ascension de l'homme vers le progrès par l'amour ordonné : « Dans la merveille de sa nature incréée et de son essence

immuable, le Dieu du Beau dévoilera et révélera son bienfait. Bienfait auquel ont pris leur source tous les bons changements de la vie de l'homme. Améliorations, nées d'une envie ardente. Progrès, issus des appels de la Perfection. »

Quoique cette page soit donnée par Maurras comme un commentaire de Platon, ne doutons pas qu'elle corresponde à ce que l'humanisme maurrassien tient pour essentiel quant au rôle de la Beauté dans la tentative d'immortaliser la vie.

VI

Cependant, une question se pose maintenant. La vie peut être bien ou mal orientée, bien ou mal vécue. Elle peut être conduite vers l'immortalité ou vers la mort. Mais qui la conduit? Ce n'est pas l'amour, qui donne l'impulsion, non la direction. C'est la Raison. « Il est des règles, des figures, pour tout dire des lois divines en vertu desquelles le bonheur se conçoit et se peut fixer la beauté [1]. » La Raison a dicté ces lois.

Que la Raison détermine la Beauté, cela est apparu à Maurras devant l'œuvre de beauté élevée à la déesse de la Raison, quand il est monté à l'acropole d'Athènes. Dès le portique qui précède le temple, il n'a pu se tenir d'embrasser une des colonnes, et il explique sa ferveur à l'égard de ce fût de marbre, en nous disant qu'il a vu se manifester en lui l'action de la Raison au service de la Beauté : « Il est la fleur de l'Être. Il est le contraire de l'Être... Il est de ce chaos dont les éléments se divisent, et sa génération atteste cependant l'industrieuse main, le pouvoir unificateur de la claire raison de l'homme couronnée du plus tendre des sourires de la fortune [2]. » Devant ce témoignage de l'art grec, Maurras introduit expressément la Raison comme médiatrice, entre l'homme qui veut écarter la mort et la Beauté immortelle : « Un exercice ordinaire de la pensée montre souvent, dit-il, comme il est triste ou honteux d'être un homme sujet au mal et à la mort, mais j'éprouvais ici la noblesse de notre essence ; les plus hautes disci-

1. *Invocation à Minerve.*
2. *Anthinéa.*

plines de la raison rapprochaient de moi la beauté [1]. » Et par la Beauté, l'éternité, car : « Avoir raison, c'est encore une des manières dont l'homme s'éternise [2]. »

Mais cela reconnu et mis en lumière, la Raison n'est pas plus un dieu que l'Amour. Quand Maurras lui donne le nom de déesse, prenons garde que les dieux et les déesses de la mythologie antique lui servent naturellement à désigner d'augustes puissances, intermédiaires entre l'ordre humain et l'ordre divin. Cela est visible dans cette phrase de *l'Invocation à Minerve* : « Déesse amie de l'homme, ton charme seul est apte à nous introduire au divin ! » La divinité ici est manifestement distincte de la « déesse » qui n'est qu'une introductrice auprès du divin. Maurras est d'ailleurs formel sur ce point : « ...Dans l'ordre de l'homme, la raison, non plus, n'est pas Dieu [3]. » Il faut donc se garder de lui donner, dans l'ordre humain, une valeur absolue qui serait d'ordre divin. Il faut surtout se garder de penser que la Raison est un dieu que l'homme peut posséder en lui. « Les Athéniens, quand ils priaient Pallas, invoquaient le meilleur d'eux-mêmes et en même temps ils invoquaient autre chose qu'eux [4]. » En effet, cette sagesse « nous enseigne à chercher hors de nous les équivalents d'un rapport qui est en nous, mais qui n'est pas notre simple chimère [5]. »

Nous retrouvons ici la distinction entre l'activité subjective et l'activité objective, appliquée aussi rigoureusement à la Raison qu'à l'Amour. La Raison est un juste rapport de l'esprit avec la vérité. Elle n'est pas du tout la vérité incluse dans un esprit. « La vérité est impersonnelle. L'honneur des intelligences humaines consiste à la désirer de bonne foi [6]. » Le bon exercice de la raison engage donc celle-ci, par une parfaite objectivité, à une parfaite humilité : « Le plaisir de l'intelligence et de la raison, ce n'est pas de régner, ce n'est pas de *pouvoir*, mais simplement de *voir* ce qui règne ou qui doit régner et d'assigner à chaque activité la place qui lui

1. *Anthinéa.*
2. *Dictionnaire politique.*
3. *Id.*
4. *Anthinéa.*
5. *Id.*
6. *Dictionnaire politique.*

est le plus convenable. S'il est facile à la raison de donner le sceptre au plus digne, il lui est superflu et comme impossible de se l'arroger indûment [1]. » La raison est soumise à la souveraineté de la Vérité, comme l'amour est soumis à la souveraineté de la Beauté. « La vérité est intraitable... Elle ne varie pas au fond de son ciel. Ce qui est, est. Ce qui n'est pas, n'est pas. Nous n'y pouvons rien [2]. » Une fois de plus, le choix à faire n'est donc pas entre le bon et le moins bon, mais entre ce qui est et ce qui n'est pas, autrement dit entre la vie et la mort. Suivre la raison, c'est vivre, parce que vivre, c'est prendre le parti de la vérité et de la beauté. « Vivre, proprement, c'est choisir [3]. » C'est en ce sens que Maurras peut avancer que l'homme s'éternise en ayant raison : la raison étant le moyen de choisir la vie qui est vraiment et durablement la vie.

VII

Le fait que l'exercice de la raison est très au-dessus du pouvoir strict de la personne humaine est encore un des points importants de l'humanisme maurrassien. De ce fait, est écartée farouchement toute prétention d'un homme à trouver dans son propre esprit la raison de se prononcer sur le vrai. La volonté d'un homme seul, à l'égard des grandes choses que l'humanité met en mouvement, laisse Maurras fort sceptique : « Je voudrais qu'on me dît combien d'esprits par siècles et combien par nations disposent d'une volonté et, dans ce petit nombre de volontaires, combien savent vouloir avec constance et fixité [4]. » L'intelligence elle-même ne procède pas par volonté autant qu'on pourrait le croire, dans ce qu'elle fait de plus considérable : « Les véritables créations de l'intelligence ont quelque chose d'involontaire et d'imprévu pour les auteurs. C'est la logique de la nature, non celle du philosophe ou du poète vivant, qui les fait germer, feuillir,

1. *Dictionnaire politique.*
2. *Id.*
3. *Id.*
4. *Id.*

donner leurs fruits brillants dans la pensée du poète et du philosophe. [1] » Voilà qui oppose expressément Maurras à tout rationalisme volontaire. Voilà aussi qui introduit dans l'humanisme maurrassien l'un de ses indispensables facteurs : la logique de la nature.

La raison est le privilège de l'homme parmi les autres êtres de la nature ; mais la collaboration avec la nature est la condition du bon exercice de la raison. « Que la raison consciente dirige ; elle ne trouvera de forces à employer que celles que lui fournit en dernière analyse le terreau nourricier [2]. » Rien d'humain ne se fait contre la nature : « La nature enveloppe jusqu'à ce qui prétend s'élever au-dessus d'elle et s'insurger contre elle... La nature est la grande maîtresse de vérité [3]. » Or, il est dans l'ordre de la nature que nul effort de l'homme ne produise sur elle un effet fugace : « La nature n'oublie pas ; elle ne peut pas faire que ce qui fut n'ait pas été et, mêlé au présent, n'affecte et n'oriente l'avenir [4]. » La collaboration entre la raison et la nature est donc la création continue d'une nature meilleure, qui fournit à de nouveaux actes de la raison un terrain pour de nouveaux progrès. « Le feu, tant qu'il flamboie, la vie tant qu'elle brûle, sont la noble substance qui s'épure en se dévorant. Ton esprit qui veut vivre élimine de toi tout ce qui n'est pas le meilleur [5]. » On retrouve ici la collaboration du physique et du moral en vue d'une beauté qui ne s'affirme que dans la perpétuité. L'ordre de la nature, quand l'homme y collabore avec la raison, est de produire des forces aristocratiques, qui élèvent la nature de l'homme au-dessus du chaos où chaque vie retombe à la mort. « Nulle vie vraie ne se dégage qu'après dix mille efforts manqués [6]. » Mais quand les efforts s'accroissent l'un l'autre de l'enrichissement qui résulte des naissances successives, la vie humaine accède à son ordre vrai qui est celui de la civilisation. « Aucune origine n'est belle. La

1. *Dictionnaire politique.*
2. *Id.*
3. *Id.*
4. *Les Amants de Venise.*
5. *Anthinéa.*
6. *Id.*

beauté véritable est au terme des choses [1]. » Et le terme des choses, pour l'humanité, est l'état où l'homme héritier de l'homme, reçoit une vie qu'il lui est plus facile d'embellir parce que sa nature est déjà embellie. La civilisation est l'état de l'homme où « l'homme trouve incomparablement plus qu'il n'apporte [2]. » Alors, dans le rapport supérieur et indéfinissable entre l'homme et la beauté, qui s'appelle le goût, intervient une sorte d'élan que la nature de l'homme et son effort personnel animent tour à tour, ainsi qu'un moteur relance le poids d'un pendule pour que celui-ci ne s'arrête point. Car Maurras écrit d'une part : « La nature sans culture, comme un élan sans ordre, ne saurait persévérer dans ce chef-d'œuvre et ce miracle : le *bien*. Un goût natif est peu de chose sans les habitudes qui l'entretiennent et l'affirment [3]. » Mais il dit aussi : « Le Goût sous-entend plus que la culture : la nature [4]. » Il n'y a pas là contradiction. Simplement, la civilisation, qui ne s'arrête pas de vivre, puisqu'elle n'est rien d'autre que la vie vraie et permanente, n'offre pas à l'homme un état de repos ; mais elle est un terrain d'activité incomparable pour l'homme bien né.

VIII

Prenons garde à cette expression, que nous avons déjà trouvée au cœur du développement, en marge de Platon, où « l'homme bien né » nous est apparu comme le chaînon actif de la civilisation lancée vers le beau parfait. L'homme bien né, si l'on y prête attention, voilà qui exprime en trois mots l'humanisme maurrassien, tel que nous venons de l'analyser. *L'homme*, d'abord, cet agent de la nature, à qui seul le privilège de la raison permet d'élever la nature. *Bien* : le but de la vie, immortel s'il était substantif, et qui, mis en adverbe, devient la qualité par laquelle la vie échappe à la mort. *Né* : la nature même de l'homme, où la qualité peut s'incorporer à la vie afin de rendre cette nature plus digne de vivre. Oui,

1. *Anthinéa.*
2. *Dictionnaire politique.*
3. *Id.*
4. *L'Allée des Philosophes.*

tout l'humanisme maurrassien est là. Le cycle est formé, qui déjoue la mort à l'intérieur de ses propres limites, en fournissant à l'homme les conditions d'une terrestre immortalité. Prenons garde seulement que cette qualité de la naissance apporte à l'humanisme maurrassien un dernier trait, qu'il ne faut pas omettre de marquer.

La vie de la civilisation, qui est d'ordre aristocratique, étant la vie véritable, l'homme bien né en est le facteur. L'homme peut donc être mal né? Oui, si sa naissance se situe à cette origine des êtres et des choses, où la Beauté n'a pas de place. La vie véritable alors n'est pas encore formée, et l'homme qui participe à cette vie informe sent que la mort y guette sa solitude. « Il est tout seul avec lui-même. Il y est sans amis, ou les amis qu'il a disparaissant de toutes les sphères du souvenir, réduit au pauvre centre de son individu, il se répète à chaque pas qu'il fait, pour seules paroles : « *Moi et moi, nous mourrons, Moi, celui qui me parle, moi, celui qui m'écoute, nous allons mourir tout entiers.* » Les choses provisoires, instables, fugitives qu'il a devant les yeux imposent en lui leur chaos. Il voit, il sent, il expérimente ses propres ruines[1]. » Tel est le visage de la barbarie. L'homme y est représenté au sein d'un marécage, dans cette légende de « L'Étang de Marthe et les Hauteurs d'Aristarché », qui est l'un des principaux mythes maurrassiens. L'Étang de Marthe, d'où viendrait le nom de Martigues, c'est la lagune de Berre, sur la partie basse de laquelle Maurras voit régner l'âme néfaste de la sorcière Marthe, venue d'Asie autrefois. Les Hauteurs d'Aristarché, ce sont, à l'opposé, les crêtes rocheuses qui dominent le bas pays, les collines pures où vit l'esprit ordonnateur d'une prêtresse qui, elle, fut envoyée par la Grèce. Comprenons bien le malheur de l'homme qui n'a pas accédé aux Hauteurs d'Aristarché, et qui est prisonnier du marais symbolique où Marthe entretient la pestilence : c'est qu'avant l'avènement de la vie sociale, cet homme n'a d'autre ressource que de se replier sur lui-même et de s'y perdre. « Pour peu que l'on creuse cette notion de *barbarie*, l'on voit qu'elle indique les groupements humains dans lesquels la raison, signe de l'art et de la civilisation classiques, n'a pas obtenu tout

1. *Anthinéa.*

son développement. Une philosophie barbare est, de nécessité, celle du « moi » divinisé [1]. » L'Étang de Marthe, la lagune informe et contente d'être informe, c'est le domaine maléfique de l'individualisme qui persévère en lui-même, domaine auquel s'oppose toute la construction de l'humanisme maurrassien.

Est-ce à dire que ce marécage, dont les particules mal agglomérées s'isolent les unes des autres au bord du néant, est-ce à dire que cette lagune soit à jamais stérile? Non, c'est de la barbarie que sort la civilisation, mais selon l'ordre de la civilisation, qui est élevation et hiérarchie. « Bien que tout soit fait de limon, il y a pourtant fange et fange. » Au-dessus de la boue peut surgir le rocher, fait de la même matière que la boue : il a suffi que ses particules, au lieu de demeurer dissociées dans une égalité mortelle, se composent dans un ordre que leur inégalité consent à servir. Auprès de « l'Étang de Marthe », les « Hauteurs d'Aristarché » enseignent « l'heureuse fonction des hauteurs ». « L'homme pieux louera alors la vertu des principes ou des élémentaux qui, au lieu de briguer tous à la fois la même portion de soleil et d'air, reçurent le système d'une inégalité infinie ; car, en se soumettant de la sorte les uns aux autres, ils permirent à l'ordre et à la beauté de fleurir. » Si l'aile de la beauté effleure l'arête lumineuse du roc provençal, c'est grâce à l'ordre auquel toutes les parcelles du rocher se sont soumises : « La plupart de ces atomes pères du monde vivent ensevelis, au ventre des roches obscures, sans se flatter d'aucun espoir qu'aucun mouvement naturel les pousse jamais au dehors, avant une multitude de siècles. D'autres, heureux, seront éternellement caressés des feux de la Nuit et du Jour. Le bonheur de ceux-ci, l'infortune des autres, conditions nécessaires à la *qualité* de chacun ! Le monde entier serait moins bon s'il comportait un moins grand nombre d'hosties mystérieuses amenées en sacrifice à sa perfection [2]. »

Les « Hauteurs d'Aristarché » enseignent donc que, la vie aristocratique étant la vie vraie, l'inégalité en est la condition. « ...L'inégalité ou la mort, dit Maurras ailleurs. Aux

1. *Dictionnaire politique.*

2. *Anthinéa.*

peuples de choisir [1]. » La raison qui reconnaît l'inégalité dans la nature sait y voir la condition de l'ordre. La personne même de l'homme, quand la raison l'éclaire ainsi, se détourne de l'égalité, où les satisfactions de l'individu ne représentent que le bonheur illusoire d'une fausse liberté. Car c'est être esclave, en quelque façon, que d'obéir à soi, a dit Maurras dans le conte des *Serviteurs* [2], apologie de l'inégalité. A vrai dire, l'erreur égalitaire apparaît à Maurras comme le pire fléau qui puisse s'abattre sur l'humanité. En mettant en œuvre les fausses valeurs de l'individualisme, en mettant l'ordre vivant de l'humanité sous la dépendance de ce que chaque homme détient d'incertain et de caduc, le sophisme de l'égalité oriente les hommes, non vers la vie véritable, mais vers la vie mortelle, dont Maurras n'a pas cessé de repousser la menace, de toutes ses forces. « L'inégalité ou la mort », l'alternative n'est que l'expression du dilemme sur lequel tout l'effort de Maurras est appuyé : la vie ou la mort. Tout doit être fait contre la mort, tout pour une vie qui soit vraiment la vie, et que la mort n'atteigne pas. En ce sens, la démocratie, fille de l'égalité, est sœur de la mort. « La démocratie c'est le mal, la démocratie c'est la mort [3]. » C'est pourquoi Maurras met au nombre de ses sentences dorées cette phrase d'Edgar Poë dans le *Colloque entre Monos et Una* : « En dépit de la voix haute et salutaire des lois de gradation qui pénètrent si vivement toutes choses sur la terre et dans le ciel, des efforts insensés furent faits pour établir une démocratie universelle. »

IX

Arrêtons-nous. Rien ne nous manque, maintenant, des sources doctrinales d'où toute l'œuvre de Maurras a découlé.

La vie de l'homme est vie sociale. « Les philosophes véritables refusent constamment de parler des hommes autrement que réunis en société. Il n'y a pas de solitaire... L'homme est

1. *Enquête sur la Monarchie.*
2. *Le Chemin de Paradis.*
3. *Enquête sur la Monarchie.*

un animal politique [1]. » Partant, une bonne politique est la condition de la vie. *Politique d'abord.*

La bonne politique est la politique naturelle, qui met la nature de l'homme au service du vrai progrès de l'homme. Nous avons vu comment la vie héréditaire, l'exercice de la raison et la reconnaissance de l'inégalité y concourent, par la formation aristocratique. L'ordre politique s'accomplit par les aristocraties. En France l'autorité naturelle revient à une aristocratie familiale, qui est la monarchie.

A l'opposé de cet ordre humain, le désordre a pour commencement l'individualisme. C'est le mal mortel par lequel l'homme se retranche de la vie véritable, en tournant vers soi-même l'amour qui meut toutes choses, et en plaçant en soi-même la source de la raison, par laquelle toutes choses sont déterminées. La soumission à l'objet est la loi de l'amour et de la raison, la condition de leurs œuvres. Au fond de l'individualisme on découvre au contraire un culte du sujet, impuissant à produire des œuvres durables. L'individualisme est l'âme de la démocratie, société à rebours, assemblage d'individus mis sur le pied d'une fausse égalité, et dont chacun prétend abusivement à décider de tout selon son inspiration. Le monde en proie à la démocratie est en proie à la barbarie. Ce nuage a progressivement envahi le ciel de l'univers civilisé, depuis trois ou quatre siècles que l'individualisme a rongé l'âme européenne, et exercé trois ravages successifs qui ne sont que trois formes du même mal : la Réforme, la Révolution, le Romantisme. « L'individualisme religieux s'appelle la Réforme, ou le libre examen ; l'individualisme politique s'appelle la Révolution ; l'individualisme dans l'art, c'est le Romantisme. Tout cela au vrai ne fait qu'un [2]. » Car tout cela, de Luther à Rousseau, sans oublier Kant et Musset, ne fait que prendre pour objet le mouvement propre de son cœur ou de son esprit. Or, le péché mortel, dans la vie selon Maurras, est le péché contre l'objet. Rappelons-le : la cause finale juge le mouvement. Toute la doctrine de Maurras incline à la philosophie de l'être, contre la philosophie du devenir.

1. *Mes Idées politiques.*
2. *La Démocratie religieuse.*

Arrêtons-nous, dis-je. Le lecteur peut continuer sans nous. Il a en main le bout d'une chaîne où tout se tient : la critique de la démocratie, celle du romantisme, du protestantisme, de l'Allemagne mère de la Réforme, donc patrie de la barbarie, l'antisémitisme où il entre beaucoup d'aversion à l'égard de la Bible — la Bible non filtrée par l'ordre catholique étant le dangereux instrument du moi divinisé par le libre examen — enfin l'aversion de la démocratie chrétienne, qui est sans doute la bête noire de Maurras, ce qui est facile à comprendre. Car la démocratie à ses yeux a la nature pernicieuse d'une fausse religion ; devant « ce culte des Droits de l'Homme dérivé du Luther qui divisa l'Europe, du Rousseau qui déchira notre France, du Kant qui donna sa figure au schisme allemand », Maurras s'écrie : « *Tantum religio potuit suadere malorum* [1] ! » Alors, la conjonction de la démocratie, fille spirituelle de la Réforme, avec le catholicisme, qui oppose à la Réforme un christianisme où la sagesse maintient ses degrés entre le moi de l'homme et son Dieu, apparaît à Maurras comme une sorte de sacrilège. Le maurrassisme lui-même se sentirait atteint par ce scandale spirituel, s'il avait eu l'ambition que sa politique naturelle tendît la main à la religion orthodoxe du surnaturel, comme Aristote a tendu la main à saint Thomas. Et cette ambition, l'exilé de l'éternel ne l'a-t-il pas eue ?

On n'évite pas cette question, pour finir. Certes, Maurras s'est toujours défendu de pénétrer sur un terrain où l'agnosticisme est incompétent. Il n'en est pas moins, à notre époque, le doctrinaire pour qui et contre qui se sont passionnés des prêtres, des moines, des évêques, des cardinaux, sans compter deux papes, qui ont pris à son sujet des partis contraires. Ce serait lui retirer beaucoup de sa grandeur que de ne pas tenir compte de cette place qu'il tient, bon gré mal gré, dans la vie spirituelle de notre temps. Je dirais presque qu'il manquerait quelque chose à Maurras s'il n'avait pas été condamné sur la droite de l'Église, comme Luther l'a été sur sa gauche. Mais parce qu'il est le larron de droite, faut-il penser qu'il est le bon larron ?

Essayons de dire ce qui est. Il n'est pas douteux qu'en accord avec la morale catholique, le maurrassisme offre une rigou-

1. *Le Pape, la Guerre et la Paix.*

reuse distinction du bien et du mal, et un constant exercice de la conscience pour l'amélioration de la nature humaine par la recherche du bien. Il y a aussi conformité avec la direction catholique, dans la place proprement sur-naturelle assignée à la vérité absolue, et dans le soin farouche avec lequel Maurras met la vérité au-dessus des chances d'altération qui tiennent à la nature de l'homme. Cette nature, ordonnée et soumise, n'en est que plus à l'aise, comme dans la philosophie thomiste, pour servir de support à une vérité qui la dépasse. Là est sans doute la position la plus forte de Maurras, de même que sa critique la moins réfutable est celle de la vérité devenue erreur par déplacement et substitution, qui est bien l'erreur interne de la Réforme et de la démocratie. On peut dire que Maurras a fait une critique théologique de la démocratie, qui en rend l'essence inacceptable. On comprend en outre que, dans cette magnifique bataille, Maurras ait été fondé à se considérer comme l'allié du catholicisme, puisque son argument premier contre la démocratie est que l'homme, n'étant pas Dieu, n'a pas le droit de s'attribuer le pouvoir de Dieu.

En somme l'édifice maurrassien est construit dans la direction d'une vérité qui est située, par rapport à l'homme, à la même place que la vérité catholique. Cela dit, il lui manque cruellement que ce ne soit pas la vérité catholique, c'est-à-dire la vérité dont la révélation affirme la valeur absolue. Comme tout l'édifice dépend de la sûreté que donnerait cette révélation, Maurras y supplée par une autre valeur absolue, reconnue aux vérités qui ordonnent son humanisme. De là une sorte de religion humaine, qui ne divinise pas l'homme, assurément, mais qui donne une sorte de valeur sacrée à l'ordre naturel de l'humanité. De là l'intransigeance maurrassienne, pour laquelle il n'y a point de salut promis à l'humanité, hors de la doctrine que Maurras défend. De l'héritage gréco-gallo-romain, Maurras a gardé, non seulement le fonds de son humanisme, mais la notion du Barbare, que son « catholicisme » temporel a renforcé d'un sentiment violent de l'Hérétique. Cet humanisme est contruit dans le cadre d'un *limes*, hors duquel Nietzsche est un Sarmate et Luther un sanglier d'Hercynie, tandis que Pythéas se repent d'avoir indiqué

le chemin de la brumeuse Thulé. Par rapport à la vérité à laquelle cet humanisme est suspendu, les écarts sont qualifiés d'hérésies, de schismes, de trahisons. Au nom de l'homme dont cette vérité anime la vie, et la sauve — car on voit bien que l'idée d'une sorte de salut terrestre habite l'humanisme maurrassien — il n'y a pas de violence que Maurras ne croie due à la créature humaine qui viole l'exercice ou la notion de sa propre noblesse. « La violence pour la violence, écrit-il, due à de justes objets [1]. » Il ne tient pas pour une *injure*, au sens latin du mot, ce qui lui apparaît au contraire comme un acte de *justice* : faire appel à la violence du mot pour rétablir la vie de l'homme dans sa vérité salutaire. Comprenons que Maurras ne fait rien d'autre que prononcer en termes exprès une excommunication de la société humaine, quand il écrit par exemple, à propos de M. Léon Blum : « Nous n'avons pas le droit de nous méprendre sur le barreau de l'échelle animale où se trouve établi le Chameau-Chien-Pourceau sanglant. Nous n'avons pas le droit de lui laisser usurper le titre d'homme pensant [2]. » Chez l'auteur d'une telle phrase, dont les anathèmes n'ont malheureusement pas été toujours justifiés par la passion nationale, le tempérament n'est pas plus impérieux que la logique.

Mais la logique suprême exigerait que la vérité absolue fût de ce monde, pour y être servie avec cette rigueur. Oui, le catholicisme manque cruellement à Maurras qui, plus encore qu'un homme de raison, est à vrai dire un homme de foi. Il a un modèle dans l'histoire littéraire : c'est Dante, poète violent, lui aussi, de la cité de la terre accordée à la cité du ciel. Mais c'est parce que la cité du ciel ne lui est pas fermée, que l'amant de Béatrice est fondé à tenir tête dans la cité de la terre aux princes et aux papes qu'il juge mauvais serviteurs de cette cité. A Maurras on pourrait presque dire qu'il faudrait une foi de Croisé, une foi de tueur d'Infidèles, pour lui permettre de méconnaître que dans un monde naturel où tout est relatif, le premier devoir à l'égard de l'homme est la Charité.

1. *Barbarie et Poésie.*
2. *Action française.*

X

La Charité se trouve écartée de la théorie maurrassienne de l'amour, dans la mesure où elle a pour objet la laideur et l'infirmité. Maurras n'a pas renié les lignes d'avant sa trentième année où il refusait de reconnaître à la Pitié la même valeur qu'à l'Amour et à la Beauté. Quant à l'Amour, il répète ce que nous savons : « C'est un des principes du monde, ce n'en est point la fin. » Pour la Beauté, également : « Je crois que la Beauté est, en effet, la loi idéale du monde. » Seulement, au sujet de la Pitié, il ajoute : « Mais si nous honorons également la Pitié (qui n'est, en elle-même, qu'une force moins générale, moins puissante et moins bienfaisante que l'amour, un amour perverti, retourné vers l'inférieur), qui n'aperçoit que, par le fait même, nous ruinons quelques-uns de nos pouvoirs de nous conduire à la beauté [1]. » Nous voyons, certes, comment on pourrait dire que ceci n'exclut pas la Charité. La Charité n'aime point le Mal en soi, le Mal qui est la Laideur morale. Elle doit même le détester. Le devoir de charité est d'aimer les misérables, afin de raviver, comme une étincelle sous notre souffle, la parcelle de bien et de beau qui se perd dans leur détresse. La Charité n'a pas le droit d'être folle, et de tomber, par erreur, de l'amour du malheureux dans l'amour du Mal. S'il en était besoin, soyons sûrs que Maurras saurait recourir, parmi les vertus cardinales qu'honore le catholicisme, à la vertu de Prudence, qui fournit à la Charité le guide de la sagesse. Cependant, il n'y a guère là qu'une adaptation de la Charité aux imperfections de l'ordre humain. Si l'on va au fond des choses, le problème de la Charité reste posé devant Maurras, plus que résolu.

Maurras exige, au fond, que l'amour soit soumis à la personne, et ne consent pas que la personne dépende de l'amour. Là est le terme du devoir d'objectivité. Mais où est l'homme capable de remplir parfaitement ce devoir ? Quel est l'homme qui ne mêle à l'amour humain quelque amour de soi ? Quel

1. *Dictionnaire politique.*

est l'amant qui ne s'aime en son amante, l'ami qui ne s'aime en son ami, le frère même, ou la mère, qui dans son frère ou dans son enfant n'aime un peu de son propre sang? Amour romantique? Non, amour humain, impuissant à se dégager de la nature de l'homme. Et puis, une seconde question se pose : quelle est en ce monde la personne dont la perfection puisse être proposée comme objet à l'amour? A vrai dire, ce double problème ne peut être résolu que par la présence de Dieu dans notre univers, et que par un parfait amour de Dieu. Il faudrait une âme de saint pour pratiquer vraiment l'amour que Maurras exige. Seul, un saint abolit complètement le sujet dans l'acte d'aimer, parce que pour lui seul l'objet de l'amour est parfait, cet objet étant Dieu même, dont la présence dans notre vie conditionne la vie de toutes les créatures. Un tel amour n'est rien de moins que celui qui nous est proposé par *l'Imitation de Jésus-Christ*. Malheureusement, et là est sans doute le drame de Maurras, Dieu, en disparaissant de son univers, a mis Maurras dans la nécessité de se passer de l'amour de Dieu.

Tel est le sens du conte de *la Bonne Mort*, effacé par Maurras des rééditions du *Chemin de Paradis*, mais dont la place vide ne pourrait être comblée que par le dénouement d'un drame spirituel qui creuse sous l'édifice maurrassien une crypte béante. Croyons-en Albert Thibaudet, qui semble avoir vu juste quand il écrit : « *La Bonne Mort* est l'histoire, plus commune qu'on ne croirait, d'un enfant à la vie intérieure et sensuelle très ardente, qui, malgré tout l'enseignement de l'Église, *ne peut placer sa confiance dans la bonté de Dieu*. Toute son aventure et, je crois, toute l'aventure dramatique de Maurras, tiennent dans ces mots du jeune Octave de Fonclare à son directeur : « Croyez, mon Père, que c'est vrai : je manque de l'amour de Dieu. Je ne puis rien faire à cela : je le sens ! » Oui, Thibaudet a raison de donner à cet apologue une grande importance. La suite et la fin du conte montrent comment le jeune Octave a cherché, dans un suicide de sophiste, le moyen de mourir en état de grâce sans avoir jamais aimé Dieu. Autrement dit, il a tenté que la perte de l'Éternel ne lui fît point perdre l'éternité. Nous pouvons ajouter que Maurras n'a rien fait d'autre que de chercher un meilleur moyen que

le suicide, pour la conquête de l'éternité quand l'Éternel s'est éloigné.

Nous atteignons ici la source où la philosophie de Maurras naît dans sa pureté et sa rigueur à la fois. On y voit, après que l'Éternel s'est éloigné, la conquête de l'éternité s'accomplir néanmoins selon la philosophie de l'être éternel. S'il advient que Maurras songe au grand vers de Mallarmé :

Tel qu'en lui-même enfin l'Éternité le change,

un mot le heurte : le mot *change*. Car pour lui, l'homme « qui pénètre dans l'éternel ne va pas revêtir une personnalité plus profonde, ni une ressemblance exacte à quelque *moi* caché. Loin de rien *devenir*, le voilà qui reste. Il reste bien ce qu'il était, à l'abri de tout changement [1]... » Il se fixe dans l'essentiel de sa beauté : « Qui n'a vu, sur un lit funèbre, de beaux visages que la Mort a su rajeunir de vingt ans ? Elle les a rendus au sommet de leur perfection [2]. » Alors, il se pourrait que la Mort représentât « la seconde d'une heure ou d'un jour, passé sans doute, mais parfait, par lequel, approchant le Dieu, l'Homme ravit le feu céleste ou peut-être en reçoit, dans un éclair, le sceau de l'incorruptible essentiel [3]. »

Et peut-être que ce fut la tentation d'Ulysse, que de résoudre dans un tel éclair « le pénible problème des rapports que soutiennent le Bonheur et le Temps [4] ». Peut-être l'offrande de la « bonne mort », qui accueille avec la facilité de l'abîme les délices de la vie, était-elle au fond du chant de la sirène. Cette facilité était celle de l'homme même : il suffisait de suivre la pente de soi. Cependant, à qui n'a pas vu la Mort poindre ainsi au bord de soi-même, il manque, ajoute Maurras, le vrai courage pour vivre la vie. « Celui qui ne meurt point de cette vue en tire une nourriture très forte. Il ne craint plus le mal, il ne le connaît même plus. Le paysage pisithanate procure à celui qui le subit et s'y conserva la force nécessaire pour vaincre toute vie et, conséquemment, pour la vivre. Comme Ulysse et Énée, il est descendu aux enfers. Son cœur mortifié

1. *Les Vergers sur la mer.*
2. *Id.*
3. *Id.*
4. *Id.*

s'est endurci et peut rejoindre au commun cercle les actions mesurées et systématiques des hommes[1]. » Ces actions produisent les œuvres de vie, selon l'ordre dont nous avons suivi le déroulement et que l'on pourrait définir : la loi des œuvres qui donnent à l'homme le sentiment de s'éterniser.

Alors, l'exilé de l'éternel caresse le rêve de renouer vraiment avec une sorte d'éternité. L'homme privé de l'amour de Dieu se rattache au « Dieu innommé qui relie ce qui meurt à ce qui ne meurt point ». Une immortalité physique, une résurrection des corps comblerait le vœu du philosophe qui a mis toute la nature de l'homme au service de sa survie. L'homme dont la sagesse a obtenu sur la terre la durée humaine n'a-t-il pas le droit d'espérer qu'au delà de la terre cette durée continuera? Maurras fait sien l'acte de foi de Cicéron dans le *Songe de Scipion* : « Quiconque aide, conserve et accroît sa patrie est sûr de retrouver au ciel la place qui convient pour goûter les biens éternels. » Et le poème de Maurras qui a pris ces lignes pour épigraphe s'achève sur ce vœu :

Car le Dieu réunit ce qu'a disjoint l'Abîme :
Quatre vents, serviteurs de la Flamme, accourez
Et SOIENT, *dans leur matière et leur forme sublimes,*
Nos mortels immortels AINSI *régénérés.*

« Ainsi soient-ils », mais au pluriel. Jusque dans le vœu de l'au-delà, l'homme maurrassien est un animal social.

Le destin a placé la maison de Maurras, dans sa ville natale, sur le chemin de Paradis, dont l'écrivain a donné le nom à son premier livre. Ce nom n'est que celui d'un lieudit, et la toponymie garde le secret de sa signification. Mais le destin fait bien les choses. Le « Chemin de Paradis » est bien celui où l'exilé de l'Éternel a établi la maison de son humanisme, pour y loger sa déception, son effort, sa nostalgie.

ANDRÉ ROUSSEAUX

1. *Anthinéa.*

QUAND LA TEMPÊTE SOUFFLE SUR L'ASIE

Je viens de me livrer à une large enquête en Chine et en Indochine, où les événements, au cours de ces derniers mois, ont considérablement évolué. J'ai pensé qu'il était utile de les exposer à l'opinion publique de mon pays. La situation en Extrême-Orient est, en effet, bien différente de ce qu'elle était hier, bien différente surtout de ce que l'on aurait pu prévoir il y a quelques mois seulement.

I. — LA RÉSISTANCE CHINOISE.

L'invasion étrangère, avec ses violences systématiques, avec son mépris des souffrances et des vies humaines, a eu pour résultat de regrouper sous un seul drapeau tous les partis de l'immense démocratie chinoise. L'idée nationale, aux yeux du peuple entier, est désormais représentée par le maréchal Tchiang Kai Chek, et par lui seul.

Quand la guerre a éclaté, l'esprit séparatiste était encore vivace en Chine. La lutte entre le Nord et le Sud, pour n'être plus sanglante, se poursuivait sourdement. Le régionalisme, tout au moins, n'abdiquait pas et tendait à reconstituer l'autonomie des provinces. Tchiang Kai Chek, par une politique à la fois souple et ferme, s'efforçait bien à le réduire. Mais c'était là, semblait-il, une œuvre de longue haleine. Pour

faire échec à cette politique, Tokio décida d'abattre Tchiang Kai Chek avant qu'il n'ait pu réaliser l'unité chinoise.

Or, le premier résultat de l'agression japonaise aura été justement de favoriser cette unité qu'elle avait pour but d'entraver. La nation tout entière a fait bloc contre l'envahisseur. Tous les partis, depuis le parti nationaliste jusqu'au parti communiste, ont uni leur volonté et leurs efforts pour triompher de l'ennemi. On assiste en Chine à un étonnant réveil du sens national.

Des provinces entières, dont les Japonais s'estiment maîtres, demeurent fidèles au pouvoir central et lui gardent une stricte obéissance. Le Gouvernement national exerce sur elles son autorité par l'intermédiaire des administrations provinciales. Devant l'avance ennemie, les cités, même les plus grandes, se vident comme par enchantement. Hankéou, Nankin sont aujourd'hui des villes mortes. Canton, dont la population était estimée à plus de 1 500 000 habitants, est désert, comme si une effroyable épidémie l'avait dépeuplé. Il y reste, nous dit-on, 40 à 45 000 miséreux au maximum. Dans toutes les provinces occupées par l'armée japonaise, les marchés sont désertés, les champs en friches, le commerce aboli. L'envahisseur se trouve ainsi dans l'impossibilité de se ravitailler dans le pays qu'il a conquis. On dirait que la richesse et le travail en sont à jamais bannis.

Dans l'organisation de la résistance, la radio joue un rôle capital. Par-dessus les lignes et par-dessus la tête des envahisseurs, le Gouvernement central donne ses ordres, communique nouvelles et décisions, encourage la lutte et déclenche, où et quand il lui convient, des offensives locales. Les ambassades étrangères, pour communiquer avec leurs nationaux ou leurs missions restés en zone occupée, empruntent le poste de T.S.F. du Gouvernement central chinois.

Dans le monde entier, les Chinois émigrés se solidarisent avec leurs compatriotes luttant contre l'invasion. Ils se cotisent et, au besoin, jeûnent un jour par semaine afin d'envoyer leur obole pour la défense de la patrie envahie.

La Chine se défend avec une vigueur et une opiniâtreté qui ont surpris les envahisseurs. Des hommes tombent, mais d'autres se lèvent aussitôt. Certes, l'agression japonaise a

déjà fait près de 2 millions de morts parmi la population chinoise. Mais une telle hécatombe apparaît presque insignifiante à ce grand peuple de 450 millions d'habitants.

Pour mieux prolonger cette résistance et pour pallier à l'insuffisance de son ravitaillement en armes et munitions, le haut commandement chinois a changé radicalement sa tactique. L'armée chinoise n'engage plus désormais, dans de grandes batailles, des divisions entières et des masses de manœuvre organisées, comme au temps où ses instructeurs allemands la conduisaient à de véritables désastres. Ce ne sont plus, aujourd'hui, que guérillas incessantes : des groupes mobiles, de 4 à 5.000 hommes tout au plus, mais supérieurement armés, paraissent soudain sur un point du pays occupé, pour disparaître aussitôt après quelque coup de main hardi. Ils obligent ainsi les Japonais à se tenir sans cesse sur le qui-vive pour repousser quelque attaque sur un point quelconque du front.

Cette nouvelle tactique du commandement chinois, en obligeant les Japonais a être constamment sur pied et prêts à la riposte, a fini par créer parmi les troupes d'occupation un sentiment d'énervement et de lassitude. Dans certaines régions, on a même dû les ramener sur les points stratégiques importants, qui restent seuls occupés. Le commandement japonais, dit-on, commencerait à comprendre que « on ne conquiert pas la Chine » — pas plus que Napoléon n'avait pu conquérir la Russie trop vaste, et cela pour les mêmes raisons. C'est ce qu'exprime un dicton qui fait actuellement fortune en Extrême-Orient : « La tartine est trop grande pour le beurre qu'ils ont à mettre dessus. »

Le commandement japonais a du reste d'autres sujets de préoccupation. De plus en plus, les Russes apportent à la Chine un actif concours. Leurs équipages d'aviation militaire coopèrent directement avec l'armée chinoise dans les provinces du Nord. Des troupes importantes sont concentrées par eux en Sibérie, ce qui a obligé le Gouvernement de Tokio à masser tout le long de la frontière une quinzaine de divisions par crainte d'une intervention de la Russie.

Le Gouvernement de Moscou a donné pour instructions

à ses agents de cesser tout prosélytisme bolcheviste en Chine. Provisoirement, il paraît ne plus songer qu'à l'intérêt de la patrie russe. Aussi manœuvre-t-il pour favoriser l'unité chinoise sous l'autorité du maréchal Tchiang Kai Chek, vieil adversaire du bolchevisme. Ce que Moscou veut avant tout, c'est éviter une victoire japonaise qui placerait la Chine sous la domination de Tokio. Il cherche, par tous les moyens, à affaiblir le Japon, pour ne pas risquer d'être pris un jour entre l'Allemagne hitlérienne et un état militaire sino-japonais trop étendu et trop fort.

Devant cette résistance d'un immense peuple implacablement hostile à l'envahisseur, un tragique problème s'est posé devant les Japonais qui risquent, eux aussi, d'être vaincus par leur conquête.

Des occupations de territoires, sans cesse plus vastes, mais où la vie se paralyse aussitôt, leur coûtent terriblement cher. Car il leur faut ravitailler leurs troupes avec des marchandises et des vivres importés.

Les autorités militaires déclarent qu'elles subviennent aux besoins de leur armée d'occupation à concurrence de 70 p. 100 avec les produits du pays, et à raison de 30 p. 100 au moyen d'importations venues du dehors. Cela est peut-être vrai pour certaines de leurs unités, installées à proximité des grands ports internationaux. Mais, dans la plupart des régions par eux occupées, on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que l'entretien de leurs troupes est assuré à concurrence de 100 p. 100 par les marchandises importées par eux. Il en résulte une sérieuse atteinte aux ressources économiques et financières du Japon, déjà gravement compromises avant la guerre.

Le Japon avait espéré vaincre la résistance de l'adversaire en l'isolant totalement par le blocus. Il l'aurait réduit par la misère, les souffrances et l'impossibilité où il se serait trouvé de se procurer désormais les armes et les munitions nécessaires à la continuation de la lutte. C'est pour atteindre ce but que, après avoir occupé Tien-Tsin et Shangaï, le Japon s'était emparé de Canton, malgré tous les aléas que représentait une pareille aventure. Ainsi, tous les grands débouchés sur la mer étant occupés par leurs forces, les Japonais étaient

persuadés que la Chine, incapable de résister plus longtemps, allait enfin céder.

Mais ils avaient compté sans le patriotisme du peuple chinois, sans sa patience et sans sa prodigieuse aptitude à supporter les privations de toutes sortes.

Ne pouvant plus désormais se ravitailler par la mer, les Chinois se sont aussitôt mis à l'œuvre pour se créer des voies d'accès nouvelles. Le trafic britannique, qui passait naguère par Hongkong, n'est plus possible aujourd'hui, par suite de la prise de Canton? Il passera désormais par Rangoon. Une route de 250 kilomètres a été construite en moins de trois mois, qui relie la frontière de Birmanie aux grands centres de la Chine du Sud-Ouest. De leur côté, les Anglais ont relié, par une route de 100 kilomètres environ, au point terminus de leur chemin de fer de Birmanie, la nouvelle route chinoise qu'ils ont vu construire avec une grande satisfaction, car elle favorisera, dans l'avenir, leur pénétration dans la Chine surpeuplée du Sud et l'exportation de leur récolte de Birmanie, le plus grand pays exportateur du monde en riz. Ils ont, d'autre part, avancé 10 millions de livres à la Chine pour la construction de voies ferrées destinées à relier Rangoon à Yunnanfou et Yunnanfou à Chung-King, la capitale actuelle de la Chine, sur le Yang-Tsé.

A côté de ce réseau de voies de communications courageusement improvisé, un programme d'outillage économique est en cours d'exécution. Dans l'arrière-pays, à l'abri des raids japonais, des usines se créent, grâce à des apports de capitaux anglo-saxons et aussi, il faut le dire, de capitaux allemands.

Partout se fait sentir un prodigieux effort pour organiser la résistance chinoise, et cet effort est appuyé et dirigé par des groupes étrangers apportant à la Chine leurs concours financiers et techniques. Dans des régions jusqu'ici inexploitées, et dont souvent les richesses naturelles étaient à peine soupçonnées, la vie semble naître brusquement, et ses pulsations s'accélèrent de jour en jour. D'immenses possibilités surgissent, qui permettront vraisemblablement à la Chine de résister.

« Nous irons jusqu'au bout, ai-je entendu répéter chaque jour autour de moi durant mon séjour en Chine. Nous avons

déjà supporté 80 p. 100 des souffrances de la guerre : que nous importe d'en supporter encore 20 p. 100 de plus, si nous devons repousser un envahisseur sans pitié, qui partout sème la terreur, la violence et la mort. »

Nul doute n'est possible : aujourd'hui, le peuple chinois tout entier ressent envers ses conquérants une haine profonde. Et, en dépit de sa xénophobie innée, il commence à se tourner vers les Européens, car il s'aperçoit qu'il n'a eu qu'à se louer d'eux, quand il compare leur attitude à celle des Japonais.

II. — LA SITUATION PRÉSENTE DU JAPON

Quelle a été la réaction du Japon devant cette résistance inattendue, devant ces victoires militaires qui ne rapportent rien, mais qui, tout au contraire, détruisent les centres de prospérité dont il croyait s'emparer, dont il avait un besoin urgent pour soutenir une industrie pléthorique qui souffre du manque de débouchés?

Certes, quand ils s'engagèrent dans l'aventure, les dirigeants de Tokio n'avaient ni prévu, ni voulu cela.

Ils n'avaient pas prévu que l'invasion allait spontanément créer cette unité chinoise qu'ils redoutaient par-dessus tout, et susciter le patriotisme jusque dans les couches les plus profondes de la population. Ils n'avaient pas cru qu'ils pourraient se heurter à une défense réelle, et surtout durable de la Chine ; à cette volonté de résistance qu'incarne le maréchal Tchiang Kai Chek et que paraît partager aujourd'hui le peuple chinois tout entier. Ils n'avaient jamais supposé qu'ils se trouveraient brusquement en face de la haine vivace d'un peuple de 450 millions d'habitants, qui ne pardonne pas à l'envahisseur les souffrances qu'il lui a imposées, l'implacable massacre des populations civiles. Ils n'avaient pas prévu des victoires qui coûteraient si cher. Ils n'avaient pas prévu que leurs dépenses militaires, sans cesse accrues, exerceraient une action si désastreuse sur les finances de l'État, ni que leur armée se trouverait si sérieusement harcelée.

Les grands trusts industriels du Japon avaient poussé au conflit. Ils espéraient en tirer de larges profits, car, économiquement et financièrement, leur situation, à la veille de la guerre, était singulièrement critique. Ils espéraient conquérir des marchés nouveaux et s'en assurer le bénéfice exclusif. Ils ont vu la conquête détruire ces marchés, dont ils avaient jusque-là une large part. Les troupes d'invasion avancent, les commerçants japonais les suivent. Mais, au lieu de trouver des populations à exploiter, ils ne rencontrent que la solitude et la misère, puisque les villes se sont vidées à leur approche et qu'il n'y reste plus qu'une poignée d'indigents.

Il faut de l'argent, toujours plus d'argent pour solder les frais grandissants de cette guerre qui ne paie pas.

Le Japon a bien créé des yens papier, qu'il a mis en circulation dans les provinces conquises. Il en a imposé le cours forcé dans les villes qu'il occupe ; mais leur pouvoir d'achat s'arrête aux portes de la cité, et les Chinois, dans leurs transactions entre eux, les refusent. L'argent de l'ennemi ne pénètre pas dans l'intérieur du pays ; il ne sert qu'à solder les réquisitions, qui équivalent ainsi à des spoliations.

Depuis dix-sept mois que s'est produite l'agression japonaise, les yens de la conquête ont déjà parcouru plusieurs stades : il y a eu les yens militaires, qui portaient une inscription spéciale ; il y a eu ensuite les yens ordinaires ; il y a eu enfin les yens Federal Reserv, qui avaient cours à Tien-Tsin et à Pékin. Mais ces billets ne sont pas acceptés par les banques étrangères, et, au Japon ils ne peuvent être échangés contre livres ou dollars. Il en résulte une formidable inflation de papier-monnaie. Celui-ci n'aura bientôt plus aucune valeur ; tout le monde le sait et, par conséquent, personne n'en veut.

C'est un tragique problème, on le voit, que la guerre pose actuellement au Japon. Toutes les ressources du pays, toutes ses richesses, tout son travail sont mobilisés pour la guerre. Il lui faut tenir coûte que coûte.

Déjà, dans l'industrie, les bras manquent. Les services publics sont contraints de réduire peu à peu leur personnel et ne fonctionnent plus qu'au ralenti. Les mois qui vont venir

risquent d'être décisifs. C'est maintenant que se jouent le sort de la guerre, le sort de la Chine, le sort du Japon.

A Tokio, une sourde inquiétude est née. C'est, à coup sûr, cette inquiétude qui avait inspiré la politique du prince Konoye quand, fin décembre, il prononçait ce discours où il définissait les conditions de la paix offerte par le Japon et dans lequel il s'engageait à respecter l'indépendance et l'intégrité de la Chine. Mais sa retraite du pouvoir a suivi presque aussitôt cette initiative.

Alors on s'est demandé qui commande au Japon : est-ce bien le Gouvernement de Tokio?

A côté du pouvoir officiel, représenté par le Parlement et le Gouvernement, il y a, en effet, le pouvoir militaire, incarné par un groupe de généraux ; il y a le pouvoir maritime, représenté par les amiraux ; il y a enfin le Japon des affaires... Le pouvoir du premier n'est peut-être pas le plus grand.

Le maréchal Tchiang Kai Chek ayant refusé avec fierté de discuter de la paix tant que l'envahisseur occuperait le territoire chinois, le parti de la guerre a de nouveau triomphé au Japon. Mais de graves soucis préoccupent le Gouvernement.

On assure que les troupes d'occupation auraient perdu, par un trop long séjour parmi les populations chinoises et au contact de mœurs moins rudes, une partie de leur allant ; qu'elles ne dissimulent plus leur désir de prendre du repos et de rentrer dans leurs foyers.

Pour abattre militairement le Gouvernement de Tchiang Kai Chek, le Japon a jeté 1 500 000 soldats en Chine. Mais, sur ce nombre, 400 000, dit-on, sont déjà morts, victimes, soit des blessures reçues sur les champs de bataille, soit d'épidémies qui ont fait dans leurs rangs de terribles ravages : la malaria, la dysenterie et surtout un mal nouveau, un mal inexorable, provenant d'un ver filiforme qui tue lentement et sûrement en pénétrant tout l'organisme.

Qu'y a-t-il de vrai dans ces bruits qui circulent en Extrême-Orient, dans ces affirmations que j'ai entendues des bouches les plus autorisées?

En tous cas, un fait est certain : la politique japonaise arrive à un tournant dangereux. Et il semble bien que la conquête entreprise soit trop grande pour ses moyens.

III. — LA PAIX EST-ELLE POSSIBLE?

On comprend que, dans ces conditions, le Gouvernement de Tokio ait, à maintes reprises, cherché à mettre fin à un conflit si plein de périls, dont l'ampleur et la prolongation dépassent tout ce qu'il avait envisagé. Il le désirait d'autant plus que, à la suite des projets d'asservissement économique imposés par les trusts qui financent la guerre, l'Angleterre et les États-Unis avaient élevé de vigoureuses protestations et que l'Allemagne elle-même, alliée du Japon dans le pacte anti-komintern, ne dissimulait plus ses inquiétudes en voyant ses intérêts gravement compromis en Chine.

De là deux manœuvres : les déclarations du prince Konoye sur les conditions de la paix, et la tentative faite par le Japon pour constituer çà et là, dans les zones occupées, des gouvernements locaux qui collaboreraient avec lui.

La manœuvre du prince Konoye s'est heurtée à la volonté de Tchiang Kai Chek et du peuple chinois de continuer la lutte, malgré les désastres militaires subis.

Mais si, tout au moins, faute de pouvoir abattre le Gouvernement de Tchiang Kai Chek, les Japonais avaient pu obtenir progressivement la collaboration de certains éléments chinois afin de ramener dans leurs foyers les populations émigrées, de remettre les terres en culture et de relever le commerce, alors ils auraient effectivement gagné la guerre ; ils auraient peu à peu évincé toute concurrence étrangère, accaparé les ressources des douanes, de la gabelle, et ils seraient restés les maîtres incontestés du pays.

Le Gouvernement de Tokio l'a si bien compris qu'il a, depuis le début des hostilités, tenté de créer, dans les provinces occupées par ses troupes, des gouvernements régionaux provisoires, formés et dirigés par des hommes qui n'étaient en réalité que ses instruments.

Mais le peuple chinois, alerté par le Gouvernement central, grâce aux émissions de la radio, ne s'est pas laissé prendre à cette manœuvre. L'un après l'autre, les hommes de paille du Japon, dénoncés comme traîtres à la patrie, ont été assas-

sinés par des mains inconnues. Quoique, le plus souvent, ils aient été abattus en pleine rue, il ne fut jamais possible de trouver un seul témoin pour reconnaître les auteurs de l'attentat. Aussi devient-il de plus en plus difficile aux autorités japonaises de trouver aujourd'hui des remplaçants disposés à jouer ce rôle.

Cependant, à côté des hommes obscurs employés jusqu'ici par le Japon pour ses fins de conquête, voici qu'un homme d'une certaine notoriété accepte de jouer ce rôle périlleux : c'est Wang Chin Wei, hier encore membre influent du Kouomintang, qui, depuis longtemps déjà, s'affirmait comme le chef du parti de la paix.

Mais, avant de trahir publiquement la cause nationale incarnée par Tchiang Kai Chek, Wang Chin Wei a quitté précipitamment la capitale chinoise. Nul ne sait où il se cache Ceux qui le protègent font tout pour dissimuler le lieu de sa retraite. Un jour, on annonce qu'il s'est réfugié à Hanoï ; le jour suivant, à Hongkong. Mais les journaux chinois prétendent qu'il se terre à Shangaï, ce qui paraît vraisemblable, car il serait là sous la protection des Japonais.

Qu'est devenue aujourd'hui l'influence de Wang Chin Wei, à la suite de cette attitude nouvelle qui lui donne, aux yeux du peuple chinois, figure de traître ? Presque nulle, semble-t-il. Aussi la manœuvre du Japon paraît-elle devoir échouer.

La paix, nécessaire au gouvernement de Tokio pour sortir d'une situation périlleuse, est-elle donc impossible aujourd'hui ?

Beaucoup le pensent, et les récentes déclarations du maréchal Tchiang Kai Chek semblent leur donner raison.

La vieille race chinoise, si fière de son antique grandeur, n'accepte pas de se laisser dominer, ni brimer par une autre race qu'elle méprise et qui ne possède sur elle qu'une seule supériorité : celle du matériel de guerre. De là est née sa volonté de résister dans une lutte à outrance. Or, la Chine ne peut être vaincue que si elle se résigne à la défaite. Si son énergie ne fléchit pas, l'aventure pourrait avoir finalement pour l'envahisseur de fâcheuses conséquences.

L'effort prodigieux du Japon ne date guère que d'une quarantaine d'années. Les ascensions trop rapides sont fréquemment suivies de chutes profondes. Ne sera-ce pas le cas

pour le Japon, qui semble devoir s'enliser dans sa propre conquête, se briser sur une civilisation millénaire opposant à l'agresseur une résistance qu'il n'avait même pas soupçonnée?

L'Europe n'aurait qu'à souffrir de la victoire du Japon. S'il triomphait, ce serait pour elle, comme pour l'Amérique, la fin de son rôle traditionnel en Chine, la fin de son commerce, la perte de ses capitaux, investis par dizaine de milliards, car la politique de la porte fermée aurait été substituée peu à peu à la politique de la porte ouverte. La victoire japonaise représenterait, en outre, une menace grave et prochaine pour toutes les nations blanches qui possèdent des colonies en Extrême-Orient.

Il est à noter d'ailleurs que les intérêts de l'Allemagne et de l'Italie, qui, depuis le début de la guerre sino-japonaise, ont vu le volume de leurs importations en Chine se réduire de mois en mois, sont, sur ce point, solidaires de ceux de la France, de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Mais, par malheur, on le sait, ce ne sont pas ces seules considérations qui guident la politique des états totalitaires.

JEAN DE BEAUMONT,
Député.

BARBEY D'AUREVILLY ET LA FEMME

L'ÉTUDE de Barbey d'Aurevilly prend de plus en plus de place dans la littérature moderne : il est le glorieux père du régionalisme ; mais cela ne suffirait pas pour expliquer son succès croissant, vengeur. Il faut plutôt en chercher la cause dans son mouvement, sa franchise d'allure, sa poésie bondissante — dans ce qu'on nommerait aujourd'hui son dynamisme — qualités qui ne se font jamais mieux valoir qu'aux pages où Barbey peint des femmes. Les livres consacrés aux femmes se démodent moins que les autres et, chez le conteur normand, ces dames empiètent et envahissent, depuis cet *Amour impossible*, publié en 1841, jusqu'à *Une page d'histoire*, donnée en 1886, trois ans avant sa mort. Ses rôles d'homme semblent faits pour faire valoir les caractères de femme.

Il nous a paru intéressant de rechercher sa sensibilité générale en s'appuyant, certes, sur ce que Barbey n'a pas caché de sa vie intime, mais surtout en scrutant ses héroïnes de lettres, qu'il nous livre formellement. Ainsi garderons-nous la discrétion qui convient envers un grand mort en précisant un vivant.

◇ ◇

Barbey fut très discret quant à ses amours. Nous relevons bien, dans ses lettres et ses livres, quelques aveux, mais qu'ils sont rares, et comme il sut garder le mystère de ses tendresses et de ses succès ! On devine que les années de Caen

furent fleuries par une amie facile et généreuse ; qu'à Paris, les triomphes amoureux ne chômèrent point ; que, là aussi, des plaisirs, des ripailles charnelles agitèrent sa vie, grassement, fréquemment. Péchés de forte jeunesse, dont il sut obtenir ses absolutions.

Toutefois, il convient de remarquer que les dénonciations de sa virulence sont faites à mi-voix. « Bon bougre qui le fait ; Jean foutre qui s'en vante », disait la comtesse de Courteilles. Barbey ne s'étalera jamais : il est de trop bonne classe pour, comme Flaubert et Maupassant, s'exhiber en posture infâme. Quelques accents plus gutturaux, deux ou trois amplifications... Certains racontages semblent des os jetés par bonté à la boulimie sensuelle de Trébutien, qui triomphe de sa timidité par les audaces barbeyennes, Trébutien, dont l'attachement et la salacité sont du bon chien, fidèle et dégoûtant.

Plus qu'il ne se livre, Barbey se *trahit* ; toute son œuvre romancière exhale *l'odor di femina*. On y découvre, foncièrement, l'obsession de la femme, au point de croire qu'il s'en délivrait par le style. Mais rien dans ces débordements même ne dépasse la santé, ni la solidité d'un honnête garçon. L'amour, dit-on, fait devenir ange et pourceau : chez Barbey, il y a vraiment place pour un homme, entre ces deux extrêmes : place pour l'homme sain. Il goûtera sainement la femme. L'équilibre que nous lisions sur ses traits, nous le retrouverons dans ses livres : certaines pages sont des déclarations de principes sensuels.

◇ ◇

Si nous cherchons les goûts de Barbey, par un rapide regard sur son œuvre, c'est la femme drue qui se dresse sur l'amas des romans. Un être vraiment, apertement féminin ; ample, plein de vigueur et aussi « d'appas ». Malgré ses mondanités et ses rêves, Barbey serait toujours resté fidèle aux belles filles normandes — qu'il a su peindre, d'ailleurs, avec une saveur expressive unique dans la littérature.

Quelqu'un parlait, ces années-ci, de l'habileté de Dickens à évoquer les blandices de bouche. Le chroniqueur si fin, dont il me peine d'avoir oublié le nom, s'émerveillait de voir Dickens, d'un seul mot, d'un trait, vous faire venir l'eau

à la bouche en nommant un pot de bière, un *breakfast* de M. Pickwick. La même remarque s'impose pour Barbey. Là où, avec tant de phrases, les autres ne parviennent même pas à peindre la beauté qu'ils décrivent, quelques traits suffisent à Barbey pour nous la faire désirer.

De son œuvre romanesque s'échappe un troupeau admirable de filles, une cohorte rose et blonde, un peu sauvage, dont quelques maigriottes petites, des brunes fières, relèvent encore la musculature et la nitescence... magnifique marché d'esclaves, réuni sur la lande, devant la mer cotentinoise !

◇ ◇

Il est beaucoup plus à son aise pour nous révéler leur force et leur carnation que pour nous confier leur cœur. L'âme de leur chair est tout de suite vivante quand celle de leur esprit... on s'y embrouille ! Lui-même perd assez facilement la tête ; alors que, dans une critique théâtrale, Barbey cite un « beau corsage », cet amusant euphémisme provincial encore employé, on devine que la spiritualité de l'actrice passe tout à fait au second plan.

En tout cas, soyons assurés que le maître échappa aux pestilences romantiques ; qu'il ne connut rien à la délectation des pâles couleurs en soi et des anatomies mortuaires ; il dénie tout érotisme au vampire. Cela ne l'empêche pas d'admirer Baudelaire — d'ailleurs grand rêveur mal compris malgré tant d'études... Quand Barbey s'émerveille d'anémies féminines, c'est qu'il veut penser à l'âme, dont il distingue mieux, alors, les formes, sous une chair diminuée et comme translucide.

Ni vice, ni platonisme ! — belle conviction normande.

◇ ◇

Ses évocations de femmes sont parmi ses plus glorieux morceaux littéraires, et, à vrai dire, si nous y insistons tant, c'est pour la joie de les étudier et de saluer tels chefs-d'œuvre. Parce qu'elles nous permettent aussi, auscultant ce cœur au travers des pages, d'en partager les battements.

Ces lignes sont écrites avec toute sa chair en éveil; l'écrivain s'oublie devant l'homme en transe; il n'intervient qu'en correcteur : « Si vous saviez tout ce que j'efface, » soufflait-il au marquis de Mauduit-Sémerville[1], qui, lui-même, aurait dû beaucoup effacer !... Mais, réduites au décent, car son expression s'y plie toujours — très aristocrate en même temps que très mâle, cela ! — ses créations féminines atteignent à la vision la plus imposée.

La volupté saine s'attache à des êtres de force, de procréation. Elle trouve son excellence dans l'acte qui crée, et sa fin dans la femme vraiment faite pour créer. Le maréchal de Vauban, qui prit encore plus de cœurs que de place fortes, semblait, lui aussi, n'avoir aimé qu'en fonction de l'enfant à faire : son étrange testament, distribuant des souvenirs de reconnaissance à l'amour, ne mentionne guère que les « honnestes dames » qui lui ont assuré détenir un fils de lui, les seules dont il se souvienne. Il est juste de dire qu'on doit dépasser la douzaine...

La femme plaît à Barbey dans la mesure où elle annonce une maternité aisée et glorieuse. On comprend assez vite pourquoi il repoussa Eugénie de Guérin; pourquoi, par le savant emploi de ce doux nom de « sœur », il l'écarta tendrement. Cet étique bas-bleu n'aurait point fait son affaire, à une époque où notre gaillard en voulait plein ses bras.

Cependant, la renonciation ne fut peut-être pas dénuée de tout mérite : il y a un âge où l'ombre même de l'amour incendie.

1840 chérissait curieusement la maigreur, encore plus que de nos jours, où, dans la maigreur, on recherche surtout l'alacrité et la jeunesse. Les mondains, alors, ne pouvaient guère faire autrement, car ils n'avaient rien d'autre sous les yeux, ni sous la main. Nos armoires conservatrices sont pleines de corsages pour naines. Les robes de cette comtesse de Bernberg, dont nous avons montré l'héroïsme dans *Pays d'Ouche*, eh bien ! une de nos fillettes de quatorze ans les ferait éclater. Ces générations étaient nées des grands troubles, des grandes privations révolutionnaires. Les poètes, les *Jeune-France* s'en échapperont, dans un mouvement furieux de désir,

1. Mon vieux parent, M. de Mauduit-Sémerville, avait, en premières noces, épousé une Maistre, et recevait les Guérin dans sa propriété des Coques. L. V.

vers les Titien, les Véronèse, les del Sarto. L'étisie des Françaises fit le succès des écoles italiennes. Quand Barbey, cédant à sa volonté d'écrire mondain, se consacre aux voluptés de boudoir, comme dans *l'Amour impossible*, par exemple, avant le retour normand et rural, il goûte avant tout la femme solide, et la déshabille goulûment. Voyez combien malgré les pretintailles, les fanfreluches styliques à la mode, il sculpte en force Bérangère de Gesvres : une femme de Phidias, mannequin chez une marchande de frivolités :

« Comme Ariane aimée par un dieu, elle se couronnait des grappes dorées et pleines de son automne. » Quelle phrase superbe ! Mais goûtez et suivez : «... ce dos vaste et nu, qui *renvoyait si bien la lumière* [vision mémoriale], avait brisé les liens *impuissants* du corsage ; il se balançait avec une ondulation de serpent sur des reins d'une cambrure hardie. »

J'ai souligné le mot « impuissants » car j'y vois une de ces indications réactives, chères au grand styliste ; le mot, par un glissement sonore, nous guide vers bien autre chose que l'impuissance.

◇ ◇

Dans *la Bague d'Annibal*, le corps de la femme n'existe presque plus : un sphinx anémié, de coton pâle, emplit cette étude et la meuble de son ennui ; ennui que la fatuité agaçante du « beau » parachève... C'est le jeune Aurevilly qui fait le Parisien. On ne pardonne qu'à cette évocation de lord Byron : « Écrire *la Fiancée d'Abydos*, l'avait empêché de mourir ». Espérons qu'il existait, derrière ces titillations graphiques, une douleur, chez notre homme, qu'il fallait, elle aussi, distraire d'elle-même.

◇ ◇

Mais une partie de Barbey échappait à la belle carnation : « Clémence de Syrène... l'avais silencieusement adorée à Caen et ne l'avais revue depuis ce temps... Jolie, non de traits, mais *d'air*, grande, svelte, distinguée, et *forte*, nonobstant ; d'une pâleur de soufre avec des cheveux noirs et de *grands yeux sans rayons...* » C'est nous qui soulignons cela, mais c'est lui qui soulignera ceci : « *J'y ai pensé tout aujourd'hui* »[1].

1. Mémorandum, 1838.

La Vellini, l'héroïne — implaquable — de *la Vieille maîtresse* sort, il est vrai, de cette esthétique de la stature. Il s'indigne lui-même, honnêtement, d'une telle préférence pour une femme petite et sombre. Le Normand se courrouce, sans discerner que l'Espagnol en lui survivait (1851) et restait sensible au feu, à l'action trépidante de cette Malagaise; à la maigreur brûlée de cette morisque couleur de porto. Le Normand préférerait de beaucoup la belle servante Oliva, Oliva la rousse, la fille lactée, qui est bien plus vivante en trois coups de plume, que la Vellini avec ses dix pages. Il sait le prix de la chair humaine et de « cette densité » (1874).

« Les blondes, toujours les blondes ! », clame-t-il. « Le blond est la *seule* couleur de la jeunesse. » Et, en présence de la magnifique Hermangarde, de cette guerrière chaste et nette, sous ses cheveux dorés, on l'entend qui murmure le leitmotiv secret de ce trop long roman (ce qui lui restitue une moralité) : « Sommes-nous bêtes, Ryno de Marigny et moi, d'aimer encore cette goule de Vellini, si près de filles pareilles ! » Son teint « pétri de lait et de lumière » n'apporte pas, il est vrai, de grandes trouvailles descriptives, mais, enfin, tout gêné qu'il soit par cette hauteur morale qu'il donne à mademoiselle de Polastron, Barbey arrive à la rendre vivante quand même : d'une vie profonde, silencieuse, un peu lente, comme celle des grands animaux de race. Le jardinier et le paysan reparaissent quand il compare le teint de sa grand'mère à celui d'un « brugnon mûr »[1].

◇ ◇

L'ascétique, qui s'éveille toujours chez Barbey et qui attend la fatigue du bon vivant pour reparaître, imposer, en fin de compte, sa direction et ses pénitences, a toujours voulu dominer quand même. Ne pas tenir seulement cette place subalterne où la jeunesse le confinait. Il sut vaincre quand Barbey retrouva la pratique religieuse — je n'ai pas dit la religion, car le Normand ne la perdit jamais. On ne peut savoir jusqu'où un chrétien — non pratiquant — peut se laisser entraîner, sans avoir, hélas, passé par là. Mais, dans la cons-

1. *Une Vieille maîtresse.*

truction des grands romans barbeyens, on distingue toujours un idéal très haut, où la sensualité n'est que le support d'une exaltation indéfiniment immatérielle.

Seulement, on croit voir que, tout en chérissant cette altitude, en la proposant comme but à la tendresse, notre maître la sent irréalisable...

Cela finit toujours mal ! Hermangarde, cette frémissante cavale immaculée, doit le céder à la Vellini, la bique jaune ; mademoiselle de Spens[1] n'épouse que la mort ; maîtresse Le Hardouëy[2], qui eût aimé par delà les chairs, si l'homme désiré avait été accessible, succombe à son sang bouillonnant. Calixte, du *Prêtre marié*, ne veut céder à la tendresse, quand, avec sa grandeur intime, elle aurait accompli un si bel amour. Ces superbes amours de tête hantent l'imagination du sensuel que fut Barbey, le poursuivent — c'est sa noblesse — mais au fond de lui-même, il n'y croit pas complètement.

De là vient peut-être une certaine fatigue qui sort de ses présentations altières, pour nous, désintégrés de tout ce complexe d'une époque si verbalement amoureuse. Ne sentons-nous pas son indécision ? ne partageons-nous pas son scepticisme combattu que justement, par cette verbosité, nous devinons présent et inquiet au fond de lui-même ? Il essaye de le noyer sous les mots, les emphases. N'avons-nous pas tendance à penser que cette conception gonflée de la tendresse est *ce qui a vieilli* dans ses livres, plus que tout ?

◇ ◇

Une imagination de l'amour peut en effet vieillir, autrement dit : se démoder. Ce serait tant pis pour la mode et pour le temps si la pureté, l'innocence, l'éternité dans un sentiment, devenaient insupportables. Serions-nous donc exilés de l'Amour ? Moins de lui que de sa vocalise ; moins de sa puissance que de son tapage. Notre époque n'est pas si dénuée de passion, puisqu'on s'y suicide encore, et souvent, de tendresse vaincue...

1. *Le Chevalier des Touches.*
2. *L'Ensorcelée.*

Ce à quoi nous nous refusons, c'est d'orchestrer, à grandes cymbales, nos épithalames : le cœur, aujourd'hui, ne se porte plus en sautoir. Le romantisme, à la recherche de l'orgueil individuel, fit appel à l'ampleur des sensations. « Voyez comme je suis exceptionnel, disent-ils, moi, qui peux subir de telles tortures. » On est à la recherche de nouvelles couronnes, de nouvelles noblesses : celles de la souffrance sont fort prisées ; de la souffrance amoureuse surtout, parce que, si elle apitoie, elle ne donne pas une pitié humiliante : au contraire, elle reste à base d'envie ; elle ressemble à celle du pauvre qui plaint le riche pour l'accablement de sa fortune : on le plaint de s'exténuer à détacher ses coupons.

◇ ◇

Notre époque ignoblement, mais forcément utilitaire, redoute l'amour. Elle le considère comme une de ces dernières lèpres qui jadis ravageaient les peuples : un feu saint Antoine, un mal des Ardents dont on ne sait pas encore isoler le filtrant microbe. Le mieux à faire est d'en parler le moins possible, comme pour le choléra que la peur avivait.

L'amour est une maladie ; il empêche de travailler, de jouir du temps, de la mer, du soleil et du vent. Soyons donc pour la tendresse raisonnable et la camaraderie physique... et l'on meurt toujours d'amour !

Je crois que la grande trouvaille de M. Pierre Benoit, d'où lui vient son succès justifié, fut d'avoir donné — presque lui seul — la vraie apparence de l'amour moderne. Il a rendu la contraction de ses silences, avec la propulsion de ses désirs. Ses héros n'avouent jamais, et marchent toujours. Ils dédient leur vie à une grande ferveur et s'en cachent soigneusement ; ils risquent leur vie pour atteindre cet idéal d'une tendresse partagée jusqu'à la mort, dans la mort même. Mais qu'on ne leur *parle* pas des femmes !

Le public, reconnaissant sa mysogynie superficielle, apporte à l'auteur son enthousiasme et sa fidélité : les décortiqueurs d'âme s'en étonnent. Ils sont périmés avec leurs vieilles défroques. Faut-il ajouter que le lecteur est sensible au goût de la péripétie mesurée, à la volonté de distraire?

◇ ◇

Le sens de la péripétie fut un des grands soucis de Barbey ; de la péripétie féminine surtout : amener sur le théâtre de son roman les plus émouvantes figures de femmes. Il se réalisa complètement quand il eut retrouvé en lui la veine rustique ; quand, avec des paysages de son terroir, reparurent ses filles, qui matérialisaient sa force culturale. Barbey, alors, composa ses féminités en *partie double*, comme son désir. Ses héroïnes de l'âme sont toujours fortifiées d'une ombre plus brillante qu'elles, d'une héroïne de la chair.

Ainsi, derrière la forme amaigrie de Calixte[1] et son visage crucifié, voyons-nous resplendir cette superbe Bernadine de Lieusaint, éclatante, « douée de cette fraîcheur éblouissante, de cette chevelure épaisse et magnétique qui avait les frissonnements, les ondoyances et les reflets d'un champ de blé mûr..., ce corsage à la Niobé auquel des grappes d'enfants devaient se suspendre ; cet ensemble de force et de santé qui la faisait ressembler, cette grande et belle personne [dix-huit ans, n'oublions pas !], à un espalier de roses-pommes, entremêlées plantureusement à l'espèce de pêches que nos aïeux, moins prudes que nous, appelaient *téton de Vénus*. Elle donnait si bien l'idée de ces fruits et de ces fleurs, massés les unes avec les autres, qu'on l'avait peinte dans le salon de son père, tenant, à brassées, contre son sein rougissant, dans ses bras plus roses que sa robe rose, une corbeille de pêches vermillonnées ; et ce portrait, que j'ai vu encore dans ma jeunesse, faisait, sous sa couche de poussière, venir l'eau salée du désir aux lèvres... »

Bigre !... Qu'en pensez-vous ?...

Il y a là un certain acharnement comparatif, qui serait de moindre art, si toute la description, l'image qui monte en Barbey, ne se trouvaient déterminées par le portrait de la fin ; l'image immatérielle est venue d'une réalité matérielle et en subit la contrainte. D'ailleurs, et nous aimons assez le maître pour oser, souvent la cohésion de l'image, sa poursuite dans les mêmes éléments, déterminent de la lourdeur, peuvent atteindre chez lui au calembour. Le lecteur frigide, tendu vers

1. *Le Prêtre marié.*

l'examen, lui en fait grief. On comprendrait mieux si l'on voulait percevoir la température *fébrile* où les romans étaient écrits.

Et le même Barbey, ce Priape de la description champêtre, exprimera ainsi la rêverie de Calixte : « Calixte souffrait dans son corps par la maladie et dans son esprit par son père, mais elle n'en était que plus belle. Elle avait la beauté chrétienne, la double poésie, la double vertu de l'Innocence et de l'Expiation. » Que nous n'aimons pas ces majuscules ! mais pour Barbey, ces allégories sont des femmes encore, immaculées, debout près de l'enfant. Il continue : « Les pâleurs de Néel n'étaient que des roses lavées par les pluies en comparaison de la pâleur surnaturelle de Calixte... »

Il est moins à l'aise; mais, ayant fait intervenir, avec quelle violence ! Bernardine de Lieusaint, il rend à la vie simple, à la vie épanouie, sa valeur de protestation qui répudie les angoisses exagérées de l'âme. Ainsi, ses statues de renoncement reçoivent les reflets des autres, dénudées et charnelles, et finissent par vivre dans l'expansion générale.

◇ ◇

Dès l'entrée de ses protagonistes animales, on est prévenu par des mots décisifs et criards, instantanés, comme ces coups de trompette qui annonçaient l'arrivée des reines, dans les vieux drames. Ça lui est naturel, facile ! Il rayonne. Cependant, il scrute et note ; il fait provision de documents, même pour ces bravoures-là. Voici une rencontre, celle d'une laveuse, à Caen, qui vaut la peine d'être lue : « Une d'elles passa près de moi, impudente, effrontée, presque ivre, les yeux ardents de l'eau-de-vie et d'une insolente volupté. ce n'était pas une Nausicaa, mais une Erigone, que cette bacchante du bord des eaux ! Pour peau de tigre autour des flancs, elle avait son tablier *tord*, qui ceignait et marquait ses hanches comme un baudrier. Elle portait une masse de linges mouillés, roulés en globe, sous un de ces magnifiques bras ruisselants, aussi écarlates que ses lèvres moulées pour boire, non pas dans une coupe, mais à la bonde d'un tonneau. Son dos, qu'elle cambrait en se retournant pour regarder

narquoisement ses compagnes, fendait l'étoffe de son *juste*, et elle riait d'un rire qui couvrait le bruit des battoirs. » (*Mémorandum* 1856.) Un Jordaens avec la *matière* de Vélasquez !

Eh bien, neuf ans après, il s'en souvenait encore ; il écrit : « ... Une servante au chignon dénoué, aux bras rouges comme de l'écarlate... » (*Le Prêtre marié*, 1865.)

◇ ◇

Mais on trouvera un accord complet de ses respects voisinant avec ses sensualités dans le portrait de mademoiselle de Spens. Pour cela, sans doute, quoique de second plan, est-elle restée la plus célèbre de ses héroïnes. Elle fut blonde et si elle demeure « le solitaire plaisir de Dieu », Barbey s'ingénie à nous prouver qu'il restait en elle « d'assez riches miettes pour que les hommes, et les plus difficiles des hommes, pussent faire encore une ripaille de roi ».

Cette phrase-là, c'est tout lui : il divinise, mais, par la tangente, il revient bien vite à la statue corporelle.

◇ ◇

La paysanne l'agite certainement plus encore que les dames, avec « cette chair lumineuse de roses fondues (quelle obsession de couleur ! la cape, pour ce tauret, n'est plus rouge mais rose) et devenues fruits sur des joues virginales... cette perle de fraîcheur des filles normandes, près de laquelle la plus rare nacre... » Et cette autre notation, terriblement précise : « Seulement ils (les traits de Jeanne Le Hardouëy) étaient un peu hâlés par le grand air et parsemés de ces grains d'orge *savoureux et âpres*, qui vont bien d'ailleurs au visage d'une paysanne[1]...» Pour lui, comme pour un autre grand tyrannisé, ces bras qu'exhibent les filles de campagne étaient « les vraies chaînes de l'Amour » ; les bras qui

Sont des boas luisants, les solides émules,

bouleversent le maître normand, l'hypnotisent : « Ce bras vainement puissant, puisqu'il ne devait jamais étreindre ni

1. *L'Ensorcelée.*

un pauvre enfant, ni un homme ; ce bras, dont la chair ressemblait, de *tissu, de nuance, de fermeté*, à la fleur de jacinthe blanche. » Pas de conjonctions, entre les éléments épidermiques, pour mieux en marquer l'étude, la réflexion, la recherche, image d'ailleurs d'une certitude émouvante.

Enfin, voici une description d'un mouvement passionné où charge le plus pur Barbey paysan, où il se substitue au conteur :

« Ah ! monsieur, c'était une belle et verte commère ! Il fallait la voir revenant du marché de Créances sur son cheval bai, un cheval entier, violent comme la poudre, toute seule, ma foi ! comme un homme, son fouet de cuir noir orné de houppes de soie rouge à la main, avec son justaucorps de drap bleu et sa jupe de cheval ouverte sur le côté, et fixée par une ligne de boutons d'argent ! Elle brûlait le pavé et faisait feu des quatre pieds, monsieur ! Et il n'y avait pas, dans tout le Cotentin, une femme de si grande mine et qu'on pût citer en comparaison ![1] »

Cela s'emporte d'un souffle de flamme... Cela est marqué par le plus impétueux des désirs, celui qui se nourrit de *souvenir et de regret*. Mais qu'on en sente, j'oserai dire la vertu, en le comparant à cette fameuse description que nous sûmes tous par cœur, la description de la page 215 : « Jamais madame Bovary ne fut aussi belle qu'à cette époque... »

Différence entre un désir d'alcôve et un amour de grand air.

◇ ◇

Mais ce regard qui examinait les femmes, leur visage ou leurs bottines, ne s'arrêtait pas seulement aux traits épanouis de jeunesse. Les vieilles le sollicitaient aussi ; la laide elle-même s'imposait à sa recherche. Dans les vieilles, cet artiste en volupté recherchait la chère jolie de jadis ; comme un antiquaire dans ses fouilles, de la statue ruineuse, il recomposait la déité de marbre ; bien trop épris pour se contenter de ce qui était, il voulait encore jouir de ce qui avait été.

Les vieilles lui permettaient d'ailleurs de se laisser aller

1. *L'Ensorcelée*.

à l'esprit et de s'en régaler paisiblement. Ainsi l'on n'a pas accordé l'estime qu'il mérite à ce portrait de la marquise de Flers, peinte tout entière avec la suavité de Nattier et la verve de Vanloo. Barbey ne laisse point passer les dernières traces de joliesse : « Ses beaux yeux frais encore et animés d'une pénétration lumineuse... » (est-ce observé !) « Cette beauté (l'ancienne) inspirée et résonnante comme un instrument de fête... la marquise était victime de sa grâce riante ; parce qu'on lui voyait l'esprit léger, on lui croyait la tête légère. »

Il dépeint avec une joie pétillante la spontanéité de la vieille dame qui fut le charme de sa jeunesse passée ; la réplique qui termine le chapitre IX de *la Vieille maîtresse* est un paraphe de maître. Marigny vient de raconter ses amours à la douairière — longuement, chaudement. Cette ancienne jument de trompette, à force de sentir la poudre, finit par hennir au canon, et quand Marigny, décrivant sa rupture, avoue : « Nous nous engloutîmes dans cette dernière et flamboyante heure de plaisir... »

« C'était le coup de l'étrier ! », explose la grande dame qu'on a vue si longtemps bien sage sous sa bergamote. Elle ajoute : « Quand Bassompierre quitta la Suisse, il but, dans sa botte à l'écuyère, à la santé des *Treize cantons !* »

C'est d'accent si juste que toutes ses lenteurs sont, à Marigny, pardonnées.

◇ ◇

Barbey s'intéresse plus encore aux vieillesses campagnardes qui, dédaigneuses de la jeunesse, se laissent marquer du temps sans ces luttes de la femme du monde, et atteignent à de telles noblesses pathétiques... Il leur accorde le don de prophétie. Il en fait des sibylles ; sa création de la Malgaigne, dans *le Prêtre marié*, demeure léchée du feu, grandie du trépied où se tordaient les pythonisses. Dans le même ordre, la Clotte[1] se sublimise par sa dévotion aux races disparues, dont elle fut la maîtresse et la servante.

Jeune, la chambrière est regardée sous le nez, bien près des lèvres. Croyez que cette *invraisemblable* Hauteclaire, la grande Isis noire et miroitante du *Bonheur dans le crime*, est née

1. *L'Ensorcelée.*

de quelque rencontre de corridor ou d'office, avec une de ces filles de chambre, dont le tablier blanc double les hanches, et qui devenaient si belles, si à point, d'avoir quitté les hâles du grand air, pour s'affiner, s'élargir à l'intérieur — comme ces pêches qui ne se parfont qu'en fruitier.

Vieillie, la servante devient la grand'mère de la maison.

◇ ◇

Il n'y a qu'une seule femme que nous ne rencontrions pas dans Barbey, c'est la courtisane. La Pudica et la duchesse d'Arcos sont toutes deux bien *littéraires*. Barbey aura beau faire, il reste effarouchable, délicat, et même aux pires jours, semi-chrétien, le sens du péché lui demeure. L'absolu d'ignominie, vers quoi tend la courtisane, le dégoûte et le contracte, très paysan en cela. L'amour doit être un échange et non une vente. Le paysan dit : « Si tu me donnes, moi j'te rends. » Le maître a pu tout aimer, tout chérir, même les boiteuses, nous confie-t-il à soixante-seize ans, mais la courtisane le rebute.

Bien avant cette soixante-seizième année, il eut cependant le droit d'appeler à lui toutes les limpidités ; dans sa vie passa celle qu'il nomma l'Ange Blanc, ailes planantes[1]. L'homme se mit alors d'accord avec les plus hauts idéals de l'écrivain. Il réalisa un de ces amours digne de celles qu'il rêvait. Il eut sa passion, longue, sûre, sans nulle vilenie ; une de ces passions sans dénouement terrestre, et comme éternelle. Il avait noblement espéré un mariage ; il sut y renoncer, noblement encore. Dès lors, il vécut dans une intimité toujours la même, qu'elle fût proche ou lointaine, dédaigneux de toute autre recherche, et dans une sorte de ferveur incessante. « Je hais tous les mariages depuis que j'ai manqué le mien. »

Quand on a aimé le vieux laird, qu'on a cru le comprendre plus encore par la tendresse que par l'étude, ses mains, enfin jointes, après tant de caresses, ne sont pas sans faire pitié. Ce foyer, dont il s'approche avec des yeux attristés, paraît, étant si pur, presque glacial. On l'y voit, un peu craintif, se courber sous le plaid, et ne voulant pas s'avouer qu'il grelotte.

1. Madame la baronne de Bouglon : l'indiscrétion n'en est plus une ; d'ailleurs, pour cette pure tendresse, elle devient un hommage. L. V.

◇ ◇

Mais, j'ai confiance en vous, ô mes belles filles normandes, qu'il a su chanter. Tout votre frissonnant et charnel volier clair a dû envahir la chambre; vous vous êtes blotties contre votre pauvre aède, qui tremblait; vous l'avez réchauffé de vos membres épais et doux, dans votre humilité suave; vous lui avez souri, à perdre haleine, comme vous savez... le charmeur disparut parmi ses hautes tourterelles, et le vieil homme n'est point parti sans des baisers...

LA VARENDE

LES ARCHIVES DE MARI

Depuis décembre 1933, une mission archéologique des musées nationaux explore, sur les rives du Moyen-Euphrate, un tell appelé par les Arabes *tell Hariri*, dont les collines érodées cachaient la ville royale de Mari. Nous avons donné dans cette revue[1] un aperçu sommaire des premières découvertes, qui furent suivies de beaucoup d'autres et dans les genres les plus variés. Cette cité, qui existait avant l'an 3000, a rayonné au cours des siècles, non seulement jusqu'aux rives du golfe Persique, mais encore jusqu'à « la mer du soleil couchant » (la Méditerranée). Ses rois ont dominé un territoire énorme, et de cette puissance disparue, et en une certaine façon insoupçonnée, nous exhumons en ce moment la preuve tangible, avec des temples bourrés d'ex-voto, un palais géant (il recouvre déjà plus de deux hectares et demi et compte plus de deux cent cinquante chambres ou cours), une montagne sacrée (ziggourat), autrefois gardée par une quarantaine de lions de bronze.

Jonchant littéralement le sol, des statues, des statuettes, dont la réunion constitue une documentation entièrement renouvelée. Sur les murs de la résidence royale, des peintures dont les débris encore imposants sont les plus anciens qui soient au monde, dans une habitation terrestre, après quatre millénaires qui n'ont pu les anéantir. Mais outre tous ces témoins, excellentes pièces de musées, non moins étonnante

1. Livraison du 1er novembre 1935.

est l'abondante moisson épigraphique récoltée sur ce champ par ailleurs si producteur : *vingt-cinq mille* textes cunéiformes, toutes les archives de la chancellerie royale, les contrats, la comptabilité, les textes divinatoires d'une ville en pleine prospérité aux environs de l'an 2000 avant J.-C. En bref, le commentaire vivant et explicite des sculptures, des peintures, de l'architecture simultanément mises au jour. Et un commentaire dont la richesse et la variété apparaissent d'autant plus remarquables que jusqu'ici la base est en somme étroite qui l'établit. Car qu'est-ce que trois à quatre mille textes lus jusqu'à présent, sur quelque vingt mille qui attendent encore sur nos rayons du Louvre, la sagacité des déchiffreurs!

Sous la direction du maître de l'assyriologie, M. F. Thureau-Dangin, qui reconnut immédiatement l'importance de la trouvaille (les premières tablettes étaient sorties au printemps 1935), une équipe de travailleurs se constitua. A côté de M. Dossin, son chef de file, MM. Jean, Jestin, Nougayrol, mademoiselle Rutten se mirent à la tâche dès l'été 1935, les uns et les autres avec beaucoup d'ardeur et dans des secteurs bien définis. Il apparut en effet qu'il fallait sérier les efforts pour préparer avec plus de méthode la publication définitive et exhaustive de cette bibliothèque qui tiendrait, d'après l'expertise sommaire de M. Dussaud, qui prit l'initiative de faire fouiller tell Hariri, la valeur d'une centaine de volumes grand in-8°, et dont il convenait par conséquent de grouper d'abord les éléments les plus importants. Le premier, M. Dossin a pu donner deux études synthétiques[1], appuyées sur trois ans de déchiffrement, spécialement consacré à l'étude des archives recueillies dans la salle 115 du palais. Cette pièce nous était apparue jonchée, et sur quelque quarante centimètres de hauteur, de tablettes amoncelées et dans un désordre évident. Deux placards, creusés dans la muraille, contenaient deux lots massifs de textes accumulés. Au premier examen, il fut reconnu que la collection dépassait en importance tout ce que nous avions précédemment ramassé dans les autres salles et qu'elle constituait toute la correspondance diplomatique du dernier roi de Mari, Zimrilim, qui régnait

1, Ce sont ces travaux qui constituent la base de notre exposé.

peu avant 2000. Correspondance faisant revivre une période bien mal connue de l'histoire de l'antiquité et où réapparaissaient des gens signalés par ailleurs, mais que l'on était pourtant étonné, et un peu ému aussi, de retrouver brusquement à Mari. Je me souviendrai sans doute longtemps de cet après-midi où, dans une galerie du Louvre, M. Thureau-Dangin, qui examinait quelques échantillons afin d'établir l'homogénéité de la collection, se releva avec une évidente joie en lisant, sur un fragment de peu d'apparence, la première ligne d'une lettre : « A Zimrilim, ainsi parle Hammourabi, ton frère... » C'était un heureux présage de retrouver ainsi le grand roi de Babylone sur la lettre même qu'il faisait écrire, il y a quatre mille ans, au roi de Mari, son contemporain.

Ces tablettes sont généralement en terre crue, séchée au soleil après écriture. Quelques-unes ont une enveloppe, mais c'est, ce semble, un raffinement. La dimension est très variable : les plus petites lettres ont trois centimètres de côté, les plus grandes, rectangulaires, peuvent atteindre quinze centimètres sur dix. Elles sont inscrites sur vingt à trente lignes pour les documents moyens, mais les plus importants dépassent souvent cent lignes. Nous les avons ramassées éparpillées et souvent cassées intentionnellement au moment de la destruction de la ville, mais elles avaient été déposées soigneusement dans cette salle aux archives, classées par années et dans des paniers. On a retrouvé deux étiquettes en terre, avec trou pour passer la ficelle, où M. Dossin a pu lire : « panier de lettres des serviteurs de Zimrilim » avec, au revers, une date, malheureusement illisible.

Les lettres sont en majorité écrites au roi, mais à son défaut elles sont adressées à de hauts fonctionnaires de la Cour. Elles sont expédiées de l'extérieur par des correspondants très variés : rois voisins, gouverneurs, ambassadeurs, princes vassaux, officiers et aussi espions ; on s'aperçoit ainsi que le Deuxième Bureau est fort bien organisé au pays mésopotamien. La langue employée est l'accadien, qui apparaît dès lors avoir été la langue diplomatique par excellence, un demi-millénaire avant El-Amarna.

La variété des correspondants explique celle du contenu de ces écrits et c'est aussi bien la vie diplomatique ou politique

qui surgit, que l'existence quotidienne dans une Cour, avec les multiples petites touches de vie. Cependant, l'attention est retenue par l'abondance, si je puis dire, géographique des vocables attestés. M. Dossin a, dès à présent, retrouvé plus de deux cents noms nouveaux de pays et de villes dont la localisation réclame un examen minutieux, non seulement de la région du Moyen-Euphrate, mais de la Haute comme de la Basse-Mésopotamie. Nous voyons et savons ainsi quels étaient les princes et les fonctionnaires de Mésopotamie aux alentours de l'an 2000, et l'aspect géographique se double immédiatement d'un intérêt politique évident. Car nous assistons précisément au développement, supérieurement conduit, de l'hégémonie babylonienne, à tel point que l'histoire du passé devient souvent la préfiguration du présent. Il s'opère en cette fin du troisième millénaire un regroupement des forces du monde d'alors ; les alliances se nouent et se dénouent, qui n'arriveront pas à briser la puissance irrésistible du roi de Babylone, Hammourabi. Et celle-ci s'est forgée lentement par une longue suite d'efforts et de tractations que révèlent désormais les archives de Mari. Avec aussi une continuité dans la ligne de pensée dictant au monarque babylonien une conduite méthodique de la paix comme de la guerre, qui en dit long sur la maîtrise de l'homme qui fut non seulement un soldat et un tacticien de premier ordre, mais le législateur incomparable dont le code demeure un des joyaux du Louvre.

Or, Hammourabi avait dû commencer par composer avec ses voisins. Témoin ce rapport : « Il n'y a pas un roi qui à lui tout seul soit réellement puissant. Dix (ou) quinze rois suivront Hammourabi, le roi de Babylone ; autant suivra Rim-Sin, le roi de Larsa ; autant suivra Ibal-piel, le roi d'Eshnounak ; autant suivra Amout-piel, le roi de Qatanoum ; dix rois suivront Iarimlim, le roi de Iamhad... » Ici, une malencontreuse cassure met fin à cette énumération complète des forces du temps, qui, nous le voyons, s'avèrent encore hésitantes.

Un autre rapport d'espion s'exprime ainsi : « A mon seigneur, dis ceci [1], ainsi parle Iarim-Adad. Rim-Sin (le roi

1. La lettre était, en effet, *lue* au destinataire *par un scribe*, ce qui explique cette formule courante. Le « seigneur » est le roi Zimrilim.

de Larsa) a écrit à Hammourabi ce qui suit : « Mes hommes » dans mon pays sont « mobilisés » ; que les hommes dans » ton pays soient aussi « mobilisés ». Si l'ennemi se propose » de t'attaquer, mes hommes et mes barques te rejoindront ; » mais si l'ennemi se propose de m'attaquer, tes hommes et » tes barques me rejoindront. » Voilà ce que Rim-Sin a écrit à Hammourabi. Leurs hommes n'ont pas encore fait leur jonction. Des indications complètes à leur sujet, je n'ai pu encore envoyer à mon seigneur. »

Qu'est-ce à dire, sinon que nous avons ici la copie d'un texte d'alliance défensive (un pacte d'assistance mutuelle...) parfaitement bien rédigé et dont la concision est pourtant suffisamment explicite. Les deux rois se prêteront un mutuel appui, non seulement avec leurs armées de terre, mais encore avec leurs flottes fluviales. Autrement dit, les rois de Babylone et de Larsa sont alors alliés et Zimrilim, roi de Mari, suit dans la neutralité, mais avec la plus grande attention, ce qui se passe à ses frontières sud. Il semble avoir désiré des rapports cordiaux avec Hammourabi, non seulement pour éviter d'avoir des difficultés avec un rival redoutable, mais sans doute avant tout pour avoir les mains libres vers le nord. C'est en somme un partage des zones d'influence qui s'opère, Zimrilim comprenant que toute possibilité d'expansion lui est retirée du côté du bas pays et qu'il vaut mieux porter tout son effort vers la Haute-Mésopotamie. Or, il semble y avoir réussi et avoir établi sans trop de difficultés un contrôle étendu sur une série de princes vassaux qui lui expédient non seulement des lettres, mais, ce qui est sans doute plus précieux pour lui, des tributs, des offrandes et des matières premières, le métal dont Mari est totalement dépourvu et les bois, peupliers et cèdres.

Zimrilim surveille, quant à lui, tout particulièrement, l'agriculture et l'élevage, car la richesse d'un royaume est faite de sa paysannerie, en l'an 2000 comme de nos jours. On n'est donc pas étonné de trouver, dans les archives, les traces de ces préoccupations : un fonctionnaire signale que le fleuve Habour est en crue, que la digue a été percée et qu'il ne pourra pas aveugler la brèche avant la baisse des eaux ; un autre lui signale que les sauterelles sont passées sur les

champs sans se poser, car il faisait très chaud ; mais une autre fois, elles se sont abattues et l'on envoie au roi un rapport pour lui donner l'état des champs dévorés et des champs épargnés.

Culture, mais aussi élevage. L'herbe est rare et surtout ne dure pas longtemps, quelques semaines à peine, après la chute des pluies hivernales. Ce qui nous vaut le savoureux petit billet que Zimrilim reçoit de sa sœur Niqhatum : « A Zimrilim, dis ceci, ainsi parle Niqhatum, ta sœur. J'ai exprimé le désir que voici : « Que mon frère me confie des moutons. » Et tu m'as répondu ceci : « C'est le froid ; pour le moment, » il n'y a pas lieu de donner des moutons. Je t'en donnerai » avec l'herbe. » Voilà ce que tu m'as écrit. Or, ça maintenant, c'est (le temps de) l'herbe ; on peut donner des moutons. Que mon frère me les donne. »

Le roi reçoit donc non seulement des rapports sévères, mais aussi de courts messages qui le tiennent au courant des événements les plus divers. Il apprend ainsi que la peste a fait son apparition dans un coin du royaume, qu'un mouton prodige est né, qu'une femme a eu un songe mystérieux, que Mari recevra prochainement des expéditions d'animaux et de marchandises, certaines pour y rester définitivement, d'autres en transit, moyennant perception d'un droit de péage réglementé. Un officier qui commande un poste en Haute-Mésopotamie demande à être relevé, trouvant que cinq années de séjour suffisent à son bonheur. Un sujet s'adresse au roi pour demander un médecin en consultation pour une affection facile à identifier et qui n'est autre qu'une otite. Preuve en soit ce billet lu comme les autres par M. Dossin et qui s'exprime ainsi : « A mon seigneur, dis (ceci), ainsi parle Iakim-Adad, ton serviteur : un « boy » qui se trouve chez moi est malade. Au fond de son oreille, une inflammation sort. Deux médecins qui sont chez moi le pansent, mais son mal ne change pas. Maintenant le médecin Ishdamanaiam ou un médecin spécialiste que mon seigneur me dépêche, qu'il examine ce mal et qu'il le soigne. De sorte que dès le jour où son mal ne traînera plus en longueur, il guérisse. » Et l'on douterait du « triomphe de la médecine »...

La civilisation s'étend d'ailleurs aux arts d'agrément.

Une courte lettre ne manque pas d'un certain piquant, où l'on trouve : « Les filles de Iahdunlim que je t'avais données ont grandi. Elles sont devenues de petites femmes. Il conviendrait de les amener à Shubat-Enlil pour qu'on leur fît apprendre la musique. »

Ces rois ne sont pourtant pas que des dilettantes. Si Zimrilim affectionne les chevaux blancs pour ses attelages personnels, les chiens et les poissons vivants, il semble aussi avoir une passion pour les lions. Non seulement il entourait un de ses temples de leurs statues de bronze (l'une d'elles a été attribuée au musée du Louvre), mais il avait donné ordre de capturer tous les animaux qui se présenteraient, ce qui nous a valu ce rapport qui mérite une mention :

« A mon seigneur, dis ceci, ainsi parle Iakim-Adad, ton serviteur : une lionne a été prise dans l'enclos de la maison de Akkakaki. On m'a adressé un message et je suis parti. De peur qu'on abatte cette lionne, je suis resté toute la journée dans la maison de Akkakaki. J'ai déclaré : « Je veux la faire » parvenir vivante à mon seigneur et la lui remettre. » On ne l'a nullement mangée. Moi-même, j'ai écrit à la ville de Bidaha pour qu'on apporte une cage. Jusqu'à l'arrivée de la cage, le second jour, la lionne est morte. J'ai vu cette lionne ; elle était vieille et tremblait (de ses membres). Si par hasard mon seigneur dit : « On a sûrement abattu cette lionne », je jure que, selon les instructions de mon seigneur, personne n'a touché à cette lionne. Mais jusqu'à présent cette lionne est morte, on a découpé son cadavre et je l'ai donné à manger... La lionne était vieille et avec les rations... » Deux dernières lignes, très brèves, ont disparu à la cassure.

Cependant, Zimrilim ne néglige pas ses devoirs royaux. Son palais est une des merveilles du monde d'alors. Le roi d'Ougarit, sur la côte phénicienne (site fouillé par la mission française de M. Schaeffer), à quelque sept cents kilomètres, en a entendu parler et il envoie son fils pour se documenter en priant un roi du nom de Hammourabi (qui est sans doute non le roi de Babylone, mais un monarque d'Alep, ainsi que l'ont reconnu MM. Dossin et Jean) de lui donner un mot de recommandation pour le roi de Mari. Celui-ci, qui vit avec toute sa Cour dans cette construction géante, était sans doute

flatté par ces hommages qui lui arrivaient de l'Occident, mais il ne sacrifiait pas tout au luxe ou au confort. Le palais de Mari est en même temps une citadelle, avec des murailles énormes, un seul portail, des couloirs en chicane. Il domine la ville de ses lignes massives, et du haut de ses terrasses, qui sont de magnifiques observatoires, des guetteurs surveillent le pays. Mais leurs regards sont certainement, et avant tout, fixés vers le sud, vers la coulée de l'Euphrate qui se glisse entre deux déserts et deux lignes de falaises. Pendant des années, Babylone et Mari semblent avoir conclu en quelque sorte un pacte de non-agression. C'est le moment où Hammourabi forge ses armes. Les soldats de Zimrilim collaborent même parfois à des opérations communes, mais sans grand enthousiasme de la part de leur souverain, si l'on en croit certain rapport qui le montre négociant le rapatriement de ses contingents. Puisqu'il a renoncé aux territoires du sud, qu'au moins il puisse consacrer toutes ses ressources pour s'asservir le nord.

Cela n'est pas sans inquiéter déjà son partenaire, qui lui expédie des notes auxquelles Zimrilim ne répond pas toujours. Quand une puissance ne répond pas aux demandes d'explications que lui adresse une autre puissance, c'est un indice de force que l'on ne saurait sous-estimer, l'histoire contemporaine le prouve assez. Zimrilim se sent fort et Hammourabi a dû souvent ronger son frein quand il était obligé, lui, roi de Babylone, d'écrire ceci : « A Bahdilim [1], dis ceci, ainsi parle Hammourabi. Or ça, j'ai fait porter des tablettes à Zimrilim. Ce message est urgent. Fais donc porter ces tablettes à Zimrilim et envoie-moi les renseignements que tu auras appris sur l'ennemi. » D'autres billets rendent le même son, mais après des années d'alliance, Hammourabi, qui a soumis l'un après l'autre ses rivaux et voisins du sud, se retournera brusquement vers le nord et se jettera sur son associé. La durée des « axes » n'a qu'un temps et cependant l'axe Babylone-Mari semblait inébranlable.

Mais il est un autre aspect des lettres de Mari qu'il convient de signaler. On sait que, d'après le chapitre XI de la Genèse, les patriarches seraient sortis d'Our, ville sumérienne, pour

1. Un haut fonctionnaire de la Cour de Mari.

venir se fixer à Charan, sans doute en remontant l'Euphrate. J'avais écrit autrefois et au commencement du travail à Mari : « Ce ne serait pas après tout une bien grande surprise si, dans les archives de la capitale exhumée, on retrouvait un jour les traces de cette transhumance : Tèrach, père d'Abraham, demandant à Zimrilim le droit de traverser ses terres... » Cette vue a pu sembler passablement audacieuse, mais les déchiffrements de ces neuf derniers mois risquent d'apporter une lumière sur ce récit particulièrement controversé. Car des documents réunis par M. Dossin ne laissent pas d'être à ce sujet impressionnants. Voici, en effet, qu'apparaissent, aux environs de Mari, des tribus appelées Benjaminites, tribus qui sont dépeintes sous un jour très belliqueux et qui donnent un vif souci à Zimrilim.

Le roi de Mari doit défendre ses terres et une année a même été appelée celle « où Zimrilim tua le davidum des Benjaminites ». D'où il ressort, d'une part, que les environs de Mari — et, en particulier, la zone nord — sont infestés de gens qui s'appellent les « Fils de la droite », qui sont donc originaires du sud [1] ; d'autre part, que ces gens ont, pour désigner leur chef, le nom qui sera mille ans plus tard celui d'un grand roi en Israël. Ce qui est en tout cas de première importance, c'est que, par leur nom, ces gens semblent originaires du sud-mésopotamien et qu'en l'an 2000, ils sont signalés au nord de Mari. C'est donc qu'ils se déplacent.

Ce texte suffirait, mais il y en a un autre, encore plus inattendu. Il s'agit d'un rapport envoyé à Mari par un « observateur », sans doute un agent secret, qui signale que les chefs des Benjaminites viennent de conclure une alliance dans « le temple du dieu Sin, à Haran ». Bien que ce document soit mutilé et que l'on puisse modifier l'interprétation de certains termes, il est en tout cas établi que des Benjaminites sont associés à la ville de Haran, où certains d'entre eux sont déjà ou vont se stabiliser. Cela aux environs de l'an 2000, donc à l'époque où il nous semble possible de situer la migration patriarcale, partie d'Our et venant à Charan (Haran), d'après Genèse XI, 31.

1. Benjamin signifie, en effet, fils de la droite, et on se plaçait, pour s'orienter, face du soleil levant.

Migration d'un clan, élément d'un mouvement beaucoup plus considérable de tout un peuple qui remonte le cours du fleuve, pour rester à proximité du ravitaillement et qui doit se frayer un passage, les armes à la main. Ces gens se déplacent lentement, devenant des sortes de semi-sédentaires, et il est évident que les premiers occupants du sol ne les voient pas d'un très bon œil. Entre eux, les relations gardent un caractère d'hostilité permanente et le roi de Mari, en particulier, a dû renforcer son dispositif de sécurité. L'un de ses émissaires, guetteur de nuit, envoie ce rapport : « Hier, je suis sorti de Mari, et la nuit, je me portais vers Zourouban. Tous les Benjaminites ont levé les torches. De Samânoum à Il-Moulouk, de Il-Moulouk jusqu'à Mishlan, toutes les villes des Benjaminites du district de Tirqa ont levé la torche de réponse. Or, jusqu'à présent, je n'ai pu déterminer la raison de ces torches. Maintenant, cette raison, je vais la déterminer, puis ceci ou cela, à mon seigneur, j'écrirai. Que les gardes de la ville de Mari soient fortes et que mon seigneur ne sorte pas de la porte. » En prenant connaissance de ce texte, je songeais à ce passage de Jérémie, VI, 1 : « Fuyez, Benjaminites, du milieu de Jérusalem, élevez une torche sur Beth-Hakkerem, car un péril menace du nord et un grand désastre... » Dans la nuit, des hommes veillèrent de tous temps, observant le langage des feux s'allumant sur les hauteurs. Les Gaulois comprenaient eux aussi ce langage, qui signifiait alors l'appel aux armes. A ce même signal, en 1925, les Druses se soulevaient brusquement contre nos postes disséminés dans leurs montagnes. Les hommes apparaissent décidément bien limités dans leurs facultés d'invention...

En lisant cette correspondance, vieille de quatre mille ans, avec, sur la scène d'alors, des chefs de gouvernements, mais aussi des gens de condition modeste, des fonctionnaires civils ou militaires, des artisans, des commerçants, des paysans, on éprouve cette impression très nette que la « comédie humaine » n'a pas beaucoup changé à travers plusieurs millénaires, et que si les acteurs, eux, changent, l'œuvre accumule les représentations, sans grande retouche à un texte qui semble avoir les promesses de l'éternité.

Alors que les événements européens avaient failli mettre

un terme à notre exploration, le dégagement a repris et se poursuit actuellement. Nous menons maintenant la sixième campagne à Mari. Les archives nous laissent entrevoir ce qui se cache encore, sans que nous sachions exactement où nous allons le découvrir. C'est là le mystère de la fouille, et ceux qui ont foulé le sol d'un chantier comprendront ce que ce mot signifie de patience, mais de déceptions aussi, avant d'arriver au but. Mais celui-ci, lorsqu'on l'a atteint, paie largement, et au delà, de tous les efforts consentis. Consentis non seulement par ceux qui sont sur le terrain, mais aussi en France par des hommes dont l'appui multiplié et renouvelé a permis et permet à la science française de demeurer, en archéologie, aux avant-postes de la lutte et du succès. Ce qui n'est pas totalement indifférent au prestige national.

ANDRÉ PARROT

DARINKA

THESSALONIQUE

(Décembre 1917)

De loin, Salonique semble recouvrir la colline d'une mousse irisée. Les vieux remparts de Yédi Koulé la couronnent. Et la citadelle altière n'envoie vers le ciel qu'un minaret.

Les maisons roses, blanches et bleues, épargnées par l'incendie, se blottissent les unes contre les autres. Ce sont autant de petits royaumes clos, secrets, inaccessibles.

Je viens d'arriver. Mon compagnon, Robert Arsier, me sert de guide. Depuis plusieurs mois, il est officier-interprète à l'état-major. Il sait jouer sur tous les claviers des multiples langues orientales. Il discute aussi bien avec les autorités civiles et militaires qu'avec les bourgeois ou les mendiants. Il connaît, de la ville, les quartiers, les faubourgs, les recoins...

— Salonique, dit-il, est un bazar, aux couleurs dures, qui étale, dans des rayons divers, comme des marchandises, les Grecs, les Juifs et les Turcs de ce pays.

Nous foulons la misère des rues bordées de décombres. Quelques façades s'écrouleront, un jour prochain, lasses d'avoir fait bonne contenance. Salonique est une ville en cendres...

Arsier me fait observer que la vie émerge des débris, qu'elle s'agrippe aux ruines. Tout sert à rebâtir : le carton, les planchettes, la ferraille.

— C'est amusant, n'est-ce pas, mon lieutenant?

Amusant? Je comprends : Robert Arsier est un de ces hommes qui dissimulent leurs émotions.

LOCATION

Il m'a décidé à louer une chambre, en ville. Nous cherchons ensemble. Beaucoup de mes camarades, délaissant les baraques, se sont installés chez l'habitant.

Une de ces portes basses s'entr'ouvrira pour me laisser passer. Le bruit de mes pas annoncera mon arrivée. Viendra-t-on, chaque fois, à ma rencontre? Ou entendrai-je des voix hostiles, des ordres brefs et ne trouverai-je personne pour m'accueillir? Il me déplairait que l'on me refusât de la sympathie.

Il y a, en moi, de la curiosité, de l'impatience, presque de l'anxiété.

Devant nous, la Tour Blanche, campée sur sa large base, fait songer à un sac de farine qu'on aurait oublié de charger sur un cargo.

Dans la rade, les cuirassés somnolent, paisibles et confiants. Les barques des pêcheurs, vertes, rouges ou jaunes, heurtent le quai de leur avant tranchant. Les voiles tendues sèchent au soleil. Les marins de la mer Égée sont d'intrépides navigateurs !

Au loin, au fond, s'élève la chaîne de l'Olympe, séjour des Dieux, dont la pudeur est faite d'un manteau de brouillard.

Tout autour de nous, la foule est lente, indolente, paresseuse. Des loustros — gamins coiffés d'un fez ou d'une casquette sordide — offrent de cirer nos bottes. Ils ne comprennent pas notre refus. Ils s'en indignent.

De vieilles Juives, aux courts manteaux de soie, traînent la jambe. Un châle blanc vient se nouer sous leur lourde poitrine. Leurs cheveux sont tirés et glissés dans une sorte de sac vert qui pend dans le dos.

Des marchands ambulants encombrent chaque coin de rue.

Ils nous proposent des peignes en celluloïd, des savons, des brosses, des cartes postales et, surtout, des carrés d'étoffe, fabriqués en France, sur lesquels sont brodés ces mots : « Souvenir de Salonique ».

Les chefs et les soldats des armées alliées nous saluent.

Nous nous arrêtons devant une maison de simple apparence. Nous frappons. Une jeune femme ouvre la porte.

— Dobardan ! dit mon camarade, en s'inclinant.

— Dobro ! lui répond-on, sans hostilité.

Et la conversation s'engage.

Nous nous trouvons dans une antichambre. Près d'une fenêtre grillée, à la mode turque, une petite fille, âgée de treize ou quatorze ans, est assise et tricote. Elle affecte de ne pas nous regarder.

La jeune femme nous montre la pièce qu'elle veut louer. Puis elle déclare, en souriant :

— Je vais vous apporter du café turc.

Elle n'est pas jolie, mais elle a de la souplesse, de la grâce.

— C'est une Serbe, m'explique Arsier. Elle était riche avant la guerre. Elle habitait Nich ou Belgrade. Vous avez vu sa sœur. Elles ont fui, toutes deux, devant les Autrichiens et les Bulgares, laissant, là-bas, leurs parents...

Trois tasses glissent sur un trop grand plateau de cuivre, comme sur une patinoire. J'aime le café turc. Le parfum en est plus fort, plus velouté que celui de notre café filtré, trop clair, trop délayé...

Pourquoi, à cette minute, ai-je l'impression de m'engager dans une aventure ? Il semble que mon destin soit lié à celui de ces inconnues.

Sans aucun doute, sentent-elles le poids d'un pressentiment identique. Il y a de l'appréhension dans les yeux de l'aînée. Quant à la plus jeune, elle a, enfin, levé la tête. Son visage, aux pommettes saillantes, est étrange et émouvant.

Elles s'imaginent, certainement, qu'en m'installant dans leur appartement je vais faire prendre un cours nouveau à leur existence.

J'en conçois une fierté stupide.

Je loue la chambre...

PROMENADE

Nous longeons la rue Egnatia, palpitante, au cœur de la ville ravagée.

Je pense encore aux tranchées de France, à nos villages de l'arrière détruits par le canon. Ici, c'est l'incendie qui fut coupable.

Mais comment comparer Verdun, sombre digue contre laquelle des tempêtes se sont brisées, à cette cité cosmopolite chatoyante, insouciante et criarde?

Je frôle des Turques voilées, vêtues de blanc. Arsier bouscule, au passage, un bonhomme aux cheveux gris, pliant sous le poids d'un manteau doublé de fourrure déchiquetée. Ce patriarche agite les bras, tel un équilibriste en péril. Un parapluie, dans sa main droite, sert de balancier. De l'autre côté, un lourd poisson, suspendu par les ouïes à une ficelle, fait utilement contrepoids. Un gendarme français s'efforce de dérider son collègue anglais. Près d'eux, un Crétois, reconnaissable à son boléro noir, à son large pantalon et à son bonnet, monte la garde avec un soldat grec, vêtu d'un uniforme kaki.

Afin d'écarter les mouches, des pâtissiers agitent des balais en papier. Ils vendent, en plein air, de la pâte aux amandes qui ressemble à du nougat et distribuent des cornets emplis de pois chiches, tandis qu'auprès d'eux de douteux cuisiniers nous offrent des poissons grillés, graisseux et indigestes, mais qui sentent si bon...

Mon camarade a soif et je voudrais rencontrer ce grand diable de marchand de limonade que je croise souvent, près du Quartier Général. Couvert d'une blouse blanche, portant de travers une toque empesée, il complète son costume par un tablier à bandes horizontales, très colorées. Sur son dos, tel un fardeau, il a juché une amphore de cuivre dont le col s'élargit, s'amincit et s'évase à nouveau. Il rit en interpellant les clients éventuels. Et sa faconde, toute orientale, m'émerveille...

Puis, je me laisse conduire vers une rue étroite, dont les boutiques sont des bazars. Des bijoux d'argent filigrané

alternent, dans les devantures, avec des broderies bulgares et des châles turcs. Des babouches, aux gros pompons, font pendant à des socques, incrustés de nacre. Un revendeur nous présente, suspendues au plafond ou accrochées aux murs par les manches, les robes de velours et d'or qui parèrent — affirme-t-il — les trois cent soixante-cinq épouses d'un sultan...

MES PROPRIÉTAIRES

L'aînée des deux sœurs s'appelle Nitza. Je me suis renseigné. C'est une fille simple et calme, qui s'efforce de vaincre les difficultés quotidiennes. Elle travaille et lutte pour ne pas mourir de faim. Rien ne lui sourit.

Le nom de la plus jeune est Darinka.

Comme toutes les femmes orientales, notre syntaxe ne les gêne guère. Elles s'expriment correctement, sans accent. Certains mots, pourtant, deviennent des obstacles qu'il leur faut franchir d'un bond. Alors leur origine slave se révèle. Elles chantent en parlant. Et leurs cils — quand ils s'abaissent pour dissimuler leurs pensées fiévreuses ou lorsqu'ils découvrent leurs regards loyaux — suivent le rythme.

La petite Darinka est vêtue d'une robe violette, en satin, qui ne descend pas plus bas que les genoux, vestige de l'ancienne fortune...

Elle me rend visite, dans ma nouvelle demeure. Pendant les premiers temps, cette enfant avait feint d'ignorer ma présence. Puis elle a pris son parti de me voir, chaque jour, pénétrer chez elle, comme en pays envahi. Peut-être s'était-elle dit : « Après les ennemis... un Français ! » Je crois qu'elle m'a pardonné.

Très maternelle, Nitza, la grande sœur, ne s'offusque pas de cette intimité. Darinka a le droit de venir dans ma chambre, de bousculer mes livres, mes revues, mes journaux anglais.

Son attitude est étrange. Je ne peux pas dire qu'elle soit sauvage, ni même effarouchée. Elle est, plutôt, encore... imprécise et me paraît souvent mystérieuse. Mais dans ces moments-là elle l'est, également, et peut-être davantage, pour elle-même.

La voici en boule, dans un fauteuil, prête à me répéter les médisances que colporte la rue. Ou bien elle me confie, comme si je ne devais pas ignorer son passé, des souvenirs d'enfance.

Parfois, sa tête s'incline, sa respiration devient plus forte...

Sa nuque brune a des reflets de métal poli.

MAUVAIS TEMPS

(Février 1918)

Aujourd'hui, il neige. Derrière les remparts et la citadelle, les crêtes sont blanches : fond blanc pour les blancs minarets des mosquées.

Les habitants ne sortent pas de chez eux. La ville est déserte. Le silence m'impressionne. Dans le port, les barques sautent sur l'eau qui a pris une vilaine couleur.

— Salonique est devenue le royaume de la boue liquide, s'écrie Robert Arsier, en maudissant le vent du Vardar. Ses rues servent de lits à des fleuves sur lesquels je suis surpris de ne pas voir voguer l'esquif du nautonier Caron !

Puis, après un soupir, il ajoute :

— Oh ! la bonne petite pluie fine qui vient, parfois, inonder notre vieux Paris ! Eau du ciel que personne ne redoute, sauf le zouave du pont de l'Alma !...

HISTOIRE

— Darinka, voulez-vous être gentille ?

Prudente, un peu méfiante encore, elle n'ose pas s'engager. Il faut que je lui donne des précisions.

— Darinka... racontez-moi, sans vous faire prier, des histoires de votre pays...

Elle s'approcha de la table, s'y appuie d'une main et chante, doucement, l'hymne serbe :

Dieu de justice,
Toi qui nous as préservés jusqu'à présent de la ruine,
Continue à écouter nos voix
Et continue à être notre salut !...

Elle se tient droite, la tête haute. Puis elle prononce, à voix basse : « C'est la plus belle histoire que je connaisse ! »

MINARETS

Je parcours la vieille Salonique et le quartier qui borde les remparts. J'en aime la verdure, les arbres vénérables. Au coin d'une rue, une fontaine turque, aux arabesques compliquées, me retient. Des femmes viennent y chercher de l'eau, suivant l'usage antique.

A la porte d'une boulangerie, des miséreux attendent la distribution de pain. Les Grecs crient et se disputent ; les Juifs discutent et dissertent ; les Turcs et les Deunmehs restent silencieux.

Je croise des êtres de toutes sortes, mais ce sont les vieilles gens, surtout, qui me déçoivent. Les vieillards, ici, ressemblent à des mendiants. Aucun n'a l'aspect d'un aïeul.

Le nez en l'air, parfois, je compte, sans jamais trouver le même nombre, les minarets légers, dont un seul possède deux petits balcons circulaires que l'on nomme : Chérifé...

Ou bien j'écoute l'histoire de la rouge et fragile église byzantine, qui se trouve dans le quartier de Kasan Djilar. Les Turcs, après s'en être emparés, l'avaient « désaxée », exigeant qu'elle fît face à la direction de la Mecque. Si bien qu'en apparence le fragile édifice a perdu son équilibre. Il semble qu'un vieux pope le tire à gauche, qu'un vigoureux musulman le tire à droite...

Et j'apprends la mésaventure dont fut victime la minuscule mosquée qui répond au joli nom de Bourmaleu Djemi. Le matérialisme d'une époque brutale l'a transformée en un café-concert. Son minaret, en spirale, a le tort de ne pas monter beaucoup plus haut... jusqu'au ciel !

LE VILLAGE TZIGANE

— Venez, je vais vous faire connaître le quartier des tziganes.

— Si vous le voulez, Arsier. Mais j'ai besoin d'une expli-

cation. Puisqu'il y a six ans, Salonique était encore une ville turque, comment se fait-il que l'on n'entende jamais parler des harems?

— Que d'idées fausses! Mon pauvre ami! Des harems, il ne s'en trouve presque plus en Turquie d'Europe. Quelques personnages éminents et riches, à Constantinople, ont plusieurs épouses. Mais ici...

Je n'ose pas avouer ma déception. J'avais imaginé des palais somptueux où des femmes eussent été retenues prisonnières, sous la garde d'implacables eunuques. Je cédais à un apitoiement d'Occidental. Et l'on m'affirme que mon erreur prêterait à rire.

Arsier reprend :

— Par exemple, cher Parisien, tout ignorant des choses de ce pays, faute de harems, il y a, dans cette rue-ci, beaucoup de vilaines maisons. Le quartier du Vardar est célèbre, à Salonique. Nos soldats et nos marins en connaissent trop bien le chemin...

Il m'entraîne.

— Voici la route de Serès et Constantinople. Tenez, obliquons un peu, nous allons longer ces remparts et ce cimetière turc — simple et abandonné des mortels — puis nous parviendrons au village tzigane!

Il a suffi d'un peu de plâtre et d'un peu de fer-blanc pour mettre quelques maisons debout. Tout est sale. Des mouches nous assaillent. Des enfants, déguenillés, accourent et mendient, en répétant la seule phrase qu'on leur ait apprise :

— Un sou, moussi, un sou!

Ils s'accrochent à nos vêtements, nous frôlent, nous touchent. Une petite fille de cinq ans, aux yeux de jais, prend ma main et la porte à ses lèvres.

Arsier fait tournoyer sa canne et ces oiseaux sont pris de peur. Les garçons, vêtus de pantalons aux teintes voyantes et de chemises loqueteuses, se bousculent et s'enfuient. Les petites filles, plus rusées, nous observent. Elles portent des culottes bouffantes, dont la couleur a été rongée par le soleil. L'alerte est passée. Elles rient aux éclats. Nous les amusons. Nous ne leur paraissons pas hostiles. Soudain, cette

marmaille retrouve de la voix pour chanter le refrain :

— Un sou, moussi, un sou, un sou !

Des femmes apparaissent. Des voiles blancs dissimulent leurs cheveux. Des haillons compliqués empêchent de distinguer les lignes de leurs corps. Leurs pieds sont nus, couverts d'une couche de poussière.

On nous dévisage avec curiosité. Aucune attitude ne semble haineuse. Arsier parle prolixement le turc. On l'écoute. Les réponses sont affables et les poses se font courtoises, même respectueuses. Ces tziganes, aux regards pénétrants, sont sympathiques.

Mon compagnon me glisse à l'oreille :

— Nous allons nous faire dire la bonne aventure !

Faute de rues, nous passons entre les maisons, au petit bonheur. A l'autre bout du village, deux vieilles se battent, faisant alterner les coups de poings et les crachats au visage. Plus près de nous, une gamine de quatorze ans, nubile et nullement farouche, propose, si on le veut, ce soir, de nous attendre au cimetière turc...

Voici l'antre de la diseuse. Fidèles aux lieux communs dont nous fûmes nourris, nous pensions rencontrer une octogénaire moustachue, prête à distribuer des sortilèges et des maléfices !

Notre sorcière a vingt ans.

Sur son ordre, nous nous asseyons, à la turque. Des coussins ont été préparés pour nous. La tzigane s'installe à son tour et la cérémonie commence.

La voix de cette femme est rauque. Les phrases qu'elle prononce se terminent, toutes, sur une note aiguë.

Les mains sont courtes, les ongles peints au henné.

Un pli boudeur de la bouche rappelle une moue d'enfant.

Il faut que je tire des cartes ; elle les aligne, se penche vers moi et, d'un air compatissant, m'annonce que ma sœur mènera une vie déréglée !

Peu m'importe, je n'ai qu'un frère !

DARINKA, A MON COTÉ

— Voulez-vous venir vous promener avec moi, Darinka?

Elle accepte et nous descendons dans la rue.

Le spectacle nous est familier. Chaque détail, à présent, m'étonne moins qu'aux premiers jours : marchands de socques en bois, grossièrement taillés ; étalages en plein air que fait culbuter le vent ; petites boutiques des changeurs où, dans une vitrine minuscule, reposent des sequins et des livres turques ; bijoutiers, qui soldent des broches en argent filigrané et des bagues ornées de perles et de pierres fausses ; restaurateurs turcs, qui débitent des victuailles à toute heure du jour ; épiciers grecs, dont le magasin permet de passer en revue des conserves, des figues, du riz, des pois chiches et des petits poissons séchés ; marchands de poterie et, enfin, ces nombreux vendeurs de chaudronnerie et de ferronnerie, si célèbres qu'ils ont donné leur nom au quartier : Kasan Djilar...

— Saint Georges est là ! me dit Darinka, presqu'à voix basse. A gauche, près de l'arc de Galère.

Nous dépassons les restes du vieil arc, aux bas-reliefs romains. Nous nous dirigeons vers les mosaïques. Mais j'entends la voix de ma petite amie :

— C'est surtout le cimetière turc qui me plaît !

Dans ce cimetière, Darinka, qui se promène comme en un jardin, court, joyeusement, d'une tombe à l'autre. Elle ne ressent pas ce respect, un peu craintif, qu'inspirent nos champs de repos d'Occident et s'assied sur les sépultures délaissées, dont plusieurs sont brisées. Je la vois, droite, sur une de ces stèles rectangulaires, surmontées de deux pierres posées verticalement et ornées d'inscriptions aux contours délicats, véritables dessins. Elle pose ses pieds près d'une petite ouverture pratiquée dans la pierre. Par cet orifice, l'herbe est venue chercher la lumière du jour. Ses racines pénètrent dans la terre qui recouvre le cadavre.

Darinka s'appuie à l'une des pierres funéraires, sur lesquelles est gravée l'histoire du trépassé. Puis elle baisse la tête, regarde le sol et j'ai l'impression de la voir converser

amicalement avec le mort, sur lequel elle marche sans hésitation.

Les grands cyprès s'allongent vers le ciel.

Dans un angle, quelques tombes sont séparées des autres. Et c'est un autre jardin dans ce jardin sauvage. Des arbres donnent de l'ombre, des plantes folles, sortes de ronces, tentent d'arrêter nos pas. Nous allons rendre hommage à ceux qui dorment sous des monuments mieux sculptés, entourés, eux-mêmes, d'une grille, soutenus par des colonnes, aux chapiteaux byzantins.

Nous reprenons notre chemin. Une femme turque s'avance au milieu de la rue, sur un âne traîné par un petit garçon. Elle est assise à califourchon ; ses pieds, dans des bas blancs, sont chaussés de babouches de cuir ; un voile lui cache le visage, jusqu'aux yeux. Le jeune homme tire sur l'animal, sans jamais tourner la tête...

La rue forme un angle droit et descend brusquement. Les premières maisons s'inclinent plus qu'il ne le faudrait. Au loin des arbres attirent notre attention, car, émergeant de leur feuillage touffu, un minaret s'élève.

Des Grecs, essoufflés, grimpent la côte.

Un orgue de barbarie égaye les habitants d'une maison modeste, afin de fêter les fiançailles de leur fille. Sur l'instrument, une colombe bat la mesure avec sa tête. La musique est horrible. Nous nous arrêtons cependant. Et je me rappelle les calmes artères de Paris, en certains jours d'été.

Puis nous allons, en pèlerinage, voir ce qui reste de Saint Demètre...

Nous nous asseyons, tous deux, dans un coin abrité, sur la grande place qui s'étend près de Top Hané, à côté de l'église des Douze-Apôtres. Il y a là de bonnes gens qui se reposent... du matin au soir ! Nous regardons le monument : les décorations sont uniquement constituées par des briques, emprisonnées dans du ciment. Le style est byzantin et la variété des dessins provient des différentes formes de la brique. On a l'illusion de la sculpture.

Cinq coupoles — une au centre et une à chaque angle — écrasent le monument...

A quelques mètres de là, la cloche est attachée à un arbre selon la coutume, car l'église n'a pas de clocher.

Plus loin, encore, il est une grotte où l'on descend par quinze marches et où l'on trouve une fontaine miraculeuse. Une icone, une petite veilleuse l'honorent modestement...

Nous parvenons à un cimetière israélite, où vient s'enterrer la classe modeste. Sur chaque stèle — haute d'un mètre environ, large rectangle formant une pierre tombale — se trouve inscrit, en hébreu, le nom du défunt. Un dessin, maladroit et grossier, nous renseigne sur la profession qui le faisait vivre : un couteau est peint en noir sur le tombeau d'un boucher, un livre s'entr'ouvre sur celui d'un relieur, une machine à écrire évoque le souvenir d'une dactylo, une bouteille recouvre la dépouille d'un marchand de raki.

Nous regardons autour de nous. Sur la route, des indigents se dirigent vers le lycée français, où l'on distribue de la soupe.

Nous voyons la ville qui s'étend, onduleuse, ensoleillée. Nous apercevons les grandes casernes. Tout au loin, c'est la mer.

— Ces sépultures sont rangées sans ordre, n'importe comment ! s'écrie Darinka. Quel dommage !

— C'est bien mieux ainsi, petite fille ! Quelle idée nous avons de vouloir que les morts soient placés les uns à côté des autres !

— La dernière fois que je suis venue ici, me raconte alors ma jeune amie, c'était un samedi. Une famille est arrivée à la porte du cimetière : braves personnes calmes, qui, en entrant, ont trouvé un diseur de prières et, avec lui, se sont dirigées vers une tombe ! Les femmes se sont jetées à terre en poussant de grands cris, des gémissements, des lamentations. De leurs bras, elles ont étreint la pierre. Cela a duré cinq minutes, pendant lesquelles les hommes sont restés immobiles et recueillis. Puis la petite troupe s'en est allée...

Des moutons descendent de la crête voisine en faisant un bruit de clochettes.

CONFIDENCE

— C'est le locataire qui vous parle, Nitza. Voici la somme dont nous avions convenu...

Elle me remercie, avec mélancolie, gênée de recevoir cet argent. L'idée me prend de ne pas en rester là...

— Nitza, dès notre première rencontre, j'ai eu le désir d'être votre camarade. Ce n'est pas seulement de la sympathie que j'éprouve pour vous, c'est aussi de l'admiration. N'en doutez pas ! Je vous vois lutter si simplement, si courageusement. C'est très beau...

La jeune fille reste silencieuse. Elle accepte mon hommage, comme une récompense. Je reprends :

— Usez de moi, si je puis vous être utile...

— Mon chagrin s'atténuera plus tard, répond-elle, lorsque ma patrie aura été libérée, lorsque j'aurai retrouvé mes parents. D'ici là je consens, volontiers, à mener cette existence misérable. Aussi, n'est-ce pas pour moi que je souffre, c'est pour ma sœur. Nous n'étions pas habituées à la pauvreté. Mon travail nous nourrit... sans plus !

Dans une caserne, une sonnerie grecque retentit. Ce sont de longs appels de clairon qui se répètent.

Je regarde Nitza. Je lui demande d'accepter ma collaboration. Moi aussi je voudrais que Darinka fût heureuse... Puis je lui parle de la façon dont il convient que soit habillée cette enfant. J'insinue que la robe violette est usée. J'ajoute que la chaleur commence à se faire sentir, que d'ici peu de semaines des vêtements légers seront indispensables.

— Que faire, alors ? prononce Nitza, le front barré d'une ride.

— Voici ce que je vous propose : cette robe violette, je vous l'achète, telle qu'elle est...

— Vous l'achetez ? Pourquoi cela ?

J'évite de donner plus d'explications. Je poursuis :

— Mais, en échange, vous me permettrez d'offrir à votre petite sœur sa première toilette de jeune fille...

Un bruit de pas me fait tourner la tête. J'aperçois Darinka. Elle a tout entendu.

LE LENDEMAIN

J'entre dans ma chambre. Les volets sont fermés par crainte du grand soleil. Darinka est là, debout, le dos au mur...

— Je vous attendais, me dit-elle.

Si elle n'avait pas parlé, dans la pénombre, je n'aurais peut-être pas deviné sa présence.

Sans que j'aie le temps de l'en empêcher, elle se précipite vers moi et passe ses bras autour de mon cou. Sa tête posée sur mon épaule, elle sanglote.

Elle est vêtue d'un ample kimono de soie. Ses pieds nus sont attachés par de simples pattes de cuir blanc à des socques turques, incrustés de nacre...

Je la vois dans la glace qui la reflète tout entière.

Sa silhouette est élancée...

Je la console de mon mieux. Puis j'exige qu'elle me donne les raisons de son attitude. Elle lève vers moi son visage mince et crispé. Sa bouche est entr'ouverte...

— Je vous remercie, me dit-elle, de ce que vous avez proposé hier à Nitza. Vous êtes bon. Sur le moment, par la faute de mon orgueil, qui est très grand et très bête, je vous en ai voulu d'avoir eu cette pensée...

Elle s'interrompt, me regarde craintivement, puis elle poursuit :

— Vous voulez m'offrir une robe? Peut-être me trouvez-vous laide?

Mais elle s'aperçoit de son erreur et elle reprend vivement, rassérénée :

— J'accepte votre cadeau...

LE MAGASIN D'UN TURC ANTIQUAIRE

Des tapis fumants de poussière sont jetés sur un comptoir. Le poids des pistolets ornés d'argent des Albanais, des fume-cigarette à grosses boules d'ambre, des tasses à café en filigrane, fait s'infléchir une étagère.

Des morceaux de toile anciens, filés à la main, ont pris la teinte ocrée qu'apportent les années. Sur des écharpes, de

grandes fleurs brodées — bleues et roses — se serrent les unes contre les autres, s'écartent soudain, puis s'entrelacent encore. Leurs tiges sont en or. Mais les fils de métal ont perdu leur splendeur. Les feuilles, d'un vert éteint, mettent en valeur des marguerites mauves. Chaque image s'incline et semble lasse d'être vieille...

L'IMPRÉVU

(Juillet 1918)

Un ordre est arrivé de France : je dois me mettre en route dès demain. J'ai à peine le temps de me préparer.

La pensée que je ne serai plus ici, dans quelques heures, me trouble...

Je ne verrai plus cette petite fontaine turque, ciselée comme un joyau — ni ce vieux pope, gêné par sa large soutane, coiffé du haut bonnet qui dissimule ses longs cheveux, réunis en un chignon — ni cet enterrement qui montre, dans un cercueil ouvert, une femme affublée de ses vêtements d'apparat. Le cadavre ballotte, docile, selon les cahots de la route...

Des photographes sont postés près d'une large maison, prêts à fixer les traits des passants. Et je pense, tout à coup, que je n'ai aucun portrait de Darinka... « Quand les événements nous auront séparés, m'a-t-elle dit, je préfère que rien ne vous rappelle mon visage... »

La rue est barrée par un pauvre hamal, porteur de gros colis. Son corps est plié en angle droit. Son dos s'est incliné au point d'être horizontal ! Son fardeau... est une armoire à glace !

Le gros meuble se déplace avec lenteur. Et comme l'on voit, à peine, les courtes jambes de l'homme, j'ai l'illusion que l'armoire marche toute seule...

Enfin je parviens à ma demeure.

— Je pars... je pars demain pour le front français... dis-je, tout essoufflé, à Darinka.

Elle vacille. Ses yeux se ferment. Mais, lorsque ses paupières se lèvent à nouveau, aucune larme n'apparaît au bord de ses longs cils.

Elle m'aide à plier bagage. Elle soigne particulièrement ce

morceau de soie, aux couleurs criardes, que nous avons trouvé, ensemble, chez une Turque. Elle me rappelle le jour où j'achetai ce sac, fait d'une manche de robe makédone. Et, au moment de glisser dans ma cantine ce moulin cylindrique de cuivre bien poli, elle me fait respirer le parfum persistant du café...

LE DERNIER SOIR

J'ai emmené Nitza et Darinka dîner dans le jardin d'un restaurant, au quartier des campagnes, près de la mer...

La nuit est venue, une de ces nuits orientales, d'une limpidité inconnue chez nous. Je n'ose pas bouger. Il faut que les heures glissent, les unes après les autres, sans que j'en aie conscience.

— Je propose de rentrer à pied, dit Darinka.

Puis elle ajoute, voyant que nous lui obéissons :

— Et nous pourrons faire un détour pour que notre ami admire, une dernière fois, Sainte Paraskevie...

Une petite fontaine fut creusée dans un bloc de pierre. Un vernis du Japon et un cyprès la dominent. Le cyprès noir se dresse, sous le clair de lune, à quelques pas du minaret blanc...

L'intérieur de la mosquée offre un spectacle inattendu : l'ancienne église byzantine abrite de pauvres gens chassés de leur pays par l'invasion. De larges toiles séparent les familles. Des lueurs blafardes traversent les fenêtres de l'abside. On se croirait devant un tableau représentant une scène du moyen âge.

Douze colonnes s'élèvent, très pures, avec leurs chapiteaux byzantins supportant une galerie latérale. Puis d'autres colonnes soutiennent la charpente apparente, en bois, aux admirables tons de patine...

Nitza signale à mon attention les intrados de mosaïques vert et or qui dessinent des plumes de paon. Puis Darinka me prend par la main et nous sortons. Nous gravissons une petite côte. L'entrée de la galerie de gauche se trouve là, à hauteur du sol. La nef semble s'enfoncer dans la terre.

— C'est beau ! s'écrie l'enfant...

Ses doigts serrent les miens, très fort.

Nous nous remettons en route. Sur les murs blancs, le long des rues, nos ombres se profilent, au clair de lune.

PUISQU'IL FAUT PARTIR...

J'ai fait aux deux sœurs des adieux qui ne sont pas définitifs. Nous devons nous réunir demain, au moment où je partirai...

Les heures ont passé. Je veux vivre cette nuit, ne pas la perdre en un sommeil bête. Par la fenêtre ouverte, je vois les maisons claires, le ciel lumineux. Je ne sais pas encore comment mes souvenirs s'uniront les uns aux autres, ni quel ensemble ils formeront. Les moments présents ne comportent pas de regrets véritables. L'avenir m'apprendra le prix de ce que je vais perdre.

Des coups sont frappés à ma porte. C'est Darinka, sans doute. Tenue en haleine par une insomnie trop autoritaire, elle a entendu que je ne dormais pas. Elle veut s'asseoir, une dernière fois, dans ce fauteuil, qui fut si souvent le sien...

J'ouvre le battant.

Nitza est devant moi. Son sourire triste, sa gêne trop apparente, sa toilette en désordre, me surprennent.

— Entrez, Nitza...

Son visage pâle a pris une soudaine beauté.

Sa voix tremble.

— Je viens, dit-elle, en lieu et place de ma petite sœur. Elle vous aime. C'est une enfant. Mais sous ce climat, les filles sont précoces. Son instinct la guide. Et elle s'imagine, j'en suis sûre, qu'elle vous appartient. Vous avez été si bon pour elle. Vous l'avez comblée d'attentions et d'affection. Si vous pouviez mesurer sa gratitude ! Seulement, elle est encore trop jeune pour avoir le droit de disposer librement d'elle-même. Moi, je suis une femme... enfin, j'ai vingt-six ans. Si je me propose à vous, ce n'est pas, — comment me faire comprendre ? — pour que nous soyons quittes ! Vous verriez là une offense. Je vous apporte, en quelque sorte, notre

reconnaissance, notre soumission. Darinka est tout ce qui me reste, ici-bas, ma seule raison de vivre. Que ne ferais-je pas pour elle? C'est pourquoi je me présente ainsi, devant vous. Faites de moi ce que vous voudrez...

Je ne sais pas si je suis ému ou apitoyé.

Je cacherais, volontiers, mon trouble sous un ton de plaisanterie. Mais je n'ose pas. Chère Nitza...

Je mets ma main sur son épaule...

PARIS

Au moment où je partais, Darinka m'avait remis, en pleurant, un paquet léger. J'avais promis de ne l'ouvrir qu'après mon arrivée.

Je déplie le papier. Je trouve la petite robe violette, usée et fanée. A la place du cœur, l'idée est puérile, une enveloppe est épinglée. Et je lis ces mots, griffonnés au crayon : « Pour mon ami français... »

LÉON DEUTSCH

LE DÉNOUEMENT

DE LA TRAGÉDIE ESPAGNOLE

La guerre civile espagnole est arrivée à son terme. La chute de Barcelone, le 26 janvier, a fixé définitivement la victoire du général Franco et, dès ce moment, le drame — un des plus poignants de l'histoire contemporaine — s'est acheminé rapidement vers son dénouement. Cette crise, qui a pesé si lourdement sur l'évolution de la situation internationale la plus complexe que nous ayons connue depuis la fin de la grande guerre, fera longtemps encore sentir ses effets en Espagne, dans la Méditerranée, dans l'Europe entière. Il n'est pas de règlement diplomatique qui puisse effacer du jour au lendemain toute trace de blessures si profondes, de tant de sang versé et tant de ruines accumulées au nom d'idéologies totalement étrangères à l'esprit et à l'âme du peuple de la vieille Espagne. Il faudra des années de recherches patientes, de laborieuses investigations, il faudra, surtout, le recul nécessaire pour être dégagé, en toute certitude, de l'influence des passions déchaînées par cette effroyable mêlée pour pouvoir établir équitablement les responsabilités qui sont à l'origine de la guerre civile et mettre les hommes qui y jouèrent les premiers rôles à leur véritable plan moral. A cette heure, on ne peut que constater les faits et essayer d'en dégager les enseignements qu'ils comportent, les tendances qu'ils marquent pour l'avenir immédiat.

Cette tâche, au surplus, n'est pas aisée. Au cours de ses phases successives, la guerre civile espagnole a eu des aspects politiques singulièrement différents et contradictoires. Chez les nationalistes, il y eut par-dessus tout, au début, la préoccupation de réagir efficacement contre le glissement continu de la République vers le désordre et l'anarchie — et il faut se rappeler que la plupart des chefs du mouvement militaire étaient des hommes ayant fait preuve de quelque dévouement à l'ordre républicain, dont certains avaient contribué directement à la chute de la monarchie. Mais les expériences faites par les premiers gouvernements de gauche qui se succédèrent à Madrid, l'esprit d'une constitution trop audacieuse pour un peuple d'une formation démocratique encore insuffisante, la poussée antireligieuse heurtant vivement le traditionalisme catholique les avaient dressés contre un régime qui cherchait de plus en plus ses points d'appui chez les extrémistes de gauche. La faillite du radicalisme de la nuance Lerroux, l'échec des tentatives des libéraux modérés et des catholiques démocrates de la nuance Gil Robles pour opérer le redressement nécessaire déterminèrent quelques généraux à recourir à la force. Est-il exact que, dès l'été 1934, des contacts avaient été pris par eux avec M. Mussolini en vue d'assurer le soutien nécessaire à un mouvement d'une certaine ampleur? On a dit que le général Sanjurjo, qui fut à l'origine le véritable chef du mouvement, avait également agi à Berlin au printemps 1936. Toujours est-il que l'Allemagne nationale-socialiste et principalement l'Italie fasciste comprirent tout de suite le parti qu'elles pouvaient tirer, à des fins particulières, d'ailleurs très différentes, avant même l'existence de l'axe Rome-Berlin et avant que M. Mussolini eût fait son choix entre l'entente avec la France et l'Angleterre et la politique concertée avec Berlin, d'une Espagne dégagée de l'esprit démocratique et devenant une base de manœuvre possible contre la France et la Grande-Bretagne dans la Méditerranée occidentale. Les chefs de la rébellion militaire ont certainement obéi, au point de départ, au désir de sauver

leur patrie de la révolution sociale et de l'oppression marxiste. Ce n'est qu'au cours de la deuxième phase de la guerre civile, quand ils se sont trouvés contraints par les circonstances d'accepter les concours qui s'offraient en effectifs, qu'ils ont contribué, malgré eux, affirment leurs partisans, à donner à la lutte le caractère d'une guerre internationale se poursuivant sur le territoire espagnol.

Du côté républicain, on a pu constater la même évolution, mais là, l'idéologie révolutionnaire eut pour effet de précipiter le mouvement. Le « Frente popular », d'abord sous sa forme de coalition électorale, les syndicalistes et les anarchistes eux-mêmes apportant l'appoint de leurs voix, sous conditions, aux partis bourgeois de gauche, ensuite sous sa forme brutale de gouvernement dit des masses faisant pression de toute l'influence du nombre sur le pouvoir légal tel qu'il était issu d'un parlement à majorité républicaine bourgeoise et socialiste réformiste, avait préparé le terrain à l'intervention de toutes les influences inféodées à Moscou dans une guerre civile qui devait inévitablement par là même perdre son caractère de conflit intérieur espagnol. Le communisme, qui n'a été, à aucun moment, une réelle puissance politique de l'autre côté des Pyrénées, où l'effort révolutionnaire s'est traditionnellement affirmé par l'action anarchiste et syndicaliste, dut uniquement son influence, qui fut prépondérante par instants à Valence et à Barcelone, au soutien de la Russie soviétique sous le couvert de la IIIe Internationale et à la présence des hommes de confiance de celle-ci dans les organismes dirigeants de la résistance républicaine. Les éléments extrémistes répandus dans le monde entier affluèrent à Madrid, à Valence et à Barcelone, non pas tant pour défendre la cause de la démocratie espagnole aux prises avec une formidable rébellion militaire, mais parce que le salut de la République leur apparaissait comme la meilleure chance d'ouvrir la voie à la révolution sociale universelle, laquelle reste le but du marxisme intégral et sans laquelle l'expérience russe ne peut survivre dans l'esprit de destruction systématique de la civilisation dite capitaliste où elle a été conçue et entreprise. Ainsi, les légions fascistes du camp nationaliste s'opposèrent-elles bientôt aux brigades internationales du

camp gouvernemental ; ainsi se prolongea, pendant deux ans et demi, une guerre civile qui aurait sans doute pris fin au bout de quelques mois par un honnête compromis si des Espagnols seuls étaient restés en présence, mais que les influences étrangères, guidées par la mystique révolutionnaire et la mystique totalitaire, s'employèrent à soutenir farouchement, l'Espagne entière dût-elle en être couverte de ruines. Ce n'est qu'au cours de la dernière phase de la guerre civile, après la bataille de l'Èbre, alors qu'un accord de principe était intervenu au sein du Comité de non-intervention de Londres, que le pouvoir républicain se décida, en principe, à licencier, tout au moins partiellement, les volontaires étrangers servant sa cause. Cela a permis de soutenir, à Genève, la thèse de l'agression étrangère sous le couvert de l'effort nationaliste, mais déjà la partie était perdue pour les Gouvernementaux, et M. Mussolini n'ayant point retiré, malgré l'engagement pris en vertu de l'accord de Londres, les divisions italiennes combattant dans le camp du général Franco, la guerre civile garda, jusqu'après l'occupation de Barcelone, le caractère si spécial d'où est née une menace permanente pour la paix de l'Europe.

Cette lutte sanglante de deux ans et demi constitue une des pages les plus poignantes de l'histoire militaire des temps modernes. Commencée par une simple rébellion, laquelle, en réalité, échoua dès les premiers jours, la guerre civile espagnole s'est développée, pendant plus de trente mois, dans des conditions tout à fait exceptionnelles, une petite armée improvisée et composée d'éléments disparates entreprenant la conquête méthodique d'un grand pays où le pouvoir établi, disposant de la plus grande partie des ressources en armes et appuyé par les masses populaires, était fortement organisé pour la défensive, et s'achève en bataille internationale transformant la terre d'Espagne en champ d'expérience pour les plus puissants moyens de destruction créés par le génie des hommes. Dès le lendemain de l'échec de la rébellion militaire du 17 juillet 1936 dans les centres les plus importants,

le plan du général Franco s'annonçait clairement : s'efforcer, en partant de la base du Maroc espagnol, de relier entre eux les centres de résistance qui avaient pu se maintenir dans certaines régions du pays, de manière à organiser de solides fronts locaux obligeant les Gouvernementaux à éparpiller leurs forces. Le chef nationaliste s'assura ainsi des lignes de départ pour des opérations locales ayant toutes pour objet de préparer, dès la fin de l'été de 1936, une marche concentrique sur Madrid par le sud, l'ouest et le nord-ouest. La prise de Tolède et celle d'Irun avaient grandement facilité ces opérations, et, au début de novembre, le Gouvernement républicain, ayant dû renoncer à faire défendre les lignes avancées de la capitale, dut se transporter à Valence.

On a parfois considéré que le général Franco arrivant devant Madrid, à la suite d'une marche foudroyante, avait manqué, en cette circonstance, de l'audace nécessaire pour enlever la place, où les Républicains n'avaient encore pu organiser solidement leur défense. Mais, en réalité, il ne disposait alors que de très faibles moyens. En tout cas, cet échec provoqua la prolongation du drame espagnol pendant plus de deux ans. Après trois mois de vains et coûteux efforts pour occuper la capitale et couper ses communications avec Valence, les Nationalistes durent se résoudre à transporter la lutte sur des fronts secondaires, tandis que les positions se stabilisaient aux abords immédiats de Madrid. La prise de Malaga par les troupes du général Queipo de Llano, en février 1937, fut le seul fait d'armes réellement important de cette période. Mais, dès le mois de mars, se déclencha l'offensive dans le secteur de Guadalajara, qui avait pour objectif l'investissement de la capitale par l'est, de manière à l'isoler entièrement et à la contraindre à la reddition. Cette vaste opération aboutit, finalement, à un échec, les Gouvernementaux ayant réussi à se dégager par une violente contre-offensive, où les brigades internationales jouèrent le rôle principal, tandis que, du côté nationaliste, les légionnaires italiens eurent à fournir, sans succès, l'effort le plus important.

Là encore, le front se stabilisa pour quelque temps, car les opérations de diversion tentées par les Gouvernementaux se révélèrent sans véritable portée. L'intérêt se reporta, dès le

mois d'avril 1937, sur le front du nord, où une offensive de grand style se développa avec des moyens puissants en Biscaye. L'héroïque résistance des Basques fut un des épisodes les plus émouvants de cette phase de la guerre civile. La prise de Bilbao par les Nationalistes, le 19 juin, l'occupation de Santander, le 26 août, et celle de Gijon, le 21 octobre, marquèrent la fin de toute résistance républicaine en Biscaye et dans les Asturies. Il devenait évident, dès ce moment, que le général Franco avait une suffisante supériorité en effectifs et en matériel pour être assuré de garder, dans tous les cas, l'initiative de la manœuvre. Il pouvait, dès lors, grouper toutes ses forces en vue d'une action décisive et, dès le lendemain de la chute de Santander, on envisageait l'éventualité d'une puissante offensive en direction de la Catalogne, dans l'intention de couper toutes les communications entre la France et le pays catalan. Mais c'était là une opération de grand style exigeant une minutieuse préparation. Pendant des mois, tout se borna à une intense activité de l'aviation. Brusquement, en plein hiver, au mois de décembre 1937, les Républicains réussirent à s'emparer à l'improviste de Téruel, dans l'intention de couper la route menant de cette ville à Saragosse. Les Franquistes ayant amené des renforts importants, la bataille pour Téruel se développa pendant des semaines, usant une partie considérable des réserves des deux partis, et si ce centre, d'ailleurs sans grande importance stratégique, resta finalement aux mains des Nationalistes, cette tragique diversion des Républicains n'en obligea pas moins le général Franco à ajourner l'offensive d'ensemble qu'il avait préparée pour les mois d'automne.

Ce ne fut qu'au mois de mars 1938 que la grande attaque des Nationalistes put être déclenchée sur un front très étendu, comportant trois secteurs principaux : au nord, l'effort pour atteindre les Pyrénées ; au centre, la poussée directe sur Barcelone ; au sud, la ruée en direction de Valence, qui devait permettre d'atteindre le littoral oriental de l'Espagne et avoir pour effet, en cas de succès, de faire tomber Madrid. Lérida fut atteinte le 3 avril ; la limite de la province de Tarragone ne tarda pas à être franchie et, le 15 avril, les troupes du général Franco arrivaient au littoral, à Vinaroz. Mais elles

ne réussirent point à occuper Tortosa, à cause de la solide position défensive prise par les Républicains à l'abri du delta de l'Èbre. Il n'en restait pas moins que l'Espagne républicaine était effectivement coupée en deux : la Catalogne au nord et, au sud, la région de Madrid à Alméria, avec Valence et Carthagène. Bien que la partie paraît dangereusement compromise pour eux, les Gouvernementaux réagirent pourtant avec force et réussirent à empêcher les troupes du général Franco d'atteindre Valence. Ils engagèrent même cette bataille de la boucle de l'Èbre qui fut, autant que celle de Téruel, une bataille d'usure des réserves pour les deux armées en présence.

On pouvait se demander, en effet, si on n'allait pas à une nouvelle stabilisation du front. Les mois d'automne passèrent sans que les opérations en Catalogne, commencées au printemps, fussent reprises. Des bruits relatifs à une médiation éventuelle, à un compromis possible, se répandaient dans beaucoup de milieux étrangers. Est-ce pour y couper court ou par obligation de céder aux instances de M. Mussolini, désireux de voir obtenir des résultats importants sur le terrain avant la visite des ministres britanniques à Rome, que le général Franco joua son va-tout en déclenchant la suprême offensive au cœur de l'hiver? Dans la deuxième quinzaine de décembre, la marche en avant reprit sur l'ensemble du front, désormais continu du nord au sud, de Tremp à Tortosa. Cette dernière ville occupée, les forces franquistes, remontant le long du littoral, menaçaient directement Tarragone. Ce port important, commandant toutes les positions au sud de Barcelone, fut pris le 16 janvier. Alors, toute la ligne nationaliste du centre, à l'est de Lérida, glissa avec une rapidité foudroyante, depuis Cervera jusqu'à Manresa au nord, de Montblanch à Villanueva au sud, de manière à investir progressivement la capitale de la Catalogne. Les soldats du général Franco firent, le 26 janvier, leur entrée à Barcelone, évacuée depuis deux jours par le Gouvernement et les forces républicaines, lesquels s'étaient retirés vers le nord, dans la province de Gérone.

C'était la débâcle, la déroute soudaine sous la poussée irrésistible et continue d'un adversaire dont la certitude de la victoire stimulait prodigieusement l'élan. Les Gou-

vernementaux, serrés de près, furent obligés d'abandonner un matériel important, de laisser aux mains de leurs adversaires un grand nombre de prisonniers. Ils ne trouvaient pas le répit nécessaire pour se regrouper et s'organiser sur des lignes de défense improvisées qui, à peine établies, étaient menacées et débordées par les Franquistes avançant du sud, du sud-ouest et de l'ouest, cherchant à gagner de vitesse les Républicains afin de couper les voies donnant accès à la frontière française. Le Gouvernement de M. Negrin s'était installé à Figueras, mais on se rendait bien compte que ce n'était là pour lui qu'une dernière étape avant la catastrophe finale. Gérone fut occupée le 5 février ; les forces du général Franco arrivaient quatre jours plus tard aux abords immédiats de Figueras, et d'autres divisions se dirigeaient sur Ripoll, le dernier centre important avant la chaîne des Pyrénées. Ce fut, dès lors, la fuite éperdue vers la France, qui représentait pour les vaincus le suprême espoir de salut dans une défaite sans remède. Des dizaines de milliers de vieillards, de femmes et d'enfants, plus de cent mille miliciens et de combattants des brigades spéciales, internationales ou anarchistes, se présentèrent à nos postes frontières, où les réfugiés furent accueillis avec toute la pitié que commandait le devoir d'humanité, mais aussi avec toute la prudence que réclamait la présence sur le territoire de la République d'une telle foule étrangère en détresse. Les combattants des formations régulières furent désarmés et étroitement surveillés. Le monde entier a rendu hommage à la correction et à la générosité de l'attitude de la France en ces circonstances tragiques.

L'effondrement de toute résistance en Catalogne entraînait-il nécessairement la fin de la guerre civile ? Sur le terrain catalan, la question était définitivement réglée, mais il subsistait la zone du sud-est, de Valence à Carthagène et à Alméria, de cette partie du littoral méditerranéen à Madrid qui tenait toujours, en dépit des plus tragiques épreuves et des plus cruelles privations, avec un héroïsme auquel on doit rendre hommage, et dont tout le mérite revint au général Miaja, lequel, jusqu'au bout, sut accomplir son devoir de soldat, tandis que trop de politiciens responsables du désastre où sombrait la République espagnole s'empressaient de chercher un refuge

en France avant même que tout fût consommé. Le cabinet Negrin, après quelques jours de flottement, s'est transporté dans cette région pour s'y reformer et achever une tâche qui ne pouvait plus être que décevante. La continuation de la guerre civile était-elle possible dans la région du sud-est non occupée par les forces du général Franco, alors que les forces navales nationalistes se montraient très actives sur le littoral méditerranéen, alors que l'armée républicaine, démoralisée par la débâcle survenue en Catalogne, voyait ses moyens militaires forcément très réduits? Toute lutte inutile exigeant de lourds sacrifices de vies humaines est criminelle, et la raison commande aux plus audacieux et aux plus résolus d'arrêter l'effusion de sang quand la cause qu'ils servent est définitivement perdue. La seule question qui pouvait encore raisonnablement se poser, était celle de pourparlers à engager avec le général Franco pour liquider la guerre civile qui, pendant deux ans et demi, a ensanglanté si affreusement l'Espagne et pour obtenir d'un vainqueur en situation de dicter ses volontés des conditions réservant, du moins pour l'avenir, la possibilité de voir les Espagnols se réconcilier entre eux et travailler d'un même cœur à la reconstruction de leur patrie commune.

De toute manière, la débâcle militaire en Catalogne et la situation nouvelle créée de ce fait au Gouvernement de l'Espagne, alors que le président de la République, M. Azana, avait été le premier à se réfugier en territoire français, renonçant par là même à l'exercice des pouvoirs qu'il tenait de la Constitution républicaine, a posé une série de problèmes d'une extrême complexité du point de vue national espagnol comme du point de vue international. Il est vrai que cette guerre civile, en raison du caractère très spécial que lui ont donné, dès sa deuxième phase, certaines interventions étrangères, a soulevé constamment des questions de droit et de fait auxquelles on ne connaissait pas de précédents dans l'histoire politique de l'Europe et qu'il a fallu résoudre au jour le jour, en s'inspirant des seules circonstances du moment.

Toute l'activité du Comité de non-intervention de Londres n'a abouti qu'à l'improvisation d'une suite d'expédients destinés à parer au pire. Les incidents qui ont fait obstacle au contrôle naval et ont déterminé en partie l'abandon de celui-ci ; les bombardements par la voie des airs de centres n'ayant aucun caractère militaire et de populations civiles — bombardements qui furent les manifestations les plus cruelles de cette lutte atroce, qui ont fait apparaître aux yeux des moins sensibles et des plus endurcis l'horreur de la guerre moderne, laquelle dépasse, en puissance de mort et de destruction, les plus sanglantes ruées humaines des vieux âges — les massacres inutiles, les actes de spoliation, le déchaînement furieux des pires instincts, l'impuissance des plus sûres bonnes volontés à obtenir l'« humanisation » des méthodes et des procédés de combat, tout cela qui, pendant deux ans et demi, a été un défi permanent à toute civilisation, a révélé un tel recul moral qu'on s'est rendu compte, pour la première fois peut-être depuis la fin de la catastrophe de 1914-1918, du vide qu'à laissé dans la vie des peuples le fait que, politiquement, il n'y ait plus d'Europe telle qu'il en existait une autrefois. S'il y avait encore eu ce qu'on appelait avant la guerre un « concert européen », la non-intervention eût été une réalité et la crise espagnole n'eût jamais pris le caractère qui en a fait l'épreuve la plus redoutable pour la paix générale. En dépit de ses faiblesses et de ses compromis humiliants, la politique de non-intervention n'en a pas moins rempli sa mission, qui était d'empêcher la guerre civile espagnole de dégénérer en conflit international. Mais c'était au moment où le drame se dénouait sur le terrain de l'autre côté des Pyrénées par la victoire du général Franco que la volonté de sauver la paix pouvait être soumise à l'épreuve la plus délicate.

Il ne pouvait plus être question, même du point de vue extrémiste, d'intervenir en Espagne dès lors que la décision militaire était virtuellement acquise. Pour les gouvernements conscients de leurs responsabilités, le principe d'un règlement entre seuls Espagnols, dans la pleine souveraineté d'une nation maîtresse de son destin, valait plus que jamais. C'est précisément là que réside, à l'heure où nous écrivons, le poin-

sensible d'une situation dont personne, au lendemain de la débâcle de Catalogne, ne pouvait prévoir avec quelque certitude les développements. Quelle serait la politique du général Franco dès l'instant où, chez lui, le chef militaire allait devoir s'effacer devant l'homme d'État? Quel régime se proposait-il d'établir dans son pays, et par quelles influences se laisserait-il guider? Par les déclarations qu'il a faites à différentes reprises, on connaissait bien sa formule assez rigide d'une Espagne unitaire, son intention de fonder un ordre autoritaire, mais pourtant assoupli et adapté au tempérament national, avec des tendances sociales assez accentuées, un ordre rappelant, en somme, celui créé au Portugal, avec un sens aigu des nécessités nationales, par le président Salazar. Pourtant, on ne se dissimulait point que le général Franco pouvait être amené, par les circonstances de la lutte qu'il avait eu à soutenir et par les conditions mêmes de la victoire qu'il a remportée, à modifier dans une certaine mesure ses vues premières, à s'inspirer avant tout des intérêts moraux, politiques, sociaux et économiques de l'Espagne nouvelle qui va naître de son effort. Il est le chef militaire auquel tous les adversaires du « Frente popular », quelles que fussent leurs tendances particulières, ont fait confiance pour mener à bonne fin la lutte par les armes entreprise avec l'idée de libérer l'Espagne de toute domination des éléments révolutionnaires, de la sauver du désordre et de l'anarchie, chacun se réservant de faire valoir ses propres conceptions au lendemain de la victoire commune, lorsqu'il s'agirait de reconstruire le pays sur des bases politiques et sociales durables.

Le cas Franco est très différent du cas Hitler et du cas Mussolini. Le chef nationaliste espagnol n'a pas créé de mystique ; il n'a pas rallié tout un peuple à un système politique et social déterminé ; il ignore le racisme, qui est sans signification précise et sans valeur morale aux yeux du peuple espagnol ; il n'a fait, à aucun moment, figure de tribun ou d'apôtre ; il a toujours ignoré l'éloquence par laquelle on fait illusion aux masses populaires. Faisant en conscience son métier de soldat au service d'une cause patriotique, il a accepté tous les concours, d'où qu'ils vinssent, capables de lui fournir les forces combattantes nécessaires à l'exécution de

son grand dessein ; il a eu le sens aigu de l'action militaire sur le plan politique propre au tempérament espagnol. Il n'eut point d'autre souci, peut-on croire, que de mettre de son côté les meilleures chances, de toujours garder l'initiative de la manœuvre, de gagner la guerre — *sa* guerre. Il compte dans les rangs de ses armées et de ses partisans des traditionalistes, des monarchistes, des catholiques fervents, des phalangistes aux tendances autoritaires, même quelques républicains de diverses nuances, et, avec tous ces éléments disparates, il a réussi à faire une force nationale s'affirmant d'un même élan, en dépit des remous d'idées et de sentiments qui accompagnent toute guerre civile. Mais cela ne signifie point nécessairement que, ayant conduit ses troupes à la victoire, il sera seul maître de décider de l'ordre nouveau à établir en Espagne, de la forme du régime dont il convient de doter ce pays, de l'orientation à donner à sa politique intérieure et extérieure.

C'est maintenant qu'il est vainqueur que commence pour le général Franco la tâche la plus délicate et la plus ardue, la partie la plus ingrate à jouer pour la consolidation de son œuvre et pour sa propre gloire. Quelles que puissent être ses préférences personnelles — on sait que, ainsi que la plupart des généraux de la rébellion militaire du 17 juillet 1936, il marqua de l'attachement au régime républicain à ses débuts — il devra compter avec toutes les tendances, souvent nettement opposées les unes aux autres, de l'Espagne nationaliste ; il sera obligé, s'il veut rendre possible la réconciliation des Espagnols entre eux — sans laquelle il ne saurait y avoir de régime durable de l'autre côté des Pyrénées — de ne point décourager le ralliement des éléments démocratiques qu'il eut à combattre pendant deux ans et demi et qui, même dans les provinces les plus sûrement conquises, sont restés une force politique réelle. Il est inévitable que l'activité des partis, sans doute transformés et rajeunis, reprenne en Espagne au lendemain de la guerre civile. L'expérience faite sous la dictature, pourtant assez souple, du général Primo de Rivera a prouvé que le tempérament espagnol, essentiellement individualiste et particulariste, ne s'accommode point d'un régime autoritaire basé sur l'influence d'un parti unique formant la

seule armature politique de l'État, comme c'est le cas en Allemagne et en Italie. On ne va pas systématiquement contre un esprit traditionaliste qui a survécu à tous les bouleversements de siècles d'histoire et qui a lentement formé une âme espagnole infiniment nuancée dans ses replis les plus profonds, dans ses aspirations les plus certaines. Même dans une Espagne unitaire telle que la voudrait le général Franco, les Basques, les Navarrais, les Catalans, les Castillans, pour ne citer que ceux-là, garderont leur caractère propre et continueront de s'affirmer par un particularisme qui, fût-il réduit au seul domaine culturel, n'en exercera pas moins une influence que toute politique véritablement nationale ne saurait ignorer.

Seule la monarchie, avec la souplesse de la règle constitutionnelle qui place le souverain au-dessus des partis et des groupements régionaux, en fait l'arbitre naturel de tous les éléments agissant par les voies légales dans le cadre de la nation, pourrait, semble-t-il, résoudre le délicat problème qui se pose de l'autre côté des Pyrénées. La restauration de la monarchie constitutionnelle paraîtrait dans la logique des choses en conclusion de la victoire des Nationalistes, parce que, après une période de transition nécessaire pour rétablir l'autorité et préparer la reconstruction du pays, elle constituerait la forme de gouvernement offrant les meilleures garanties pour déterminer les ralliements nécessaires. Avant même la suprême offensive de Catalogne, cette solution a été envisagée à Burgos et on a laissé entendre que le général Franco et ses principaux lieutenants inclinaient vers elle. La fondation d'une dynastie nouvelle n'est guère probable, encore que certaines influences étrangères — surtout italiennes — aient paru un instant s'exercer dans ce sens. Le peuple espagnol ne l'accepterait sans doute que difficilement, alors qu'il subsiste une dynastie proprement espagnole qui n'a jamais abandonné, que l'on sache, l'espoir de voir rétablir ce qu'a détruit la révolution dite pacifique de 1931 - celle dont on a dit qu'elle s'était accomplie sans que fût versée, une goutte de sang, mais qui, dans ses développements, s'est révélée comme l'une des plus tragiques de l'histoire. Verra-t-on s'avancer au premier plan de la scène, à Madrid, le prince

héritier Juan, troisième fils du roi Alphonse XIII et de la reine Victoria, ou bien verra-t-on Alphonse XIII lui-même remonter sur le trône? Il n'a jamais fait acte d'abdication, on le sait; il a quitté l'Espagne le 13 avril 1931, après de simples élections municipales nettement à gauche dans les grands centres, mais qui, dans l'ensemble, n'impliquaient pas une condamnation formelle de la monarchie. Il est vrai que, même parmi les libéraux et les conservateurs, Alphonse XIII avait encouru une certaine désaffection depuis la dictature de Primo de Rivera et que, de ce fait, des préventions peuvent encore exister actuellement dans quelques milieux modérés à son égard; mais il y a, en faveur de sa cause, des arguments qui peuvent être décisifs dans les circonstances auxquelles il va falloir faire face. Alphonse XIII a pour lui un sens aigu des différents aspects du caractère espagnol, une connaissance précise de ce qui est possible et de ce qui ne l'est pas dans un pays où les particularismes doivent être ménagés, où les nécessités varient d'une province à l'autre; il a pour lui son expérience du « clavier » politique espagnol et des ressources morales d'un peuple qui, dans la chaîne des générations et en dépit du flux et du reflux des révolutions, demeure immuablement semblable à lui-même. C'est pourquoi le souverain d'hier doit vraisemblablement s'imposer demain comme le chef et l'animateur d'un État à reconstruire tout entier.

Au moment où paraissent ces lignes, ce n'est pas seulement le sort de l'Espagne, mais, par la solution dans un sens ou dans l'autre qui interviendra, le destin même de l'Europe qui se fixe pour toute une période de l'histoire. Il ne suffit pas que toute menace de bolchevisation du sud-ouest du continent soit désormais écartée; il faut également, pour que la paix générale soit assurée, que l'on ait la certitude que l'Espagne ne sera pas entraînée dans le sillage des puissances totalitaires, ne deviendra en aucun cas une base d'opérations contre la France et l'Angleterre dans la Méditerranée occidentale. Là est, depuis le début, du point de vue européen, un des aspects les plus troublants, les plus angoissants de la question espagnole, et c'est pour cette raison que toute

politique de soutien déclaré ou inavoué à l'un des deux partis aux prises a été, par sa nature même, lourde de graves conséquences pour l'avenir. Sous la pression d'éléments extrémistes invoquant la solidarité démocratique, laquelle n'avait pas à jouer dans un tel conflit intérieur, alors surtout que la France avait pris, en plein accord avec l'Angleterre, l'initiative de l'accord général de non-intervention, des erreurs furent commises par nécessité peut-être de maintenir une majorité parlementaire qui, dans la suite, s'est rompue d'elle-même sous l'effet de tragiques circonstances extérieures. On ne fait point la politique d'un grand pays, ayant pour objet la sûre sauvegarde d'intérêts vitaux, avec du sentiment, avec un attachement systématique à des formules, si généreuses qu'elles puissent être, qui se trouvent dépassées par les événements. Si la politique est l'art des possibilités, c'est des seules réalités de l'heure, qui donnent la mesure exacte des possibilités pouvant exister, qu'il importe de s'inspirer. Or, la réalité ici, c'est le fait qu'en raison de sa position géographique sur le continent, dans la Méditerranée et dans le nord-ouest de l'Afrique, l'Espagne constitue un facteur essentiel de la sécurité française, qu'elle commande les grandes voies de communication de l'empire français et de l'empire britannique, que son existence indépendante est une des conditions de l'équilibre politique là où la rupture de celui-ci pourrait être pleine de danger pour la puissance française et la puissance anglaise dans le monde. Des relations de bon voisinage avec l'Espagne, quel que soit le régime existant à Madrid, ont toujours été un des arguments permanents de toute politique française, et il en sera nécessairement ainsi demain comme hier.

C'est pourquoi on a pu considérer que ce fut une erreur pour la France de rester trop longtemps absente de Burgos, alors que l'Angleterre et d'autres puissances, qui ne sont pas moins démocratiques qu'elle, y avaient déjà établi les contacts s'imposant pour la sauvegarde d'intérêts importants. La mission accomplie à la onzième heure à Burgos par M. Léon Bérard a eu pour effet de préparer, sous ce rapport, un redressement précieux de l'activité diplomatique déployée par l'Angleterre et la France au moment même où la décision mili-

taire était acquise en Catalogne, et elle a produit chez les Nationalistes espagnols la plus heureuse impression. Une atmosphère nouvelle fut ainsi créée ; des perspectives se découvrirent que les passions partisanes masquaient jusque là, mais qui tiennent à la nature profonde des choses et qu'une politique de prudence et de raison, une diplomatie habile peuvent contribuer à élargir rapidement. Dans quelle mesure l'Italie fasciste remplira-t-elle en conscience l'engagement qu'elle a pris aux termes de l'accord italo-britannique du mois d'avril 1938 et des assurances formelles données par M. Mussolini à M. Chamberlain de respecter le *statu quo* dans la Méditerranée et de ne point rechercher en Espagne ou dans les possessions espagnoles de privilèges politiques et économiques? Les réactions de la presse italienne contre tout rapprochement de Paris et Londres avec Burgos ne portent que trop à craindre que le Gouvernement de Rome ne médite, malgré tout, d'exploiter un éventuel règlement de la question espagnole aux seules fins des revendications fascistes à l'égard de la France, dût-il en résulter les plus graves complications. Mais ce jeu dangereux ne deviendrait possible que si l'Espagne nouvelle s'y prêtait avec une complaisance d'autant plus coupable qu'elle aliénerait par là sa propre indépendance. Or, il faut bien constater que, même dans ses manifestations de gratitude les plus accentuées pour le soutien qu'il reçut de l'Italie et de l'Allemagne, le général Franco, dont la loyauté doit nous inspirer confiance, n'a jamais caché qu'il maintiendrait avec la plus grande fermeté l'intégrité territoriale et la pleine souveraineté de son pays, qu'après la guerre civile aucune force étrangère, fût-elle réduite à l'extrême, ne serait tolérée sur le sol de l'Espagne. On ne saurait oublier non plus que lors de l'alerte du mois de septembre dernier, le chef nationaliste a donné à l'Angleterre et à la France des assurances formelles en ce qui concerne la neutralité espagnole en cas de conflit international. Ce sont des promesses qu'on peut tenir pour sincères parce qu'elles sont rigoureusement conformes à l'intérêt espagnol, parce que ce n'est que dans l'équilibre des puissances dans la Méditerranée occidentale que l'Espagne, qu'elle soit monarchiste ou républicaine, peut trouver des garanties absolument sûres

pour sa liberté dans la dignité. L'amitié de la France et de l'Angleterre est aussi indispensable à l'Espagne de demain que la neutralité amicale de celle-ci est nécessaire à la sécurité générale des deux grandes puissances démocratiques. C'est la seule vérité politique sur laquelle il soit possible de bâtir un ordre durable quand la guerre civile sera définitivement éteinte de l'autre côté des Pyrénées.

ROLAND DE MARÈS

LE MOUVEMENT ARTISTIQUE

M. Janis Silins, dans sa préface au catalogue de l'Exposition de l'art de la Lettonie (Jeu de Paume des Tuileries), assure que le caractère de l'art letton est déterminé par « l'évolution générale de l'art européen, la destinée historique du peuple letton et sa psychologie, la situation géographique particulière de la Lettonie ».

Le visiteur a ratifié cette définition. On lui montrait, sous des cieux semés de nuages, des plaines agréablement variées, toujours voisines de l'eau des rivières et des lacs ou des flots de la Baltique ; une capitale qui, suivant l'heure, le temps et le peintre, reflète dans la Dougawa (la Dvina) des façades colorées ou fond dans l'atmosphère ses toits et ses tours ; des faubourgs industriels et des villages paisibles ; on lui montrait des hommes aux visages rudement modelés, fils d'une nation de paysans et de marins, des femmes blanches aux yeux de rêve : telle est l'œuvre, en Lettonie, de la géographie et de l'histoire. Mais les modes d'expression des artistes ne diffèrent guère de ceux de leurs contemporains d'autres pays, surtout des Français et des Belges ; ils ont écouté les mêmes leçons, ils collaborent aux mêmes mouvements : c'est ainsi que « l'évolution générale de l'art européen » contribue à l'art letton, vraiment original lorsqu'il utilise ou qu'il sert son pays et ses hommes.

Les précurseurs de l'école actuelle se sont révélés entre 1890 et 1900. On nous a présenté ainsi Janis Rozentals, qui,

de portraits conçus à la manière des peintres à la mode vers 1900, sut passer à de libres scènes arcadiennes, vivement colorées ; Purvitis, maître du paysage moderne, dont les œuvres équilibrées, au coloris harmonieux, donnèrent leurs premiers modèles à tout un groupe d'élèves : Kalnins (*Flotteurs*, solide groupe de joueurs de cartes qui s'oppose à un fluide cours de rivière), Artums (une curieuse *Gare*), Breikss (*Automne*), Eglé (agréables paysages doucement colorés sous des ciels gris), Kalnroze (sa *Ville au bord de l'eau* est d'un charme doux et prenant), Skride (*Marché*). Kuga, peintre de décors chatoyants, et Matvejs (un *Pétersbourg* voilé, semblable à un faubourg de Paris) sont contemporains de Rozentals et de Purvitis.

Grosvalds, très influencé par l'école de Paris, inaugura la période contemporaine par des œuvres où il tendait à une stylisation symbolique (*Réfugiés*, scènes persanes), cependant que Kazaks, au moins dans les portraits qu'on nous a montrés, s'efforçait d'accentuer le caractère de ses modèles. Parmi ceux qui les ont suivis se manifestent les tendances les plus diverses. Bine (*Vie champêtre*), Eliass (*Auprès du puits*) et Vardaunis (*Scierie*) rendent avec bonheur la nature lettone. Parmi les peintres de figures, Liberts a exposé une redoutable effigie masculine, Neilis des portraits extrêmement variés de ton et un *Nu* chaudement modelé. Les personnages de Tone se dégagent avec peine de fonds enveloppants. On peut préférer aux figures d'Otis Skulme un joli effet de soleil *Sur le balcon*. Les paysages et le nu envoyés par Urbans sont également solides.

Dzenis a exposé des bustes d'hommes curieusement modelés, Zalkans une statuette de paysanne très stylisée, Jansons un buste de professeur inutilement colossal. Peut-être les sculptures les plus remarquables étaient-elles les figures sereines, taillées dans le granit, par Marta Skulme Liepina (Tête) et Zemdega (Solitude).

On nous offrit aussi des objets d'art populaire charmants, présentés avec un goût exquis, mais j'avoue avoir peine à distinguer en ma mémoire certaines poteries de celles qu'on montra aux Arts décoratifs et qui étaient l'œuvre d'artisans français d'autrefois ; certaines broderies de celles — bons

types d'art roumain — que M. Tzigara Samurcas nous fit naguère admirer. Cet art populaire est trop souvent identique sous les cieux les plus divers. Les orfèvreries, les bijoux qui mêlent l'argent et les pierres de couleur sont plus originaux.

L'art letton contemporain, qui a su choisir ses maîtres occidentaux et adapter leur enseignement, nous a donné une des plus agréables expositions étrangères qu'ait montrées le Jeu de Paume.

Picasso a exposé (galerie Paul Rosenberg) des œuvres peintes de 1936 à 1938 qui sont surtout des natures mortes de petite dimension, où la forme des objets est à peine « revue » par le peintre, où les tons sont assemblés avec une sûreté, un goût séduisants. Cet épisode d'une carrière si chargée ne justifierait pas une discussion esthétique de plus ; l'occasion, certes, se retrouvera. Mais peut-être n'est-il pas mauvais de rappeler ici l'intérêt que présente, pour l'histoire de l'art, l'œuvre de Picasso, cas presque unique. Pour parler de lui, on a trop entassé les formules idolâtres ou les injures qui, chose curieuse, sont employées parfois, successivement, par les mêmes écrivains... Le scandale ou le miracle Picasso ne sont pas si simplement explicables. N'est-il inspiré que par la spéculation? Mais on ne verrait pas pourquoi l'artiste, à dix reprises assuré d'un solide public d'amateurs, continuerait à se renouveler constamment, ce qui, on le sait, n'est pas fait pour retenir une clientèle. Son succès est-il seulement l'effet du snobisme? Mais alors, comment expliquer l'attrait exercé par cette œuvre sur un public aussi varié que constant, ces centaines de visiteurs quotidiens, gens du monde, étudiants, étrangers aussi bien que peintres et bourgeois français de toute condition? Voilà ce qu'il faudrait tenter d'expliquer. Je vois bien qu'André Villebœuf retrouve chez Picasso l'imitation directe de dix maîtres d'autrefois qu'il cite. En ce cas, l'engouement du public aurait une autre raison : il feuilletterait Picasso comme une anthologie. Cette explication devrait être précisée. Même alors, suffirait-elle?

Les journaux ont annoncé qu'au château de Vincennes une « décoration » nouvelle avait été placée dans l'ancienne salle

des Gardes du pavillon de la Reine, aujourd'hui musée de la guerre de 1914. Disons au visiteur que, s'il y va chercher un ensemble décoratif, il sera déçu.

Il trouvera une vaste salle rectangulaire, percée de fenêtres irrégulièrement disposées, dont les murs portent une décoration Louis-Philippe et le plafond un *Apollon* (?) de Michel Dorigny, où sont exposées des médailles, des gravures, des tableaux, des autographes, des bibelots de toute sorte. Sur les quatre panneaux voisins des fenêtres, on a placé quatre tableaux : un *Départ en* 1914, anecdote symbolique agrandie, en bleu, rouge et or, de Maurice Asselin ; un *Poste de secours*, d'André Fraye, toile grise que remplissent de longues figures en capotes bleues ; un *Défilé de la Victoire*, où Boussingault a groupé, au long d'un drapeau tricolore, deux anges, deux femmes et trois soldats ; une *Entrée à Strasbourg*, d'Othon Friesz, aux couleurs papillotantes.

Chacune de ces toiles a ses mérites et leur assemblage déconcerte. Leurs compositions ne s'harmonisent pas plus que leurs couleurs ne s'accordent. Les décorations anciennes, les autres tableaux accrochés ça et là, le minable mobilier du musée, tout ce voisinage hétéroclite ajoute à la gêne du visiteur que rien ne vient consoler, pas même la vue, par les fenêtres, des bâtiments désastreux construits par le génie militaire. Cet ensemble, — si l'on ose ainsi parler, — est tout à fait décevant.

Au Collège de France, le grand vestibule des laboratoires a été disposé par les architectes A. et J. Guilbert sur un plan circulaire qui s'ouvre largement pour les portes et pour la cage d'escalier. Deux vastes espaces pleins demeurent, à droite et à gauche, sous la corniche que soutiennent quatre colonnes de béton armé ; le directeur des Beaux-Arts a chargé Pierre Bompard de les décorer. L'artiste a fort judicieusement choisi pour thème les éléments et ce que l'homme en a tiré. Peut-être pourrait-on préférer la claire composition où, sur un océan que le cyclone soulève en son centre, voguent des vaisseaux de tous les temps, cependant que des aéronefs variés sillonnent l'air. En effet, le panneau consacré à la terre et au feu qui, devant un fond de montagnes volcaniques, présente les travaux de l'agriculture à côté de ceux de l'ar-

chitecture et de l'industrie, est un peu plus confus. Mais, de part et d'autre, l'équilibre des parties de la composition et des couleurs entre elles et avec l'architecture est soigneusement cherché.

Enfin, au centre de la pièce, Poisson a placé un luminaire de bronze, double figure de femme issue d'une gaine commune; ses quatre bras soutiennent la corbeille d'où la lumière jaillit vers le plafond.

Ces peintures, cette sculpture prises isolément ne seraient sans doute pas l'œuvre la plus originale de chaque artiste. Cependant, leur réunion à l'architecture, étudiée, voulue est harmonieuse et plaisante. Une décoration collective exige une collaboration, c'est-à-dire des sacrifices.

La meilleure solution consisterait-elle à charger un seul artiste de l'ensemble d'une décoration? Sans doute, si celle-ci n'entraîne pas l'emploi de plusieurs techniques : depuis la mort de Michel-Ange, il est peu d'artistes qui soient en même temps architectes, peintres et sculpteurs; par exemple, on doit souhaiter que la peinture d'une salle ou d'un édifice soit de la même main.

Une municipalité intelligente, celle de Vesoul, a fait et a réussi cette tentative. Elle a confié la décoration du vestibule et de toute la cage d'escalier de sa nouvelle mairie à Decaris et ces fresques, d'un coloris volontairement atténué, ennoblissent un monument par lui-même assez banal.

A cette échelle, les compositions de l'artiste ne perdent rien de leur bel équilibre habituel. Accueilli aux trumeaux de l'entrée par deux grandes figures de Vertumne et Pomone, le visiteur voit d'abord, sur la paroi de droite, l'image des jardins qu'arrose le Durgeon. Puis, à gauche, au mur où s'appuie l'escalier, le panorama de Vesoul commence à se déployer, ingénieusement disposé, sur le grand panneau qui monte jusqu'à l'étage, à travers de grands arbres où s'appuient des figures à peine stylisées. Au repos de l'escalier comme à la deuxième montée d'autres groupes animent la vigne et la forêt comtoises. Enfin, au palier du premier étage, une vue de plaines ondulées complète une synthèse régionale vivante et harmonieuse. La municipalité de Vesoul donne ainsi à sa sœur parisienne un exemple que celle-ci devrait bien suivre quelque jour.

o o

Sur l'inutile éclat d'une réception nocturne plus ou moins mondaine, le musée de l'Homme (ancien musée d'Ethnographie, palais du Trocadéro, aile de Passy) a inauguré sa nouvelle salle d'Amérique.

Tout ce qui est exposé là n'est pas objet d'art mais on peut y admirer quelques chefs-d'œuvre. Surtout, la méthode selon laquelle on les expose, la plus suggestive qui soit, mérite d'être examinée.

La salle se lit comme un livre. Contre la paroi de gauche des cartes, de courts textes disent au passant, à grands traits, l'histoire et l'habitat du peuple étudié. Les vitrines voisines font la synthèse de sa vie et de ses principales activités en montrant quelques spécimens caractéristiques vêtements, armes, instruments. Des vitrines perpendiculaires à celles-ci, reprenant chacun de ces objets, en présentent les divers aspects, par exemple les principales formes des harpons, des flèches, des parures employés. Les séries complètes, qui tendent vers l'infini, sont rangées hors la vue du public, à la disposition des hommes d'étude. Ainsi le visiteur n'est jamais rebuté par l'entassement des objets et peut saisir tout de suite la beauté ou l'intérêt des pièces qui lui sont montrées, bien isolées les unes des autres, clairement expliquées par des étiquettes.

Il faut aller voir cette salle, nette comme un laboratoire et chatoyante comme une volière, où la civilisation des Amériques se déroule, de la Terre de Feu à l'Alaska, en un film continu. Il faut admirer les étonnantes flèches emplumées Bororo, les vanneries à grecques noires de la région amazonienne, les tissus et les bijoux d'or andins, la céramique du Pérou, les masques de pierre dure des Antilles, les sculptures du Mexique. Il faut, en pressant sur tel bouton, illuminer les vitrines de glaces et de bois verni ; en poussant tel autre, faire avancer, sur une sorte de petit théâtre, les fameuses peaux de bison peintes, achetées par Louis XVI — beaucoup des pièces célèbres viennent des collections de nos rois. — Il faut, au passage, admirer, par les immenses baies, les vues sur Paris.

Il faut enfin, après avoir vu tant de rares et belles choses, féliciter les organisateurs de cette fête des yeux et de l'intelligence : M. Paul Rivet, directeur du musée, et ses collaborateurs en ce département, madame Soustelle et M. Henri Laimant.

o o

J'avais, je l'avoue, ignoré jusqu'ici les nombreuses œuvres de Vernon Lee, l'essayiste anglaise morte, fort âgée, il y a peu d'années. La lecture des extraits que, sous le titre d'*Études et réflexions sur l'art*, Mme Berthe Noufflard a eu l'excellente pensée de choisir et de traduire avec beaucoup de charme (Corréa, éditeur), me le fait regretter.

Il semble que les Anglais parlent mieux que nous des choses d'art, sur un ton plus uni, d'un accent plus retenu, sans trop de ces comparaisons intempestives, de ces vulgaires kyrielles d'épithètes qui font une si grande part de notre critique. Peut-être, simplement, s'écoutent-ils moins parler des œuvres d'art qu'ils ne s'efforcent à les comprendre, à les aimer, à transmettre les raisons de leurs goûts. Pas toujours très savants mais si appliqués, si sérieux, leur prosélytisme à la fois tendre et pratique finit par toucher, par convaincre.

Vernon Lee, elle, était riche de tout ce que l'Allemagne, l'Angleterre, la France et l'Italie — pays dont la langue et l'art lui étaient également familiers — peuvent apporter à un excellent esprit. Elle marche pourtant du même pas modeste et sûr.

Il avait plu très fort, ce dernier jour, à Vérone et le ciel s'était éclairci dans l'après-midi... Les pierres étaient encore mouillées mais le ciel était clair... des nuages humides voguaient au-dessus des tours, les pigeons de la ville picoraient sur le dallage et s'envolaient dans les crevasses du palais... Invisible derrière les toits, le soleil se couchait... C'est à cette heure, au son des cloches, que ce qui forme le génie des vieilles villes paraît se rassembler et s'impose à nos cœurs. Il est indéniable qu'il existe des lieux qui deviennent, pour certains d'entre nous, les objets d'un sentiment intense et très intime... Ils peuvent nous toucher comme touchent des créatures vivantes et l'on peut avoir avec eux des amitiés d'une espèce très profonde et pleinement satisfaisante...

C'est de cette simple vision qu'elle part pour définir le *genius loci*. Ailleurs, la rencontre, sur quelque linteau de Florence, d'un vase sculpté aux cinq œillets l'acheminait

peu à peu vers une vue d'ensemble de l'imagination dans l'art renaissant. Mais il faudrait citer toute l'œuvre et, par exemple, telles pages sur Sienne et l'art siennois (elles ne figurent pas dans les *Études et réflexions*), qui me semblent en faire goûter la fraîche poésie mieux que tout ce que j'ai lu.

M. Louis Hourticq (*Histoire générale de l'art. Italie du Sud.* Collection « Ars una », Hachette) suit une tout autre voie que la patiente essayiste ; il court droit au fait.

Chacun des livres de M. Hourticq suscite la même admirative surprise ; on est toujours étonné de voir tout ce qu'il sait et comme il sait l'exposer. Nul domaine de l'art ne lui est étranger, il semble qu'il ne soit pas de problème auquel il n'ait songé. Avec la même parfaite aisance, il révise l'œuvre de Poussin et de Giorgione ou condense, en huit chapitres, l'histoire d'une bonne moitié de l'art italien pendant quinze siècles au moins. Car ce terme d'Italie *du Sud* ne doit pas tromper : le livre embrasse Bologne et Naples, l'art des catacombes et le Forum de Mussolini.

Dans un discours suivi, d'un style élégant et fluide, il met en place les hommes, les faits, les œuvres en les caractérisant d'un mot juste, en les éclairant par les rapprochements nécessaires. L'origine de l'école siennoise est indiquée aussi justement que le sont les influences diverses qui modelèrent le type du palais florentin. On aime à trouver, dans une courte phrase, le rappel des précédents et des contemporains de ces « peintres de la réalité » français que des admirateurs zélés semblent croire nés d'une génération spontanée. L'influence que la vigoureuse reprise de la prédication par la contre-réforme a exercée sur l'architecture religieuse baroque est exactement définie mais les origines littéraires et politiques de la réorganisation urbaine de la Rome fasciste ne sont pas oubliées.

Un copieux index rappelle, pour chaque artiste et chaque ville, les dates et les œuvres capitales ; il achève de faire de ce livre un *compendium* du sujet qui servira beaucoup à tous les amis des arts et, gageons-le, à quelques jeunes conférenciers.

Les architectes se plaignent parfois, non sans raison, de l'obscurité relative où la coutume laisse leurs travaux. Dans

le moindre musée de province, la moindre croûte voit désigner son auteur, vrai ou prétendu. Pour savoir qui est responsable de l'hôtel des postes ou de la cathédrale, vous aurez fort à faire.

En lisant M. Louis Hautecœur (*De l'Architectecture*, Albert Morancé, éditeur), en faisant le compte de ce qu'un édifice exige de science et d'art, on est frappé de cette injustice mais on n'est pas moins saisi de l'ampleur de la matière embrassée par l'écrivain. Un grand architecte doit être à la fois un ingénieur, un hygiéniste, un économiste, un psychologue et aussi un artiste, mais pour exposer successivement les conditions matérielles, sociales et économiques de l'architecture, pour suivre la naissance et l'évolution des formes, pour définir enfin les conditions artistiques de toute architecture, M. Hautecœur doit montrer une compétence égale. Archéologue et historien, il lui souvient, heureusement, d'avoir été surintendant des beaux-arts d'un grand royaume étranger.

Il s'est volontairement limité. Dans l'ordre que nous avons dit, il prend les éléments de toute construction et donne les définitions les plus humbles pour parvenir peu à peu aux considérations générales. Ce livre, concis et plein, constitue une grammaire de l'architecture considérée dans son histoire et dans l'état actuel des techniques.

La place manque pour passer au détail; pour juger des lumières qu'une solide culture historique peut jeter sur une question d'art, il suffira de lire le chapitre consacré aux conditions sociales et économiques de l'architecture et, en particulier, l'étude de l'influence exercée sur elle par l'action politique et fiscale. Il y a là des pages lumineuses.

Deux querelles, pour clore. Il me semble que la grave discussion sur le rôle constructif ou simplement décoratif de la croisée d'ogives est d'abord réglée trop décisivement (p. 40), puisque la théorie « décorative » de M. Abraham est étudiée plus loin dans le détail (p. 132). D'autre part, il faut adjoindre au volume actuel un petit glossaire à l'usage des non initiés : comment, par exemple, se représenter immédiatement qu'un architecte qui veut établir une maison à charpente de bois en encorbellement sur la rue risque, s'il *embrève un pigeâtre, d'affamer le poteau* (p. 52)?

Obtenons de l'éditeur ce glossaire, éclairé de quelques croquis, et nous aurons la meilleure introduction à l'histoire de l'architecture française que M. Hautecœur prépare depuis longtemps et nous donnera, espérons-le, bientôt.

C'est encore M. Louis Hautecœur qui a pris l'heureuse initiative de réunir, dans une collection critique, *les Monuments datés de la France*, collection que *L'art pré-roman*, de M. Jean Hubert (Éditions d'art et d'histoire) vient d'inaugurer. Une chronologie exacte doit être, en effet, à la base de toute discussion historique et de bien des comparaisons esthétiques, faute de quoi tout s'écroule. Ainsi que le montre M. Hubert, on en vient, comme Viollet-le-Duc, à fausser toute l'histoire architecturale du haut moyen âge, parce qu'on a daté quelques monuments avec une erreur de deux cents ans.

L'étude de M. Hubert porte sur six siècles (du IVe au Xe), dont l'on ne saurait dire que les monuments subsistent très nombreux. Il faut admirer comment il a pu tirer des conclusions précises des choses qui demeurent — ses enquêtes sont à mailles très serrées — et de celles dont on trouve quelque témoignage ; comment, sous sa main, les textes viennent en aide aux faits.

Voici, me paraît-il, à peu près ce que pense M. Hubert. L'architecture chrétienne de Gaule a pris ses formes essentielles à l'Orient chrétien, bien avant le VIe siècle et le premier âge d'or byzantin : dès les premiers temps de la christianisation. Les relations entre les diverses rives de la Méditerranée et leurs arrière-pays, régulières dès l'établissement de la paix romaine, au premier siècle de notre ère, ont duré jusqu'au VIIIe, jusqu'à l'invasion arabe qui, Henri Pirenne l'a montré, commença seule à séparer, à opposer l'Asie et l'Europe. Le VIIe siècle gaulois, celui de Dagobert, époque de grande prospérité, fut un « véritable âge d'or » pour la vie monastique et, par voie de conséquence, pour les artistes de tout ordre. Aussi quand, au VIIIe siècle, la ruine des provinces méridionales de la Gaule interrompit l'importation dans nos régions du Nord des sarcophages, des colonnes, des chapiteaux de marbre, l'architecture et la sculpture y étaient déjà si bien fondées qu'elles purent, négligeant ces apports extérieurs,

s'orienter d'elles-mêmes vers des voies nouvelles et heureuses que la renaissance carolingienne affirma dans toute la Gaule. Elle dura, il est vrai, trop peu d'années que suivirent les longues périodes de ruine et de décadence du xe et du xie siècles. Lorsqu'au xiie siècle, la renaissance romane s'amorça, elle demanda ses premières leçons non pas aux édifices mal conçus et mal construits par les âges qui l'avaient immédiatement précédée mais bien à ces œuvres plus parfaites du viiie et du ixe siècles. Ainsi M. J. Hubert, faisant « comprendre tout ce que l'art du moyen âge doit à celui de la Gaule chrétienne », recule plus loin encore qu'on ne le fait souvent l'origine de nos traditions artistiques.

Sans doute, cette argumentation peut paraître un peu rectiligne et sans doute, si l'on en avait le loisir, on pourrait en discuter certains détails — je pense en particulier aux raisons tirées des interruptions des listes d'évêques au viiie siècle, à celles obtenues par l'examen de la fameuse épée de Childéric. Quoi qu'il en soit, peu de thèses sont plus sérieusement fondées ni plus subtilement défendues.

o o

Rendons grâces, dès l'abord, aux organisateurs du Congrès des sciences administratives. Ils nous donnent aujourd'hui le compte rendu des travaux qu'ils ont consacrés, en 1937, aux *Projets d'aménagement des villes et des régions* (Institut international des Sciences administratives) et l'on voit qu'ils n'ont pas employé, du moins dans le titre, cet affreux mot d'*urbanisme* dont on finira par user, hélas, mais bien malgré soi.

Les problèmes juridiques, administratifs et financiers que pose aujourd'hui l'art d'aménager et d'embellir les villes sont, on peut le penser, extrêmement complexes. C'est pourquoi l'ordre auquel les rédacteurs, et à leur tête M. Henry Puget, spécialiste de ces questions, ont soumis les discussions était ici bien nécessaire. En même temps, ils n'ont rien négligé; aussi, tout chargé qu'il soit des textes administratifs obligatoires, leur livre est intéressant pour tous. On en pourrait juger en lisant, par exemple, l'étude par M. le colonel Vauthier des modifications radicales que les futures guerres aériennes entraîneront pour l'architecture ou bien le rapport où M. Jean

Hourticq établit que, pour réussir, l' « urbaniste » — nous y voilà ! — doit « allier le sens de la tradition à celui de l'adaptation ». Enfin, rien n'est plus curieux que de voir, grâce à M. Puget, comment les nécessités modernes de l'aménagement des villes font reculer les plus vieux principes de l'Angleterre : respect de la propriété privée, autonomie des autorités locales, prééminence du juge sur l'Administration. Ample matière à sérieuses réflexions.

PIERRE D'ESPEZEL

Si l'exposition que, chaque année, le Syndicat des Négociants en objets d'art organise au Salon des Arts ménagers n'était que rétrospective, elle ne pourrait remonter bien haut : elle nous montre successivement des salles à manger, des chambres à coucher, des boudoirs, et l'on sait que la spécialisation des pièces d'habitation — qui d'ailleurs semble en voie de disparaître — ne date guère que du règne de Louis XIV. Mais ses organisateurs entendent surtout prouver, en composant des ensembles harmonieux, « comment on peut utiliser des objets anciens dans un cadre où certains éléments modernes entrent en jeu ».

C'est dans cet esprit qu'Imbert avait combiné un joli « bureau de madame », où les meubles tournent autour du Premier Empire ; Jean Chélo, un amusant bureau Louis XVIII, dont les murs blancs et le plafond en manière de tente militaire font valoir les meubles clairs ; Serge Roche, un « bureau Louis XIV », qui eût bien étonné le grand roi mais dont la cocasserie était pleine de goût ; Salva, le « bureau ancien d'un homme moderne », où l'on jouerait plutôt du Musset que de l'Henri Becque, entre de belles boiseries du XVIe et de magnifiques faïences persanes. L'ensemble le plus homogène était évidemment le « bureau-bibliothèque Régence » de Raymond Grellou. La somptueuse boiserie, la table, les fauteuils et jusqu'aux chenets ne sont pas seulement beaux et « d'époque » ; leurs formes, leurs couleurs s'harmonisent si bien que l'amateur qui passe voudrait s'établir dans ce cadre confortable et somptueux. A côté des plus heureuses recherches modernes, de telles traditions décoratives auront toujours leur place.

◆ Le musée Galliéra vient d'exposer une fort belle série de reliure anglaises, des débuts de l'imprimerie à nos jours : reliures royales faites pour Henry VIII, Élisabeth ou les Stuarts, somptueuses reliures d'amateurs des XVIIe et des XVIIIe siècles, pièces romantiques. Il eût été curieux de voir ce que donna l'époque des pré-raphaëlites, cette série manque. Mais on trouvera quelques exemples des reliures de 1900 jusqu'à nous. Enfin le « Cercle de la première édition », de Londres, expose les cinquante plus beaux volumes parus l'année dernière en Angleterre et, par conséquent, de belles reliures, les éditeurs anglais ne vendant pas leurs livres brochés. Il y a là d'agréables choses. Parallèlement, une exposition du livre français vient d'être ouverte à Londres.

◆ Louis Jou a exposé des œuvres récentes et remarquables. Des gravures pour le *Mémorial du roi Albert*, un *Cantique des Cantiques* fait pour les médecins bibliophiles, une suite de la *Vie du Christ* en vingt-quatre planches ; des dessins de mains. C'est chez Pelletan-Helleu où, en même temps, quelques peintres de la neige, Maurice Denis, Lucien Simon, A. Barbier, Charlot, Marquet,

madame Jouclard, démontraient l'erreur de ceux qui assurent que ce sujet n'est pas pictural.

◆ M. Lieure, excellent historien et apôtre de la gravure, nous a montré (Maison des Étudiantes) les œuvres d'Albert-Philibert, peintre et lithographe, qui vient de mourir : lithographies originales de paysages d'un grand sentiment, d'une technique sûre, où les arbres sont admirables, et peintures préparatoires qui montrent sur quelles études, quelles éliminations cet art délicat était fondé.

◆ Quelques expositions intéressantes à la galerie Charpentier.

Nous avons peu de bons animaliers, peut-être parce que nous n'aimons guère les bêtes. Or, Deluermoz vient, une fois de plus, de nous montrer les animaux les plus divers, du cochon gras au lion, en passant par l'âne, avec une si souple habileté qu'on se persuade qu'il les connaît et les aime tous également. Une de ses meilleures séries est celle qu'il a consacrée aux taureaux d'Espagne et aux hommes qui en vivent, ou en meurent.

Mademoiselle Suzanne Masse voit assez juste pour goûter, sur la côte méditerranéenne, autre chose que l'éternel poudroiement de couleurs sous le soleil qui encombre les cimaises depuis que ces malheureuses plages sont à la mode. Elle rend avec bonheur ces effets de contre-jour violets, si puissants, qui mettent en Provence une Bretagne inattendue. Toute son exposition, très diverse, montrait d'ailleurs la même variété de talent.

Une petite exposition de Venise (Charles Blanc, Édouard Mac Avoy, Yves Brayer) nous fit plaisir en montrant les paysages de Mac Avoy, compositions équilibrées aux coloris nacrés et lumineux. On les voudrait un peu plus assurées d'elles-mêmes.

◆ Entre des bouquets de fleurs en mie de pain et des colonnes Vendôme en verre soufflé, la Galerie pittoresque (133, boulevard Raspail) montre des peintures « naïves ». Il y a, on nous le prouve une fois encore, nombre de Detaille, de Morot (les deux : Chocarne et Aimé) et même (qui l'eût cru !) nombre de surréalistes naïfs. Les perles sont une dame au torse nu qui brandit un fleuret et une composition mi-surréaliste, mi-préraphaëlite, dans les bleus violets, due à Milena Barelli. Mais voilà qu'on annonce que cette dernière ne serait pas naïve et ceci achève de dérouter, pour un jour au moins, le jugement. En effet, que reste-t-il de certaines œuvres très connues, très admirées, si l'on n'est plus sûr que « c'est sérieux » ?

◆ La galerie Rodrigues Henriques a eu l'heureuse pensée de réunir — pour la première fois, dit-elle — des dessins et des aquarelles de Marquet. Il est ainsi prouvé que, de 1936 à 1938, le peintre a vu la baie de Vigo, le beau Danube bleu, Alger, Stockholm et la Dalmatie, sans oublier Les Sables-d'Olonne et Saint-Gervais de Paris. Il est surtout prouvé que, dès le temps lointain où il voulait illustrer *Bubu de Montparnasse*, il avait la sûreté, l'aisance et les autres qualités que nous continuons d'admirer en lui.

◆ Dans le « 36e groupe des artistes de ce temps » (Petit-Palais, jusqu'au 4 mars), on remarque les sculptures de Saupique : bas-reliefs puissants aux lignes harmonieusement équilibrées, statues, figures de femmes, sobres et pourtant émouvantes.

A côté de ces vivants, un disparu, Roger Grillon (1881-1938), connu surtout comme graveur et illustrateur. De fait, ses bois, ses eaux-fortes montrent une grande variété de sentiment et d'expression en même temps qu'un métier très sûr. Mais ses peintures sont heureuses quand elles évoquent le Languedoc où il s'était établi : Lagrasse, les Corbières, les bords de l'Orbieu. Ces œuvres font regretter plus encore sa mort prématurée.

◆ Les quarante-sept toiles et dessins qu'expose Madeleine Luka (galerie Montaigne, jusqu'au 3 mars) suffiraient à peupler un microcosme de sa façon. Il y a là une Joconde aux seins en pommes, des fleurs irréelles, une Vierge pour la chapelle, une gerbe de lis évidemment destinée à la chambre du cousin surréaliste et plusieurs scènes qu'attend la nursery des enfants qui aiment les contes de fées. Tout cela est amusant et surtout tellement Madeleine Luka ! Que demander de plus?

◆ Chirico a montré, à la galerie des Quatre-Chemins, quelques costumes et décors pour des pièces mythologiques : des idées décoratives, un petit air correct et propre.

◆ A la galerie André Schœller, Céria exposait de menus paysages bretons qui sont parmi ses œuvres les plus justes ; la variété des ciels, la vérité des effets de lumière sur la mer ou les maisons, le jeu de couleur des costumes et des coiffes, tout y séduit et y retient. Des nus de petite dimension offrent le même charme, la même vérité.

En même temps, Bastard montrait des vases d'ivoire ou de cristal de roche, des boîtes d'argent ; belles matières heureusement patinées. Les formes, simples parce que longuement étudiées, où rien n'accroche inutilement l'œil, échappent aux modes passagères, elles sont de tous les temps.

◆ Conrad Meïli nous fait voir une heureuse évolution de son talent. Nus, paysages, fleurs, naguère d'une dureté cherchée, conservent leur solidité en montrant plus de souplesse, plus d'abandon. C'est un grand bonheur que de se renouveler en s'enrichissant. Dans les beaux bronzes d'Ed.-M. Sandoz, les bouquets de style japonais de madame Kikou Yamata — certains constituaient de vraies natures mortes — ajoutaient un grand charme à cette exposition.

◆ On a lu ici même (*Revue de Paris*, 15 septembre 1936) les arguments excellents par lesquels M. Paul Vignon établit que le Saint-Suaire conservé à Turin est bien celui dans lequel N. S. Jésus-Christ fut enseveli et, d'autre part, que le masque imprimé sur ce linge sacré a servi de modèle à de nombreux artistes, à partir du VIe siècle, donnant le point de départ de l'iconographie chrétienne ; ainsi nos images traditionnelles du Christ seraient bien à sa ressemblance. M. Vignon reprend et développe ses arguments dans un magnifique ouvrage dont la deuxième édition vient de paraître (Masson, éditeur), et où les ressources de la photographie apportent à ses thèses un appui définitif.

◆ M. Gustave Hirschfeld, bibliothécaire en chef du Sénat, dirige (Arthaud, à Grenoble, éditeur) une collection « Sites et monuments de Paris » qui donne, peu à peu, un inventaire exact et plaisant, orné de magnifiques photographies, de notre ville. Il a eu l'idée originale de réunir en un petit volume nos *Arcs de triomphe et colonnes triomphales* : les deux arcs de Louis XIV, portes Saint-Denis et Saint-Martin ; l'arc de Napoléon au Carrousel et celui qu'il partage, place de l'Étoile, avec monseigneur le duc d'Angoulême, vainqueur des Espagnols au Trocadéro ; les colonnes de la Grande-Armée (Vendôme), de a Victoire (Châtelet), de Juillet (Bastille). Son texte mêle avec beaucoup d'agrément l'histoire anecdotique, la grande histoire et la critique d'art.

◆ M. Félix Timmermans, que nous connaissons comme romancier mais qui est également peintre, a voulu reconstituer la vie de *Pieter Bruegel* (Grasset, éditeur). Le titre flamand de son livre « Pieter Bruegel, tel que je te devine en contemplant ton œuvre », que nous donne sa traductrice, rend parfaitement compte de ce roman historique intéressant, illustré par la reproduction de quelques toiles du maître, et qui atteste, en effet, la connaissance précise de cette grande œuvre.

◆ Dans le dernier fascicule de *l'Amour de l'art*, M. Jacques Mathey explique avec beaucoup de science et de goût quelques « aspects divers de Watteau dessinateur, dans la collection Groult ». Cette illustre collection garde, en effet, une soixantaine de dessins inédits ! M. Mathey les a examinés pour le catalogue qu'il prépare, il en montre le charme, la variété, l'importance dans l'œuvre du maître : leçon utile et profitable.

Cependant, aux pages voisines, l'aimable et savant René Huyghe nous invite simplement à « neutraliser » ou à « abattre » l'Allemagne ; Germain Bazin à chercher « l'élément cosmique de Cézanne » ; Michel Florisoone à « retrouver d'abord le sens orphique ». Ne sont-ce pas là de bien vastes ambitions pour nos modestes stylographes ?

◆ « Les Cent Une, société de femmes bibliophiles », publient une édition (texte latin, traduction par Marcel Prévost) des *Héroïdes*, d'Ovide. Elles ont demandé de l'illustrer à André Derain, qui leur a donné quinze eaux-fortes originales et les esquisses de trente « culispices » (l'opposé de frontispice : vous y êtes) que Pierre Boucher a gravés.

Le papier est bon, le caractère beau et bien disposé. Les images vigoureuses, parfois convulsées des héros, dessinées, presque au trait, par Derain et « tirées » par le graveur Roger Lacourière, évoquent à la fois de fortes pages de notre Renaissance et les gravures qui ornent l'envers des miroirs antiques. Les « culispices » font penser aux ferronneries du XVIIIe siècle.

Ce beau livre est digne de telles comparaisons, il fait honneur à la science des bibliophiles qui l'ont exécuté.

Le liront-elles jamais ? Au fait, il ne s'agit pas de cela.

o o o

L'HISTOIRE

Les coulisses de l'oracle de Delphes. — L'impératrice Marie-Thérèse. — Un homme discuté, l'abbé Bernier. — La géographie de l'Afrique. — Briand.

On a beau dire, l'éclat de certains noms n'est pas près de s'effacer. Les « Annales de l'École des Hautes Études » de Gand, viennent de publier un très beau volume d'*Études d'archéologie grecque* qu'il est difficile de ne pas ouvrir, plus difficile encore de refermer. Et comment ne pas être attiré tout de suite par le sujet que traite un de nos jeunes spécialistes, M. Flacelière, ancien membre de l'École française d'Athènes, professeur à la Faculté des Lettres de Lyon? Il aborde un problème probablement insoluble aujourd'hui : « Le fonctionnement de l'oracle de Delphes ». Pourquoi insoluble? Parce que les descriptions et explications des anciens manquent de précision, comme il arrive forcément quand on ne dispose pas des moyens matériels dont nous sommes si riches aujourd'hui que nous avons peine à nous figurer l'époque où un ouvrage descriptif n'était pas illustré.

Les fouilles nous ont appris tant de choses que nous sommes tentés de croire qu'elles éclairent tout. Le site de Delphes a été particulièrement autopsié. On a même déménagé en 1892 le village de Kastri, qui occupait l'emplacement du sanctuaire, pour opérer plus à l'aise. La moisson archéologique et artistique a été splendide, mais à peu près nulle en ce qui nous

préoccupe, parce que les tremblements de terre et les dévastations systématiques des Chrétiens n'ont rien laissé subsister des dispositions intérieures du temple et spécialement de la chapelle souterraine où vaticinait l'oracle.

Il est triste de l'avouer, nous n'en savons pas beaucoup plus que l'excellent abbé Barthélemy dans le *Voyage du jeune Anacharsis*. Ajoutons bien vite qu'il savait beaucoup. Il n'avait jamais visité la Grèce mais il en savait tout ce qu'on peut savoir par les témoignages anciens. Son ouvrage si agréable et utile qu'il fit sensation en 1789, à un moment où d'autres préoccupations accaparaient les esprits, est en même temps d'une immense érudition. On a eu raison d'ériger récemment un monument commémoratif au pays natal de Barthélemy à Aubagne. On a eu raison encore plus de remettre en liberté cet excellent homme après un emprisonnement de vingt-quatre heures sous la Terreur. Heureusement pour lui, c'était en 1793, ce n'était pas encore la grande terreur, la république se piquait d'être athénienne. On le relâcha avec excuses et compliments, et même en lui offrant de l'avancement. On le nommait garde (conservateur, comme nous disons aujourd'hui) à la Bibliothèque nationale. Il eut la modestie et la prudence de préférer rester garde du Cabinet des médailles.

Laissons de côté tout ce qui concerne l'origine et le rôle de l'oracle de Delphes. Tenons-nous en, comme M. Flaçelière, à un point précis et limité : son mécanisme. Et d'abord, a-t-il varié? Nous le connaissons en détail par Plutarque, mieux placé que personne pour être renseigné, car il est « prêtre d'Apollon Pythien ». Fonctionnaire du temple, il en connaît les détours. Mais entre l'époque d'Hérodote et celle de Plutarque, il a coulé beaucoup d'eau à la fontaine de Castalie. Par prudence, M. Flacelière limite son travail à l'époque de Plutarque. Le rituel avait eu le temps de varier. C'est cependant peu probable, le conservatisme en matière de culte est tout-puissant dans les religions antiques. L'esprit pouvait changer, la foi pouvait fléchir, l'oracle pouvait avoir des moments d'éclipse ou de défaveur, et c'est ce qui advint pour Delphes d'assez bonne heure. Dès la guerre du Péloponèse, les Athéniens négligent de consulter la Pythie. Mais ce n'est pas une raison pour que le cérémonial, lorsque l'ora-

cle reprend du crédit, ne soit pas jalousement identique à celui des origines. C'est plutôt le contraire. A Rome, on n'arrivait pas toujours à trouver un flamine de Jupiter à cause des obligations qui lui étaient imposées, mais on aime mieux s'en passer à certaines époques que d'y modifier quoi que ce soit.

L'incertitude ne porte pas sur les cérémonies préparatoires : sacrifice, purification, offrande obligatoire qu'il ne faut pas confondre avec les ex-voto volontaires. Le dieu n'est pas à la disposition du public. Il y a des jours consacrés. Au début, c'est seulement une fois par an, le 7 du mois de Bysios (à cheval sur février-mars), date de la naissance d'Apollon. Il fallut bientôt, devant l'affluence des pèlerins, ouvrir plus largement les portes sur l'infini. On en vint à un jour par mois, toujours le 7 et à l'exception des trois mois d'hiver. Même avec cette multiplication des séances, il fallut en outre, à un moment donné, créer trois pythies, car une seule ne pouvait supporter les transes trop répétées. On en cite une qui mourut sur le trépied. On tirait au sort l'ordre des consultants, un droit de priorité étant réservé à certaines cités. Les émanations, échappées par une fissure du sol, qui mettaient la pythie en état d'extase prophétique, étaient plus que pénibles. Elle résistait à l'appel. Alexandre voulut la consulter un jour non autorisé. Elle refuse, il la traîne de force au trépied. « Mon fils, tu es invincible », s'écrie-t-elle. C'est ce qu'il voulait se faire dire. Dans l'*Enéide* la scène de la sibylle est exactement pareille. La présence du dieu se manifeste par des tremblements de tous les membres : *deus, ecce deus*, s'écrie-t-elle. Et Virgile n'écrit rien au hasard.

Comment au juste se rendait l'oracle? La pythie siège sur un trépied. C'est une jeune femme, ignorante, de bonne vie et mœurs, vierge ou isolée de son mari. A un moment donné, on exige qu'elle ait l'âge canonique de cinquante ans parce qu'un pèlerin en avait enlevé une à qui pesait ce métier plus qu'ingrat. Où opère-t-elle? Dans un souterrain, dans l'« Adyton ». Remarquez que Virgile emploie ce mot grec pour la sibylle de Cumes. Le trépied repose sur la fissure aux émanations. Mais ici, une question. Dans ce souterrain se trouvait l'*omphalos*, bloc de rocher qui marque le « nom-

bril », c'est-à-dire le centre du monde. Jupiter l'avait déterminé d'une façon simple, simple pour un dieu, en lâchant aux deux extrémités du monde, lever et coucher du soleil, deux aigles qui s'étaient rencontrés à cet endroit fatidique. Les fouilles ont retrouvé l'*omphalos*. Il y en a un en marbre qui est de l'époque romaine et qu'a vu Pausanias. Mais l'ancien, le vrai, retrouvé aussi, est plus petit (vingt-huit centimètres de haut), plus fruste, et en pierre poreuse grossière. Il est percé de part en part par un trou où reste fixée une tige de métal. L'hypothèse la plus vraisemblable, c'est que l'*omphalos* était placé sur l'ouverture aux effluves mystérieux et que le trépied lui-même reposait sur l'*omphalos*, dont le conduit intérieur transmettait ainsi les émanations à la pythie.

Reste à savoir où était le tout. Sans aucun doute dans l'Adyton, qui est, sans aucun doute aussi, un souterrain. Mais les consultants y étaient-ils admis? Se contentaient-ils d'entendre la pythie sans la voir sur son trépied? Cette seconde hypothèse a pour elle Plutarque, qui nous montre la pièce où sont les consultants envahie de temps à autre par des odeurs qui viennent de l'Adyton. C'est ce qui ressort également de l'accident de la Pythie morte sur la brèche, tel qu'il nous est raconté. Elle descend dans le lieu prophétique avec répugnance; ses réponses, au son de la voix, indiquent qu'elle est « désemparée comme un bateau à la dérive », elle s'élance vers la sortie avec un cri effrayant qui met tout le monde en fuite. Cette salle où se tiennent les consultants n'est donc ni l'Adyton, ni le temple ouvert à tous; elle est au fond, n'est ouverte qu'aux consultants et seulement les jours où fonctionne l'oracle. Pausanias nous dit honnêtement qu'il n'a pu la voir. On n'en a rien retrouvé, non plus que du trou aux vapeurs. Apollon garde son mystère.

L'Autriche vient de disparaître, absorbée par la Prusse après l'Allemagne proprement dite. C'est le terme d'une opération à long terme dont la rivalité de Frédéric II et de Marie-Thérèse a été le point de départ, déjà indicateur du point d'arrivée. Ce n'est pas sans raison que madame Constance

Lily Morris intitule son volume récemment traduit : *Marie-Thérèse, le dernier conservateur* (Plon). Marie-Thérèse a été la grande vaincue du XVIIIe siècle. Elle n'a pu empêcher la montée de Frédéric II ; elle a perdu la Silésie, a dû se prêter au partage de la Pologne. Elle a en vain marié ses filles à toutes les cours catholiques, elle a fait leur malheur sans profit pour l'Autriche ; elle a vu son fils Joseph s'engager dans des voies contraires aux siennes, sans du reste plus de succès. Les jours de l'Autriche étaient déjà comptés. Ce monument composite a tenu encore plus d'un siècle et demi, à force de ménagements, peut-être aussi parce que le drame de la révolution et de l'empire a interrompu la marche normale de ses destinées. Mais, après ce tremblement de terre, ses fondations étaient irrémédiablement ébranlées. La conception gouvernementale et familiale de Marie-Thérèse est morte avec elle et elle est morte le sachant. Elle a bien été *The last conservative* car elle l'est de bonne foi, tandis que le conservatisme après elle, sous un François-Joseph par exemple, n'est plus qu'un rôle, autrement dit un expédient.

Marie-Thérèse était logique et déjà anachronique. Dès l'enfance, sous l'influence de l'hérédité, de l'éducation, et aussi de son caractère à la fois consciencieux et candidement hostile à toute nouveauté, elle s'est fait une idée très haute de la responsabilité et des devoirs de quiconque parle au nom de l'illustre maison de Habsbourg. Elle est viennoise, sa mère Élisabeth est une blonde princesse de Brunswick, protestante de naissance. Rien de rigoriste là-dedans. Mais son père, Charles VI, Allemand 100 p. 100 comme elle, a été le rival de Philippe V à la couronne d'Espagne, il a passé quinze années de sa jeunesse dans la péninsule. Il en a gardé l'empreinte, le cérémonial, la théorie du droit divin, qui comporte des comptes à rendre à Dieu, à Dieu seul.

De tout cela, Marie-Thérèse est et restera profondément pénétrée. Dans ce milieu viennois, bon enfant, qui ne prend rien au tragique et peu de choses au sérieux, elle fait contraste. Elle est femme d'action et déteste les survivances féodales qui favorisent les prétentions des grands seigneurs et aussi leur nonchalance lorsqu'il s'agit de l'intérêt public. Marie-Thérèse leur demande d'être à l'heure, de faire passer avant

tout leur devoir d'état, de sacrifier, le cas échéant, leurs aises et leurs habitudes aux exigences du bien public. Elle leur demande aussi, et c'est encore plus grave, sinon plus difficile, de se dévouer au pouvoir central, de se considérer comme Autrichiens avant tout, de reconnaître Vienne comme capitale de l'État et non simplement de la dynastie. Tout cela nécessite une bureaucratie qui écrase le vieux particularisme, sans créer une vraie nationalité, et qui finira par être, pour les populations hétérogènes, une camisole de force.

Ce n'est pas tyrannie de sa part, c'est plutôt ce qu'on appelle aujourd'hui du « paternalisme ». Elle regarde tous ses peuples comme ses enfants mineurs, et les traite en bonne mère de famille, mais une bonne mère de famille a le droit et même le devoir de fouetter ses enfants pour leur bien, et elle ne s'en prive pas. Un jour qu'elle en a un peu abusé pour son fils, le futur empereur Joseph, on lui fait observer que jamais un prince de Habsbourg n'a été traité de la sorte : « Peut-être, répond-elle, mais aussi on voit le résultat. »

Le prince Eugène s'était épuisé en vain à remonter la vieille machine. Après lui, l'empereur Charles VI, uniquement préoccupé d'assurer à sa fille sa succession, avait tout laissé aller, sauf les marques extérieures de la toute-puissance. Sa Cour a eu un éclat imposant et morne. Schœnbrunn est un Versailles sans Grand roi. Lady Mary Montaigu, femme de l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, en trace un somptueux tableau dans ses lettres, considérées comme le pendant anglais de madame de Sévigné. Le caractère viennois est plus sensible à la bonhomie qu'à la majesté. Pour cette raison, Marie-Thérèse est plus populaire que son père. En dépit des défaites, des impôts, elle garde l'affection de tous, au moins à Vienne. Quand elle faillit mourir de la petite vérole, ce fut une consternation : jour et nuit les églises, ouvertes en permanence, sont pleines de suppliants. Elle est si bonne grand'mère ! Lorsque son fils Léopold a un fils, elle court à l'Opéra sans même faire toilette, elle interrompt le spectacle pour crier à la foule : « Léopold a un garçon » « *der Leopold hat einen Bube* ».

Elle a une qualité indispensable à tous les chefs d'État et qu'ils n'ont pas tous au même degré. Elle est indifférente aux

attentats. « Il s'agit d'un fou ou d'un sot », dit-elle en un cas de ce genre. « Ne pas donner à cette affaire une importance qu'elle ne mérite pas. Je n'en ferai pas de cheveux blancs. » On lui signale un complot et Kaunitz insiste pour qu'on prenne des précautions : « N'en faites rien, tranche-t-elle. Il y a eu bien d'autres tentatives et aucune n'a réussi. »

Elle mourra avec un détachement sans phrases, commencé avec son veuvage. Elle est une habituée de la crypte des Capucins, où sa place est marquée près de son mari, mais elle veut jusqu'au bout ne pas déranger. Trois semaines avant sa mort, alors que tout mouvement lui est infiniment pénible, elle suit, du fond de sa voiture, une chasse officielle. Elle en revient exténuée. Elle ne se plaint pas de ses souffrances ; elle craint seulement de n'avoir pas la force de les supporter si le dénouement se fait attendre.

Elle en a assez. Elle a perdu sa belle santé, sa fraîcheur longtemps célèbre ; elle a des battements de cœur, se plaint de manquer d'air quand toutes les fenêtres sont ouvertes, au grand désespoir de ses dames d'honneur ; elle se sent usée et d'une autre époque. Elle n'a pourtant que soixante-trois ans, mais elle a eu seize enfants et des années d'épreuves qui peuvent compter double comme les années de campagnes. La dernière nuit, on la presse de dormir. « Je ne veux pas être surprise par la mort, répond-elle, je veux la voir arriver. » Et elle emploie la langue de la Cour, le français, pour ses derniers mots à son fils.

C'était un « roi », disaient les Hongrois. Son vieil ennemi Frédéric, qui n'aimait pas les femmes et encore moins les femmes d'État, avait fini par lui témoigner un certain respect, voire des égards. Le jour où la paix qui termine la guerre de sept ans est signée (13 mai 1763) était l'anniversaire de l'impératrice. Frédéric a la galanterie de faire évacuer le soir même par ses troupes les localités autrichiennes qu'il devait restituer. Ne dites pas que ce n'est rien ; c'est de sa part énorme et unique. C'est aussi touchant que le geste de l'ivrogne Lignière, l'ami de Cyrano, buvant jusqu'à la dernière goutte l'eau du bénitier où la dame de ses rêves à trempé le doigt.

L'homme est intelligent, instruit, brave, croyant. Mais il a conscience de sa supériorité et juge les autres d'après la façon dont ils le jugent lui-même. C'est son défaut, le défaut des ambitieux qui ne réussiront pas complètement. Ils éveillent des défiances et des suspicions qui, fondées ou non, les arrêteront à un moment donné. L'abbé Bernier, avec toute sa force d'esprit et de volonté, ne sera jamais indiscuté. Et, aujourd'hui encore, la thèse de doctorat en deux volumes que vient de lui consacrer l'abbé Jean Leflon : *Bernier, évêque d'Orléans* (Plon) laisse le lecteur, comme le jury, dans l'indécision.

Il n'y a pas ici de procès à reviser. L'abbé Bernier n'a jamais été condamné. Il est mort évêque d'Orléans en 1806, mais en défaveur auprès de l'empereur qui s'était grandement loué de ses services au moment du Concordat, et nullement en odeur de sainteté auprès du pape qui sera fort heureux de ne pas avoir à rendre publique sa nomination *in petto* au titre de cardinal. Seul, le cardinal légat Caprara lui reste attaché, seul il vient le voir à son lit de mort dans la chambre d'hôtel où il finit, au cours d'un voyage à Paris (1er octobre 1806), à quarante-quatre ans.

Et pourtant, à y regarder de près, on ne découvre contre lui que des présomptions, des rumeurs qui ne sont peut-être que des calomnies, dont certaines le sont même manifestement. Voyons-en quelques exemples.

Il y eut un moment dans l'armée vendéenne un personnage étrange, le pseudo-évêque d'Agra, qui jouissait d'un grand crédit sur les paysans et qui, à cause de cela, ne fut pas désavoué par les chefs quand ils furent renseignés sur son compte. Ce personnage n'était du reste pas entièrement un imposteur. C'était bien un prêtre, Guyot de Folleville, curé constitutionnel rétracté, affilié un temps aux jacobins, capturé devant Thouars, le 5 mai 1793, dans les rangs des Bleus. Il expliqua qu'il s'était joint à eux pour rentrer dans son pays, qu'il était vicaire apostolique et délégué du Saint-Siège pour la région de l'ouest, et qu'il avait été sacré évêque d'Agra à Saint-Germain. Et

le fait est qu'il avait déjà à Périgueux été accepté comme tel, qu'il avait fait acte de juridiction épiscopale. Dans un *Éloge des Vendéens*, publié en 1816, l'abbé Jaunet cite un mariage conclu entre cousins germains en vertu d'une dispense accordée par lui en février 1793 et ajoute : « Moi-même, qui n'étais pas prêtre alors, je reçus l'avis de me préparer à recevoir les ordres de sa main ». Tout cela est antérieur à l'insurrection vendéenne. Cet évêque tombé du ciel fut accueilli comme une bénédiction, mais Bernier n'y est pour rien, car il n'était même pas encore à l'armée.

Quand il arriva, il ne fut pas dupe. Il avait eu Guyot comme condisciple au séminaire ; l'absence de tout titre ou témoignage vérifiables rendait bien douteuse cette extraordinaire montée en grade d'un jeune prêtre de vingt-neuf ans, qui ne dit pas son bréviaire et célèbre rarement la messe. Néanmoins, Bernier partage en apparence la crédulité populaire. Il prêche aux offices épiscopaux, siège dans les conseils ecclésiastiques constitués par le soi-disant prélat et usurpe lui-même le titre de vicaire général d'Angers auquel il n'a aucun droit. Le faux évêque se sent, malgré tout, percé à jour et se résigne à un rôle de façade. Bernier le dénonce au pape en lui faisant parvenir un manifeste au peuple français signé de « l'évêque d'Agra, vicaire apostolique du Saint-Siège ». Un bref de Pie VI condamnant les « usurpations sacrilèges » de Guyot met les chefs vendéens dans l'embarras. Prolonger l'imposture est une grave faute de conscience, la dénoncer risque de démoraliser l'armée à un moment difficile, à l'heure de la marche sur Granville. On garde le silence et on garde à vue l'évêque d'Agra. De nouvelles copies du bref de condamnation arriveront, mais le cas était réglé. L'évêque d'Agra était tombé aux mains des Bleus et avait été envoyé à l'échafaud. On ne voit vraiment pas dans tout cela une responsabilité particulière de l'abbé Bernier, ni même à quelle préoccupation elle aurait répondu.

Un bruit plus malveillant a été colporté. Bernier séjourne longtemps au château de Lavoir où il est bien gardé et bien caché au besoin. C'est le château des la Paumelière. Le mari est émigré et sert dans l'armée de Condé. Il ne rentrera que la veille de Noël 1795, après quatre ans d'absence. Le 14 février

suivant, il est arrêté dans une ferme voisine par les soldats de Hoche et fusillé le 22 février 1796 à Angers. Rien d'étonnant en soi. Mais le préfet de Maine-et-Loire, Hély d'Oissel, dans une lettre à Barante qui travaille alors aux *Mémoires de madame de La Rochejacquelin*, lui écrit, en 1811, que Bernier aurait eu, dit la chronique scandaleuse, « des liaisons plus intimes qu'il ne convenait à son caractère » avec une femme qu'il ne peut faire connaître parce qu'elle « existe encore et a des enfants ». Il s'agit de madame de la Paumelière. Dans ses *Souvenirs d'un nonagénaire*, Yves Bernard va plus loin. L'idée lui est venue, dit-il, « confirmée depuis par plusieurs indices, que c'était l'abbé Bernier qui avait livré l'infortuné mari ». Ainsi, David se débarrassa de l'époux de Bethsabée. En ce cas, le mari est bien indulgent ou bien aveugle, car rien ne transparaît dans sa lettre d'adieu à sa femme, à laquelle il fait remettre comme souvenir à l'heure suprême son alliance, sa montre, sa fourchette de prisonnier, le tout conservé depuis aux archives du château familial. On s'accuse jusqu'à l'absurde entre Vendéens. Un d'eux écrit, en 1800, au comte d'Artois que Bernier a « une fille déguisée en homme pour valet de chambre. » Ce que fit l'abbé Bernier pour madame de la Paumelière, c'est de lui faire conserver plus tard, par le Premier Consul, la jouissance des biens de son mari, marque de reconnaissance qui ne suppose pas nécessairement une hospitalité plus qu'écossaise.

Plus sérieuse, parce qu'elle a trouvé plus de crédit, est l'affaire Stofflet, tout à fait simultanée, car Stofflet sera exécuté le 25 février, trois jours après le baron de la Paumelière. Stofflet avait repris les armes, sans illusion, sur un ordre formel du comte d'Artois. « Mes amis, dit-il, nous allons à l'échafaud, mais c'est égal, vive le roi quand même ! » Bernier pense comme lui. Stofflet n'est pas suivi. Une conférence des chefs survivants est décidée, à la métairie de la Saugrenière. Stofflet, prévenu le 22 février par un émissaire de Bernier, y arrive le 23 au soir. Après une délibération sans résultat, on se sépare à deux heures du matin, en prenant rendez-vous pour la nuit suivante. Stofflet reste à la Saugrenière avec ses fidèles ; les autres, dont Bernier, se dispersent dans les métairies des alentours. La métairie de la Saugrenière

est subitement cernée, envahie par un détachement de Bleus, Stofflet est blessé et pris. Qu'il y ait eu trahisson, c'est probable, le pays était infesté d'agents et d'espions. Mais en quoi l'abbé Bernier est-il suspect? Il avait été toujours très favorable à Stofflet. Quel pouvait être son intérêt à le trahir? On lui aurait promis 100 000 francs. On donne pour preuve de sa vénalité une note du Comité de Salut public (15 fructidor, 1er septembre 1795) : « On assure que Bernier est un homme à tout faire pour de l'argent, il faut le faire sonder... » A-t-il reçu, en effet, de l'argent? En a-t-il reçu pour livrer le dernier grand chef?

Il est certain qu'on l'a tout de suite incriminé. Voyons les raisons invoquées. Il n'est pas resté à la métairie qui va être assaillie. C'est vrai, mais les autres non plus. Il y avait avantage à s'égailler, à ne pas se mettre tous dans la même nasse. Il est allé plus loin que les autres. Il ne va pas à la ferme de la Petite Ramée comme il l'avait dit. Il va à celle du Chêne percé. Dissimulation assez naturelle quand on se sait guetté, à la merci d'une trahison, voire d'une indiscrétion. Pendant la réunion de la Saugrenière, il aurait envoyé un homme chercher du tabac à Cholet. L'allégation reste vague et n'est pas très probante. Chose plus grave, le détachement des Bleus aurait passé par la ferme du Chêne percé et reçu l'indication suprême. Mais qui nous dit tout cela? Une tradition qui remonte aux métayers de la Saugrenière. Ce serait beaucoup si le témoignagne était direct et contemporain, mais il n'est connu que par les souvenirs tardifs de leurs descendants.

Et il y a des témoignages contraires. Celui du commandant Loutil, chef du détachement, a été recueilli par les *Souvenirs de la comtesse de la Bouëre*. Il cherchait, dit-il, à prendre Bernier, avait d'abord inutilement fouillé un château voisin, celui de Sochereau, sur un faux renseignement, puis sur le renseignement plus exact d'un paysan traître, il s'était rabattu sur la métairie où il eut la surprise de prendre au piège Stofflet au lieu de Bernier.

Le moins qu'on en puisse dire, c'est que cette version a pour elle plus de vraisemblance. Le vrai, sans doute, n'est pas toujours vraisemblable, mais l'invraisemblable n'est pas non plus une preuve de vérité. Ce qui est fâcheux pour Bernier,

fâcheux d'une manière générale et non à propos de tel ou tel point, c'est qu'il ait trouvé moyen de soulever un tel concert de défiances. Quand on est universellement discuté, on laisse à tort ou à raison l'impression d'être discutable. Bernier, conclut M. Jean Leflon, reste « énigmatique ». C'est peut-être que son désir d'aboutir — on le voit dans toute la négociation du Concordat — fait tort parfois à sa franchise, sinon à sa droiture.

La *géographie universelle* de Vidal de la Blache et Gallois s'accroît d'un volume considérable sur *l'Afrique équatoriale, orientale et australe* de Fernand Maurette, qui pourrait paraître avec un filet de deuil car l'auteur ne l'a pas vu. Ce n'était pas son ouvrage de début. Il avait déjà publié une série de manuels scolaires qui ont obtenu et mérité une grande faveur, mais c'était son premier grand ouvrage et il promettait beaucoup. Maurette, ami politique et camarade d'Albert Thomas à l'École normale, avait été appelé par lui à Genève au Bureau international du Travail. Il y était resté comme sous-directeur après la mort d'Albert Thomas en 1933, ce qui lui avait donné l'occasion de grands voyages en Chine, au Japon, en Amérique du Sud. Sa vocation de géographe, révélée par une longue collaboration aux *Annales de géographie*, se trouvait ainsi précisée par le contact avec les réalités. Il venait de revenir à Paris comme directeur du Bureau français du B.I.C. quand une embolie le terrassa (1er août 1937), au seuil d'une nouvelle carrière, plus proprement scientifique, dont le présent volume, laissé tel qu'il était sorti de ses corrections, était le premier acte.

La géographie est devenue une science très complexe, très exigeante, encore mal délimitée. La géologie en est la base, l'évolution humaine le couronnement. La partie descriptive évite tout soupçon de littérature, la nomenclature physique est réduite à sa plus simple expression. L'illustration évoque mieux que les paroles l'aspect des sites et des races. Elle est ici d'une richesse et d'une valeur documentaire admirables : soixante-quatre pages de photographies hors-

texte dont chacune contient deux vues, cent cinq cartes et figures dans le texte et une carte en couleur.

Ce qui attirera tout de suite le public curieux d'actualité, ce sont sans doute les chapitres consacrés à l'Éthiopie, à l'Égypte, au canal de Suez, au dominion de l'Afrique du Sud. Quelques jours avant sa mort, dans une lettre datée de juillet 1937, Maurette faisait observer que son étude sur l'Éthiopie, écrite avant la conquête par l'Italie, ne perdait rien de sa valeur objective, malgré cet événement considérable. Non seulement l'étude historique reste valable, mais aussi tout le développement sur les races, les langues, les religions, les mœurs et les productions. On peut même dire que les nouveaux maîtres du pays y pourraient trouver des indications et des conseils indirects, d'autant plus précieux que, par leur date même, ils échappent à tout soupçon d'être tendancieux.

Économiquement, il faut bien avouer que l'Éthiopie a plus de possibilités que de réalités. Son commerce extérieur est minime. En 1933, il ne dépassait pas 11 millions de dollars, ce qui était peu pour un pays double de la France avec 5 millions et demi d'habitants. Les trois quarts de ce mouvement commercial passaient par Djibouti, l'unique voie ferrée reliant la capitale à la côte. On parle beaucoup du café et de l'or comme articles d'exportation : c'est peu en fait. Le café, qui vient au premier rang, ne représente que le centième de la production mondiale. Le commerce intérieur est plus important, mais les routes ne sont que des pistes pour caravanes de mulets ou de chameaux, subordonnées aux puits dans la région désertique, terriblement accidentées dans la région montagneuse. La construction de vraies routes pour autos, dont quelques tronçons seulement étaient ouverts aux environs d'Addis-Abéba, a été courageusement entreprise par les Italiens, bons terrassiers, mais elles ont de la peine à résister longtemps aux pluies diluviennes et prolongées que nous dépeint sans phrases en un volume plein d'esprit, *Amhara* (Plon), un Italien très parisien de langue, Caccia Dominioni, qui a fait la campagne d'Abyssinie comme capitaine de troupes coloniales. Pendant longtemps notre chemin de fer de Djibouti à voie étroite suffira et n'aura pas besoin des quatre trains par jour prévus lors de la construction. Il

pourrait transporter quatre cent mille tonnes de marchandises par an, il n'a jamais dépassé les soixante-quatorze mille de l'année 1929, l'année de son achèvement.

L'Éthiopie est virtuellement riche, pratiquement inexploitée. Sa mise en valeur par l'Italie est une grande promesse, mais à longue échéance.

Un exemple plus probant de réussite coloniale, parce qu'il a eu le temps de faire ses preuves, c'est le grand dominion de l'Afrique du Sud, l'Union sud-africaine, véritable empire bilingue et quand même unifié, constitué par l'Angleterre au lendemain d'une lutte qui avait mis aux prises deux races et deux conceptions de la vie en apparence inconciliables, sinon irréconciliables. Aujourd'hui, la réconciliation est faite et parfaite entre les vainqueurs d'hier et les vaincus devenus prépondérants. En une centaine de pages qui ont l'étoffe d'un beau volume, Maurette a fait de cette région un tableau remarquable à tous égards. Il y faudra souvent recourir, car le rôle de ce pays à la fois neuf et traditionaliste ne manquera pas de grandir et de s'affirmer.

C'est le plus indépendant des dominions. Il est, comme le Canada, le produit et le confluent de deux races, de deux civilisations. L'anglais et le hollandais y sont également officiels comme l'anglais et le français au Canada, mais l'Afrique du Sud n'a aucun voisin capable de l'influencer comme les États-Unis en Amérique du Nord. Le dominion sud-africain est son maître, il ne dépend que de son bon vouloir, il le sait et ne le cache pas. Le fait même que les Boërs, paysans individualistes et bibliques, ont pu s'associer — s'imposer serait plus juste — aux colons anglais, citadins commerciaux et financiers du Cap, est considérable. La question indigène n'est pas résolue du même coup, assurément. Sur les quatorze millions d'habitants que compte approximativement l'ensemble du dominion avec les protectorats britanniques qui en dépendent géographiquement, il n'y a guère plus de deux millions d'Européens, autant qu'on en peut juger en l'absence de recensement très précis pour les indigènes proprement dits, parmi lesquels il ne faut pas compter les Asiatiques attirés par le travail des mines (deux cent mille environ), ni les métis (un demi-mil-

lion) provenant d'unions mixtes pour la plupart lointaines.

L'accroissement est plus marqué jusqu'ici dans l'élément européen, grâce à l'immigration, mais elle tend à se raréfier. Il sera de moins en moins facile de maintenir l'hégémonie intransigeante de l'élément blanc dans un régime démocratique d'apparence, démocratique à la manière des républiques grecques où les citoyens maîtres de la chose publique étaient une minorité de privilégiés.

L'œuvre de M. Georges Suarez sur *Briand* (Plon) a trop d'importance pour être l'objet d'une appréciation partielle. Les deux premiers volumes s'arrêtent au seuil de la grande guerre. Ils seront une révélation pour ceux qui croyaient que Briand avait horreur d'écrire, qu'il ne prenait aucune note, ne conservait aucun document, ne laissait aucuns papiers. C'est à Cocherel qu'étaient ses archives, et bien en ordre. M. Suarez a eu la bonne fortune d'en prendre le premier connaissance. On peut dire que son travail est de première main. La difficulté était pour lui de choisir. Elle était grande, car choisir c'est éliminer. M. Suarez a préféré ne pas trop éliminer.

A. ALBERT-PETIT,
Membre de l'Institut.

PARIS... d'hier et d'aujourdhui

PONTS DE PARIS

Ils sont toujours d'actualité. Sans évoquer le dernier septembre, où l'évacuation envisagée de Paris était fort empêchée par l'inachèvement des grands ponts de l'ouest (Neuilly, Suresnes et Saint-Cloud), il n'y a guère de mois d'hiver où les Parisiens n'aillent examiner avec une curiosité un peu inquiète les pieds du zouave de l'Alma : « Trempent-ils ? » La fameuse inondation de 1910 est loin d'être oubliée.

Nos ponts, eux aussi, dépendent à la fois de la Ville et de l'État. Le « Service des Ponts de Paris », dirigé par M. Gaspard et par M. Morane, les administre et, pour les mieux surveiller, il a installé sur le fleuve un petit bureau de travail. Naguère, il était dans la petite maison de briques du quai Malaquais, en face de l'École des Beaux-Arts, mais un élargissement du port voisin va faire disparaître la bicoque et c'est sur un ancien ponton des bateaux-mouches, amarré au quai des Orfèvres, qu'on le trouve.

En temps de crue, l'accès n'en est guère facile mais l'épreuve de l'échelle, de la planchette et du bachot est vite oubliée quand on aborde. Le bras sud du Pont-Neuf, vu de là, est imposant et trapu comme une forteresse et, si on lève le nez vers le parapet du quai, les médiocres bâtisses du nouveau Palais prennent pour une fois, à travers les grands arbres, quelque apparence de château. Et puis, il y a là un aimable homme, M. Gravet, qui sait par cœur tous ses ponts.

Puisque les historiens et les géo-

graphes affirment que la naissance de Lutèce est due à la position des îles qui facilitent le passage de la Seine, le premier chapitre de l'histoire de Paris devrait être l'histoire de ses ponts mais on pense bien qu'il ne reste pas trace de ce que Gaulois ou Romains ont pu faire pour joindre, à travers la Cité, la route de Beauvais (rue Saint-Martin) à la route d'Orléans (rue Saint-Jacques) ; nous ne savons donc rien sur les ancêtres du Petit-Pont et du pont Notre-Dame. Et pendant tout le moyen âge, d'ailleurs, les ponts demeurent bien fragiles ; l'inondation, l'incendie, les glaces où les bateaux en dérive les mettent à mal avec une déconcertante facilité. Par exemple, le Petit-Pont, que les Normands avaient détruit quand ils assiégeaient Paris en 885, *est plusieurs fois refait en bois, puis, par les soins de l'évêque Maurice de Sully, en pierre* (1185), *mais il est de nouveau successivement démoli et rétabli en* 1196, 1206, 1280, 1296, 1325, 1376 *et* 1393, 1406 *et au début du* XVe *siècle. Quant au pont actuel, il remplace, depuis* 1852, *une construction de* 1718. *Et ces ponts, si faciles à emporter, prolongeant les rues, étaient le plus souvent couverts de maisons.*

Une ère nouvelle s'ouvre avec le Pont-Neuf (1578-1604) *qui, tout restauré qu'il soit (les mascarons anciens, par exemple, sont au musée de Cluny), subsiste encore, Dieu merci ; comme le pont Marie, il est monument historique. Désormais, on ne construira plus que de solides ponts de pierre, sans maisons. Louis XIV paya de ses deniers le Pont-Royal et, en* 1786, *le célèbre Perronet commençait le pont qui fut successivement appelé Louis XVI, de la Révolution et de la Concorde. Sous l'Empire, on essaie les premiers ponts métalliques (pont des Arts et premier pont d'Austerlitz), mais ils donnent tant de mécomptes que la Restauration et Louis-Philippe font surtout des ponts suspendus : il ne reste rien de leurs toiles d'araignées.*

Ici, comme ailleurs, c'est le Second Empire qui a donné à Paris sa physionomie actuelle. Il a, en effet, construit, reconstruit ou restauré les ponts de l'Alma, d'Arcole, des Arts, d'Austerlitz, d'Auteuil, de Bercy, des Invalides, Louis-Philippe, National (jadis Napoléon III), Notre-Dame, Saint-Michel, le Petit-Pont et le Pont au Change!

La Troisième République laissera quelques constructions utilitaires, par exemple les ponts Sully, de Tolbiac et de Passy, mais aussi les belles arches du pont Mirabeau et du pont Alexandre-III, ce dernier alourdi par une décoration excessive. Pour le moment, on en est aux agrandissements : les ponts de la Concorde et d'Iéna élargis, c'est le pont du Carrousel (ou des Saints-Pères) qui, sous nos yeux, est peu à peu remplacé par un nouvel ouvrage de béton armé, sensiblement plus vaste.

C'est sur lui qu'il faut veiller. Peu importent les ornements dont on veut l'environner : une statue se déplace, un lampadaire se change. Mais il ne faut pas se lasser de revenir au projet insensé qui lui donne un « débouché » en démolissant tout le quartier Saint-Germain-des-Prés. (Voir la Revue *du* 1er *février* 1938.*) Et sous quels mauvais prétextes! Ce pont « butte » contre les maisons du quai? Pas plus que le pont de la Concorde ne « butte » contre la Chambre des députés. Le pont de la Concorde a l'exutoire du boulevard Saint-Germain. Vous avez sous la main de quoi dégager tous les ponts et les quais de la rive gauche : le passage souterrain qui sert actuellement au chemin de fer d'Austerlitz à Orsay. L'aménager, lui et les accès nécessaires, est possible, et des avis autorisés nous ont même assuré que, tous comptes faits, cette opération coûterait moins chère que l'éventration projetée, une fois de plus, par la spéculation. Elle résoudrait pour longtemps le problème de la circulation sur toute la rive.*

Nos ponts ont inspiré tant d'artistes! Il serait navrant et absurde que l'agrandissement de l'un d'eux vînt saccager un des quartiers agréables de Paris. Au nom des Hubert Robert, des Corot, des Van Gogh, des Marquet, au nom des Lepère, des Méryon, des Henri Rivière, des Béjot, ne touchez pas au quai Voltaire.

P. D'E.

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIEBAUT, Rédacteur en Chef de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Elysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIEBAUT

LE MARCHÉ FINANCIER

Les reports, en liquidation au Parquet, valent moins de 1 p. 100. Le taux des bons de la Caisse autonome vient d'être réduit de 1/4 p. 100. La détente progressive du loyer de l'argent gagne le moyen terme, après le court terme et commence à déborder sur le long terme. Le rapatriement des capitaux continue : le bilan du Comptoir d'Escompte, au 31 décembre, accuse une augmentation d'environ 1 milliard dans les dépôts par rapport à 1937. Mais ces capitaux n'ont point encore repris l'habitude de s'employer en Bourse, malgré une situation technique si incontestablement favorable qu'il faudrait être atteint de cécité pour la mésestimer.

Pourquoi cette bouderie prolongée? L'explication en tient dans un seul mot : la peur. Depuis septembre, le Français moyen s'est installé dans la peur comme dans une habitude. Vous pouvez lui parler de n'importe quoi, il vous répond : « La guerre... » Bien sûr, tous les risques ne sont pas écartés, mais ils perdent de leur virulence à mesure que le temps s'écoule. Le mauvais garçon, qui, dans la rue, vous plante son couteau sous l'omoplate, pour subtiliser votre portefeuille, ne vous avise pas plusieurs jours à l'avance. Il risquerait alors de manquer son coup : un homme prévenu en vaut deux. L'Angleterre, la France ont eu maintenant le loisir de compléter leurs précautions. On le sait, à Berlin, aussi bien qu'à Rome. On fait donner le Japon à Haïnan, ce qui éveille la susceptibilité des États-Unis. Dès lors, le binôme de « l'axe » peut se trouver en face d'un trinôme. A mi-chemin entre le pessimisme et l'optimisme existe un terrain sérieux, rationnel, dont on finira bien par s'aviser pour y opérer le regroupement des esprits et des initiatives.

N'attendons point que ce moment soit pratiquement venu pour remettre nos affaires en ordre. Alors, l'offensive boursière se déclenchera comme celle de la restriction avec, en plus, la rapidité. Nous possédons, dans notre portefeuille,

des valeurs diverses qui ne sont pas toutes appelées à profiter d'une reprise avec le même coefficient ; par accoutumance ou par résignation, nous remorquons des poids morts ou inutiles, qui alourdissent l'ensemble. Ils peuvent, ils doivent céder la place à des unités plus nerveuses, qui attestent déjà l'impatience du mouvement. Ainsi, et ainsi seulement, par des arbitrages, par des moyennes judicieuses, nous pouvons mobiliser notre masse de manœuvre, l'assurer d'une alacrité qui, dès la première éclaircie, lui donnera ce pouvoir de compensation, susceptible d'effacer nos pertes et de nous rééduquer dans cette notion si justement prônée par M. Paul Reynaud : celle du bénéfice.

Je ne puis naturellement faire entrer, dans le cadre d'une discussion générale et trop brève, tous ces cas d'espèce que représente chaque portefeuille. Mais pour ceux qui éprouvent le désir, ou même le besoin, de cette révision nécessaire, il existe un moyen fort simple. Inscrire, sur une feuille de papier, la liste des valeurs qu'ils possèdent. Me l'envoyer ensuite, pour que nous puissions, dès lors, en discuter à loisir : par correspondance, ou, ce qui vaudrait mieux encore, par conversation directe.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union Industrielle française.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique, doit être adressée à M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).